



AG2R LA MONDIALE

Prendre la main
sur demain

Rapport sur la solvabilité et la situation financière SGAM AG2R LA MONDIALE

Rapport 2025 sur les données
au 31 décembre 2024

Sommaire

4	Lexique	
5	Présentation	
6	Synthèse	
8	A. Activité et résultats	
8	A.1 Activité	
14	A.2 Résultats de souscription	
14	A.3 Résultats des investissements	
14	A.4 Résultats des autres activités	
15	A.5 Autres informations	
16	Focus : Résultats par entité	
33	B. Système de gouvernance	
33	B.1 Informations générales sur le système de gouvernance	
42	B.2 Exigences de compétence et d'honorabilité	
42	B.3 Système de gestion des risques, y compris l'évaluation interne des risques et de la solvabilité	
46	B.4 Système de contrôle interne	
48	B.5 Fonction audit interne	
48	B.6 Fonction actuarielle	
49	B.7 Sous-traitance	
50	B.8 Autres informations	
51	C. Profil de risque	
53	C.1 Risque de souscription	
55	C.2 Risque de marché	
56	C.3 Risque de crédit	
57	C.4 Risque de liquidité	
58	C.5 Risque opérationnel	
61	C.6 Autres risques importants	
62	C.7 Autres informations	
63	D. Valorisation à des fins de solvabilité	
63	D.1 Actifs	
64	D.2 Provisions techniques	
66	D.3 Autres passifs	
67	D.4 Méthodes de valorisation alternatives	
67	D.5 Autres informations	
68	Focus : Fiche par entité	

93 E. Gestion du capital

- 93 E.1 Fonds propres
- 94 E.2 Capital de solvabilité requis et minimum de capital requis
- 95 E.3 Utilisation du sous-module « risque sur actions » fonde sur la durée dans le calcul du capital de solvabilité requis
- 95 E.4 Différences entre la formule standard et tout modèle interne utilisé
- 95 E.5 Non-respect du minimum de capital requis et non-respect du capital de solvabilité requis
- 95 E.6 Autres informations
- 96 Focus : Fiche par entité

123 Annexes

Lexique

Acronyme	Signification
ACPR	Autorité de contrôle prudentiel et de résolution
BE	Meilleure estimation (Best estimate en anglais)
CAA	Commissariat aux assurances
DDA	Directive sur la distribution d'assurance
DORA	Règlement européen 2022/2554 sur la résilience opérationnelle numérique du secteur financier (<i>Digital Operational Resilience Act</i> en anglais)
EIRS / ORSA	Évaluation interne des risques et de la solvabilité (Orsa en anglais)
EPIFP	Profits futurs dans les primes futures (Expected profits included in future premiums en anglais)
FRPS	Fonds de retraite professionnelle supplémentaire
GIE	Groupement d'intérêt économique
IDA / IDP	Impôt différé actif / passif
IFT	Instruments financiers à terme
IP	Institution de prévoyance
LCB-FT	Lutte contre le blanchiment des capitaux et du financement du terrorisme
LoB	Ligne d'activité en français (Line of business en anglais)
Loi Sapin 2	Loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique (dite Loi "Sapin 2")
MCR	Minimum de capital requis (Minimum capital requirement en anglais)
NSLT	Similaire à la non-vie (Not similar to life techniques en anglais)
OPC / OPCVM	Organismes de placement collectif / en valeurs mobilières
Pacte / Loi Pacte	Loi n° 2019-486 du 22 mai 2019 relative au Plan d'action pour la croissance et la transformation des entreprises (dite Loi « Pacte »)
PB	Participation aux bénéfices
PER / PERI / PERO	Plan épargne retraite / individuel / obligatoire
PM	Provisions mathématiques
PPE	Provision pour participation aux excédents
QRT	Modèles de déclaration quantitative (quantitative reporting templates en anglais)
RGPD	Règlement général sur la protection des données

Acronyme	Signification
SCR	Capital de solvabilité requis (Solvency capital requirement en anglais)
Sgam / Sgaps	Société de groupe d'assurance mutuelle / de protection sociale
SLT	Similaire à la vie (Similar to life techniques en anglais)
TIC	Technologies de l'Information et de la Communication
TSDI / TSR	Titre subordonné à durée indéterminée / remboursable
UC	Unité de compte

Présentation

Le régime prudentiel Solvabilité 2 est entré en application le 1^{er} janvier 2016.

Le présent rapport sur la solvabilité et la situation financière (ou RSSF), à destination du public, est établi en application des articles 51 à 56 de la Directive 2009/138/CE du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2009 et des mesures d'exécution publiées sous forme de Règlement le 17 janvier 2015.

Le rapport présente les informations visées aux articles 359 à 370 pour les groupes d'assurance et aux articles 292 à 298 pour les organismes solos. Il respecte la structure prévue à l'annexe 20 du Règlement.

Il concerne la période de référence du 1^{er} janvier 2024 au 31 décembre 2024.

Ce rapport est un rapport unique qui concerne l'ensemble du périmètre de combinaison de SGAM AG2R LA MONDIALE, à l'exception d'ARIAL CNP ASSURANCES et de La Mondiale Retraite supplémentaire qui produisent leur propre rapport, mis à disposition sur le site internet du Groupe. Cependant, les informations quantitatives relatives au Groupe comprennent l'ensemble des entités incluses dans son périmètre de combinaison.

Ce rapport est composé de six parties, comportant les informations qualitatives et quantitatives groupe, une synthèse et cinq modules : activités et résultats, système de gouvernance, profil de risque, valorisation à des fins de solvabilité et gestion du capital.

Les informations quantitatives des entités solos sont détaillées à la fin de chaque chapitre.

Ce rapport, relatif à l'exercice 2024, a été soumis à l'approbation des Conseils d'administration des entités du Groupe lors des séances qui se sont déroulées au cours du mois de mars 2025.

Il est communiqué à l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR). Il est publié sur le site internet du Groupe.

Synthèse

AG2R LA MONDIALE est le premier groupe paritaire en assurance de personne en France. Doté d'une gouvernance paritaire et mutualiste, expert en assurance de personnes, il est historiquement positionné sur les travailleurs non-salariés (TNS), les entreprises et les branches professionnelles.

Le chiffre d'affaires de SGAM AG2R LA MONDIALE atteint son plus haut historique à 12,8 Md€.

En Santé Prévoyance, le Groupe a réalisé un chiffre d'affaires de 4,3 Md€ sur un périmètre où la priorité a été donnée au rétablissement des équilibres techniques. Le taux de redistribution en Santé d'AG2R Prévoyance a été de 86 %.

En Épargne Retraite et Patrimoniale, les cotisations ont atteint 7,8 Md€, en hausse de +19 %. Cette croissance est portée par une politique commerciale volontariste, en particulier en épargne patrimoniale avec de nouveaux partenariats et de nouvelles offres.

La collecte nette est positive à 0,5 Md€, en amélioration de +2,6 Md€ par rapport à l'année précédente grâce à l'effet cumulé de la nette hausse de l'encaissement et de la baisse des taux de prestations, notamment sur les supports euros. Les encours représentent 99,0 Md€, en hausse de +4,0 %, avec une part des unités de compte dans les encours de 42 % soit 11 points au-dessus de la moyenne du marché. Le chiffre d'affaires de ÆGIDE-DOMITYS s'élève à 582 M€, en hausse de +14 %, porté par la croissance du nombre de Résidences Services Seniors en exploitation qui atteint 190 établissements, accueillant 18 000 résidents à fin 2024.

Le résultat net des activités assurantielles s'établit à 351 M€.

En Santé Prévoyance, la contribution au résultat de la SGAPS est de 149 M€, en amélioration de +38 M€.

Le résultat net d'AG2R Prévoyance est de 65 M€, soit une amélioration de +140 M€ en trois ans, et est en avance sur les objectifs du plan de redressement.

Le ratio combiné des activités de Santé Prévoyance d'AG2R Prévoyance s'établit à 99,7 % en amélioration de 2,3 points. Cette amélioration, qui résulte du plan de redressement de l'Institution dont une baisse du taux de frais sur les trois dernières années, s'est opérée malgré un contexte exigeant tant pour l'activité Santé avec une hausse structurelle des dépenses et des transferts de charges décidés par les pouvoirs publics, que pour l'activité Prévoyance.

En Épargne Retraite et Patrimoniale, le résultat des activités de La Mondiale s'élève à 202 M€. Il intègre une hausse de 17 points de base du taux moyen de participation aux bénéfices sur les supports euros qui atteint 2,44 %. Fin 2024, le stock de PPE s'établit à 3,4 % des encours des supports euros après une reprise limitée et moindre qu'anticipé, permettant au Groupe de conserver des marges de manœuvre pour les années à venir.

Dans un secteur des Résidences Services Seniors marqué par un marché immobilier très dégradé et une suroffre locative conjoncturelle, le résultat de ÆGIDE-DOMITYS ressort à -94 M€.

La contribution de ÆGIDE-DOMITYS au résultat consolidé est de -94 M€. La perte nette de ÆGIDE-DOMITYS s'est réduite par rapport à 2023 grâce aux premiers effets liés à la mise en œuvre du Plan de redressement décidé en novembre 2023. Ces améliorations se sont concentrées sur l'activité d'exploitation des résidences mais ont été limitées par l'intensité concurrentielle dans un contexte de suroffre locative. L'activité de promotion immobilière a quant à elle continué à être fortement pénalisée par la dégradation du marché immobilier.

Ce contexte de marché immobilier fortement déprimé couplé aux difficultés propres au secteur des Résidences Services Seniors ont conduit à une dépréciation du Goodwill d'acquisition de ÆGIDE-DOMITYS dans les comptes de La Mondiale avec un impact additionnel de -75 M€ sur le résultat consolidé du Groupe. Cette écriture comptable n'a pas d'impact sur la solvabilité du Groupe.

En février 2025, le Groupe a pris le contrôle de 100 % de ÆGIDE-DOMITYS afin d'engager des mesures de restructuration additionnelles pour rétablir la situation financière et l'équilibre économique de ÆGIDE-DOMITYS. Le Groupe demeure confiant dans le rôle sociétal des activités de ÆGIDE-DOMITYS pour répondre aux enjeux du « bien vieillir » dans un contexte de vieillissement de la population. Le résultat net part du Groupe de la Sgam s'établit ainsi à 183 M€.

La solidité financière du Groupe est caractérisée par un ratio de solvabilité stable à 176 % et une note « A perspective stable » à nouveau confirmée par Standard & Poor's.

Le ratio de solvabilité du Groupe est stable à 176 % à fin 2024, soit un excédent de fonds propres prudentiels de 4,0 Md€.

Standard and Poor's a confirmé à nouveau la notation du Groupe à « A perspective stable » en février 2025 soulignant la très forte solidité financière du Groupe et sa position de premier plan sur le marché français de l'assurance en matière d'épargne, de retraite, de santé et de prévoyance.

Fin 2024, la Gouvernance du Groupe a décidé de la création d'une société de réassurance interne qui permettra de renforcer la solidarité financière au sein du Groupe et la solvabilité individuelle de ses entités.

En 2024, le Groupe a réduit son endettement et sécurisé une partie importante de son financement grâce à différentes opérations sur ses dettes subordonnées dont une nouvelle émission effectuée le 10 juillet 2024 pour 500 M€ de dette Restricted Tier 1.

Les actifs du Groupe s'élèvent à 132,9 Md€ et contribuent au financement de l'économie.

Le Groupe a 132,9 Md€ d'actifs investis, en augmentation de 3,8 % par rapport à 2023 grâce à la collecte nette positive en assurance vie et à l'évolution favorable des marchés. Les actifs du Groupe sont investis au service du financement des entreprises et de l'économie avec notamment 88,1 Md€ investis pour accompagner le développement des entreprises. 100 % des actifs gérés par le Groupe répondent aux critères de l'investissement responsable et 9 fonds sont labellisés ISR. Par ailleurs 69 % des bureaux en immobilier de placement bénéficient d'une certification environnementale.

Le Groupe a continué à investir fortement dans ses outils digitaux au service de l'expérience et de la satisfaction client.

Des espaces clients digitaux enrichis permettent à nos clients de réaliser 100 % de leurs démarches en ligne tandis que la mise en place d'une vision 360° et des processus d'automatisation permettent à nos équipes d'accélérer le traitement des demandes. Ainsi le nombre de transactions en ligne a été multiplié par 2,5 depuis 2022 et le taux de satisfaction digitale atteint un niveau élevé de 8/10.

Le Groupe a continué à renforcer ses actions en faveur de ses collaborateurs.

AG2R LA MONDIALE a mené une politique de recrutement active avec 1 600 postes pourvus, un taux d'alternants qui atteint désormais 5,5 % des effectifs et un taux de collaborateurs en situation de handicap qui est de 9 %. La politique sociale du Groupe s'est notamment traduite par la signature avec les organisations syndicales représentatives d'un accord sur la qualité de vie et les conditions de travail (QVCT) pour renforcer la culture de la prévention des risques professionnels. Le Groupe accompagne également le développement continu des compétences de ses collaborateurs avec cette année encore 98 % d'entre eux qui ont bénéficié d'actions de formation. Le Groupe a continué à agir au service de la diversité et de l'inclusion, avec notamment la signature de la charte StOpE contre le sexisme ordinaire en entreprise et le renouvellement de la signature de la charte d'engagement LGBT+ de l'Autre Cercle.

Pour contribuer au « vivre ensemble », le Groupe s'engage sur des sujets à forts enjeux sociétaux tels le « bien vieillir », la prévention, les solidarités et l'inclusion à travers les territoires.

AG2R LA MONDIALE est un acteur engagé du « bien vieillir ». L'action sociale de la retraite complémentaire du Groupe vient notamment en soutien aux Seniors, aux aidants et aux acteurs du « bien vieillir ». En 2024, elle a par exemple renouvelé son soutien à Baluchon France qui apporte des solutions pour le répit des aidants familiaux. La même année, l'action sociale de la retraite complémentaire a également lancé les trophées régionaux des initiatives sociales et solidaires (TRISS) qui ont récompensé à travers

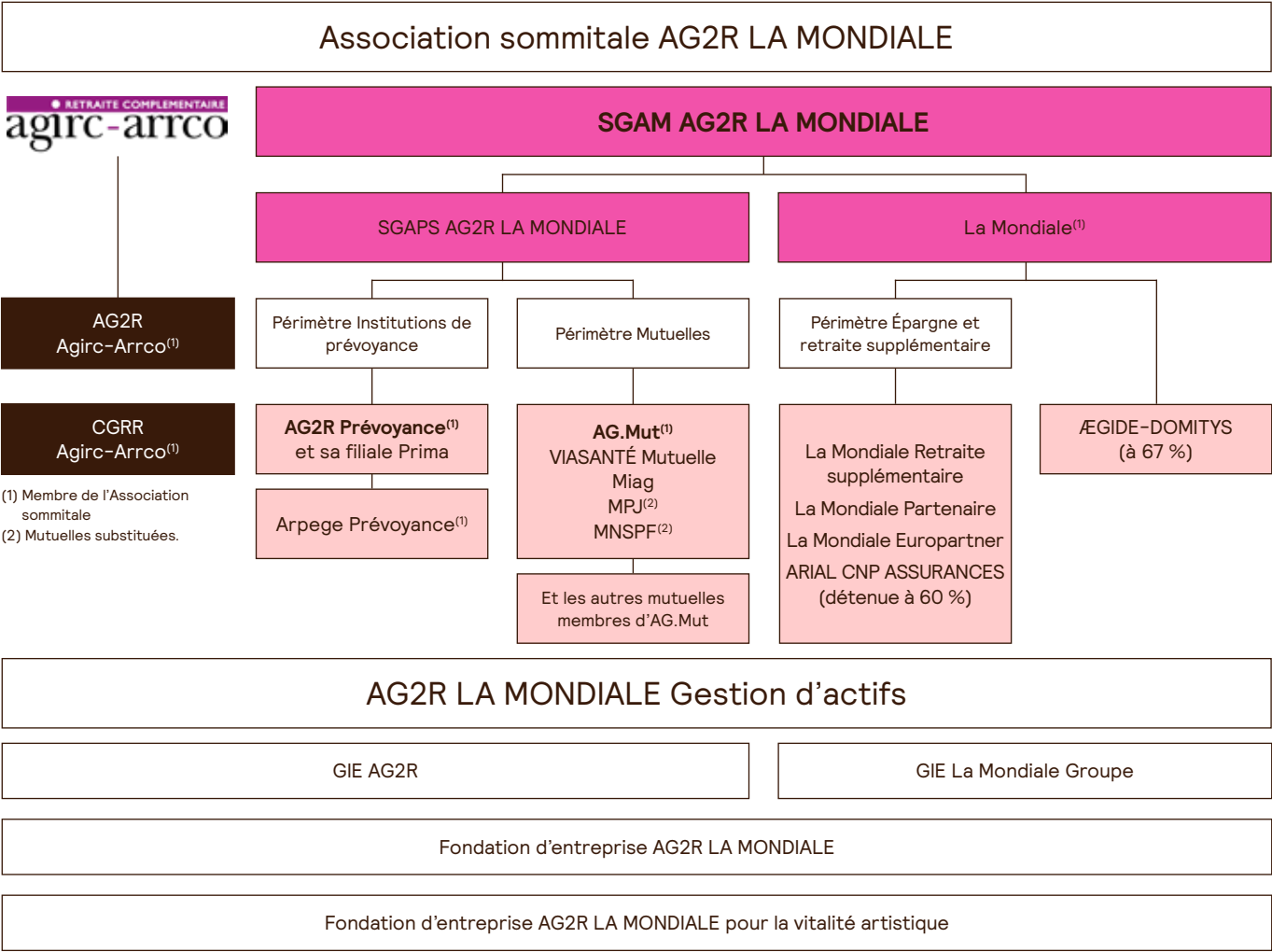
les territoires 45 projets contribuant à faire vivre sereinement la retraite et à soutenir les aidants. En matière de prévention, le Groupe œuvre pour prévenir les risques professionnels et santé. Le Groupe propose un socle commun de prévention aux 4 millions de salariés des entreprises clientes. À travers le programme « Branchez-vous Santé », le Groupe mène près de 75 programmes de prévention et solidarité spécifiques pour 2,5 millions de salariés des branches professionnelles. Le Groupe a continué à animer l'initiative « Vivons vélo » sur les territoires qui a pour objectif de prévenir les risques santé en favorisant la pratique du vélo au quotidien. Les aides individuelles et collectives mobilisées par le Groupe dans le cadre de l'action sociale assurantielle permettent d'aider des personnes en difficulté à payer leurs cotisations de complémentaire Santé et de favoriser leur accès au soin. Le Groupe agit également à travers ses deux Fondations pour financer des initiatives solidaires et culturelles avec un fort ancrage territorial. En 2024, elles ont soutenu 61 projets pour renforcer l'inclusion et 25 projets pour participer à la vitalité artistique. La Fondation d'entreprise d'AG2R LA MONDIALE a également organisé un « Tour de France solidaire » : durant deux semaines, 2 000 collaborateurs ont parcouru 170 000 km qui ont été convertis en 170 000 euros distribués à 10 associations qui agissent dans leur territoire. Cette initiative a été primée par le prix « Argus de l'innovation paritaire et mutualiste ». L'ensemble des actions en faveur de l'Économie Sociale et Solidaire s'élève à un montant de 88 M€. Au total, ce sont 200 000 personnes et 1 100 acteurs de l'ESS qui ont été accompagnés et soutenus grâce aux actions du Groupe. En 2024, le Groupe AG2R LA MONDIALE a reçu 16 prix qui ont récompensé son engagement social et sociétal, ses innovations, sa transformation ou encore la performance et la durabilité de sa gestion d'actifs.

A. Activité et résultats

A.1 Activité

A.1.1 Informations générales sur les structures juridiques

Structure du Groupe à fin 2024



Informations sur AG2R LA MONDIALE

AG2R LA MONDIALE est un Groupe de protection sociale (GPS). Comme tous les GPS, il est composé a minima d'une institution de retraite complémentaire (IRC) Agirc-Arrco et d'une Institution de Prévoyance (IP).

Il est matérialisé et piloté par l'Association sommitale AG2R LA MONDIALE, une association régie par la Loi de 1901, l'accord de 2009 et des statuts types établis par la Fédération Agirc-Arrco. Son Conseil d'administration définit les orientations politiques et stratégiques du Groupe.

Les Conseils d'administration des entités membres sont souverains pour ce qui concerne leur objet social.

Le Groupe gère ainsi des activités de retraite complémentaire et propose également, aux entreprises et à leurs salariés, tout comme directement aux particuliers et professionnels, une protection sociale supplémentaire en matière de frais de santé, de prévoyance, d'assurance vie épargne ou retraite.

Ces activités assurantielles sont « chapeautées » par une société de groupe d'assurance mutuelle (Sgam), dénommée SGAM AG2R LA MONDIALE.

L'analyse portée par ce rapport concerne uniquement les activités regroupées au sein de la Sgam, le périmètre de retraite complémentaire Agirc-Arrco en étant toujours exclu en 2024.

Informations sur le périmètre de SGAM AG2R LA MONDIALE

AG2R Prévoyance et La Mondiale ont créé SGAM AG2R LA MONDIALE en 2008. La Sgam a pour objet de nouer et gérer des liens de solidarité financière importants et durables entre les affiliées, de conduire les politiques utiles aux entreprises affiliées, d'établir, pour les activités concurrentielles des entreprises affiliées, une politique commerciale cohérente, d'évaluer les moyens nécessaires au développement du nouvel ensemble et servir de support à l'organisation commune des activités des entreprises affiliées. Enfin, la Sgam peut proposer une politique de communication aux entreprises affiliées adaptée aux objectifs de développement commerciaux communs. En ce qui concerne la description de la structure de gouvernance et organisationnelle du Groupe, cette description est reprise dans la partie « B. Gouvernance ».

Un groupe fiscal au niveau de SGAM AG2R LA MONDIALE a été constitué au 1^{er} janvier 2014, permettant de mutualiser les impôts des entités qui le composent. Les comptes combinés de SGAM AG2R LA MONDIALE sont établis en normes françaises depuis l'exercice 2022.

Le périmètre de combinaison SGAM AG2R LA MONDIALE n'a pas évolué en 2024.

Informations sur le périmètre de ce rapport unique

Dans ce rapport unique, les informations présentées sont celles de la Sgam ainsi que celles des sociétés membres de la Sgam mentionnées ci-dessous.

Nom	Société de Groupe d'Assurance Mutuelle (SGAM)	Société d'Assurance Mutuelle (SAM)	Société Anonyme (SA)	Institution de Prévoyance (IP)	Union de mutuelles (UM)	Mutuelle
SGAM AG2R LA MONDIALE	X					
AG2R Prévoyance				X		
Arpege Prévoyance				X		
Prima			X			
AG.Mut					X	
Miag						X
VIASANTÉ Mutuelle						X
La Mondiale		X				
La Mondiale Europartner			X			
La Mondiale Partenaire			X			

Fin 2024, ces entités représentaient environ 88 % des capitaux propres de la Sgam, ce périmètre ne couvrant pas les FRPS dans lesquels une partie des engagements de La Mondiale a été transférée en 2022.

Nom et coordonnées de l'autorité de contrôle

Pour les entités ayant leur siège social en France :
L'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution – ACPR
4, place de Budapest,
75009 PARIS

Pour l'entité luxembourgeoise La Mondiale Europartner :
Le Commissariat aux Assurances – CAA
11, rue Robert Stumper,
L-2557 Luxembourg
GRAND DUCHÉ DE LUXEMBOURG

A.1.2 Nom et coordonnées des auditeurs externes

Nom des auditeurs externes par entité juridique

Entité juridique	KPMG	Forvis Mazars Luxembourg	Forvis Mazars	CTF	MF & Associés	RSM
SGAM AG2R LA MONDIALE	X		X			
AG2R Prévoyance	X		X			
Prima	X					
AG.Mut				X		
Miag	X					
VIASANTÉ Mutuelle				X	X	
La Mondiale			X			X
La Mondiale Europartner		X				
La Mondiale Partenaire			X			
Arpege Prévoyance			X			

Coordonnées des auditeurs externes

Nom	Adresse
KPMG	Tour Egho – 2, Avenue Gambetta – CS60055 – 92068 PARIS LA DÉFENSE
Forvis Mazars Lux	5, rue Guillaume J. Kroll – L-1882 Luxembourg
Forvis Mazars	Tour Exaltis – 61, Rue Henri Regnault – 92075 PARIS LA DÉFENSE CEDEX
CTF	CTF – 19 rue du Général Foy – 75008 Paris
MF & ASSOCIÉS	5, Rue de Messine – 75008 Paris
RSM	26, rue Cambacérès – 75008 Paris

A.1.3 Détenteurs de participations qualifiées dans l’entreprise

À ce jour, les entreprises affiliées à la Sgam sont La Mondiale et SGAPS AG2R LA MONDIALE.

A.1.4 Informations quantitatives et qualitatives sur les opérations et les transactions en cause au sein du groupe

Pour l’exercice, les informations sur les opérations intragroupes indiquées dans l’annexe des comptes combinés Sgam (parties liées) concernent principalement les opérations suivantes : réassurance, prestations de service et emprunts subordonnés. À ces opérations, il convient d’évoquer également les opérations relatives à l’intégration fiscale.

A.1.5 Informations générales sur l’environnement

A.1.5.1 Environnement financier

Économie : La divergence entre les États-Unis et le reste du monde se poursuit

La croissance mondiale s’est stabilisée autour de 3 % en 2024. Cette stabilité cache néanmoins des disparités régionales. L’économie américaine n’a cessé de surprendre les attentes et maintenir un rythme de croissance proche de 3 %. À l’inverse, la croissance européenne a marqué le pas après un bon début d’année et l’économie chinoise est restée déséquilibrée.

Ces disparités reposent en partie sur des tendances structurelles. La croissance américaine s’établit à 2,5 % en moyenne depuis 2017, en nette accélération par rapport aux 1,9 % enregistrés entre 2000 et 2017. Si une forte expansion budgétaire a contribué à cette dynamique, la croissance annuelle de la productivité a également accéléré de 0,5 point sur la période. Les dépenses de consommation ont également été soutenues, aidées par une baisse du taux d’épargne des ménages.

De son côté, l’économie européenne subit des pertes de compétitivité depuis 2017. En particulier, l’Allemagne a vu ses parts de marché à l’international s’éroder depuis cette période, confrontée à un déficit d’investissement en technologies, une concurrence accrue sur ses marchés traditionnels, et une hausse des coûts de l’énergie depuis 2021. Le marasme industriel et le manque de visibilité politique ont nourri la hausse du taux d’épargne en France et en Allemagne, limitant la reprise de la zone euro à 0,7 % en 2024.

Enfin, l’économie chinoise souffre de la purge de sa bulle immobilière depuis 2021. Les mises en chantier dans le secteur résidentiel ont été divisées par trois et se trouvent désormais au plus bas depuis 2005. Les autorités chinoises ont soutenu la croissance en deuxième partie de 2024 par quelques mesures ciblées sur l’immobilier et la consommation, sans que ces mesures n’adressent véritablement le déficit chronique de la demande domestique.

Les tendances d'inflation ont poursuivi leur normalisation en 2024. Aux États-Unis et en zone euro, l'inflation totale a nettement reculé sous l'effet de la baisse des prix des matières premières énergétiques, rejoignant temporairement les cibles des banques centrales à l'automne. L'inflation des services s'est montrée plus rigide à la baisse. Cela dit, les politiques monétaires restrictives ont permis un rééquilibrage du marché du travail qui se transmet graduellement à l'inflation domestique. La baisse de l'inflation a permis aux principales banques centrales, hors Japon, de commencer un cycle d'assouplissement monétaire. Les taux d'intérêt directeurs se sont ainsi repliés de 100 points de base tant aux États-Unis qu'en zone euro, à respectivement 4,5 % et 3,0 %. Dans ce contexte, suivant la baisse des taux directeurs de la Banque Centrale Européenne (BCE), les taux monétaires ont décliné en 2024 : l'ESTR a décliné de près de 100 points de base à 2,91 % et l'Euribor 3 mois de 120 points de base à 2,71 %.

Marchés de taux : des rendements positifs mais modérés

Les taux longs allemands ont fluctué entre 2,0 % et 2,7 % sur l'année, au gré des statistiques sur l'inflation et des perspectives de baisses de taux directeurs des banques centrales. La pente de la courbe est redevenue positive après s'être inversée à la mi-2022.

Les écarts de rendement en zone euro ont dans l'ensemble poursuivi leur baisse. La France est une exception à cette tendance. L'écart de rendement avec le taux 10 ans allemand a bondi de plus de 30 points de base après la dissolution de l'Assemblée nationale le 9 juin 2024. Il a fini l'année au-delà de 80 points de base après la censure du gouvernement Michel Barnier. En conséquence, le taux 10 ans français s'établit à 3,20 % en fin d'année, en hausse de 64 points de base sur un an.

Les indices obligataires profitent de niveaux de taux plus élevés et de la baisse des primes de risque. La remontée des taux longs en fin d'année réduit toutefois les performances sur l'année calendaire. Les obligations en euros de 7 à 10 ans affichent ainsi une performance de +2,25 % cette année.

Marchés actions : nette surperformance des indices américains

L'atterrissage en douceur de la croissance mondiale et la normalisation des politiques monétaires ont permis une nouvelle progression des marchés actions. Les actifs américains ont été les plus performants, soutenus par une croissance plus forte des bénéfices, un engouement pour le secteur technologique et une perspective de baisse de la fiscalité des entreprises. Ils enregistrent un gain exceptionnel de 32 %, bien supérieur à celui des indices européens (+6 %) ou émergents (+12 %).

Marché immobilier français en 2024

Les baisses de taux effectuées par la BCE en 2024 devaient laisser place à une reprise des marchés immobiliers, ce qui est constaté en Europe mais pas encore en France. Le marché national présente les caractéristiques suivantes :

- à fin 2024, un point bas en termes de valorisation des actifs immobiliers est constaté, avec néanmoins de grandes disparités entre Paris, qui présente des valeurs stabilisées, et la périphérie, où les valeurs continuent de baisser ;
- stabilité des volumes d'investissement, mais performances contrastées selon les secteurs : faiblesse du secteur tertiaire (bureaux), compensée en partie par la résilience des segments logistique, résidentiel géré (dont l'étudiant) et hôtellerie ;

- un marché locatif des bureaux qui reste polarisé entre les centres des grandes agglomérations et la périphérie (1,7 million de m² placés en Île-de-France en 2024).

Fort de ce contexte, le marché est en 2025 en phase de transition avec :

- une recherche de diversification des investissements (logistique, hôtellerie, résidentiel géré) ;
 - une certaine normalisation du marché des bureaux à venir, tant à l'investissement qu'au niveau locatif, avec une demande placée attendue à plus de 1,7 million de m² en 2025, toujours très focalisée à Paris ;
 - un possible retour d'une dynamique positive dans certaines zones comme Neuilly-Levallois ou La Défense.
- Ces tendances permettront de confirmer que la région parisienne restera en tête des marchés européens.

A.1.5.2 Environnement du marché de l'assurance vie

Selon un communiqué de presse de France Assureurs, l'année 2024 a été marquée par une croissance soutenue et généralisée du marché de l'assurance vie, témoignant de la confiance des épargnants français dans ces produits d'investissement.

L'augmentation des cotisations d'assurance vie est particulièrement remarquable, affichant une hausse globale de 14 % sur l'année, atteignant un montant record de 173,3 Md€. Elle témoigne de l'attractivité persistante de l'assurance vie auprès des épargnants.

Cette croissance est le résultat d'une dynamique positive sur les deux types de supports : les supports en euros, moins en vue en 2023 avec la concurrence des comptes à terme, ont enregistré une hausse de 17 % en 2024, tandis que les supports en unités de compte (UC), plus dynamiques et exposés aux marchés financiers, ont également affiché une croissance significative de 8 %. La part des cotisations en UC est ainsi de 38 % sur l'année, en légère baisse par rapport à l'année 2023 (40 %).

L'analyse de la collecte nette, qui représente la différence entre les cotisations et les prestations versées, confirme la solidité du marché.

Sur l'ensemble de l'année 2024, la collecte nette s'élève à 29,4 Md€, une augmentation considérable de +28,2 Md€ par rapport à 2023, grâce à la baisse des prestations de 5 %. Cette performance est principalement due à la forte collecte nette des supports en unités de compte (+34,4 Md€), qui a largement compensé la légère collecte nette négative des supports en € (-5 Md€).

Ainsi, l'encours global de l'assurance vie a continué de progresser, atteignant 1 989 Md€ à fin décembre 2024, soit une hausse de 4,2 % sur un an. Cela constitue un nouveau record.

Le marché des Plans d'Épargne Retraite (PER) a également affiché des performances remarquables en 2024. Sur l'ensemble de l'année, la croissance des cotisations est de +17 %, portant le montant total des cotisations à 9 892 M€. La collecte nette des PER suit cette tendance positive, avec une hausse de 17 % sur l'année. Le nombre de transferts d'anciens contrats d'épargne retraite vers des PER reste significatif, soulignant l'attractivité croissante de ce produit d'épargne retraite.

Enfin, les supports « eurocroissance » ont également connu une année favorable en 2024, avec une hausse de 24 % de leur encours à 11,1 Md€ à fin décembre.

Ces performances mettent en lumière la robustesse et l'attractivité du marché français de l'assurance vie et des PER en 2024, confirmant leur rôle clé dans l'épargne des Français et le financement de l'économie. Ces résultats positifs témoignent de la confiance des épargnants dans ces produits et de leur capacité à offrir à la fois sécurité et performance. La diversification des supports, avec la croissance notable des supports en unités de compte et des PER, confirme l'adaptation du secteur aux besoins d'un marché en constante évolution.

A.1.5.3 Environnement des marchés de la prévoyance et de la santé

Le marché français de la santé et de la prévoyance représente 71 Md€ avec un taux de croissance moyen de 2,8 % par an en moyenne sur la dernière décennie. Cette croissance est essentiellement tirée par les contrats collectifs (+3,9 % en moyenne) et une croissance de +7 % entre 2022 et 2023. Ces marchés restent donc dynamiques : le marché saturé de la santé évolue principalement du fait des indexations tarifaires liés aux effets des différentes réformes et de l'accroissement des besoins compte tenu de l'augmentation et du vieillissement de la population. Le marché de la prévoyance croît principalement au travers des contrats collectifs mais revêt intrinsèquement des leviers de croissance compte tenu du taux d'équipement encore faible en France sur les Travailleurs Non-Salariés (TNS) (1 TNS sur 2 en 2022) d'une part et sur les entreprises de moins de 5 salariés d'autre part (30 % n'ont pas de contrats prévoyance).

Après un marché marqué par la crise sanitaire en 2020 et en 2021, l'année 2024 conforte les tendances de 2023 avec une nouvelle normalisation au niveau de la sinistralité. En santé, les impacts réglementaires (hausse du ticket modérateur en dentaire, revalorisation des consultations des médecins) expliquent en majeur les dérives 2024 ; en prévoyance, c'est le risque arrêt de travail qui porte l'essentiel de la dérive, même si cette dégradation (de l'ordre de +2 % à +3 %) est beaucoup plus faible. Cette dérive est liée à un allongement de la durée d'indemnisation tandis que le nombre de prestations versées diminuent. Le passage en invalidité semble se réduire, cette tendance devra être confortée ou non dans les années à venir.

Ces éléments techniques se rajoutent à un contexte de marché complexe et mouvant : hausse des défaillances d'entreprises, intensification de la concurrence et pression sur les tarifs (positionnement des « assurtechs », développement du courtage, prise de position des pouvoirs publics...), réduction du nombre de branches professionnelles, exigence accrue des clients sur l'ensemble de l'expérience multicanal, tension sur les frais de gestion. À cela se rajoute une actualité réglementaire soutenue (catégories objectives d'ici fin 2024, règlement global sur la protection des données et sécurité IT renforcée, lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme (LCB-FT), recommandation ACPR sur le traitement des réclamations, protection de la clientèle, lisibilité des garanties, transfert de charges du régime obligatoire frais de santé vers les organismes complémentaires, pression des pouvoirs publics sur les chargements et les indexations, etc.).

Plus que jamais, les groupes de protection sociale (GPS) doivent être agiles pour s'adapter à ce contexte et être capables de mettre en œuvre des innovations en termes de services et d'accompagnement des clients. L'amélioration et la personnalisation des services numériques sont une

composante nécessaire mais non suffisante. Plusieurs autres dimensions doivent être embarquées dans une offre expérientielle cohérente et unique (proximité dans la relation humaine depuis la souscription jusqu'au service après-vente, gestion sans couture de l'omnicanalité, services de prévention ciblés notamment).

Ces différentes actions de prévention s'inscrivent dans cette démarche de proximité. Le programme plateforme, et notamment la partie relative à la santé prévoyance, s'est intensifié depuis 2023 et devrait être un levier pour améliorer l'expérience client au travers d'une expérience sans couture et d'une efficacité opérationnelle renforcée.

En perspectives de marché, le déficit de la Sécurité sociale entraîne mécaniquement des besoins de financements auprès des organismes complémentaires au travers de transferts de charges. La loi de Financement de la Sécurité sociale prévoit ainsi de trouver 1 Md€ de financement au travers d'une probable taxation supplémentaire sur les contrats frais de santé, les hausses de ticket modérateur ayant été abandonnées. En prévoyance, le plafond d'indemnisation des arrêts de travail va être abaissé conduisant les régimes de prévoyance complémentaire à compenser le différentiel pour assurer le même niveau de prestations à l'assuré en arrêt de travail.

Enfin, les nouveaux besoins liés au vieillissement de la population (dépendance, rôle des aidants), restent des sujets d'actualité structurants pour la population française qui viendront sans doute impacter les marchés.

A.1.6 L'activité du Groupe sur la période de référence¹

A.1.6.1 Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires combiné de la Sgam atteint son point haut historique en 2024 à 12,8 Md€. Sa croissance s'établit à +10,3 % sur l'année : elle atteint +19,3 % en épargne et en retraite supplémentaire dans le cadre d'une politique commerciale volontariste, tandis qu'en santé prévoyance, le Groupe a continué à prioriser le rétablissement des équilibres financiers avant de relancer le développement.

en M€	2023	2024	Évolution
Épargne	4 381	5 648	28,9 %
Retraite supplémentaire	2 183	2 184	0,0 %
Santé	2 390	2 361	-1,2 %
Prévoyance	2 060	1 957	-5,0 %
Autres activités	617	682	10,5 %
Cotisations de la Sgam	11 631	12 832	10,3 %

1 Les indicateurs d'activité de SGAM AG2R LA MONDIALE sont comptabilisés en normes françaises depuis 2022

A.1.6.1.1 Chiffre d'affaires en vie épargne

Les cotisations d'assurance vie à but d'épargne du Groupe ont progressé de +29 % en 2024.

En 2023, la remontée des taux directeurs de la Banque centrale européenne (BCE) avait favorisé les produits bancaires de court terme (livrets A, livrets de développement durable, et surtout comptes à termes car non plafonnés) au détriment des produits d'assurance vie.

En 2024, la BCE a abaissé par 4 fois ses taux, surtout dans la 2^e partie de l'année, réduisant les flux de placements des ménages vers les comptes à terme et augmentant ceux vers l'assurance vie.

AG2R LA MONDIALE a également choisi d'avoir une politique commerciale volontariste avec, en matière de rémunération des contrats en euros, une offre de bonus sur versement en épargne patrimoniale compétitive dès le début d'année. Cette politique commerciale a été immédiatement efficace en épargne avec une forte croissance de la collecte euros.

Le taux d'UC s'établit à 41 %, en retrait par rapport à 2023 en lien avec la décision de favoriser les supports en euros pour bénéficier de taux de réinvestissement obligataires élevés et contribuer ainsi à l'amélioration du rendement de l'actif général.

A.1.6.1.2 Chiffre d'affaires en retraite supplémentaire

Les cotisations en retraite supplémentaire du Groupe sont stables (+0,0 %) après une forte progression en 2023 (+12,6 %).

En retraite individuelle, la croissance atteint 2,2 %, portée par le dynamisme du marché des Peri dans le cadre de la Loi Pacte. Il est en légère baisse pour les contrats collectifs (-1,5 %) après une très forte croissance en 2023 (+19,6 %).

AG2R LA MONDIALE consolide ainsi sa place de numéro 2 de la retraite supplémentaire en France.

Les taux d'unités de compte continuent leur croissance pour atteindre 45 %, en hausse de trois points par rapport à 2023, avec notamment la généralisation de la gestion par horizon et la commercialisation des nouveaux Peri et Pero dont les taux d'UC sont encore supérieurs (le taux d'UC des Peri commercialisés atteint 67 %).

A.1.6.1.3 Chiffre d'affaires en santé et en prévoyance

En santé et en prévoyance, le Groupe a continué de prioriser le rétablissement des équilibres financiers. Les cotisations sont en baisse, respectivement, de 1,2 % et 5,0 %.

Le solde de souscription est ainsi globalement négatif, dans un contexte de développement maîtrisé en cohérence avec le plan de redressement d'AG2R Prévoyance. Il est partiellement compensé par les indexations, les évolutions favorables du PMSS et plus globalement des masses salariales.

A.1.6.1.4 Autres activités

Les autres activités progressent en 2024 de 11 %.

Elles sont marquées par la croissance du chiffre d'affaires d'ÆGIDE-DOMITYS dans le cadre de son plan de développement des résidences service seniors. On note également la progression de l'activité de AG2R LA MONDIALE Gestion d'actifs, ce dernier bénéficiant non seulement de la croissance organique de son activité mais aussi de la revalorisation de ses encours gérés avec la hausse des marchés actions en Europe.

A.1.6.2 Collecte nette

La collecte nette du Groupe, différence entre les cotisations reçues et les prestations versées et uniquement calculée sur les activités assurantielles, atteint +1,4 Md€ en 2024 contre -1,0 Md€ en 2023.

en Md€	2023	2024	Variation annuelle
Épargne et retraite supplémentaire	-2,1	0,5	+2,6
dont supports euros	-2,8	-0,4	+2,5
dont supports UC	0,7	0,8	+0,1
Santé et prévoyance	1,1	1,0	-0,1
Autres activités assurantielles	0,0	0,0	0,0
Collecte nette assurantielle de la Sgam	-1,0	1,4	+2,5

En épargne et retraite supplémentaire, la collecte nette du Groupe redevient positive (+0,5 Md€) après une année 2023 marquée par la concurrence avec les comptes à terme et des rachats importants sur le marché de l'assurance vie dans son ensemble. La collecte nette en € est en forte amélioration sur un an et reste légèrement négative (-0,4 Md€), comme sur le marché France assureurs et elle est largement compensée par la collecte nette en unités de compte (+0,8 Md€), en légère hausse par rapport à son niveau de 2023 et qui demeure positive tant en épargne qu'en retraite supplémentaire.

Dans ce contexte de cash-flows négatifs en assurance vie en euros sur l'ensemble du marché, Standard & Poor's a salué à nouveau l'« exceptionnelle liquidité » du Groupe dans la confirmation de la note « A perspective stable » pour La Mondiale et les principales entités de la Sgam publiée en février 2025.

La collecte nette en santé et prévoyance est en léger retrait (1,0 Md€ en 2024 contre 1,1 Md€ en 2023) mais cet indicateur ne permet pas de façon isolée d'analyser les comptes, celui-ci étant très dépendant des évolutions des cadences de règlement des prestations en gestion et n'est ainsi pas un indicateur des évolutions des équilibres techniques.

Les autres activités assurantielles sont négligeables au niveau de la Sgam.

A.1.6.3 Encours de provisions

En 2024, les encours de provisions de la Sgam sont en hausse de +3,6 % pour atteindre 108,0 Md€.

en Md€	2022	2023	2024	Évolution
Épargne	56,0	56,6	59,1	+4,4 %
Retraite supplémentaire	37,6	38,6	39,9	+3,3 %
Santé et prévoyance	8,5	9,0	9,0	+0,2 %
Autres activités	0,0	0,0	0,0	n.s.
Provisions de la Sgam	102,0	104,2	108,0	+3,6 %

En assurance vie, la hausse est de +4,0 % (+4,4 % en épargne et +3,3 % en retraite supplémentaire). Cette croissance est impactée favorablement par la collecte nette redevenue positive (0,5 point de croissance) amoindrie par la reprise raisonnée de PPE. La progression des encours vient principalement de la rémunération des encours euros avec un rendement moyen proche à 2,44 % et, surtout, par la hausse des valeurs des supports UC de 5,5 % environ à la suite de la hausse des valorisations des actions européennes et des obligations d'entreprises avec la baisse des spreads.

Le poids des supports UC dans les provisions mathématiques d'assurance vie épargne et retraite supplémentaire est en hausse et s'établit pour le Groupe à 41,6 %, constituant un nouveau record, et au-dessus de plus de 11 points du marché France assureurs (30,3 %).

A.2 Résultats de souscription

Le résultat de souscription combiné d'AG2R LA MONDIALE résulte principalement :

- de la différence entre les chargements et les frais généraux que ce soit en assurance en cas de vie ou en santé et prévoyance ;
- du résultat de la sinistralité tant en santé qu'en prévoyance et de la longévité des assurés en assurance en cas de vie ;
- du résultat de souscription des autres activités (ÆGIDE-DOMITYS principalement) qui s'apprécie avec le total des autres produits et charges du compte de résultat (Cf. parties suivantes).

En 2024, le résultat de souscription des activités assurantielles uniquement atteint -45 M€ et se dégrade de -38 M€ par rapport à 2023.

Sur l'ensemble des périmètres liés aux assurances de personnes (assurance vie € et UC, santé et prévoyance), les frais généraux, marqués par la forte croissance des investissements, ont été maîtrisés et ont respecté les budgets.

En prévoyance et santé, l'année 2024 est marquée :

- par la poursuite des effets liés au plan de redressement d'AG2R Prévoyance, voté à l'unanimité par le Conseil d'administration du 9 juin 2022. Dans la continuité de 2023, le résultat, à la fois net et courant, est en amélioration en 2024 et toujours en avance sur le Plan de redressement par l'amélioration de la marge technique

aussi bien en santé et en prévoyance et l'appréciation du résultat financier récurrent ;

- en prévoyance, par la normalisation des fréquences des arrêts de travail par rapport à la période Covid et un recul du passage en invalidité qui contribuent, en plus des effets du plan, à cette évolution favorable ;
- en santé, par la politique de surveillance mise en place qui compense les effets d'une hausse structurelle des dépenses de santé toujours élevée et d'une charge supplémentaire liée aux désengagements de la sécurité sociale.

Sur le périmètre assurance vie, le produit net assurance (PNA) de gestion – principalement composé des chargements nets de gestion – est orienté à la hausse avec la croissance des encours, eux-mêmes résultante d'une collecte nette positive en 2024 et d'un ajustement Acav favorable.

A.3 Résultats des investissements

Le résultat des investissements résulte principalement de la différence entre les produits de placements, nets des charges de placements, et la participation aux résultats (uniquement en assurance vie) comprenant également la participation aux bénéfices différée.

Le résultat des investissements atteint 283 M€ en 2024, en baisse de -256 M€ par rapport à 2023.

Cette évolution provient principalement :

- de la réalisation d'un montant de plus-values actions plus faible qu'en 2023, dans un contexte boursier qui est resté favorable au niveau européen, compensant ainsi les impacts du retournement du marché immobilier ;
- d'une hausse de 0,17 % du taux moyen de participation aux bénéfices distribuée (pour atteindre 2,44 %), financée par une augmentation de 0,28 % du taux de rendement de l'actif obligataire et par une utilisation raisonnée de la PPE : fin 2024, le stock de PPE s'établit à 3,4 % des encours des supports euros, permettant au Groupe de conserver des marges de manœuvre appréciables pour les années à venir.

A.4 Résultats des autres activités

Le résultat des autres activités résulte principalement des activités non assurantielles, des produits et charges non techniques et de l'impôt sur les sociétés. Pour une meilleure compréhension économique, celui-ci s'apprécie en ajoutant au résultat des « autres produits et charges » le résultat de souscription des « autres activités » (non assurantielles).

La somme du résultat des « autres produits et charges » et du résultat de souscription des « autres activités » atteint -55 M€ en 2024 et est en amélioration de 247 M€ par rapport à 2023.

Cette évolution provient principalement de l'activité d'ÆGIDE-DOMITYS :

- elle intègre la dépréciation du goodwill sur ÆGIDE-DOMITYS (impact de -75 M€ vs -157 M€), dans le contexte d'un marché immobilier déprimé et de difficultés propres au secteur des résidences services seniors ;
- la contribution d'ÆGIDE-DOMITYS au résultat combiné est de -94 M€ (vs -161 M€ en 2023), la réduction du déficit traduisant les premiers effets du plan de redressement voté en novembre 2023.

L'évolution de cette partie prend aussi en compte l'impôt qui s'améliore de 95 M€ pour atteindre -78 M€.

Finalement, le résultat net de SGAM AG2R LA MONDIALE s'établit à 183 M€ en 2024 (dont 183 M€ de résultat net part du Groupe). Sans la dépréciation du goodwill de AEGIDE-DOMITYS, le résultat net aurait été de 258 M€, supérieur à l'objectif annuel moyen du plan Nouvelle Donne (220 M€).

A.5 Autres informations

Aucun événement significatif n'est intervenu entre le 31 décembre 2024 et la date d'arrêté des comptes par le Conseil d'administration.

Le détail par entité est présenté dans la section suivante.

Focus : Résultats par entité

SGAM AG2R LA MONDIALE

SGAM AG2R LA MONDIALE est une société de groupe d'assurance mutuelle. En 2024, le chiffre d'affaires s'élève à 12,8 Md€ et le résultat atteint 183 M€ (dont 183 M€ part du Groupe). Le résultat se décompose en -159 M€ de résultat de souscription (dont -45 M€ sur les activités assurantielles), 283 M€ de résultat des investissements et 59 M€ d'autres produits et charges. Les commentaires relatifs à ces indicateurs sont inscrits dans les pages précédentes.

Compte de résultat (En k€)	2023	2024
Santé	-84 385	-7 349
Cotisations brutes	2 390 126	2 360 798
Charges prestations et provisions brutes	-2 046 520	-1 920 387
Résultat de réassurance	6 649	-1 468
Frais généraux	-434 640	-446 291
Mensualisation	31 823	27 227
Cotisations brutes	182 127	181 075
Charges prestations et provisions brutes	-130 884	-126 995
Résultat de réassurance	-1 606	-4 923
Frais généraux	-17 814	-21 930
Incapacité / Invalidité	-105 827	-73 108
Cotisations brutes	1 103 606	1 028 250
Charges prestations et provisions brutes	-1 122 197	-914 315
Résultat de réassurance	71 800	-30 958
Frais généraux	-159 036	-156 084
Décès Non-Vie	27 110	69 679
Cotisations brutes	44 895	70 850
Charges prestations et provisions brutes	-4 597	36 362
Résultat de réassurance	-8 118	-34 256
Frais généraux	-5 070	-3 277
Dépendance	22 350	14 406
Cotisations brutes	31 435	28 841
Charges prestations et provisions brutes	17 912	7 005
Résultat de réassurance	-15 451	-8 066
Frais généraux	-11 545	-13 374
Autres Non-Vie	-243	-30
Cotisations brutes	0	0
Charges prestations et provisions brutes	-235	-24
Résultat de réassurance	0	0
Frais généraux	-8	-6
Décès Vie	95 851	80 844
Cotisations brutes	591 040	537 988
Charges prestations et provisions brutes	-376 111	-387 887
Résultat de réassurance	-44 190	3 155
Frais généraux	-74 887	-72 412
Autres Vie	30 665	-7 704
Cotisations brutes	143 156	151 236
Charges prestations et provisions brutes	-94 483	-112 264
Résultat de réassurance	-26	-3 466
Frais généraux	-17 982	-43 211

Compte de résultat (En k€)	2023	2024
Assurance vie (en €)	132 725	-95 446
Cotisations brutes	3 058 476	4 461 645
Charges prestations et provisions brutes	-1 927 292	-3 826 021
Résultat de réassurance	-619 497	-298 992
Frais généraux	-378 963	-432 077
Assurance vie (en UC)	-155 443	-50 439
Cotisations brutes	3 417 639	3 269 569
Charges prestations et provisions brutes	-3 898 039	-3 326 543
Résultat de réassurance	585 262	287 904
Frais généraux	-260 304	-281 369
Acceptations en réassurance	-1 009	-2 815
Cotisations brutes	51 749	59 617
Charges prestations et provisions brutes	-42 865	-52 390
Résultat de réassurance	0	0
Frais généraux	-9 893	-10 042
Autres activités	-127 751	-114 403
Cotisations brutes	616 675	681 710
Charges prestations et provisions brutes	0	0
Résultat de réassurance	0	0
Frais généraux	-744 426	-796 113
Total résultat de souscription net de réassurance	-134 135	-159 138
Cotisations brutes	11 630 924	12 831 579
Charges prestations et provisions brutes	-9 625 312	-10 623 460
Résultat de réassurance	-25 177	-91 071
Frais généraux	-2 114 569	-2 276 185
Total résultat des investissements	538 954	283 118
Revenus financiers	2 689 855	2 482 274
Charges financières	-818 351	-894 721
Revenus affectés aux assurés	-1 332 550	-1 304 435
Total autres produits et charges	-174 359	59 200
Autres produits d'exploitation net de charge	103 564	120 574
Autres produits nets non techniques	58 994	93 349
Dotation et dépréciation des écarts d'acquisition	-161 653	-74 730
Autres produits et charges exceptionnels	-2 615	-37
Impôts sur les résultats	-172 604	-77 962
Quote part de résultat des sociétés MEE	-45	-1 994
Résultat net	230 461	183 180

AG2R Prévoyance

L'activité principale d'AG2R Prévoyance consiste en la souscription, pour le compte de ses entreprises adhérentes, de risques non-vie (remboursement de frais de santé, couverture de l'arrêt de travail et décès accidentel) et de risques vie (décès, indemnités de fin de carrière).

Le compte de résultat par ligne d'activité se présente comme suit pour 2023 et 2024 :

Compte de résultat (En k€)	2023	2024
Assurance de frais médicaux	-73 286	-56 935
Dont cotisations brutes	1 365 509	1 288 053
Charges des prestations / provisions des contrats	-1 231 884	-1 112 662
Résultat de réassurance	11 291	-5 641
Frais généraux	-218 202	-226 685
Assurance de protection du revenu	-155 292	67 491
Dont cotisations brutes	623 519	593 123
Charges des prestations / provisions des contrats	-796 170	-393 355
Résultat de réassurance	94 045	-53 210
Frais généraux	-76 686	-79 068
Réassurance proportionnelle frais médicaux	10 114	18 615
Dont cotisations brutes	526 030	571 848
Charges des prestations / provisions des contrats	-414 636	-438 404
Résultat de réassurance	-7 912	-14 018
Frais généraux	-93 367	-100 810
Réassurance proportionnelle protection du revenu	52 934	11 609
Dont cotisations brutes	150 071	108 742
Charges des prestations / provisions des contrats	-140 826	-15 071
Résultat de réassurance	53 490	-71 026
Frais généraux	-9 802	-11 036
Assurance santé	9	-1 896
Dont cotisations brutes	17	41
Charges des prestations / provisions des contrats	0	-4 478
Résultat de réassurance	-8	2 543
Frais généraux	-1	-1
Assurance Vie avec PB	79 514	74 782
Dont cotisations brutes	516 668	504 446
Charges des prestations / provisions des contrats	-293 673	-295 790
Résultat de réassurance	-84 671	-70 487
Frais généraux	-58 811	-63 388
Rentes découlant des contrats non-vie et santé non-vie	77 784	-111 223
Dont cotisations brutes	426 980	413 679
Charges des prestations / provisions des contrats	-292 570	-463 089
Résultat de réassurance	-3 194	-6 675
Frais généraux	-53 432	-55 137
Réassurance santé	-22 347	-19 015
Dont cotisations brutes	-6 907	15 974
Charges des prestations / provisions des contrats	41 853	-102 831
Résultat de réassurance	-57 005	69 973
Frais généraux	-288	-2 132

Compte de résultat (En k€)	2023	2024
Réassurance vie	-10 336	22 706
Dont cotisations brutes	98 430	90 585
Charges des prestations / provisions des contrats	-112 734	-67 325
Résultat de réassurance	10 085	6 573
Frais généraux	-6 118	-7 127
Total résultat de souscription*	-40 908	6 135
Dont cotisations brutes	3 700 317	3 586 491
Charges prestations et provisions brutes	-3 240 639	-2 893 004
Résultat de réassurance	16 122	-141 968
Frais généraux	-516 707	-545 384
Résultat des investissements	123 484	136 381
Dont Produits et charges des placements immobiliers	0	0
Produits et charges des valeurs mobilières et prêts	123 484	136 381
Produits financiers des placements réassurés	0	0
Participation aux résultats	0	0
Autres produits et charges	-29 370	-77 237
Dont Produits et charges non techniques	-6 612	-3 489
Produits et charges exceptionnels	0	0
Impôt sur les sociétés	-22 758	-73 749
Total résultat net	53 207	65 279

*nets de réassurance

Les adhésions à AG2R Prévoyance s'inscrivent dans le cadre :

- d'accords de branche professionnelle ;
- d'accords directs avec les entreprises, par l'adhésion à des conditions générales : les entreprises adhérentes peuvent souscrire des contrats standards ou sur mesure selon leur taille et les caractéristiques de leurs risques. Dans ce dernier cas, les garanties et leur tarification sont plus complexes et nécessitent par conséquent une rédaction des garanties et des conditions de gestion particulières, ainsi qu'un suivi adapté des risques.

Par ailleurs, AG2R Prévoyance accepte en prévoyance et en santé des risques assurés par d'autres opérateurs d'assurance :

- extérieurs au Groupe, dans le cadre de partenariats ou de risques de taille importante ;
- internes au Groupe par l'acceptation de certains portefeuilles de sociétés du Groupe.

Dans une période toujours marquée par une tension sur les taux et par une inflation persistante, AG2R Prévoyance enregistre un résultat excédentaire net en hausse à 65,3 M€ en 2024, contre un bénéfice de 53,2 M€ pour l'exercice 2023. Les principales évolutions sont les suivantes :

Le chiffre d'affaires s'établit à 3,6 Md€, en baisse de 3,1 % par rapport à 2023 et de 2,2 % hors entrées de portefeuilles, et est caractérisé par :

- un solde de souscription net négatif, en lien avec la politique de résiliation ciblée et de développement maîtrisé menée par l'institution ;
- partiellement compensé par la politique tarifaire appliquée en particulier sur les contrats déficitaires, ainsi que par l'évolution du PMSS et de la masse salariale.

La **marge technique globale** progresse : les mesures prises dans le cadre du plan de redressement de l'institution de prévoyance continuent à porter leurs fruits en 2024, avec une marge technique nette de réassurance qui s'améliore à 551,5 M€ contre 475,8 M€ en 2023, soit une progression de 15,9 %. Elle reflète une amélioration de la sinistralité tant en Santé qu'en Prévoyance.

Les **frais** d'AG2R Prévoyance s'élèvent à 545,4 M€ contre 516,7 M€ soit une augmentation de 5,6 %. Cette évolution s'explique principalement par :

- l'intégration des dépenses liées à la mise en place de nouveaux outils dans le cadre du programme de Plateformisation ;
- l'augmentation des commissions sur acceptations essentiellement due à un effet volume du chiffre d'affaires santé réalisé en acceptation.

Un **résultat financier** en progression : il s'élève pour l'exercice 2024 à 136,4 M€ contre 123,5 M€ pour l'exercice 2023, soit une hausse de 10,4 %. Cette évolution s'explique principalement par la progression des revenus de la poche obligatoire de 21,5 M€, sous l'effet notamment d'une opération de relution du portefeuille réalisée durant la période.

Un **résultat non technique** (hors produits des placements alloués au résultat non technique) en diminution à -77,2 M€ en 2024 contre -29,4 M€ en 2023, essentiellement liée à la constatation d'une charge d'impôt sur les sociétés de 73,7 M€ en 2024 consécutive à l'amélioration du résultat, contre une charge de 22,8 M€ en 2023.

Arpege Prévoyance

L'activité d'Arpege Prévoyance consiste à assurer au profit des salariés de ses entreprises adhérentes, des anciens salariés de celles-ci et de leurs ayant droit, la couverture du risque décès, des risques d'incapacité de travail ou d'invalidité, des risques d'inaptitude et du risque de maladie (remboursement de frais de santé).

Le compte de résultat par ligne d'activité se présente comme suit pour 2023 et 2024 :

Compte de résultat (En k€)	2023 Proforma	2024
Assurance de frais médicaux	-9 273	-6 995
Dont cotisations brutes	58 392	61 779
Charges des prestations / provisions des contrats	-52 859	-53 976
Résultat de réassurance	1 404	2 817
Frais généraux	-16 210	-17 614
Assurance de protection du revenu	-17 593	7 586
Dont cotisations brutes	13 937	14 176
Charges des prestations / provisions des contrats	-7 416	-2 009
Résultat de réassurance	-21 156	-1 826
Frais généraux	-2 958	-2 755
Réassurance proportionnelle Frais médicaux	-5 887	3 000
Dont cotisations brutes	5 359	5 132
Charges des prestations / provisions des contrats	-10 928	-1 975
Résultat de réassurance	98	262
Frais généraux	-416	-418
Réassurance proportionnelle de protection du revenu	1 977	1 946
Dont cotisations brutes	10 253	8 176
Charges des prestations / provisions des contrats	-6 900	-5 425
Résultat de réassurance	-531	-7
Frais généraux	-845	-799
Assurance Vie avec PB	1 264	1 717
Dont cotisations brutes	21 936	23 282
Charges des prestations / provisions des contrats	-13 212	-19 664
Résultat de réassurance	-3 728	1 331
Frais généraux	-3 731	-3 232
Rentes découlant des contrats non-vie et santé non-vie	5 653	-12 271
Dont cotisations brutes	9 195	9 176
Charges des prestations / provisions des contrats	-21 551	-15 874
Résultat de réassurance	25 941	-1 761
Frais généraux	-7 932	-3 813
Réassurance santé	6 053	-795
Dont cotisations brutes	10 212	11 144
Charges des prestations / provisions des contrats	-3 508	-10 665
Résultat de réassurance	604	55
Frais généraux	-1 256	-1 329
Réassurance vie	11 721	-2 805
Dont cotisations brutes	8 370	9 421
Charges des prestations / provisions des contrats	3 742	-10 638
Résultat de réassurance	262	-875
Frais généraux	-653	-714

Compte de résultat (En k€)	2023 Proforma	2024
Total résultat de souscription*	-6 087	-8 619
Dont cotisations brutes	128 458	142 286
Charges prestations et provisions brutes	-91 082	-120 226
Résultat de réassurance	-23 047	-5
Frais généraux	-26 069	-30 675
Résultat des investissements	14 042	13 427
Dont Produits et charges des placements immobiliers	245	-881
Produits et charges des valeurs mobilières et prêts	13 797	14 308
Produits financiers des placements réassurés	0	0
Participation aux résultats	0	0
Autres produits et charges importants	-4 609	-1 235
Dont Produits et charges non techniques	-300	-1 781
Produits et charges exceptionnels	0	0
Impôt sur les sociétés	-4 310	546
Total résultat net	3 346	3 573

*nets de réassurance

Arpege Prévoyance réalise un **chiffre d'affaires de 142 M€** en 2024, en hausse par rapport à l'exercice précédent de 4,6 M€ (+3,4 %), et se compose des opérations de Prévoyance pour **75 M€**, et de l'activité Santé pour **67 M€**. Cette évolution est principalement portée par les affaires directes qui augmentent de 5 M€ (+4,8 %), sous l'effet des indexations réalisées ainsi que de l'évolution du PMSS, et ce malgré un solde de souscription négatif. Le chiffre d'affaires en acceptation est quant à lui stable par rapport à 2023 passant de 34,1 M€ à 33,9 M€ en 2024.

La **marge technique** globale nette de réassurance s'élève en 2024 à 22,1 M€ contre 27,9 M€ en 2023, du fait d'une part d'une dégradation du résultat technique du risque décès et d'autre part d'un résultat non récurrent 2023 en acceptation non reconduit en 2024.

Les **frais généraux** sont en diminution de 7,0 % pour s'établir à 26,5 M€ sur l'exercice 2024 contre 28,5 M€ en 2023. Cette baisse intègre l'évolution du portefeuille géré ainsi que la gestion rigoureuse des dépenses malgré une inflation persistante. Les commissions d'intermédiation et sur acceptations restent stables par rapport à 2023.

Le **résultat financier** s'élève sur l'exercice 2024 à 13,4 M€ contre 14,0 M€ en 2023, soit en légère baisse de 0,6 M€. Les revenus en progression de 0,8 M€ sont compensés par une diminution des plus et moins-values nettes de provisions pour dépréciation de 1,4 M€. Les revenus récurrents du portefeuille obligataire sont en constante évolution depuis plusieurs années, liée d'une part à la hausse de cette poche dans le portefeuille titres, et par l'opération de rotation des titres en portefeuille réalisée en 2024 afin d'améliorer son rendement.

L'exercice 2024 se solde pour l'Institution par un résultat bénéficiaire net de **3,6 M€**, en légère augmentation par rapport à 2023.

Prima

L'activité de Prima est essentiellement consacrée à la commercialisation de contrats d'assurance dépendance, de frais de santé et de produits de prévoyance (incapacité, invalidité). Les activités non-vie résiduelles proviennent du portefeuille repris de La Mondiale Accidents (LMA) lors de sa fusion avec Prima en 2011.

Le compte de résultat par ligne d'activité se présente comme suit pour 2023 et 2024 :

Compte de résultat (En k€)	2023	2024
Assurance de frais médicaux	852	1 446
Dont cotisations brutes	3 202	2 902
Charges des prestations / provisions des contrats	-2 338	-2 113
Résultat de réassurance	329	969
Frais généraux	-342	-312
Assurance de protection du revenu	-360	-6 616
Dont cotisations brutes	40 263	42 947
Charges des prestations / provisions des contrats	-5 793	-31 281
Résultat de réassurance	-19 763	-1 579
Frais généraux	-15 066	-16 703
Assurance de responsabilité civile automobile	-2	-2
Dont cotisations brutes	0	0
Charges des prestations / provisions des contrats	0	0
Résultat de réassurance	0	0
Frais généraux	-2	-2
Autre assurance des véhicules à moteur	-23	4
Dont cotisations brutes	0	0
Charges des prestations / provisions des contrats	-23	4
Résultat de réassurance	0	0
Frais généraux	0	0
Assurance incendie et autres dommages aux biens	-236	-32
Dont cotisations brutes	0	0
Charges des prestations / provisions des contrats	-231	-28
Résultat de réassurance	0	0
Frais généraux	-5	-4
Assurance de pertes pécuniaires diverses	78	30
Dont cotisations brutes	53	0
Charges des prestations / provisions des contrats	32	32
Résultat de réassurance	0	0
Frais généraux	-7	-2
Assurance santé	17 634	13 970
Dont cotisations brutes	29 733	27 082
Charges des prestations / provisions des contrats	17 962	11 577
Résultat de réassurance	-19 178	-11 964
Frais généraux	-10 883	-12 725
Total résultat de souscription*	17 942	8 798
Dont cotisations brutes	73 251	72 930
Charges prestations et provisions brutes	9 609	-21 810
Résultat de réassurance	-38 612	-12 574
Frais généraux	-26 305	-29 747

Compte de résultat (En k€)	2023	2024
Résultat des investissements	8 409	7 010
Dont Produits et charges des placements immobiliers	0	0
Produits et charges des valeurs mobilières et prêts	8 409	7 010
Produits financiers des placements réassurés	0	0
Participation aux résultats	0	0
Autres produits et charges importants	-10 484	-5 748
Dont Produits et charges non techniques	0	0
Produits et charges exceptionnels	0	14
Impôt sur les sociétés	-10 484	-5 762
Total résultat net	15 867	10 060

*nets de réassurance

Le **chiffre d'affaires** de Prima s'élève à 72,9 M€ en 2024, en diminution de 0,4 % par rapport à 2023. L'évolution du chiffre d'affaires 2024 découle d'un effet combiné du développement du portefeuille prévoyance qui se poursuit avec un solde de souscription positif et de l'attrition du portefeuille dépendance.

La **marge technique** nette de réassurance est en baisse, elle passe à 38,5 M€ en 2024 contre 44,2 M€ en 2023. Elle est marquée par une hausse de la sinistralité constatée essentiellement en prévoyance.

Les **frais généraux** et autres charges techniques de Prima s'élèvent à 29,7 M€, en hausse par rapport à 2023, en lien avec la mise en œuvre du programme de plateformes et la poursuite de la feuille de route SI & Digital.

Le **résultat financier** s'établit à 7,0 M€ en 2024, en baisse de 1,4 M€, principalement due à la baisse des plus et moins-values nettes de la poche actions.

Le **résultat net** de Prima ressort, après impôt, en bénéfice de 10,1 M€ en 2024, contre un bénéfice de 15,9 M€ en 2023.

AG.Mut

AG.Mut est une union de mutuelles qui ne pratique aucune activité d'assurance en direct. Elle est agréée pour pratiquer des opérations de réassurance à titre exclusif, principalement sur des risques santé et prévoyance.

Le compte de résultat par ligne d'activité se présente comme suit pour 2023 et 2024 :

Compte de résultat (En k€)	2023	2024
Réassurance proportionnelle Frais médicaux	377	484
Dont cotisations brutes	63 842	67 887
Charges des prestations / provisions des contrats	-53 613	-52 509
Résultat de réassurance	7 250	3 447
Frais généraux	-17 102	-18 340
Réassurance vie	1	3
Dont cotisations brutes	46	47
Charges des prestations / provisions des contrats	-49	-31
Résultat de réassurance	15	-3
Frais généraux	-11	-11
Total résultat de souscription*	378	487
Dont cotisations brutes	63 889	67 935
Charges prestations et provisions brutes	-53 662	-52 540
Résultat de réassurance	7 265	3 444
Frais généraux	-17 113	-18 351
Résultat des investissements	750	942
Dont Produits et charges des placements immobiliers	0	0
Produits et charges des valeurs mobilières et prêts	750	942
Produits financiers des placements réassurés	0	0
Participation aux résultats	0	0
Autres produits et charges importants	-242	-300
Dont Produits et charges non techniques	2	2
Produits et charges exceptionnels	0	0
Impôt sur les sociétés	-243	-302
Total résultat net	887	1 129

*nets de réassurance

Les mutuelles membres de l'union cédant leurs risques à AG.Mut en 2024 sont les suivantes : VIASANTÉ Mutuelle, la mutuelle Interprofessionnelle Antilles Guyane (Miag), l'Union Mutualiste Solidarité (UMS), Mutame & Plus et la Mip l'Entreprise Santé.

Le **chiffre d'affaires** de l'union de mutuelles, constitué uniquement d'opérations prises en acceptation, s'élève à 67,9 M€ en 2024, contre 63,9 M€ en 2023, en hausse de 6,3 %. Cette augmentation résulte essentiellement de la hausse des acceptations en provenance de VIASANTÉ Mutuelle (+3 M€) et de la MIAG (+0,8 M€).

La **marge technique** des opérations prises en acceptation est en hausse en 2024. Cette augmentation est essentiellement liée à l'amélioration de la sinistralité des opérations acceptées en santé. À noter l'application du plan de réassurance de l'union sur ces opérations, qui prévoit une rétrocession à AG2R Prévoyance de 95 % du portefeuille.

Les **frais généraux** s'établissent à 18,3 M€ en 2024 contre 17,1 M€ pour l'exercice précédent. Ils comportent essentiellement les commissions de réassurance versées aux mutuelles cédantes. La hausse de ces commissions est en corrélation avec l'évolution du chiffre d'affaires accepté.

Le **résultat financier** s'établit à 0,9 M€, en hausse de 0,2 M€ du fait de la hausse des revenus de placements et des plus-values nettes réalisées en 2024.

Le **résultat net** de l'union de mutuelles ressort en 2024 à 1,1 M€ après impôt, contre 0,9 M€ en 2023.

Miag

La Mutuelle Interprofessionnelle Antilles Guyane (Miag) est une mutuelle interprofessionnelle qui propose des produits frais de santé en complément du régime de la Sécurité Sociale aux particuliers et aux entreprises. La Miag exerce son activité principalement sur la Guadeloupe, la Martinique, la Guyane, Saint-Martin et Saint-Barthélemy.

Le compte de résultat par ligne d'activité se présente comme suit pour 2023 et 2024 :

Compte de résultat (En k€)	2023	2024
Assurance de frais médicaux	903	1 511
Cotisations brutes	16 106	17 188
Charges des prestations / provisions des contrats	-11 461	-11 313
Résultat de réassurance	-609	-727
Frais généraux	-3 133	-3 637
Assurance Vie avec PB	0	0
Dont cotisations brutes	34	44
Charges des prestations / provisions des contrats	-30	-30
Résultat de réassurance	0	0
Frais généraux	-1	-1
Total résultat de souscription*	905	1 523
Cotisations brutes	16 140	17 232
Charges prestations et provisions brutes	-11 491	-11 343
Résultat de réassurance	-609	-727
Frais généraux	-3 134	-3 638
Résultat des investissements	223	196
Produits et charges des placements immobiliers	-25	-25
Produits et charges des valeurs mobilières et prêts	248	221
Produits financiers des placements réassurés	0	0
Participation aux résultats	0	0
Autres produits et charges importants	-336	-437
Produits et charges non techniques	-67	-4
Produits et charges exceptionnels	0	0
Impôt sur les sociétés	-269	-433
Total résultat net	793	1 282

*nets de réassurance

Le **chiffre d'affaires** de la Miag s'élève à 17,2 M€ en 2024, en hausse de 6,8 % par rapport à l'exercice précédent, essentiellement sous l'effet des indexations réalisées.

Le **résultat de souscription** ressort à 1,5 M€ en 2024 contre 0,9 M€ en 2023, soit une augmentation de 0,6 M€, portée par la progression de la marge technique.

Le **résultat financier** s'établit à 0,2 M€. Le portefeuille obligataire a bénéficié d'un programme d'arbitrage consistant à céder des obligations à faible rendement, pour les réinvestir à des taux plus élevés, afin d'améliorer le rendement futur de ce portefeuille.

Les **autres produits et charges** s'élèvent à -0,4 M€, et sont principalement constitués par la charge d'impôt.

Le **résultat net** de la Miag ressort en 2024 à 1,3 M€ après impôt, contre 0,8 M€ en 2023.

VIASANTÉ Mutuelle

VIASANTÉ Mutuelle est un des acteurs mutualistes français majeur, spécialisé dans la protection de la santé.

La mutuelle opère principalement en assurance de frais médicaux (en 2024 pour 88,5 %) et en individuel (en 2024 pour 70,9 % des cotisations). Depuis sa fusion avec Mutuelle Bleue en 2023, elle couvre également des garanties de prévoyance (décès, incapacité et invalidité).

Le compte de résultat par ligne d'activité se présente comme suit pour 2023 et 2024 :

Compte de résultat (En k€)	2023 Proforma	2024
Assurance de frais médicaux	-2 854	15 124
Dont cotisations brutes	722 521	736 530
Charges des prestations / provisions des contrats	-537 568	-519 205
Résultat de réassurance	-15 194	-27 614
Frais généraux	-172 613	-174 586
Assurance de protection du revenu	-507	-11 372
Dont cotisations brutes	39 763	27 510
Charges des prestations / provisions des contrats	-24 508	-29 229
Résultat de réassurance	-131	2 813
Frais généraux	-15 631	-12 466
Réassurance proportionnelle Frais médicaux	-1 586	-1 905
Dont cotisations brutes	13 286	12 301
Charges des prestations / provisions des contrats	-10 197	-9 667
Résultat de réassurance	0	0
Frais généraux	-4 676	-4 539
Assurance santé	969	958
Dont cotisations brutes	1 685	1 718
Charges des prestations / provisions des contrats	-30	-94
Résultat de réassurance	-24	-14
Frais généraux	-662	-653
Assurance Vie avec PB	2 994	-1 679
Dont cotisations brutes	44 344	43 728
Charges des prestations / provisions des contrats	-23 006	-28 217
Résultat de réassurance	-3 609	-1 060
Frais généraux	-14 735	-16 130
Rentes découlant des contrats non-vie et santé non-vie	1 886	-2 089
Dont cotisations brutes	12 302	10 046
Charges des prestations / provisions des contrats	-5 238	-10 334
Résultat de réassurance	-2 050	1 217
Frais généraux	-3 127	-3 017
Total résultat de souscription*	1 197	-1 566
Dont cotisations brutes	834 147	831 817
Charges prestations et provisions brutes	-600 467	-597 334
Résultat de réassurance	-21 008	-24 660
Frais généraux	-211 476	-211 389
Résultat des investissements	17 182	20 922
Dont Produits et charges des placements immobiliers	3 180	4 218
Produits et charges des valeurs mobilières et prêts	14 002	16 704
Produits financiers des placements réassurés	0	0
Participation aux résultats	0	0

Compte de résultat (En k€)	2023 Proforma	2024
Autres produits et charges importants	-10 279	-8 579
Dont Produits et charges non techniques	-2 109	-1 833
Produits et charges exceptionnels	57	-336
Impôt sur les sociétés	-8 228	-6 409
Total résultat net	8 100	10 778

*nets de réassurance

Le **chiffre d'affaires** de l'exercice 2024 de VIASANTÉ Mutuelle s'élève à 831,8 M€, en baisse de 0,3 % par rapport à l'exercice 2023, et son **résultat de souscription** ressort à -1,6 M€ en 2024 contre 1,2 M€ en 2023, soit une baisse de 2,8 M€.

Cette évolution à la baisse est essentiellement liée à :

- la diminution des cotisations de 28,6 M€ sur le périmètre portefeuille ex-Mutuelle Bleue avec un effritement essentiellement localisé sur le chiffre d'affaires en gestion déléguée (-26,6 M€) ;
- compensée par la hausse des cotisations de 25,4 M€ sur le périmètre historique Viasanté bénéficiant du développement commercial ;
- et la hausse sur le périmètre historique ex-Primamut (+0,9 M€) avec l'effet des indexations.

La charge de sinistres diminue de 3,1 M€, passant de 600,4 M€ en 2023 à 597,3 M€ en 2024.

Les **frais généraux** s'élèvent à 211,4 M€ et sont globalement stables par rapport à 2023 (211,5 M€).

Le **résultat financier** est en hausse de 3,7 M€.

Le **ratio Sinistres / Primes** brut reste stable à 72 % sur l'exercice.

En 2024, VIASANTÉ Mutuelle cède 41,3 % de ses cotisations, essentiellement en réassurance interne (94,6 % du total des cotisations cédées) à AG2R Prévoyance et AG.Mut. Le taux de commission de réassurance interne a été maintenu en 2024 à 23,2 % pour AG2R Prévoyance et AG.Mut.

Les **charges non techniques** comportent les aides sociales accordées au cours de l'exercice, ainsi que les frais relatifs aux actions de prévention menées par la mutuelle.

Après prise en compte de son impôt sur les sociétés, le **résultat net** de VIASANTÉ Mutuelle s'établit à +10,8 M€, contre +8,1 M€ en 2023.

La Mondiale

La Mondiale est une société d'assurance mutuelle.

Le périmètre épargne et retraite de La Mondiale est constitué d'une part des affaires directes apportées par ses propres réseaux de distribution, et d'autre part des acceptations en réassurance.

Les affaires directes de La Mondiale sont constituées des contrats de retraite individuelle, de retraite pour les petits collectifs, d'épargne et de prévoyance. Les acceptations en épargne et retraite correspondent essentiellement à la réassurance des supports en euros des entités du groupe :

- La Mondiale Partenaire (LMP) qui commercialise des contrats d'épargne patrimoniale ;
- La Mondiale Europartner (LMEP) qui est basée au Luxembourg. Cette entité commercialise principalement des contrats d'épargne ;
- AG2R Prévoyance qui concerne des contrats d'indemnités de fin de carrière.

Cette réassurance a pour but :

- de mutualiser le rendement des portefeuilles réassurés au sein du fonds général ;
- de centraliser la demande de financement sur La Mondiale, seule émettrice de dettes sur les marchés financiers.

Par ailleurs, depuis 2020 La Mondiale accepte en réassurance en quote-part 25 % de l'ensemble des contrats assurés ou acceptés par AG2R Prévoyance.

Le compte de résultat par ligne d'activité se présente comme suit :

Compte de résultat (En k€)	2023	2024
Assurance vie avec participation aux bénéfices	-1 979	-157 874
Dont cotisations brutes	363 199	344 311
Charges des prestations / provisions des contrats	-248 606	-257 506
Résultat de réassurance	-4 297	-6 189
Frais généraux	-112 275	-238 489
Assurance indexée et en unités de compte	-18 363	-44 472
Dont cotisations brutes	135 412	139 400
Charges des prestations / provisions des contrats	-119 097	-122 076
Résultat de réassurance	-2 292	-362
Frais généraux	-32 386	-61 434
Réassurance vie	-17 951	-5 429
Dont cotisations brutes	3 113 898	3 175 194
Charges des prestations / provisions des contrats	-3 073 297	-3 123 409
Résultat de réassurance	0	0
Frais généraux	-58 552	-57 214
Réassurance prévoyance santé	-98 331	105 806
Dont cotisations brutes	547 561	507 135
Charges des prestations / provisions des contrats	-569 988	-330 329
Résultat de réassurance	0	0
Frais généraux	-75 903	-70 999
Autres lignes d'activité	127 811	-62 767
Dont cotisations brutes	178 376	181 917
Charges des prestations / provisions des contrats	-18 079	-194 342
Résultat de réassurance	180	-3 021
Frais généraux	-32 666	-47 321
Total résultat de souscription*	-8 813	-164 736
Dont cotisations brutes	4 338 446	4 347 957
Charges prestations et provisions brutes	-4 029 067	-4 027 663
Résultat de réassurance	-6 410	-9 573
Frais généraux	-311 782	-475 457

Compte de résultat (En k€)	2023	2024
Résultat des investissements	134 454	427 924
Dont produits et charges des placements immobiliers	13 847	64 585
Produits et charges des valeurs mobilières et prêts	473 909	793 820
Produits financiers des placements réassurés	0	0
Participation aux résultats	-353 302	-430 481
Autres produits et charges importants	-71 492	-78 188
Dont Produits et charges non techniques	1 110	-21 587
Produits et charges exceptionnels	0	0
Impôt sur les sociétés	-72 602	-56 601
Total résultat net	54 149	185 000

*net de réassurance

Les **primes brutes** s'élèvent à 4 348 M€ et affichent une hausse de 10 M€, soit 0,22 % (le chiffre d'affaires brut de 2023 comprenait l'opération exceptionnelle de transfert de fonds de PB pour 1 244 M€). Le **chiffre d'affaires** comprend 581 M€ d'affaires directes, en diminution de 13 M€, composés pour 319 M€ de produits de retraite individuelle et collective, pour 150 M€ de produits d'épargne, et pour le reste de contrats de prévoyance et temporaires vie décès. Il comprend par ailleurs 3 767 M€ d'acceptations, en hausse de 23 M€, composées pour 3 710 M€ d'acceptations groupe dont 689 M€ (735 M€ en 2023) sur le traité de réassurance quote-part de 25 % avec AG2R Prévoyance au titre des risques prévoyance et frais de santé.

Les **prestations** s'élèvent, hors frais de gestion des sinistres et variation des provisions pour sinistres à payer, à 4 295 M€ et affichent une baisse de 1 533 M€ au regard de 2023, soit une diminution de 26,6 %. Ce total se décompose en 992 M€ d'affaires directes, principalement de type retraite, et en 3 302 M€ d'acceptations, en baisse de 1 553 M€. Cette baisse se décompose principalement en 1 550 M€ de diminution des rachats sur contrats d'épargne (La Mondiale Partenaire et La Mondiale Europartner).

Les provisions brutes évoluent positivement, la collecte nette étant légèrement positive et les revalorisations nettes de chargements (intérêts, participation aux bénéfices et ajustement ACAV) les impactant favorablement.

Le **résultat net** de souscription affiche une forte dégradation par rapport à 2023.

Le **résultat financier** net ressort à 858 M€ en 2024 contre 488 M€ en 2023, en hausse de 371 M€, se décomposant principalement par la variation des postes suivants :

- augmentation des dividendes intragroupe +200 M€ ;
- augmentation des revenus de trésorerie +22 M€ ;
- baisse des plus-values réalisées sur les actions et OPCM actions -153 M€ ;
- hausse des réalisations de plus-values immobilières +41 M€ ;
- baisse des dotations nettes de PDD +232 M€.

Le taux de rendement brut des actifs de placement s'élève à 2,38 % en 2024 contre 1,30 % en 2023.

En conséquence, le **solde financier** ressort à 428 M€ en 2024, contre 134 M€ en 2023.

Les **produits et charges** non techniques correspondent essentiellement l'imputation sur la réserve de capitalisation non technique de la charge d'impôt sur les sociétés liée au retraitement fiscal des dotations et des reprises effectuées sur la réserve de capitalisation au cours de l'exercice.

Après constatation de l'impôt sur les sociétés, le **résultat net** de La Mondiale affiche un bénéfice de 185 M€, en augmentation de 131 M€ par rapport à 2023.

La Mondiale Europartner

La Mondiale Europartner est un opérateur luxembourgeois en protection sociale et patrimoniale. Il propose la conception, le développement et la gestion de produits d'épargne et de prévoyance pour le compte de partenaires qui les distribuent à une clientèle internationale. La Mondiale Europartner détient une succursale en Italie ainsi qu'une participation dans le GIE AG2R La Mondiale Cash.

Le compte de résultat par ligne d'activité se présente comme suit :

Compte de résultat (En k€)	2023	2024
Assurance avec participation aux bénéfices	14 928	18 461
Dont Cotisations brutes	699 849	1 318 208
Charges des prestations / provisions des contrats	-657 129	-1 274 850
Résultat de réassurance	389	2 325
Frais généraux	-28 182	-27 223
Assurance indexée et en unités de compte	8 050	7 060
Dont Cotisations brutes	1 363 222	1 522 423
Charges des prestations / provisions des contrats	-1 301 698	-1 454 411
Résultat de réassurance	-25	-890
Frais généraux	-53 449	-60 063
Réassurance vie	-357	-125
Dont Cotisations brutes	0	0
Charges des prestations / provisions des contrats	-366	113
Résultat de réassurance	13	-236
Frais généraux	-4	-2
Autres lignes d'activité	69	140
Dont Cotisations brutes	655	650
Charges des prestations / provisions des contrats	0	0
Résultat de réassurance	-224	-209
Frais généraux	-362	-300
Total résultat de souscription *	22 690	25 536
Dont Cotisations brutes	2 063 726	2 841 281
Charges des prestations / provisions des contrats	-1 959 193	-2 729 147
Résultat de réassurance	154	991
Frais généraux	-81 997	-87 588
Résultat des investissements	-15 295	-16 224
Dont Produits et charges des placements immobiliers	0	0
Produits et charges des valeurs mobilières et prêts	-15 295	-16 224
Produits financiers des placements réassurés	0	0
Participation aux résultats	0	0
Autres produits et charges importants	-2 530	-1 883
Dont Produits et charges non techniques	0	0
Produits et charges exceptionnels	0	0
Impôt sur les sociétés	-2 530	-1 883
Total résultat net	4 865	7 430

*nets de réassurance

Avec un **chiffre d'affaires** de 2,8 Md€, La Mondiale Europartner (LMEP) enregistre un niveau de production historique. Au global, le chiffre d'affaires progresse de 37 % non loin de la hausse observée sur le marché d'assurance vie luxembourgeois. La part d'investissement sur les unités de compte reste importante et s'établit à 53,6 %.

Les **prestations**, majoritairement constituées de rachats, se sont stabilisés en 2024 avec un taux de rachat de 9 % contre 16 % en 2023, aboutissant à une collecte nette de 1,1 Md€. Les provisions techniques progressent et passent à 20,7 Md€ au 31 décembre 2024, contre 18,7 Md€ l'année précédente, soit une hausse de 11 % sur un an.

Le **résultat net** de LMEP s'élève à 7,4 M€ en hausse par rapport à l'année précédente. Il se compose d'un résultat de souscription de 25,5 M€, en hausse de 12,5 % sur un an. Le résultat d'investissement de -16,2 M€ s'explique essentiellement par le financement de rendement des fonds garantis. Notons que LMEP a bénéficié en 2023 de la réaffectation de la provision pour participation aux bénéfices initialement constituée au niveau de La Mondiale, également utilisée en partie pour l'amélioration de taux de rendement servi sur les fonds garantis. Le montant de la provision pour participation aux bénéfices s'élève à 118,5 M€ à fin 2024. Le montant des impôts est de 1,9 M€.

Le tableau suivant décompose le **résultat de souscription** par zone géographique. Il convient de noter que le résultat indiqué sur Italie correspond au résultat comptable de l'exercice.

Résultat de souscription par zone géographique (En k€)	2023	2024
France	14 954	17 682
Italie	123	-413
Belgique	1 214	1 332
Royaume-Uni	1 691	1 781
Luxembourg	1 463	1 613
Autres zones	3 244	3 542
Résultat de souscription	22 690	25 536

La Mondiale Partenaire

La Mondiale Partenaire (LMP) est une société d'assurance vie créée en 1979 sous la dénomination La Hénin Vie.

La Mondiale Partenaire commercialise essentiellement des contrats d'épargne distribués via des banques de réseau et de gestion de fortune, mais aussi par des conseillers en gestion de patrimoine et par des sociétés de gestion de portefeuille.

C'est une société d'assurance sur la vie, agréée pour pratiquer les opérations d'assurance relevant des branches suivantes du Code des assurances :

- 20 - risques liés à la durée de la vie humaine (vie - décès) ;
- 22 - assurances liées à des fonds d'investissement ;
- 24 - capitalisation.

L'activité principale de La Mondiale Partenaire est centrée sur les produits d'assurance dits épargne.

Compte de résultat (En k€)	2023	2024
Assurance avec participation aux bénéfices	53 753	37 446
Dont cotisations brutes	1 058 506	1 927 664
Charges des prestations / provisions des contrats	-333 942	-1 545 467
Résultat de réassurance	-575 989	-245 306
Frais généraux	-94 822	-99 445
Assurance indexée et en unités de compte	25 590	35 906
Dont cotisations brutes	1 112 620	741 677
Charges des prestations / provisions des contrats	-1 578 151	-874 936
Résultat de réassurance	581 510	262 190
Frais généraux	-90 388	-93 025
Total résultat de souscription	79 343	73 352
Dont cotisations brutes	2 171 125	2 669 341
Charges prestations et provisions brutes	-1 912 093	-2 420 403
Résultat de réassurance	5 521	16 884
Frais généraux	-185 210	-192 469
Résultat des investissements	-132 846	-158 820
Dont Produits et charges des placements immobiliers	448	-2 836
Produits et charges des valeurs mobilières et prêts	93 605	91 952
Produits financiers des placements réassurés	1 001 644	140 359
Participation aux résultats	-1 228 542	-388 294
Autres produits et charges importants	15 058	25 223
Dont Produits et charges non techniques	202	0
Produits et charges exceptionnels	0	0
Impôt sur les sociétés	14 855	25 224
Total résultat net	-38 445	-60 244

*nets de réassurance

Les **primes** collectées par La Mondiale Partenaire en 2024 s'élèvent à 2 669 M€, en progression de 22,9 % par rapport à l'année précédente, grâce à une politique volontariste en matière de rémunération des contrats en euros. Ainsi la collecte en euros représente 72 % du chiffre d'affaires en 2024, contre 28 % pour la collecte en unités de comptes.

Le **résultat des investissements** net de la participation aux résultats aux assurés s'établit à -158,8 M€ et les autres produits et charges non techniques s'élèvent à 25,2 M€. Il est à noter que les produits et charges non techniques relevant de la dotation à la réserve de capitalisation sont neutralisés par un impôt de la même ampleur. L'impôt sur les sociétés représente un produit d'impôt de 14,9 M€ au titre de 2024 en raison du déficit fiscal réalisé à la clôture de

l'exercice et en application de la convention d'intégration fiscale du Groupe.

Le **résultat net** ressort à -60,2 M€ en baisse de 21,8 M€ par rapport à 2023.

B. Système de gouvernance

SGAM AG2R LA MONDIALE est un groupe de référence en retraite supplémentaire, en santé et en prévoyance. Le Groupe est construit sur des valeurs orientées vers l'intérêt des personnes et vers un accompagnement tout au long de la vie des assurés. Les valeurs du Groupe sont la proximité, la solidarité, la responsabilité et la gouvernance démocratique. AG2R LA MONDIALE est ainsi un groupe de sociétés de personnes à gouvernance paritaire et mutualiste. À la différence des sociétés de capitaux qui versent une partie de leurs bénéfices à leurs actionnaires sous forme de dividendes, SGAM AG2R LA MONDIALE est une société de personnes, gérée par les assurés dans l'intérêt des assurés : ces derniers sont directement ou indirectement les seuls bénéficiaires des gains de productivité que le Groupe consacre au développement de garanties supplémentaires ou de nouvelles prestations. Ce mode de gouvernance démocratique et vertueux permet de s'affranchir de toute logique de profit à court terme et garantit sur le long terme une gestion responsable, en adéquation avec les besoins des assurés, et des garanties offertes.

Ces valeurs structurent le pilotage du groupe et l'articulation entre les différentes entités. La gouvernance d'AG2R LA MONDIALE permet de s'assurer que l'ensemble des sociétés puissent conserver leur souveraineté tout en favorisant une sécurité mutuelle et une solidarité financière pour l'ensemble du Groupe.

Le système de gouvernance regroupe donc sur un ensemble d'organisations, de processus formalisés, de communications transverses et d'approbations. Ce système, adapté à la bonne gestion des risques du Groupe, est cohérent avec les valeurs sociales d'AG2R LA MONDIALE.

Les décisions opérationnelles de pilotage du Groupe sont partagées, débattues et approuvées selon plusieurs échelons de responsabilités. Afin de coordonner l'ensemble des prises de décision, une gouvernance cohérente et centralisée autour de dirigeants effectifs, de fonctions clés et de comités spécialisés a été mise en place.

Ce système centré sur l'intérêt du client, garantit l'indépendance et la solidité du Groupe, la transparence et la collégialité de ses décisions, la rigueur et la pérennité de sa gestion.

B.1 Informations générales sur le système de gouvernance

B.1.1 Système de gouvernance

SGAM AG2R LA MONDIALE (la Sgam) a été créée en 2008 avec un double objectif : celui d'établir une solidarité financière entre les entités, et de leur permettre de conserver leurs propres marques et modes de gouvernance. Elle est la structure opérationnelle du Groupe pour les activités assurantielles : prévoyance, santé, épargne, retraite supplémentaire et dépendance.

En vertu des conventions d'affiliation et de ses statuts, la Sgam a pour objet :

- de conduire les politiques utiles aux entreprises affiliées ;
- d'établir une politique commerciale cohérente ;
- d'évaluer les moyens nécessaires au développement du nouvel ensemble et servir de support à l'organisation commune des activités des entreprises affiliées ;
- de faciliter l'accession éventuelle, par une approche de groupe et un esprit de solidarité, aux ressources nécessaires aux activités des entreprises affiliées ;
- de proposer une politique de communication aux entreprises affiliées adaptée aux objectifs de développement commerciaux communs ;
- de proposer une politique de réassurance aux entreprises affiliées adaptée aux objectifs communs.

Depuis l'entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2016 des règles dites Solvabilité 2, telles que définies à l'article L.356-1 du Code des Assurances, la Sgam a évolué en un groupe prudentiel, notamment avec la création de SGAPS AG2R LA MONDIALE (la Sgaps), le 30 juin 2017, qui s'est substituée à AG2R Prévoyance aux côtés de La Mondiale en tant que co-affiliée à effet au 1^{er} janvier 2018.

La Sgaps a été constituée dans le but de nouer des liens de solidarité financière importants et durables entre ses propres affiliées, institutions de prévoyance et mutuelles.

Il est rappelé que le système de gouvernance du Groupe AG2R LA MONDIALE a été pensé dans une volonté de solidité et de pérennité des entités qui le composent afin de garantir l'intérêt de ses adhérents.

Le périmètre de solidarité de la Sgam s'entend, par référence à la réglementation comptable, comme étant l'addition :

- du périmètre de consolidation de La Mondiale, c'est-à-dire La Mondiale SAM et ses filiales ;
- du périmètre de SGAPS AG2R LA MONDIALE, c'est à dire AG2R Prévoyance et sa filiale Prima, AG. Mut, Arpege Prévoyance, VIASANTÉ Mutuelle et la Miag.

B.1.2 Structure de l'organe d'administration

En coordination avec la gouvernance de SGAM AG2R LA MONDIALE, et en cohérence avec leur indépendance, chaque entité du Groupe dispose de ses propres organes d'administration. En revanche, sur le plan opérationnel, l'ensemble de l'organisation (fonctions supports, distribution, gestion, etc.) est centralisé avec un organigramme unique : toutes les directions opérationnelles travaillent pour toutes les entités juridiques du Groupe, en tenant compte des spécificités de chacune d'entre elles.

B.1.2.1 Conseil d'administration

Le Conseil d'administration a pour objectif de fixer les grandes orientations stratégiques du Groupe. Il prend et assume les décisions majeures. Il nomme et révoque le Président et le Directeur général, contrôle les activités du Groupe, leur niveau de maîtrise ainsi que leur régularité.

Les principaux pouvoirs du Conseil d'administration sont précisés dans les statuts de chaque entité, sans que la liste soit exhaustive. Les points relevant naturellement de la mission du Conseil sont notamment, la définition des orientations en matière de placements financiers et de réassurance, l'examen des comptes annuels et semestriels et l'approbation des rapports formels.

Les administrateurs des structures du Groupe prudentiel sont réunis en réunion plénière avant chaque Conseil d'administration afin notamment de prendre connaissance des sujets d'actualités du Groupe, d'entendre les responsables des fonctions clés notamment sur leurs rapports et le cas échéant d'examiner les opérations nécessitant des autorisations préalables des structures de Groupe. Chaque Conseil d'administration se réunit dans les jours qui suivent afin de prendre connaissance de ses propres sujets et de se prononcer sur les différentes délibérations qui sont soumises.

B.1.2.1.1 Composition et caractéristiques

Le Conseil d'administration de la Sgam comprend trente administrateurs, dont quinze pour chaque affiliée, élus pour quatre ans par l'Assemblée générale.

B.1.2.1.2 Événements de l'année

Au cours de l'année 2024, la composition du Conseil d'administration de la Sgam a évolué, le Conseil ayant pourvu aux sièges vacants.

B.1.2.2 Comités spécialisés

Afin de pouvoir s'appuyer sur des analyses avancées et sur des travaux poussés, des comités spécialisés composés d'administrateurs et de responsables opérationnels sont mis en place.

Ainsi, le Conseil d'administration s'appuie sur trois comités spécialisés pour mener ses travaux, notamment en matière de pilotage des risques : le Comité d'audit et des comptes, le Comité risques, conformité et actuariat et le Comité des investissements.

À chaque séance, le Conseil recueille l'avis du comité spécialisé compétent.

B.1.2.2.1 Comité d'audit et des comptes

Le Comité d'audit et des comptes a pour mission le contrôle des comptes combinés incluant notamment ceux des co-affiliés de la Sgam et de leurs membres ainsi que leurs filiales et participations. Ce contrôle inclut également les processus mis en œuvre en matière d'information économique et financière et plus généralement de l'accomplissement des dispositions légales, réglementaires et statutaires qui sont applicables au Conseil d'administration.

Le comité a la possibilité de convoquer tout collaborateur du Groupe qu'il juge utile dans l'accomplissement de ses missions. Les commissaires aux comptes assistent aux réunions du comité, chaque fois que son Président le juge nécessaire et obligatoirement à celle au cours de laquelle sont examinés leurs rapports sur les comptes annuels et le rapport de gestion.

Les responsables des fonctions clés audit interne et gestion des risques de la Sgam participent également à ce comité.

Les Présidents des autres comités spécialisés peuvent être invités au Comité d'audit et des comptes une fois par an, lorsque les sujets le nécessitent.

Le Comité d'audit et des comptes s'est réuni à six reprises en 2024.

B.1.2.2.2 Comité risques, conformité et actuariat

Le Comité risques, conformité et actuariat est en charge de l'examen des risques de toute nature dont la cartographie macro des risques majeurs et veille aux activités de contrôle interne du Groupe. Il identifie et évalue les risques susceptibles d'affecter les activités du Groupe. Il examine les politiques et procédures de gestion des risques soumises à approbation du Conseil.

Les responsables des fonctions clés gestion des risques, vérification de la conformité et actuarielle de la Sgam participent à ce comité ainsi que le Directeur des risques opérationnels.

Les Présidents des autres comités spécialisés peuvent être invités au Comité risques, conformité et actuariat une fois par an, lorsque les sujets le nécessitent.

Le Comité risques, conformité et actuariat, s'est réuni à quatre reprises en 2024.

B.1.2.2.3 Comité des investissements

Le Comité des investissements a pour mission de préparer la politique d'investissement de la Sgam et de ses membres, dans le respect de leur souveraineté, et tout particulièrement de se prononcer sur les questions d'intérêt commun aux entités combinées, ou qui pourraient le devenir pour le renforcement du Groupe. Il exprime son avis sur la structure des investissements ou des arbitrages financiers.

Il est saisi préalablement des opérations d'acquisition ou de cession d'actifs immobiliers.

Les responsables des fonctions clé gestion des risques et actuarielle de la Sgam participent à ce comité.

Les Présidents des autres comités spécialisés peuvent être invités au Comité des investissements une fois par an, lorsque les sujets le nécessitent.

Le Comité des investissements s'est réuni à trois reprises en 2024.

Focus sur les conseils d'administration du Groupe

Conseil d'administration par entité	Composition et caractéristiques	Événements de l'année
SGAM AG2R LA MONDIALE	30 administrateurs dont 15 de l'affiliée SGAPS AG2R LA MONDIALE et 15 de l'affiliée La Mondiale.	Le Conseil d'administration a évolué dans sa composition au cours de l'année 2024.
SGAPS AG2R LA MONDIALE	30 administrateurs dont 20 d'origine paritaire (collèges adhérents et participants) et 10 d'origine mutualiste.	Le Conseil d'administration a évolué dans sa composition au cours de l'année 2024.
AG2R Prévoyance	Composition exclusivement paritaire : 30 membres titulaires (collèges adhérents et participants) et 20 membres suppléants (collèges adhérents et participants).	Le Conseil d'administration a évolué dans sa composition au cours de l'année 2024.
Prima	5 administrateurs.	Le Conseil d'administration a évolué dans sa composition au cours de l'année 2024.
Arpege Prévoyance	30 membres (dont 15 pour le collège adhérents et 15 pour le collège participants).	Le Conseil d'administration a évolué dans sa composition au cours de l'année 2024. Le Conseil d'administration s'est réuni dans sa nouvelle composition en juin 2024. Monsieur Jean-Marc Ruhland et Monsieur Francis Rebert ont été nommés respectivement Président et Vice-président de l'Institution.
AG.Mut	Au maximum 50 administrateurs issus des groupements adhérents à AG.Mut	Le Conseil d'administration a évolué dans sa composition au cours de l'année 2024.
Miag	10 administrateurs.	Le Conseil de la Miag est désormais composé de 10 administrateurs. Le motif de cette évolution est le non-paiement des cotisations par un membre, entraînant sa radiation.
VIASANTÉ Mutuelle	40 administrateurs.	Le Conseil d'administration de VIASANTÉ Mutuelle a été recomposé, après un renouvellement complet de sa gouvernance à l'occasion de l'opération de fusion avec Mutuelle Bleue, à l'issue de son Assemblée générale, le 15 mai 2024.
La Mondiale	16 administrateurs, dont un est délégué des sociétaires (membre de l'Assemblée générale).	Le Conseil d'administration a évolué dans sa composition au cours de l'année 2024.
La Mondiale Europartner	7 administrateurs.	Le Conseil d'administration a évolué dans sa composition au cours de l'année 2024.
La Mondiale Partenaire	10 administrateurs	Le Conseil d'administration a évolué dans sa composition au cours de l'année 2024.

B.1.2.3 Direction Générale

B.1.2.3.1 Description

La Direction générale met en œuvre les grandes orientations stratégiques fixées par le Conseil d'administration en s'appuyant sur les impulsions du Comité de Direction Groupe et les comités opérationnels mis en place.

Elle rend compte de ses travaux au Conseil d'administration. Elle dispose de tous les pouvoirs nécessaires lui permettant de mettre en œuvre la stratégie et les décisions arrêtées par le Conseil d'administration.

La Direction générale arrête la politique de gestion des risques soumise à l'approbation du Conseil, politique reprenant entre autres les principes de gouvernance, l'appétence et la tolérance aux risques du Groupe.

Le Directeur général organise dans le cadre des délégations de pouvoirs la mise en œuvre des règles de gouvernance prévues par la réglementation et en particulier, le principe de la double approbation par les dirigeants effectifs, des décisions pouvant faire encourir des risques significatifs au Groupe dans le cadre de la gestion opérationnelle des activités.

Au 31 décembre 2024, la Direction générale de SGAM AG2R LA MONDIALE est assurée par M. Bruno Angles.

B.1.2.3.2 Comité de direction Groupe d'AG2R LA MONDIALE

Autour du Directeur général, le Comité de direction Groupe (CDG) se réunit toutes les semaines.

Il traite de toutes les questions relatives à la bonne marche du Groupe et tout particulièrement celles qui relèvent des Conseils d'administration de ses entités membres ou qui lui sont confiées, ainsi que celles qui nécessitent une prise de position externe, notamment dans les organisations professionnelles.

B.1.2.3.3 Comité opérationnel Groupe

Le Comité opérationnel Groupe permet d'associer à l'organisation tête de Groupe une nouvelle génération de dirigeants pour poursuivre et ancrer les actions de transformation d'ores et déjà engagées, notamment dans le déploiement du plan d'entreprise « Nouvelle donne ».

Il regroupe le Comité de Direction Groupe et les responsables des métiers Retraite complémentaire, Santé Prévoyance, Épargne retraite et patrimoniale, Finances et risques, Gestion d'actifs et AEGIDE-DOMITYS.

B.1.2.3.4 Comité exécutif du groupe AG2R LA MONDIALE

Le Comité exécutif (Comex Groupe) réunit les directeurs centraux du Groupe. Il se réunit une fois par mois. Instance d'informations, d'échanges, de réflexions et d'orientations, le Comité exécutif joue un rôle de propositions et de coordination dans le bon fonctionnement de l'ensemble du Groupe. Il est également en charge du suivi du plan d'entreprise.

B.1.2.4 Dirigeants effectifs

Le principe de validation dit des « quatre yeux » institue la double validation par les dirigeants effectifs pour des décisions pouvant faire encourir des risques significatifs à la société dans le cadre de la gestion opérationnelle des activités. Selon les orientations relatives à la gouvernance

des entreprises, les dirigeants effectifs sont au moins deux personnes qui dirigent effectivement l'entité et interviennent dans toute décision significative avant qu'elle ne soit mise en œuvre.

Des dirigeants effectifs sont désignés pour chaque entité du Groupe. Le Directeur général d'une entité du Groupe est systématiquement nommé parmi les dirigeants effectifs.

Au 31 décembre 2024, les dirigeants effectifs de SGAM AG2R LA MONDIALE sont :

- M. Bruno Angles, Directeur général ;
- M. Philippe Dabat, Directeur général délégué, Directeur général adjoint en charge des activités santé et prévoyance et de la supervision de la retraite complémentaire. Il a également la responsabilité des pôles professionnels et des branches professionnelles ;
- M. Benoît Courmont, Directeur général délégué, Directeur général adjoint en charge de l'épargne retraite et patrimoniale et de la clientèle patrimoniale ainsi que des activités liées au bien vieillir ;
- et M. Olivier Arlès, Directeur général délégué, Membre du Comité de Direction Groupe en charge des finances, des investissements et des risques.



©Pierre Olivier / Capa Pictures

Bruno Angles
Directeur général

Né le 14 novembre 1964, Bruno Angles est polytechnicien, ingénieur des Ponts et chaussées et diplômé du Collège des Ingénieurs.

En 1988, il débute sa carrière dans le secteur du BTP, puis au ministère de l'Équipement, avant de rejoindre le cabinet de Bernard Bosson, ministre de l'Équipement, des Transports et du Tourisme comme conseiller technique (1993). En 1994, il est nommé Directeur général d'Autoroutes et Tunnel du Mont-Blanc, puis en 1996, il rejoint Mc Kinsey dont il devient Directeur associé en 2000. En 2004, il est nommé Directeur général de Vinci Énergies (27 000 collaborateurs).

Après avoir été Senior partner de Mercer Delta, il rejoint en 2007 le Groupe Macquarie, institution financière offrant des services de financement, de conseil financier et d'investissement, spécialisée dans les infrastructures, dont il est Président France de 2007 à 2016.

D'avril 2016 à avril 2021, il a été Président France et Belgique de Crédit Suisse et Président du Comité exécutif de Crédit Suisse en France.

De 2015 à 2019, il a été Président puis, à partir de 2019, Président d'honneur de l'Association des anciens élèves et diplômés de l'École polytechnique (AX).

Il rejoint le Comité de direction Groupe d'AG2R LA MONDIALE en mai 2021 en qualité de Directeur général délégué.

Depuis mai 2022, Bruno Angles est Directeur général d'AG2R LA MONDIALE.

Il est par ailleurs administrateur de la RATP depuis 2016 et de la Fondation de France depuis 2019.

Bruno Angles est Officier de la Légion d'honneur et Commandeur de l'Ordre national du Mérite.



Philippe Dabat
Directeur général adjoint en charge des activités santé et prévoyance et de la supervision de la retraite complémentaire. Il a également la responsabilité des pôles professionnels et des branches professionnelles.

Né le 19 septembre 1959, Philippe Dabat est titulaire d'un diplôme d'ingénieur agronome de Montpellier SupAgro et d'un MBA de l'Institut européen d'administration des affaires (Insead).

En 1983, il débute sa carrière en qualité de Responsable des achats chez Eurest à Riyad (Arabie-Saoudite). Il rejoint le Cabinet McKinsey & Co à Paris en 1986 en tant que Consultant puis Chef de projet dans les secteurs de l'assurance, de la banque et de l'industrie. En 1990, il entre chez La Mondiale où il occupe plusieurs fonctions commerciales avant d'être promu Directeur régional sud-ouest, en 1993, puis Directeur du réseau commercial métropole en 1997.

En 2002, il prend la fonction de Directeur général adjoint, responsable du pôle La Mondiale Expert et rejoint le Comité exécutif. Il devient Directeur des marchés de proximité d'AG2R LA MONDIALE en 2008. En 2009, il est nommé Directeur général délégué d'AG2R LA MONDIALE, en charge du développement des activités d'assurances individuelles et collectives et responsable des métiers prévoyance, santé, retraite et épargne collective.

En 2019, Philippe Dabat devient membre du Comité de Direction Groupe en charge des assurances de personnes et de la distribution.

Depuis mai 2022, Philippe Dabat est membre du Comité de Direction Groupe d'AG2R LA MONDIALE. A ce titre, il est notamment Directeur général d'Arpege Prévoyance, responsable opérationnel du pôle mutualiste et il supervise les accords de branche.

A compter du 22 avril 2024, Philippe Dabat devient Directeur général adjoint en charge des activités santé et prévoyance et de la supervision de la retraite complémentaire. Il prend également la responsabilité des pôles professionnels et des branches professionnelles. Il conserve ses fonctions de Directeur général d'Arpege Prévoyance et responsable opérationnel du pôle mutualiste.



Benoit Courmont

Directeur général adjoint en charge de l'épargne retraite et patrimoniale et de la clientèle patrimoniale ainsi que des activités liées au bien vieillir.

Né le 18 septembre 1977, Benoit Courmont est diplômé de l'École polytechnique (promotion 98) et de l'École nationale de la statistique et de l'administration économique (Ensaé), membre de l'Institut des actuaires, avec la qualification Certified Enterprise Risk Analyst (Cera).

Il débute sa carrière en 2003 en tant que contrôleur au sein de la Commission de contrôle des assurances, devenue Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (ACPR), avant de rejoindre, en 2007, BNP Paribas Cardif pour travailler sur la gestion des risques et de Solvabilité 2. En 2011, il devient Directeur des risques d'AG2R LA MONDIALE puis Directeur des risques, de la solvabilité et de la conformité en 2015.

Il est nommé Associé responsable de l'actuariat dans les secteurs de la finance et de l'assurance du cabinet d'audit et de conseil PwC France et Afrique francophone fin 2016. En août 2017, Benoit Courmont prend la responsabilité de Directeur du pilotage financier et des risques d'AG2R LA MONDIALE et rejoint le Comité exécutif.

En 2021, il est nommé Directeur adjoint de l'épargne et de la clientèle patrimoniale. En juillet 2021, Benoit Courmont devient membre du Comité de Direction Groupe, en charge de l'épargne et de la clientèle patrimoniale.

Depuis mai 2022, Benoit Courmont est membre du Comité de Direction Groupe d'AG2R LA MONDIALE en charge de l'épargne retraite et patrimoniale. À ce titre, il est responsable opérationnel de La Mondiale et de ses filiales : La Mondiale Partenaire, La Mondiale Europartner et ARIAL CNP ASSURANCES.

Depuis novembre 2023, Benoit Courmont a en charge la responsabilité des activités liées au Bien vieillir et à la monétisation du patrimoine des seniors.

A compter du 22 avril 2024, Benoit Courmont devient Directeur général adjoint et prend également la responsabilité de la transformation et de la performance opérationnelle ainsi que de l'immobilier d'exploitation et des moyens généraux. À ce titre, il conserve ses fonctions de responsable opérationnel de La Mondiale et de ses filiales : La Mondiale Partenaire, La Mondiale Europartner et ARIAL CNP ASSURANCES. Il prend également la responsabilité de la transformation et de la performance opérationnelle ainsi que de l'immobilier d'exploitation et des moyens généraux.



Olivier Arlès

Membre du Comité de Direction Groupe en charge des finances, des investissements et des risques

Né le 28 septembre 1967, Olivier Arlès est diplômé de l'École polytechnique (1987) et de l'ENSAE (promotion 1992) et membre de l'Institut des actuaires.

Il a commencé sa carrière comme commissaire contrôleur puis chef de brigade de contrôle au sein de la CCAMIP (actuelle ACPR) de 1992 à 2005, avant de devenir Directeur technique du Groupe Mornay de 2005 à 2008.

En 2008, il est nommé Directeur de l'actuariat du Groupe MACIF puis devient successivement Directeur financier, Directeur général adjoint et Directeur général délégué du Groupe MACIF.

En 2020 il rejoint le Groupe VYV comme Directeur finances et risques.

Depuis janvier 2024, Olivier Arlès est membre du Comité de Direction Groupe en charge des finances, des investissements et des risques.

Focus sur les dirigeants effectifs des entités

Entité juridique	Directeur général	Dirigeants effectifs			
SGAM AG2R LA MONDIALE	M. Bruno Angles	M. Bruno Angles DG	M. Philippe Dabat	M. Benoît Courmont	
SGAPS AG2R LA MONDIALE	M. Bruno Angles	M. Bruno Angles DG	M. Philippe Dabat	M. Olivier Arlès	
La Mondiale	M. Bruno Angles	M. Bruno Angles DG	M. Philippe Dabat	M. Benoît Courmont	M. Olivier Arlès
AG2R Prévoyance	M. Bruno Angles	M. Bruno Angles DG	M. Philippe Dabat	M. Olivier Arlès	
Prima	Mme Pascale Soyeux	M. Philippe Dabat Président	Mme Pascale Soyeux DG	M. Olivier Arlès	
AG.Mut	M. Bruno Angles	M. Michel Canovas Président	M. Bruno Angles Directeur opérationnel	M. Philippe Dabat	
Arpege Prévoyance	M. Philippe Dabat	M. Philippe Dabat DG	M. Olivier Arlès DGD		
Miag	M. Joël Destom	M. Didier Dahan Président	M. Joël Destom DG	M. Philippe Dabat Délégué général désigné par M. Bruno Angles	
VIASANTÉ Mutuelle	Mme Céline Cornet	M. Olivier Benhamou Président	Mme Céline Cornet DG	M. Bruno Angles	M. Philippe Dabat
La Mondiale Europartner (LMEP)	M. Loïc Le Foll		M. Loïc Le Foll DG	M. Benoît Courmont	
La Mondiale Partenaire (LMP)	M. Benoît Courmont	M. Jean-Marc Crestani Président	M. Benoît Courmont DG	M. Olivier Arlès	M. Philippe Dabat

B.1.2.5 Fonctions clés

Des fonctions clés sont identifiées afin d'être les garantes du système de gestion des risques et un lien direct entre les administrateurs et les directions opérationnelles.

Toutes les fonctions clés ont pour vocation de communiquer directement à la Direction générale, au Comité d'audit et des comptes, au Comité des risques, conformité et actuariat et aux Conseils d'administration, une vision homogène et fiable du suivi des risques du Groupe. Ces fonctions ont un rôle d'information, de communication et de gestion des risques.

L'ensemble de ces fonctions joue un rôle prépondérant dans le système de gestion des risques général de l'entreprise à travers des missions de contrôle et de suivi dans la mise en application des indicateurs de risques, des lignes directrices du Groupe et du respect des politiques de risques. Ces fonctions sont appelées des fonctions clés car elles font le lien entre la Direction générale, les Conseils d'administration et les directions opérationnelles.

Les fonctions clés sont des fonctions transversales à l'ensemble du Groupe. Lorsque, en raison d'exigences réglementaires spécifiques ou d'un choix d'organisation du Groupe, une fonction clé est exercée au sein d'une entité juridique, les représentants locaux de cette fonction jouent un rôle de relais d'information entre le Groupe et l'entité au travers d'un rattachement fonctionnel au responsable de la fonction Groupe auquel ils rapportent.

Les responsables de fonctions clés Groupe sont en charge de l'information adéquate de chaque entité du Groupe. Ils s'assurent que le reporting prévu par la réglementation vers les organes d'administration et de direction des entités soit mis en œuvre afin que ces derniers soient en pleine capacité d'exercer leurs responsabilités. Ce dispositif permet une diffusion de l'information fluide et réciproque entre le Groupe et les entités, notamment, en ce qui concerne le déploiement local des politiques et procédures et la remontée au niveau Groupe du reporting relatif aux risques.

Tous les responsables de fonctions clés sont entendus par les dirigeants effectifs et les administrateurs au sein des différents comités spécialisés des Conseils d'administration, avec des occasions de paroles différenciées. Cette organisation permet que le Conseil d'administration puisse entendre chaque fois qu'il l'estime nécessaire et au moins une fois par an, les responsables des fonctions clés soit directement soit en renvoyant cette audition devant un comité spécialisé émanant du Conseil. Cette audition peut se dérouler hors la présence du Directeur général si le Conseil l'estime nécessaire.

Cette structuration permet d'assurer l'indépendance de ces fonctions tout en organisant opérationnellement et de façon optimale leurs travaux dans le Groupe.

Liste des fonctions clés

Les responsables de fonctions clés d'AG2R LA MONDIALE sont au 31 décembre 2024 :

- M. Luca De Dominicis, comme tenant de la fonction gestion des risques ;
- Mme Gaëlle Baetz, comme tenant de la fonction actuarielle ;
- Mme Elsa Luyton, comme tenant de la fonction vérification de la conformité ;

- M. Romain Drappier, comme tenant de la fonction audit interne.

B.1.3 Politique et pratique de rémunération

La politique de rémunération menée par AG2R LA MONDIALE a pour objectif d'assurer l'attractivité, de garantir l'équité et l'engagement des collaborateurs, tout en s'assurant d'une gestion appropriée des risques et de la conformité, en intégrant les contraintes légales, réglementaires et conventionnelles.

Pour les dirigeants, elle vise en outre à reconnaître la mise en œuvre de la stratégie sur le long terme dans l'intérêt des assurés, des sociétaires et des collaborateurs.

B.1.3.1 Les règles de gouvernance interne des rémunérations au sein du Groupe

Après approbation par le Comité de direction du Groupe AG2R LA MONDIALE sur les orientations de la politique salariale définie annuellement, le processus de révision des situations individuelles (rémunération fixe et, selon les fonctions, la rémunération variable et/ ou les challenges et bonus) est coordonné dans le respect de l'équité entre les différentes directions et du budget global. Les obligations légales, réglementaires et conventionnelles en vigueur sont prises en compte dans ce processus.

Chacun des systèmes de rémunération comporte une composante variable dont le poids varie selon le canal de distribution ou la catégorie de collaborateurs concernés. La politique de rémunération précise que la Direction des ressources humaines procède annuellement à une analyse de la pyramide des rémunérations pour apprécier la cohérence et l'équilibre des rémunérations selon le niveau de poste et le niveau hiérarchique. Cette analyse met aussi en évidence le poids de la part variable rapportée à la rémunération fixe. Ces éléments de synthèse sont présentés au Comité des rémunérations présenté ci-dessous. On y observe ainsi que la part variable des managers non commerciaux n'excède pas 35 % et que le poids de la part variable des équipes de vente varie quant à lui selon le canal de distribution, la part variable n'excède pas 35 % de la rémunération globale, à l'exception du marché des professionnels. Quant aux équipes de vente du marché des professionnels, il est observé en moyenne une répartition équilibrée entre les composantes fixe et variable.

Les indemnités de départ sont calculées selon les dispositions conventionnelles des GIE employeurs.

B.1.3.2 Comité des rémunérations

Le Comité des rémunérations d'AG2R LA MONDIALE examine, propose et approuve les éléments de rémunération du Directeur général et des membres de la Direction générale.

Il prend également connaissance de l'analyse des rémunérations réalisée annuellement pour s'assurer de la cohérence et de l'équilibre des rémunérations notamment pour celles comprenant à la fois une composante fixe et une composante variable. Il s'assure que la politique salariale en vigueur dans le Groupe prévienne tout risque de conflits d'intérêts.

Le Comité des rémunérations est composé de six membres. Son fonctionnement et son organisation sont définis dans un règlement intérieur et une charte des rémunérations établie en complément. Elle précise les finalités, les principes de détermination et de publicité propres aux différents dispositifs de rémunération en vigueur au sein de l'entreprise.

B.1.3.3 Les principes du Groupe en matière de rémunération

Afin de promouvoir une gestion saine et efficace des risques et ne pas encourager la prise de risques, la politique de rémunération s'articule autour de six grands principes applicables à l'ensemble des collaborateurs :

- **cohérence** : respecter la cohérence sur le positionnement et la structure de la rémunération pour chaque niveau de responsabilité de l'entreprise ;
- **lisibilité et transparence** : établir des règles simples, stables et transparentes pour déterminer le niveau de rémunération et le faire évoluer ;
- **équilibre et mesure** : tenir compte de l'intérêt général de l'entreprise, des pratiques du marché et des performances pour déterminer la rémunération des collaborateurs. Les critères doivent être simples, peu nombreux, objectifs, mesurables et adaptés à la stratégie d'entreprise. Il doit être procédé à un réexamen régulier de ces critères ;
- **exhaustivité** : apprécier la rémunération en prenant en compte tous les éléments : partie fixe, partie variable, avantages liés au statut, éléments périphériques de rémunération (intéressement, épargne entreprise, temps de travail, régimes de retraite et de prévoyance, avantages particuliers, etc.) ;
- **équité et compétitivité (benchmark)** : déterminer le niveau de rémunération des collaborateurs en garantissant l'équité interne, en prenant en compte le contexte métier et le positionnement du marché de référence pour renforcer la cohérence et la motivation à l'intérieur de l'entreprise ;
- **durabilité** : s'inscrire dans un objectif global de promotion d'une gestion prudente et efficace des risques, en ligne avec les engagements RSE et la raison d'être du Groupe.

La politique de rémunération basée sur ces principes est déclinée en fonction des métiers. Elle suit les règles définies par les branches professionnelles et respecte les législations sociales, juridiques et fiscales.

La détermination de la rémunération globale tient également compte des pratiques de marché.

Rémunération des membres du Conseil d'administration

La rémunération des membres du Conseil d'administration est appliquée, conformément à la réglementation à laquelle l'entité appartient.

Les fonctions d'administrateurs pour les entités du Groupe soumises au Code de la sécurité sociale sont gratuites.

Il en est de même pour les entités soumises au Code de la mutualité. Cependant, lorsque l'importance de la mutuelle le nécessite, l'Assemblée générale peut décider d'allouer une indemnité au Président du Conseil d'administration ou à des administrateurs auxquels des attributions permanentes ont été confiées.

Concernant les entités soumises au Code des assurances, ou pour le Luxembourg à la Loi du 7 décembre 2015 sur le

secteur des assurances, si les statuts le prévoient, le Conseil d'administration peut décider d'allouer des indemnités à ses membres au titre de leur fonction au Conseil d'administration, dans les limites fixées par l'Assemblée générale. Aucune indemnité n'a été versée en 2024 aux membres du Conseil d'administration de SGAM AG2R LA MONDIALE au titre de leur mandat.

Par ailleurs, le Conseil d'administration peut décider de rembourser aux administrateurs leurs frais de déplacement, de séjour et de garde d'enfants leur permettant de venir assurer leur fonction.

B.1.3.4 Description du régime de retraite supplémentaire

Le Comité des rémunérations a validé en mars 2021, le principe de la mise en place d'un régime de retraite supplémentaire à droits certains conformément à l'article L. 137-11-2 pour les membres de la Direction générale relevant du GIE La Mondiale Exécutive permettant d'acquérir un droit annuel à une rente de retraite supplémentaire égale à 0,4 % de la rémunération annuelle brute, sous réserve du respect à partir de l'exercice 2021 de la condition de performance annuelle et sous déduction de 92 % des droits de retraite supplémentaire acquis au cours de la même année au titre du régime à cotisations définies ayant une cotisation employeur de 3,5 % tranche A / tranche B.

Le pourcentage des droits au titre du régime de retraite supplémentaire L. 137-11-2 cumulé au pourcentage des droits au titre de l'article 39 du Code général des impôts cristallisé au 31 décembre 2019 est plafonné à 25 points.

Le régime de retraite supplémentaire L. 137-11-2 a été mis en place en décembre 2021 et a pris le relais de l'Article 39 au titre duquel il n'y a plus d'acquisition de droits depuis le 31 décembre 2019, les droits ayant été cristallisés à cette date conformément à la législation française et européenne. Les droits au titre de l'Article 39 du GIE La Mondiale Exécutive cristallisés au 31 décembre 2019 ont été transférés sur le régime de retraite supplémentaire L. 137-11-2 du GIE La Mondiale Exécutive en décembre 2021 et transformés ainsi en droits acquis.

B.1.4 Adéquation du système de gouvernance

L'adéquation du système de gouvernance aux enjeux et engagements du Groupe est essentielle afin de s'assurer de la capacité d'AG2R LA MONDIALE de mener à bien sa politique de développement. Les valeurs sociales et mutualistes du Groupe orientées vers les assurés pilotent la gestion des risques et donc l'organisation autour de ceux-ci.

Ainsi, le système de gouvernance repose sur :

- une organisation claire et partagée composée de fonctions clés et d'un dispositif de contrôle interne ;
- une communication fluide et des outils performants grâce à des comités spécialisés.

AG2R LA MONDIALE veille à définir et à maintenir un cadre d'appétence aux risques équilibré, fondé sur des limites de tolérance qualitatives ou quantitatives, lui permettant d'assurer la sécurité recherchée par ses adhérents et sociétaires. Les Conseils d'administration approuvent annuellement ce cadre.

Le dispositif de gestion des risques s'appuie sur des outils et processus qui permettent d'évaluer les risques auxquels AG2R LA MONDIALE et ses entités sont exposées et de déterminer l'ensemble des mesures à mettre en œuvre pour prévenir et contrôler les risques dans les limites acceptées. Les risques sont identifiés dans le chapitre « C. Profil de risque » et le Groupe procède à l'évaluation interne de ses risques et de sa solvabilité.

Des politiques de risques sont établies et respectées permettant une implication effective de chaque niveau de la gouvernance. Les Conseils d'administration approuvent ces politiques annuellement.

Les fonctions clés sont parties prenantes de la gestion des risques et informent pour décision la Direction générale et les comités spécialisés.

Le système de gouvernance est en adéquation à la nature, l'ampleur et la complexité des risques du Groupe.

B.2 Exigences de compétence et d'honorabilité

Conformément aux dispositions des articles L. 322-3-2 et L. 356-18 du Code des assurances, L. 211-13 du Code de la mutualité, L. 931-7-1 du Code de la sécurité sociale, et, pour le Luxembourg, de l'article 72 de la Loi du 7 décembre 2015 sur le secteur des assurances, tout organisme d'assurance doit notifier à l'ACPR, respectivement au CAA pour le Luxembourg, la nomination et le renouvellement des dirigeants effectifs et des responsables de fonctions clés aux fins de l'évaluation de leur honorabilité, de leurs compétences et de leur expérience.

Les critères de cette évaluation sont repris aux articles L. 322-2 du Code des assurances, L. 114-21 du Code de la mutualité, et L. 931-7-2 du Code de la sécurité sociale et pour le Luxembourg, de l'article 274 de la Loi du 7 décembre 2015 sur le secteur des assurances.

Au travers d'une procédure et d'une politique adéquates, la compétence individuelle et l'honorabilité des dirigeants effectifs et des fonctions clés sont vérifiées sur différents critères :

	Domaines de compétence ou d'expérience
Dirigeants effectifs	Assurance et marchés financiers, stratégie et modèle économique de l'entreprise, système de gouvernance, analyse actuarielle et financière, cadre réglementaire
Fonction gestion des risques	Capacité de synthèse, vision des risques assurantiels, financiers et opérationnels, vision des mesures de gestion de risque
Fonction actuarielle	Capacité de synthèse, connaissance et pratique des mathématiques actuarielles et financières, connaissance des normes de calcul des différents éléments techniques du Groupe
Fonction vérification de la conformité	Capacité de synthèse, compréhension des impacts de tout changement de réglementation
Fonction audit interne	Capacité de synthèse, connaissances générales sur les activités importantes du Groupe

B.3 Système de gestion des risques, y compris l'évaluation interne des risques et de la solvabilité

B.3.1 Système de gestion des risques

B.3.1.1 Organisation

Le Groupe met en place, à tous les niveaux, des moyens dédiés à la maîtrise des risques.

L'organisation s'articule selon le principe des trois lignes de maîtrise établi par les fédérations mondiales de management des risques et d'audit interne :

- la première ligne de maîtrise correspond à la gestion des risques pilotés par les directions opérationnelles ;
- la deuxième ligne de maîtrise est celle des différentes fonctions instituées par la Direction générale pour assurer le suivi du contrôle des risques et de la conformité ;
- la troisième ligne de maîtrise est celle de l'assurance indépendante de la maîtrise des risques fournie par l'audit interne.

Chacune de ces trois lignes joue un rôle distinct et complémentaire dans le cadre de la gouvernance de l'organisation.

Les fonctions clés rattachées aux deuxième et troisième lignes de maîtrise jouent un rôle prépondérant dans le système de gestion des risques général de l'entreprise au travers les missions de contrôles et de suivi dans la mise en application des lignes directrices du Groupe, du respect des politiques de risques et des indicateurs de risques. Elles communiquent et rendent compte de leurs analyses et actions aux instances politiques et organes de gouvernance du Groupe.

Ainsi la Direction générale d'AG2R LA MONDIALE a confié à la Direction finances et risques, le suivi et le contrôle aussi bien des risques techniques et financiers propres au métier (adéquation actif/passif, évolution de la mortalité/longévité, adéquation de la politique de réassurance, etc.) que des risques opérationnels (élaboration et pilotage du dispositif de contrôle interne, continuité d'activité, protection des données personnelles, sécurité des systèmes d'information, etc.).

B.3.2 Les politiques

La politique de gestion des risques du Groupe fixe le cadre général et les principes conducteurs de la gouvernance de la gestion des risques du Groupe. Elle est déclinée au travers de politiques par domaine de risque et de processus mis en œuvre par tous les métiers. Les différentes politiques sont communiquées aux instances politiques, le Comité des risques, conformité et actuariat, le Comité des investissements et le Comité d'audit et des comptes, pour examen avant approbation finale du Conseil d'administration.

Après approbation, les travaux et les actions nécessaires au respect et à la mise en œuvre des politiques sont réalisés par les directions opérationnelles rattachées à la première ligne de maîtrise ainsi que par les fonctions clés rattachées aux deuxième et troisième lignes de maîtrise citées ci-avant.

B.3.3 Instances opérationnelles

L'ensemble des travaux réalisés par les directions opérationnelles ainsi que par les fonctions clés nécessitent de prendre un certain nombre de décisions.

Le rôle des instances opérationnelles consiste à aider cette prise de décision : elles pilotent, instruisent et examinent les politiques et rapports avant de les communiquer pour approbation par les Conseils d'administration. L'organisation des instances opérationnelles s'articule autour de différents comités spécialisés.

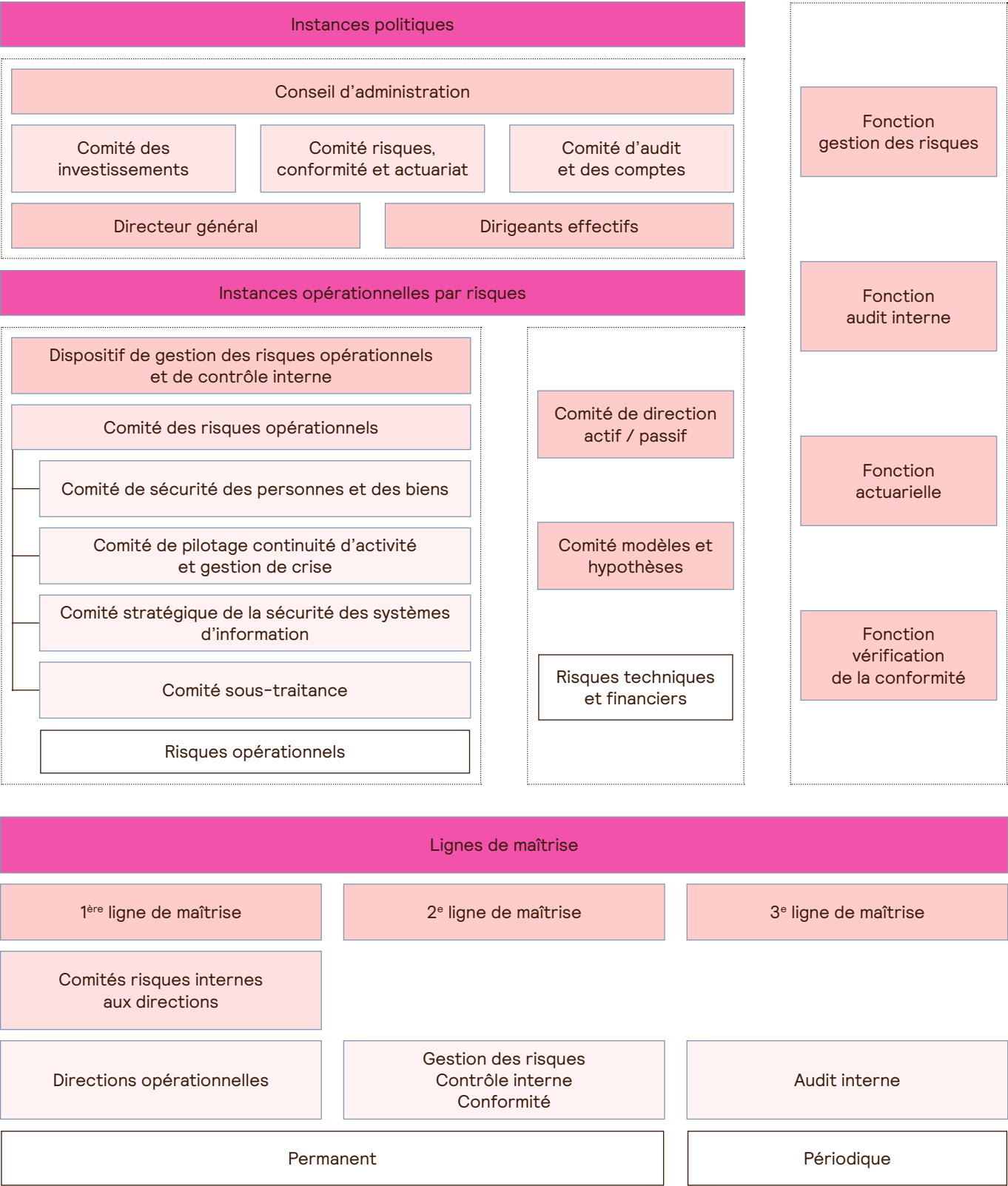
Le Comité des risques opérationnels composé des représentants des principales directions du Groupe et des fonctions clés, a pour missions permanentes d'apprécier le niveau de maîtrise des risques opérationnels du Groupe au travers notamment de l'examen du reporting consolidé des incidents et risques majeurs. Il assure le suivi de l'efficacité du dispositif de gestion des risques opérationnels y compris de la conformité et en valide, si nécessaire, les orientations.

Il s'appuie également sur les travaux issus de comités spécifiques :

- le comité de pilotage continuité d'activité et gestion de crise ;
- le comité de la sécurité des systèmes d'information ;
- le comité de sécurité des personnes et des biens ;
- les comités risques des entités du Groupe ou des directions ;
- le comité de sous-traitance.

Le Comité de direction actif-passif analyse l'ensemble des sujets actif-passif. Il regroupe les différents représentants des services concernés (Investissements, Finances et Risques). Ce comité est en charge du suivi des risques actif-passif.

Le Comité modèles et hypothèses est l'instance de validation formelle des hypothèses économiques, financières et techniques ainsi que des méthodes et techniques de provisionnement social et des évolutions de modèles prudentiels et décisions futures de gestion. Il a donc la responsabilité d'identifier, de présenter, estimer et faire valider toute évolution de méthode ou d'hypothèse pouvant avoir un impact significatif sur les comptes sociaux, consolidés et prudentiels.



B.3.4 EIRS (ou Orsa)

Le système de gouvernance du Groupe AG2R LA MONDIALE permet de s'assurer de l'efficacité du pilotage par l'ensemble des organes de décisions. Ceux-ci s'appuient entre autres sur l'évaluation interne des risques et de la solvabilité (EIRS). Cette évaluation qui se matérialise par un rapport permet de proposer aux différentes instances les informations et analyses nécessaires aux prises de décisions.

La mise en œuvre de l'EIRS a pour objectif, dans le cadre d'un mode de fonctionnement récurrent de :

- s'assurer de la pertinence de l'identification des risques auxquels l'entreprise est exposée ;
- valider, en continu, la stratégie de l'entreprise (à travers la validation du plan d'affaires à fréquence annuelle et lors de chaque prise de décision stratégique concernant l'activité d'AG2R LA MONDIALE) ;
- apprécier la résistance de la solvabilité d'AG2R LA MONDIALE à des scénarios stressés et définir les actions correctrices adéquates.

La description des risques importants qui composent le profil de risque s'appuie sur la cartographie des risques du Groupe. Au moyen de cet outil, l'appréhension systématique des risques est réalisée selon deux approches :

- l'approche « bottom up » part de l'analyse des processus par les opérationnels et permet de mettre en œuvre les dispositifs de maîtrise des risques adéquats ;
- l'approche « top down » part de la vision d'ensemble de l'entreprise, de ses objectifs et ses activités par le top management et permet d'aboutir directement à une évaluation des expositions majeures pour l'organisation.

Ces deux démarches sont complémentaires afin de couvrir au mieux l'ensemble des risques.

L'exercice de l'EIRS ne se limite donc pas au seul périmètre de risques retenus dans le cadre de la formule standard mais couvre l'ensemble des risques importants auxquels l'organisme est exposé. Il étudie également les déviations de profil existant avec la formule standard.

La Direction des risques et de la solvabilité contribue à la gestion des risques techniques et à ce titre, à la mise en œuvre du processus et la rédaction du rapport EIRS. Pour mener à bien l'exercice, elle formalise avec la fonction clé gestion des risques, avant le début opérationnel de l'exercice, une proposition de scénarios de stress et d'actions correctrices au Comité risques, conformité et actuariat qui approuve et priorise les actions.

Ces analyses et propositions de remédiations sont essentielles dans le pilotage du Groupe afin de s'assurer de la pérennité de l'activité d'AG2R LA MONDIALE et du respect de ses engagements envers ses assurés.

La fréquence du processus est à minima annuelle, étant entendu que l'exercice pourrait être déclenché de manière « ad-hoc » en particulier dans les cas suivants :

- une modification matérielle des résultats des indicateurs du pilier 1 (SCR, MCR) ;
- un événement interne à l'entreprise telle qu'une décision stratégique impactant le plan d'affaires en cours ;
- un événement externe à l'entreprise qui impacte le plan d'affaires en cours (ex : événement économique, événement législatif).

L'ensemble des travaux, analyses et résultats est ensuite consigné dans un rapport EIRS unique, présenté au Comité risques, conformité et actuariat puis pour approbation aux Conseils d'administration. Il est ensuite diffusé à l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR) et au Commissariat aux Assurances du Luxembourg (CAA).

SGAM AG2R LA MONDIALE a fait usage de la faculté prévue à l'article 246, paragraphe 4, de la Directive 2009/138/CE permettant de procéder à une évaluation interne des risques et de la solvabilité unique pour la Sgam et une partie de ses entités individuelles.

B.3.5 Fonction gestion des risques

La fonction gestion des risques de AG2R LA MONDIALE est représentée par M. Luca De Dominicis, Directeur finances et risques, pour toutes les entités, sauf :

- La Mondiale Europartner – Mme Anna Szwugier, Directrice Finance, Risques et Actuariat de LMEP ;
- VIASANTÉ Mutuelle – Mme Nathalie Pereira-Santos.

Mission

La fonction gestion des risques est en charge du pilotage du dispositif de gestion des risques qui a pour objectif de couvrir de manière intégrée et transversale l'ensemble des risques auxquels le Groupe peut être confronté afin, notamment de :

- se conformer aux exigences réglementaires actuelles ;
- garantir une vision homogène et fiable du suivi des risques au service des Conseils d'administration, de la Direction générale mais également des agences de notation, des partenaires et des clients.

Mise en œuvre

La fonction gestion des risques s'articule autour de la Direction des risques techniques et de la solvabilité et de la Direction des risques opérationnels rattachées à la Direction finances et risques.

La Direction des risques techniques et de la solvabilité a vocation à piloter le dispositif de gestion des risques de nature technique et financière de l'ensemble du Groupe et notamment le pilotage du processus EIRS.

La Direction des risques opérationnels supervise le système de gestion des risques opérationnels et de contrôle interne ainsi que le dispositif qualité de l'ensemble du Groupe. Elle pilote la cartographie macro des risques et à ce titre participe également au processus EIRS.

En 2024, le Groupe a mis à jour son processus de gestion des incidents. Ce processus intègre une grille d'impact permettant d'évaluer la criticité des événements et de définir les plans d'action associés. Les incidents majeurs du Groupe sont présentés au sein du Reporting risques et incidents, à minima 2 fois par an, en Comité des risques conformité et actuariat. Ce processus intègre la gestion des incidents TIC de cybersécurité et de production, qui font l'objet d'une analyse de risque conformément aux exigences DORA afin de valider s'ils doivent faire l'objet d'une notification à l'ACPR et de la mise en place d'une cellule de veille renforcée ou d'une cellule de crise.

Déclinaison au niveau des entités

Concernant LMEP, la fonction gestion des risques est mise en œuvre au sein de la Direction Finance, Risques et Actuariat de LMEP. Afin d'assurer la réalisation de ses missions, elle s'articule autour des départements actuariat et risques. Elle collabore étroitement avec les autres

fonctions clés de LMEP et du Groupe, ainsi qu'avec les différents départements ou directions de l'entreprise.

Concernant VIASANTÉ Mutuelle, la fonction gestion des risques, occupée par la Secrétaire générale, rapporte directement au Directeur général de la mutuelle. À ce titre, elle anime et supervise le système de gestion des risques de la mutuelle en s'appuyant sur des responsables couvrant plusieurs domaines d'activités ou d'expertise dont certains sont mutualisés avec le Groupe AG2R LA MONDIALE.

B.4 Système de contrôle interne

B.4.1 Politique de contrôle interne

La politique de contrôle interne s'inscrit dans le dispositif de gestion des risques du groupe AG2R LA MONDIALE et, plus particulièrement, dans le dispositif de gestion des risques opérationnels. Elle définit les grands principes du système de contrôle interne du Groupe et le cadre de mise en œuvre des actions nécessaires à la maîtrise des risques opérationnels (procédure, dispositif de contrôle, tableaux de bord et indicateurs et organisation en place).

Les politiques de gestion des risques opérationnels et de contrôle interne sont complétées sur des domaines de risques opérationnels spécifiques par :

- la politique de sous-traitance qui définit les lignes directrices et processus encadrant la gestion et la maîtrise des risques inhérents aux activités sous-traitées tant à l'égard du Groupe qu'à l'égard des entités qui le composent ;
- la politique conformité qui veille à assurer le respect par le Groupe de l'ensemble des réglementations encadrant l'exercice de ses activités ;
- la politique de continuité d'activité qui établit les règles de gouvernance, les principes, l'organisation et les objectifs à atteindre afin de mettre en œuvre une gestion de la continuité d'activité efficiente et pérenne au sein du Groupe ;
- la politique sécurité des systèmes d'information qui constitue le cadre de référence du Groupe en ce qui concerne l'adaptation continue de la sécurité des systèmes d'information, de son organisation et des responsabilités associées ;
- la politique de protection des données à caractère personnel qui définit les pratiques essentielles au respect des exigences des souscripteurs individuels ou entreprises vis-à-vis de la confidentialité et de la sécurité de leurs informations personnelles. Elle s'assure également du respect des exigences du Règlement général sur la protection des données (RGPD), entré en application en mai 2018 ;

- la politique de la sécurité des personnes et des biens qui exprime l'ensemble des processus déployés par le Groupe pour protéger ses collaborateurs et les personnes présentes dans ses locaux, ainsi que l'ensemble de ses biens.

B.4.2 Cartographie des risques

Le dispositif s'appuie sur un recensement et une actualisation permanente des risques encourus par le Groupe au travers de la constitution et de la mise à jour des cartographies des risques réalisées selon les deux approches « bottom-up » et la cartographie macro des risques. Les démarches macro des risques et bottom-up sont complémentaires afin de couvrir au mieux l'ensemble des risques.

La cartographie macro des risques majeurs est un des outils à disposition du Groupe pour identifier, évaluer et suivre les risques auxquels est exposé le Groupe. Elle traduit la perception des risques les plus graves du point de vue de ses dirigeants.

D'autres cartographies des risques dites « bottom-up », issues de l'analyse des processus et des opérations donnent une vision plus détaillée et une évaluation plus fine des risques et constituent des outils opérationnels de gestion des risques au quotidien.

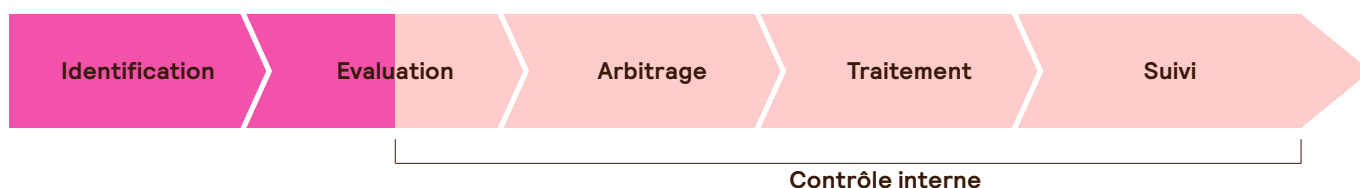
Des liens sont établis entre les deux approches afin que les priorités que reflète l'approche macro soient bien prises en compte sur le plan opérationnel et que les risques et incidents de la démarche « bottom-up » viennent préciser et actualiser la perception des dirigeants.

B.4.3 Mise en œuvre du contrôle interne

Le contrôle interne tel que défini par le référentiel COSO (Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission) est un processus mis en œuvre par les Conseils d'administration, la Direction générale, le management et les collaborateurs, et qui est destiné à fournir une assurance raisonnable quant à la réalisation d'objectifs liés aux opérations, au reporting et à la conformité.

Le Groupe a décliné les principes de la politique de contrôle interne à travers un référentiel de gestion des risques opérationnels et de contrôle interne décrivant la mise en œuvre de ce dispositif.

La gestion des risques opérationnels : identification des risques, évaluation...



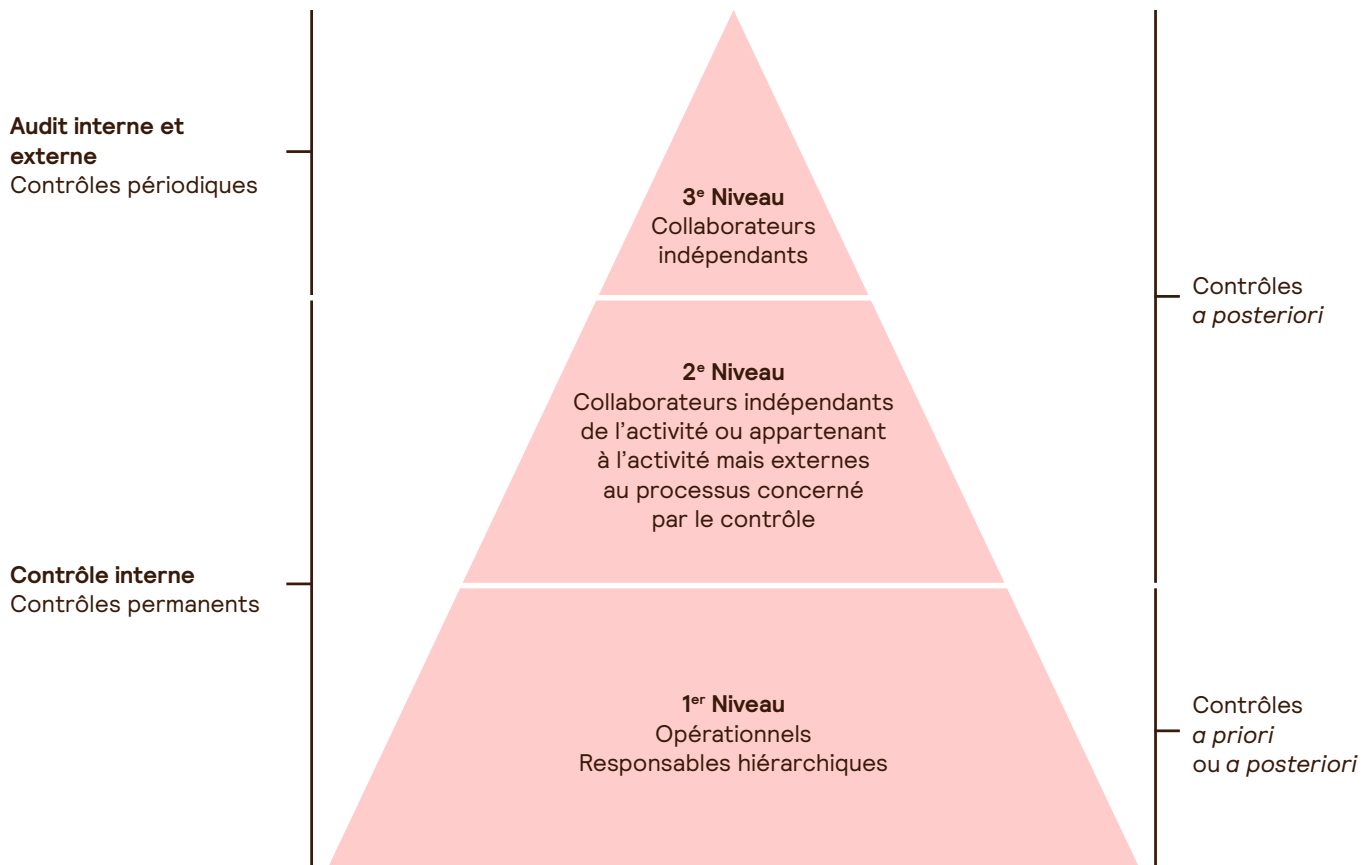
L'un des éléments du dispositif de contrôle interne s'appuie sur le principe des trois niveaux de contrôle :

- le contrôle de premier niveau, a priori ou a posteriori, manuel ou informatisé, est réalisé dans les processus au fil des opérations selon des modalités prédéfinies eu égard à l'analyse des risques et aux objectifs opérationnels. Ce sont les collaborateurs directement en charge des opérations et leur supervision hiérarchique qui en ont la responsabilité ;
- le contrôle de deuxième niveau est un contrôle a posteriori dont l'objectif est de s'assurer de l'efficacité du dispositif de gestion des risques et des actions de contrôle de premier niveau. Il est réalisé dans les entités

et directions ou au niveau Groupe par des personnes qui ne sont pas directement en charge des opérations contrôlées et qui n'interviennent pas directement sur le processus concerné ;

- enfin, le contrôle de troisième niveau est exercé par les audits internes ou externes. Ce niveau fait partie du contrôle périodique.

Les deux premiers niveaux correspondent au dispositif de contrôles permanents.



En complément de ces activités de contrôles, le contrôle interne est mis en œuvre également au travers d'autres dispositifs tels que de la documentation, des indicateurs de suivi et une organisation en place qui permettent ainsi la maîtrise des processus du Groupe.

B.4.4 Fonction vérification de la conformité

La fonction vérification de la conformité AG2R LA MONDIALE est représentée par Mme Elsa Luyton, en charge de la Conformité du Groupe, pour toutes les entités, sauf :

- La Mondiale Europartner - Mme Fabienne Jeangout, Responsable de la conformité, au sein de la Direction Juridique et Conformité de LMEP ;
- VIASANTÉ Mutuelle - Mme Tiphaine Bekic, Responsable du domaine juridique et conformité.

La fonction vérification de la conformité a pour mission de superviser et d'animer les dispositifs d'identification, d'évaluation et de contrôle de la conformité de l'organisation et des activités de la société aux réglementations et aux normes déontologiques. Son rôle est notamment d'évaluer l'impact d'un changement réglementaire et juridique, d'identifier les risques de non-conformité et d'animer la mise en œuvre des dispositifs de maîtrise adéquats.

La fonction vérification de la conformité est mise en œuvre par les actions de la Direction de la conformité et éthique des affaires qui couvre plusieurs domaines :

- le respect des dispositions législatives, réglementaires et administratives attachées à l'activité de distribution des produits d'assurance ;
- la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme LCB-FT ;
- la protection de la clientèle (conformité des produits et des pratiques de distribution) ;

- la lutte contre la fraude et la corruption ;
- les impacts de tout changement de l'environnement juridique sur l'activité de l'entreprise dans le cadre de son activité assurantielle.

La Direction de la conformité et éthique des affaires a pour ambition de contribuer à l'amélioration de la maîtrise du risque de non-conformité par la mise en œuvre de dispositifs sur l'ensemble des activités assurantielles du Groupe et plus particulièrement celles qui concernent la protection des dirigeants, de l'entreprise ou de la clientèle. Au sein du Groupe, un certain nombre de documents de référence (politiques, guides de bonnes pratiques, dispositifs de formation etc.) sont en place afin de faciliter l'appropriation par tous des règles et de garantir l'intégrité des procédures et des pratiques.

Déclinaison au niveau des entités

Concernant l'entité La Mondiale Europartner, la fonction vérification de la conformité est mise en œuvre au sein du département conformité. Elle s'appuie également sur le département juridique pour la veille et la description de l'environnement juridique des risques.

Chez VIASANTÉ Mutuelle, la fonction vérification de la conformité est animée par le domaine juridique et conformité au sein de la direction juridique. Elle assure la coordination opérationnelle en cohérence avec les instances du Groupe et notamment avec la fonction clé vérification de la conformité d'AG2R LA MONDIALE.

B.5 Fonction audit interne

La fonction audit interne AG2R LA MONDIALE est représentée par M. Romain Drappier, directeur de l'audit interne pour toutes les entités, sauf La Mondiale Europartner où un membre du Conseil d'administration est représentant de la fonction audit interne LMEP, dont les missions d'audit sont déléguées à la fonction audit interne du Groupe. M. Olivier Arlès succède à M. David Simon en tant que représentant de la fonction audit interne LMEP à partir du 1^{er} avril 2024.

Mission

La fonction audit interne, intégrée dans le système de gouvernance, est indépendante et objective. Elle donne au Groupe une assurance sur le degré de maîtrise de ses opérations et leur fiabilité. L'audit interne aide l'organisation à atteindre ses objectifs en évaluant, par une approche systématique et méthodique, ses processus de management des risques, de contrôle et de gouvernance, et en faisant des propositions pour renforcer leur efficacité. La Direction de l'audit interne, au cours de ses contrôles et investigations, émet des recommandations visant à prévenir les risques et optimiser la performance globale du Groupe.

Elle a dans ce cadre un rôle d'information et d'alerte en matière de conformité, d'efficacité des opérations réalisées et des procédures de contrôle interne associées. Son champ d'intervention s'étend à l'ensemble des entités et activités du Groupe. Elle rend compte au Comité d'audit et des comptes.

Position

Le rôle de l'audit interne, sa mission, son positionnement, ses responsabilités ainsi que le cadre déontologique et méthodologique de ses interventions sont définis dans la

politique d'audit interne du Groupe. Afin d'assurer son indépendance, la Direction de l'audit interne est rattachée hiérarchiquement à la Direction générale et fonctionnellement au Comité d'audit et des comptes.

Mise en œuvre

L'audit interne ne se substitue pas aux différents niveaux managériaux de compétence et de contrôle, et n'exerce pas un rôle opérationnel permanent : son intervention est ponctuelle et s'effectue généralement a posteriori.

L'audit interne détecte, analyse les risques et recommande des améliorations, mais ne prend pas en charge la mise en œuvre des recommandations. Les missions d'audit interne sont mises en œuvre selon un plan annuel approuvé par le Directeur général et le Comité d'audit et des comptes de la Sgam. L'audit interne peut également être sollicité en cours d'année en fonction de l'urgence de certaines interventions.

Les interventions se déroulent selon un cadre méthodologique défini et documenté qui permet de porter une appréciation sur la maîtrise des risques du domaine audité. Les constats établis par les auditeurs lors de leurs missions donnent lieu, après présentation aux audités, à un rapport formalisé et à des recommandations qui devront faire l'objet de plans d'action. Ces plans d'action sont suivis afin de s'assurer de leurs mises en œuvre.

B.6 Fonction actuarielle

La fonction actuarielle AG2R LA MONDIALE est représentée par Mme Gaëlle Baetz, Directeur des risques techniques et de la solvabilité.

Mme Baetz est également fonction actuarielle pour toutes les entités, à l'exception de La Mondiale Europartner représenté par M. Mouaad Edasser, responsable du département Actuariat LMEP.

Mission

La fonction actuarielle a un rôle essentiel dans l'évaluation des provisions techniques et doit notamment :

- coordonner et superviser le calcul des provisions techniques ;
- garantir le caractère approprié des méthodologies, des modèles sous-jacents, l'appréciation de l'évolution des hypothèses, et l'évaluation des incertitudes et approximations menées ;
- apprécier la suffisance et la qualité des données utilisées ;
- réaliser un contrôle de second niveau visant la cohérence globale des différents résultats, la bonne retranscription des directives et leur respect dans les calculs tout en axant sur les points où un certain degré d'incertitude lié aux estimations subsiste.

Elle a également la charge de la définition et de la bonne application des règles de souscription et des règles de réassurance.

La fonction actuarielle contribue à la mise en œuvre de la modélisation des risques sous-tendant le calcul des exigences de capital ainsi qu'à la mise en œuvre de l'évaluation interne des risques et de la solvabilité.

Mise en œuvre

Outre sa contribution à la gestion des risques techniques, la Direction des risques techniques et de la solvabilité joue un rôle déterminant dans la mise en œuvre des différentes missions de la fonction actuarielle. Sur le plan opérationnel, elle est partie prenante des comités techniques et en charge du suivi régulier des actions envisagées lors de ceux-ci.

Un rapport de la fonction actuarielle est soumis annuellement au Conseil d'administration. Il reprend la synthèse des actions entreprises, l'identification des défaillances et les recommandations.

Déclinaison au niveau des entités

Chez LMEP, la fonction actuarielle est mise en œuvre au sein du département Actuariat, lui-même rattaché à la Direction Finance, Risques et Actuariat. Elle met en œuvre les directives actuarielles du Groupe et utilise les outils mis à disposition par celui-ci pour la réalisation d'un certain nombre d'études et de calculs.

B.7 Sous-traitance

B.7.1 Sous-traitance des activités opérationnelles importantes ou critiques

Selon les termes des articles L. 354-3 et R. 354-7 du Code des Assurances : « les entreprises d'assurance et de réassurance conservent l'entière responsabilité du respect de l'ensemble des obligations qui leur incombent lorsqu'elles recourent à l'externalisation des fonctions ou des activités d'assurance ou de réassurance ».

Le Groupe doit donc assurer le contrôle des activités sous-traitées qu'il s'agisse de prestations de services ou de délégation de gestion.

La politique de sous-traitance s'inscrit dans le dispositif général de gestion des risques du Groupe et, plus particulièrement, dans le cadre de la gestion des risques opérationnels. Cette politique s'applique à toutes les activités et toutes les entités juridiques du Groupe. Elle est complétée ou adaptée, si nécessaire, de dispositions particulières pour tenir compte d'un cadre réglementaire ou organisationnel spécifique en raison de l'activité.

Sur la base de critères définis dans la politique, un travail annuel de recensement et de notation est réalisé pour près de 757 activités externalisées au titre de 2024. 28 sont considérées comme critiques ou importantes et font l'objet d'une supervision renforcée.

Les prestations sont évaluées en fonction de l'organisation mise en œuvre chez le prestataire pour maîtriser ses risques et la qualité de sa prestation. Cette évaluation s'appuie sur plusieurs critères dont la criticité opérationnelle, la réversibilité de la prestation et la solvabilité financière du prestataire.

Des dispositions particulières sont mises en place par les directions en fonction de la criticité des prestations. Ainsi des plans de contrôles sont mis en place et des revues d'activité sont notamment réalisées avec les principaux fournisseurs.

Le **comité sous-traitance Groupe**, composé des représentants des principales parties prenantes au pilotage des risques liées à la sous-traitance, a pour missions d'assurer un suivi de la politique sous-traitance Groupe. Il assure une supervision transverse des activités externalisées notamment les prestations critiques ou importantes. Il permet de partager sur les évolutions du dispositif notamment sur la méthodologie et les outils associés.

La réglementation DORA, applicable au Groupe à partir de janvier 2025, fait l'objet de travaux préalables de mise en conformité débutés en 2023 et poursuivis en 2024. En effet, la réglementation DORA définit une gestion des risques liés aux prestataires TIC (autrement dit les prestations de service informatisé) notamment la tenue d'un registre, des exigences contractuelles minimales et un cadre de surveillance européen pour les prestataires critiques.

La politique de sous-traitance et la méthode d'analyse de risques Groupe ainsi que l'ensemble des clauses et annexes contractuelles de sécurité ont été mis à jour en 2024.

Dans le cadre de la préparation de l'entrée en vigueur de DORA, les autorités européennes de supervision ont lancé un exercice volontaire auquel a participé le Groupe en août 2024. Cet exercice a porté sur la collecte des registres d'informations des prestataires de service TIC. A compter de 2025, le Groupe va compléter ce registre sur la base notamment de la classification des prestations informatisées TIC communiquée dans le cadre de la réglementation DORA.

Enfin, la définition de la stratégie de sortie, la rédaction et les tests des plans de sortie d'urgence relatifs aux prestataires TIC critiques ont été initiés et seront finalisés en 2025.

B.7.2 Informations sur les prestataires de service

Ci-dessous, les 28 activités externalisées du groupe AG2R LA MONDIALE considérées comme critiques ou importantes :

Entité concernée	Périmètre	Nature de la sous-traitance	Nombre de prestations	Ressortissant territorial
SGAM AG2R LA MONDIALE	Informatique	Maintenance logiciel bureautique et serveur SQL, premier support	1	France
		Développement et maintenance des applications	1	France
		Centralisation des DATA centers	1	France
		Application gestion paie et temps de travail	1	France
		Application de gestion de la Santé Prévoyance Collective	1	France
		Application de gestion de la Prévoyance	1	France
		Application de gestion de données de référence	1	France
		Progiciel du périmètre métier Épargne & Retraite individuelle	1	France
		Services complémentaires de sécurisation des données	1	France
		Sécurité de l'information (cybersécurité)	1	France
		Plateforme technologique de relation client omnicanal	1	France
		Gestion documentaire et d'archivage	1	France
	Gestion financière	Suivi des opérations liées aux IFT	1	France
		Passage d'ordres financiers, mise à disposition et administration de l'outil associé	1	France
La Mondiale Partenaire	Gestion d'actifs	Délégataire de gestion	2	France
AG2R Prévoyance	Gestion	Gestion déléguée	4	France
		Gestion du tiers payant	1	France
VIASANTÉ Mutuelle	Informatique	Assistance, exploitation, infogérance, maintenance	3	France
		Gestion du tiers payant	1	France
		Hébergeur d'infrastructure Cloud	1	France
La Mondiale Europartner	Informatique	Développement de l'outil de gestion	1	Luxembourg
	Éditique	Impression de documents (contrats, CP etc.) à destination des clients	1	Luxembourg

B.7.3 Sous-traitance des fonctions clés

Les fonctions clés Groupe ne sont pas sous-traitées à un prestataire de service.

B.8 Autres informations

L'ensemble des informations importantes concernant la gouvernance est présenté dans les autres sections du chapitre « Système de gouvernance ».

C. Profil de risque

L'activité principale de SGAM AG2R LA MONDIALE consiste en la souscription de risques d'assurance non-vie (remboursement de frais de santé, couverture de l'arrêt de travail) et de risques d'assurance vie (épargne, retraite, décès). Cette activité lui permet d'avoir une approche complète auprès de ses clients en matière de protection sociale et patrimoniale et de bénéficier des effets de diversification associés.

Les principaux risques auxquels est soumise la Sgam peuvent se décomposer en différentes catégories :

- les risques de souscription vie sont liés aux comportements des assurés et sont essentiellement composés du risque de rachat et dans une moindre mesure du risque de dépenses ;
- les risques de souscription santé comprennent majoritairement le risque de rentabilité des activités prévoyance santé et le risque traduisant la volatilité inhérente à l'estimation du tarif et du provisionnement (risque de primes et de provisionnement) ;
- les risques de marché proviennent principalement des conditions économiques et financières. Ils impactent la valeur de marché des placements et la valeur des engagements d'assurance, majoritairement le portefeuille en fonds garantis et dans une moindre mesure, les contrats de prévoyance-santé et le portefeuille en unités de compte ;
- le risque de crédit se matérialise par le défaut d'un tiers (réassureur, émetteurs financiers, etc.) et peut engendrer des pertes financières pour la Sgam ;
- le risque de liquidité se manifeste par la non-disponibilité de placements sans risque de perte financière dans des contextes défavorables ;
- les risques opérationnels se définissent comme le risque de perte résultant de l'inadaptation ou de la défaillance de procédures, personnes, systèmes internes ou résultants d'événements extérieurs et inclut le risque de non-conformité.

Pour les risques quantifiables de la formule standard, un risque est considéré comme majeur si l'impact sur les fonds propres est plus sévère qu'une baisse de 5 % pour un événement vicennal.

Selon ce critère, les risques de spread, action, cessation sont identifiés comme risques majeurs de la Sgam.

Tableau résumant le profil de risque de la Sgam

Le tableau suivant présente le niveau d'exposition aux risques des entités du Groupe. Ils sont classés en trois niveaux : principal (P), secondaire (S), non significatif (N). Lorsque qu'aucun de ces trois niveaux n'est renseigné, l'entité n'est pas exposée au risque.

	AG2R Prévoyance	Arpege Prévoyance	Prima	AG.Mut	Miag	VIASANTÉ Mutuelle	La Mondiale	La Mondiale Europartner	La Mondiale Partenaire	AG2R LA MONDIALE
Risque de souscription										
Cessation (vie)	N	N					S	P	P	P
Dépenses (vie et santé)	S	S					S	P	P	S
Longévité (vie et santé SLT, hors dépendance)	S	S					S	N	N	S
Rentabilité des activités (prévoyance santé)	P	P	N	S	P	P	N			P
Pilotage de la collecte dans un environnement de taux incertain							P	P	P	P
Risque non-vie			N							
Risque catastrophe (santé)	S	S	N	N	S	S	S			S
Dépendance		N	P							S
Risque de marché										
Taux d'intérêt	S	S	S	S	S	S	P	S	S	P
Action	P	P	P	S	N	P	P	P	P	P
Immobilier	S	S	S	N	S	S	S	S	N	S
Risque de crédit										
Spread	P	P	P	P	S	S	P	S	P	P
Contrepartie	S	S	S	P	P	S	S	S	P	S
Risque de liquidité	N	N	N	S	N	N	P	N	S	S
Risques opérationnels	S	S	S	S	S	S	S	S	P	S
Autres risques importants										
Évolutions réglementaires	P	S	S	P	N	P	P	P	P	P

C.1 Risque de souscription

Le risque de souscription de SGAM AG2R LA MONDIALE correspond à celui de l'ensemble des périmètres la composant. Les éléments de maîtrise, de réduction et tout autre sujet de pilotage sont ceux approuvés au niveau de la Sgam et déclinés ensuite pour chaque entité du Groupe.

C.1.1 Exposition aux risques

Le risque de souscription est défini par la réglementation comme le risque de perte ou de changement défavorable de la valeur des engagements d'assurance, en raison d'hypothèses inadéquates en matière de tarification et de provisionnement. Les principaux risques de souscription auxquels la Sgam est exposée sont décrits ci-dessous.

Rachat ou cessation (périmètre épargne-retraite)

En assurance vie, l'option de rachat permet aux assurés de disposer de tout ou partie de leur épargne disponible avant l'échéance du contrat.

En raison par exemple de modifications des conditions économiques et financières, l'évolution du comportement des assurés peut conduire à l'augmentation des rachats, voire à des vagues de rachats massifs.

Le rachat d'un contrat peut entraîner pour l'assureur des désinvestissements des placements financiers dans des conditions défavorables et amener l'assureur à réaliser des moins-values s'il n'a pas assez de liquidités pour faire face à son engagement, et ainsi modifier l'équilibre technique et financier du portefeuille de façon importante. Le risque de rachat concerne essentiellement les contrats d'épargne. Il est notamment suivi à travers l'évolution des taux de rachat, et in fine des lois de rachat et de prestations.

Longévité (périmètre épargne-retraite et prévoyance-santé)

Les contrats de retraite supplémentaire garantissent à l'assuré le versement d'une rente, dont le montant peut être fixé dès la souscription ou au moment du passage en rente. L'assureur s'engage ainsi sur un montant à verser à l'assuré jusqu'à son décès, même si l'assuré vit plus longtemps que ce que le tarif de l'assureur prévoyait. Ainsi, le risque de longévité survient lorsque la proportion des assurés survivants est plus importante que celle qui avait été prévue au moment de la tarification du contrat, autrement dit lorsque les assurés décèdent moins rapidement que ne le prévoyait la table de mortalité. Par son activité sur le secteur de la retraite, la Sgam possède des engagements de durée longue. En conséquence, ses engagements contractuels peuvent porter sur des tables de mortalité anciennes, dont l'espérance de vie est inférieure aux tables actuelles. Une éventuelle dérive de la mortalité est suivie par une analyse annuelle des résultats de mortalité des portefeuilles de rentiers.

La Sgam est également exposée au risque de longévité sur ses portefeuilles d'invalides. Une augmentation de la durée d'invalidité des assurés aurait un impact négatif sur les engagements de l'entité et constituerait une perte financière. Des analyses sur le portefeuille sont menées afin d'étudier toute dérive du risque et prendre en compte l'évolution de la longévité.

Risque de rentabilité des affaires (périmètre prévoyance-santé)

Ce risque est en lien avec le risque d'évolution réglementaire qui est décrit dans la partie « Autres risques

importants » de ce rapport. Le risque de rentabilité des activités prévoyance santé est important et constitue une des préoccupations majeures compte-tenu du contexte concurrentiel actuel et des modifications réglementaires modifiant les équilibres des portefeuilles.

L'objectif annoncé est de proposer des tarifs rentables qui soient en cohérence avec la protection des assurés, les pratiques du marché, tout en assurant une gestion prudente et pérenne de la solvabilité de la Sgam.

Dans un contexte de forte volatilité des indicateurs économiques et d'incertitude politique, des études d'impact sont mises en œuvre régulièrement pour anticiper les déformations pouvant affecter la sinistralité, et activer des mesures d'atténuation si nécessaire.

De nombreuses actions sont menées pour renforcer la gestion de ce type de risques (études prospectives, redressement de portefeuilles).

Risque relatif au pilotage de la collecte dans un contexte économique incertain (périmètre épargne-retraite)

En assurance vie, il existe principalement deux types de supports proposés dans un contrat :

- les supports libellés en euros. La garantie correspond pour l'assureur à un engagement de taux de rémunération des contrats envers ses assurés ;
- les supports libellés en unités de compte (UC). L'assureur garantit à ses assurés un nombre de titres, sans s'engager sur la valeur de ces titres, dont les fluctuations peuvent varier à la hausse ou à la baisse. Le risque de marché lié à l'évolution des cours des supports en UC est ainsi assumé par les assurés.

Il est important d'accorder une vigilance particulière à l'évolution de la collecte en assurance vie, d'autant plus dans un contexte de taux élevés et volatils. En effet, de nouveaux flux entrants sur le fonds en euros vont favoriser une relation du rendement d'actif via l'investissement sur des produits de taux à rendement plus élevé. Un pilotage s'opère au travers de l'utilisation des richesses disponibles (produits financiers, plus-values latentes, PPB) pour soutenir le niveau de revalorisation des contrats. Des actions ponctuelles telles que des offres de bonus sur primes sont également déployées pour favoriser le niveau de collecte nette en euros tout en préservant le résultat. Un équilibre fragile est recherché entre la vitesse de relation de l'actif, la consommation des richesses, les attentes des clients et la capacité à prélever une marge financière.

Le pilotage des équilibres actif-passif dans le temps repose donc sur une bonne gestion de ces différents leviers.

Risque relatif à l'activité d'assurance dépendance (périmètre prévoyance-santé)

Dans le contexte démographique actuel de vieillissement de la population française, associé à l'augmentation de l'espérance de vie et à la baisse de la natalité, la perte d'autonomie constitue l'un des principaux risques auxquels sont confrontées les personnes âgées. Cette évolution démographique entraînera mécaniquement une augmentation des dépenses liées à la dépendance (soins, hébergement, aides diverses, etc.), faisant ainsi de leur financement une problématique à traiter. Pour garantir le risque de dépendance, les contrats d'assurance prévoient le versement d'indemnités sous forme de rente ou de capital :

- si l'assuré devient dépendant, il perçoit la prestation prévue, soit sous forme de rente, soit sous forme de capital ;
- si l'assuré conserve son autonomie jusqu'à son décès, il ne perçoit aucune prestation et les cotisations versées

bénéficient à l'ensemble des assurés : comme pour de nombreuses assurances, il y a mutualisation des risques.

La Sgam propose ainsi de garantir la dépendance au travers de son entité Prima, dont l'activité est essentiellement consacrée à la commercialisation de contrats d'assurance dépendance, risque sur lequel elle se positionne comme l'un des acteurs majeurs du marché français.

Le risque relatif à l'activité d'assurance dépendance réside essentiellement dans le pilotage de l'équilibre technique du risque. Ce pilotage comprend différents types de problématiques comme la faible maturité des portefeuilles existants au regard de l'horizon particulièrement long de ce risque, l'absence de réglementation spécifique et de données de marché, l'évolution du risque en fonction des pathologies affectant les personnes âgées, etc.

Le risque relatif à l'activité d'assurance dépendance est évalué à travers l'évolution d'un certain nombre d'indicateurs de suivi de risque mis en place. Le baromètre des indicateurs suit le niveau et la tendance de plusieurs éléments :

- les lois : la mortalité des cotisants, l'incidence et la longévité (mortalité des dépendants) ;
- les taux : le taux technique, le taux de sinistres tardifs, la revalorisation et le chargement de gestion.

Les lois de tarification et de provisionnement sont mises à jour des dernières analyses. Un suivi annuel est réalisé afin de s'assurer de l'adéquation de ces lois.

C.1.2 Concentration de risques

Les activités assurantielles principales des membres affiliés de la Sgam consistent en la souscription de risques d'assurance vie et de risques d'assurance non-vie, ce qui lui permet d'apporter une offre complète de protection des personnes et de bénéficier des effets de diversification associés.

La concentration du risque de souscription est limitée du fait de la diversification des risques assurés ainsi que de la clientèle.

C.1.3 Réduction de risques

La réduction des risques de souscription passe par une bonne gouvernance autour de la gestion de ces risques, et notamment des politiques de souscription et de réassurance adéquates.

La politique de réassurance de SGAM AG2R LA MONDIALE vise à optimiser la gestion des risques en réduisant la volatilité des résultats et en renforçant la solvabilité et la résilience de l'entreprise. Elle permet de préserver les fonds propres, de développer des partenariats stratégiques, d'accroître la capacité de souscription et de bénéficier de l'expertise du réassureur, notamment pour le développement de nouveaux produits.

La politique de réassurance du Groupe est approuvée annuellement par les Conseils d'administration.

Quant aux politiques de souscription par activité, leur mise en place et leur application permettent de maîtriser le processus de souscription et ainsi d'atteindre les objectifs donnés par le Conseil d'administration.

Des moyens sont déployés en vue du renforcement permanent de la gestion de ce type de risques tels que études prospectives, analyses de sinistralité constatée, redressement de portefeuilles, analyse produits, décisions de gestion, pilotage prudent de la politique de rémunération des contrats compte tenu de l'évolution du risque de rachat et du contexte économique-financier. Le suivi régulier et

précis des risques permet de réagir rapidement en cas de dégradation, et d'apporter les ajustements si nécessaire. Compte tenu des moyens de prévention mis en œuvre pour suivre ce risque régulièrement et de la complémentarité du périmètre assurantiel des filiales, la gestion de ce risque reste à ce jour relativement bien maîtrisée.

C.1.4 Sensibilité aux risques

Afin de tester la sensibilité aux risques de souscription, différentes études sont menées.

Dans le cadre de l'étude de ces risques, des analyses sur base de scénarios critiques (stress-tests) sont effectuées afin d'évaluer la capacité de résistance du Groupe. Les stress-tests ne constituent pas des prévisions mais des scénarios hypothétiques destinés à tester la résilience du Groupe. Ils sont réalisés chaque année.

Ainsi, des scénarios de stress sont étudiés, permettant de déterminer l'évolution des indicateurs de pilotage aux risques de souscription. Sur le périmètre épargne-retraite, les analyses des projections de rendement financier concluent à la capacité du Groupe à tenir ses engagements. Par ailleurs, les travaux de l'EIRS permettent d'analyser les sensibilités des risques en fonction des différents scénarios testés.

Rachat ou cessation (périmètre épargne-retraite)

Le risque de rachat est prépondérant depuis la récente hausse des taux et la dévalorisation des actifs obligataires. C'est un des risques majeurs analysés dans les travaux de l'EIRS et qui transparait dans plusieurs scénarios :

- scénario de hausse des taux et de l'inflation ;
- scénario de hausse des rachats ;
- scénario de chocs financiers combinés ;
- scénario de cyberattaque.

Longévité (périmètre épargne-retraite)

Des études sont réalisées régulièrement pour mesurer la capacité du groupe à absorber un choc de longévité sur son portefeuille.

La composition du portefeuille de rentiers fait l'objet d'un suivi récurrent pour identifier les déformations. La mortalité du portefeuille de contrats est notamment comparée à celle des tables de mortalité, afin d'identifier d'éventuelles dérives. Il n'est pas constaté de dérive de la longévité par rapport aux tables de provisionnement.

Risque de rentabilité des affaires (périmètre prévoyance-santé)

Concernant la rentabilité des affaires, les normes de souscription fixent des ratios sinistres à primes (S/P) cibles afin de garantir l'équilibre technique du risque. Les seuils de déclenchement des résiliations à titre conservatoire sont revus et validés chaque année et permettent de limiter la sensibilité au risque.

Étant donné le contexte actuel (économique, concurrentiel...) et la priorité donnée au redressement d'AG2R Prévoyance dans le plan d'entreprise, un certain nombre de moyens (études prospectives, redressement de portefeuilles...) sont déployés afin de faire face à la survenance de tout événement de nature à diminuer la rentabilité des affaires. Ce risque fait ainsi l'objet d'une vigilance particulière et des actions de redressement sont déployées.

Un scénario de dérive de la sinistralité des entités du périmètre prévoyance santé est réalisé dans le cadre de l'EIRS.

Risque relatif au pilotage de la collecte dans un contexte économique incertain (périmètre épargne-retraite)

Dans un contexte de hausse des prestations amenant à une décollecte du fonds général de La Mondiale et impactant de fait la capacité de relution du rendement d'actif, le risque de pilotage de la collecte souligne un risque important pour la croissance et le maintien des équilibres techniques et financiers.

Ainsi, une baisse de la collecte ou une augmentation des sorties du portefeuille auraient des effets néfastes à la fois sur le résultat, le maintien de la trajectoire de frais généraux et la solvabilité à moyen terme.

Les scénarios EIRS mentionnés dans la section dédiée au risque de rachat illustrent également ce risque.

Risque relatif à l'activité d'assurance dépendance (périmètre prévoyance-santé)

Le programme de réassurance mis en œuvre sur le portefeuille dépendance de Prima est exclusivement en quote-part. Ce risque fait l'objet d'une forte réassurance compte tenu de l'incertitude associée ce qui diminue donc la sensibilité à ce risque. Prima est ainsi exposée à un risque de contrepartie sur les activités cédées. Pour limiter ce risque, les provisions sont cédées à des réassureurs dont la notation est supérieure ou égale à A, la notation des réassureurs faisant l'objet d'un suivi très régulier et les garanties, en titres ou en espèces apportées par les réassureurs, sont suivies chaque année pour couvrir les provisions.

En matière d'assurance dépendance, un suivi de l'évolution des principaux paramètres de sinistralité (mortalité des cotisants, mortalité des dépendants, probabilité de passage de l'état de cotisant à celui de dépendant) est réalisé tous les trimestres. Les sensibilités aux lois sont réalisées dans le cadre de l'EIRS.

Le suivi du risque dépendance permet d'analyser régulièrement l'évolution du risque et de prendre des mesures si nécessaire.

C.1.5 Dépendance entre les risques

La dépendance entre les risques est déterminée sur la base des matrices de corrélation de la formule standard.

C.2 Risque de marché

Le risque de marché de SGAM AG2R LA MONDIALE correspond à celui de l'ensemble des périmètres la composant. Les éléments de maîtrise, de réduction et tout autre sujet de pilotage sont ceux approuvés au niveau de la Sgam et déclinés ensuite pour chaque entité du Groupe.

C.2.1 Exposition aux risques

Le risque de marché est défini par la réglementation comme le risque de perte, ou de changement défavorable de la situation financière, résultant, directement ou indirectement, de fluctuations affectant le niveau et la volatilité de la valeur de marché des actifs, des passifs et des instruments financiers.

L'activité de la Sgam implique des risques de marché, qui diffèrent selon les types de passifs (contrats en euros, contrats en unités de compte, etc.) et d'actifs en portefeuilles.

La mise en place et l'application de politiques d'investissements et de gestion actif-passif permettent de maîtriser le processus de gestion des investissements et ainsi atteindre les objectifs fixés par les Conseils d'administration.

Ces actifs impliquent de nombreux risques de marché dont les principaux sont décrits dans le présent paragraphe. La Sgam est particulièrement exposée au risque de taux, au risque action et au risque immobilier.

Risque de taux

Après une longue période de décroissance des taux marquée entre 2015 et 2022 par des niveaux très bas à négatifs, le retour de niveaux d'inflation élevés et en résultante le resserrement de la politique monétaire par les Banques Centrales et Américaines ont induit une hausse brutale de l'ordre de 300 bps sur les niveaux de taux d'intérêt de marché en 2022. Cette tendance s'est atténuée en 2023, avec de moindres variations sur l'année sur des niveaux toutefois maintenus élevés.

Le Groupe est principalement sensible à la hausse des taux d'intérêt sur son activité d'épargne en assurance vie. En cas de hausse rapide des taux d'intérêt, la concurrence des produits de taux d'intérêt, qu'ils soient bancaires ou assurantiels, fait courir un risque de rachat important sur le fonds euros diminuant la capacité à reluer le rendement d'actif et à rester compétitif, et pouvant aller jusqu'à entraîner la réalisation de moins-values obligataires pour servir les prestations (risque de liquidité). En particulier, les contrats d'épargne patrimoniale portés par La Mondiale Partenaire et La Mondiale Europartner et réassurés dans l'actif général de La Mondiale se sont avérés très réactifs suite à la hausse des taux d'intérêt de marché observée en 2022 et la recrudescence d'alternatives d'investissements. L'activité de retraite supplémentaire est moins exposée compte tenu de garanties de rachats bien plus restrictives.

La sensibilité à la baisse des taux d'intérêt résulte principalement de la capacité du Groupe en cas de diminution des rendements obligataires de marché à servir une revalorisation attractive à ses assurés en épargne ou retraite supplémentaire, ainsi qu'à financer les garanties de taux d'intérêt. Les garanties de taux d'intérêt au sein du portefeuille du Groupe concernent essentiellement le périmètre de contrats de retraite supplémentaire, et sont progressivement atténuées au global de l'encours par la dilution avec les contrats plus récents ne comportant pas de garanties. Par l'érosion progressive du rendement obligatoire, un contexte de baisse des taux peut mettre en péril la marge financière du Groupe et la rentabilité de son activité.

Suite à la création des FRPS en 2022, les actifs en représentation des encours en euros de retraite supplémentaire et d'épargne ne sont globalement plus mutualisés. La centralisation de la trésorerie des entités au sein de l'entité dédiée ALM CASH contribue toutefois à maintenir une forme de solidarité entre les différentes natures d'activités.

Risque de spread de crédit (risque majeur)

Le risque de spread de crédit se définit comme le risque de perte, ou de changement défavorable de la situation financière, résultant de fluctuations affectant la qualité de crédit d'émetteurs de valeurs mobilières, de contreparties ou de tout débiteur, auxquels les entreprises d'assurance

et de réassurance sont exposées sous forme de risque lié à la marge, de risque de contrepartie, ou de concentration du risque de marché.

Il s'agit d'un des risques les plus importants pour le Groupe dans le SCR assurantiel total. L'évaluation des risques de crédit sur le portefeuille obligataire s'appuie sur les notations fournies par les principales agences de notation mais également sur des analyses menées en interne et sur des modélisations.

La notation moyenne du portefeuille en utilisant la méthodologie des agences de notation de pondération par les taux de défaut historiques est A+. La deuxième meilleure notation des trois principales agences de notation est retenue.

La mise en place et le respect de la politique d'investissement (actions de suivi, règles de dispersion et de qualité, ...) permet de s'assurer que les investissements sont effectués selon le principe de la personne prudente et que les risques sont maîtrisés.

Risque action

Le risque action se traduit par la sensibilité de la Sgam à une baisse des prix des actions.

Au 31 décembre 2024, en valeur de marché, le portefeuille d'actions et diversifiés, s'élève à 3,3 Md€ (hors UC) soit 6,4 % des placements.

Les placements actions sont principalement constitués de titres en direct de la zone euro et sont complétés, dans un souci de diversification, par des fonds indiciels et des OPC investis en actions américaines et des pays émergents. Ces fonds sont sélectionnés au travers de ressources en multigestion et intègrent notamment les exchange-traded fund (ETF) sélectionnés dans le cadre de la gestion tactique de la Sgam.

Ne sont sélectionnées que les valeurs offrant une bonne visibilité sur les perspectives de développement de l'activité, une bonne stabilité du management et faisant l'objet d'analyses détaillées et régulières par les marchés financiers.

Risque immobilier

Fortement soutenu par les niveaux de taux d'intérêt très faibles observés sur la dernière décennie, le marché immobilier subit le brusque changement de donne depuis fin 2022 et le renchérissement du crédit associé à des corrections de prix généralisées.

L'immobilier de placement représente plus de 5 Md€ en valeur de marché au 31 décembre 2024 et représente plus de 10 % des placements.

C.2.2 Concentration de risques de marché

La concentration sur le risque action est appréciée au regard de l'exposition des actions et des émetteurs.

Le risque de marché sur les titres obligataires est le risque de perte résultant d'une fluctuation de la valeur de marché imputable à une variation des taux d'intérêt et de la qualité de crédit de l'émetteur.

La politique d'investissement du Groupe impose une diversification importante des actifs et aucune ligne d'actif n'est considérée comme significative à l'échelle du Groupe.

C.2.3 Réduction de risques

La mise en place et l'application des politiques d'investissement et de gestion actif-passif permettent de maîtriser le processus de gestion des investissements et ainsi d'atteindre les objectifs donnés par le Conseil d'administration.

Ainsi les décisions de gestion sont prises en fonction du risque de marché et de sa volonté de maîtrise, tout en respectant le principe de la personne prudente. Les moyens mis en œuvre ont pour objectif de prévenir au mieux le risque de marché et de le suivre au plus près. Ils visent à en garantir une gestion prudente et adaptée.

Les actions de suivi mises en place se traduisent par :

- suivi technique du risque au moyen de reporting ;
- limitation des taux garantis sur les affaires nouvelles ;
- allocation stratégique des actifs afin d'optimiser le couple rendement risque, réalisation de stress tests ;
- réflexion sur la mise en place de couvertures, programme de forward ;
- évolution de la proportion euros/UC et définition de la collecte en euros cible ;
- pilotage de la politique de rémunération des contrats compte tenu de l'évolution des taux et des richesses disponibles.

C.2.4 Sensibilité aux risques

Afin de tester la sensibilité aux risques de marché, différentes études sont menées. Les impacts des sensibilités aux taux et aux actions, en termes de solvabilité, sont donnés dans le rapport EIRS.

En outre, dans le cadre de l'étude de ces risques, des analyses sur base de scénarios critiques (stress-tests) sont effectuées sur le périmètre épargne retraite afin d'évaluer la capacité de résistance de la Sgam. Les stress-tests ne constituent pas des prévisions mais des scénarios hypothétiques destinés à tester la résilience. Ils sont réalisés chaque année. Ainsi des scénarios de stress sont étudiés et permettent de s'assurer de la capacité de servir ses engagements malgré des scénarios adverses, notamment sur le périmètre d'assurance vie.

Les travaux de l'EIRS permettent d'analyser les sensibilités des risques en fonction des différents scénarios testés.

C.2.5 Dépendance entre les risques

La dépendance entre les risques est déterminée sur la base des matrices de corrélation de la formule standard.

C.3 Risque de crédit

C.3.1 Exposition aux risques

Le risque de défaut des contreparties représente une part modérée du SCR Groupe (4 % du SCR). Il reflète le risque attaché au choix des intermédiaires, contreparties (dont banques et réassureurs) et dépositaires. Pour autant, il fait l'objet d'un suivi fin avec pour origine une part significative liée à la réassurance pour la couverture des différents engagements des entités et des avoirs en banque.

Le risque de concentration, sur la base de l'indicateur du module de marché du SCR, est non significatif pour la Sgam, ce qui reflète la grande diversité des émetteurs.

Le nombre de défaillances d'entreprises, qui avait fortement chuté durant la crise Covid 19 avec les mesures de soutien prises par le gouvernement, est reparti à la hausse, dépassant les niveaux d'avant épidémie. Les effets des défaillances d'entreprises se traduisent pour le périmètre de la santé collective, au-delà de la perte de chiffre d'affaires, par un risque de portabilité des droits des salariés.

C.3.2 Concentration de risques

La sélection de contreparties diversifiées par le Groupe limite fortement le risque de défaut des contreparties. Du point de vue spécifique de la réassurance, compte tenu de la diversification du portefeuille de réassureurs, il n'est pas détecté de concentration importante sur les contreparties. La diversification des réassureurs est un critère clé retenu dans les choix de nouveaux programmes de réassurance.

C.3.3 Réduction de risques

Des règles internes visent à atténuer le risque de contrepartie, notamment :

- notation des réassureurs significatifs délivrée par un organisme externe d'évaluation de crédit (« OEEC ») enregistrée ou certifiée conformément au règlement n°1060/2009 a minima égale à A- ;
- pour la réassurance non proportionnelle : diversification des réassureurs via une limite d'engagement fixée à 20 % de chaque programme, sauf cas particuliers ;
- mise en place de garanties : nantissements de titres au profit de la cédante, ou dépôt espèces en représentation des provisions techniques cédées. Le niveau demandé de garanties est précisé dans la politique de collatéralisation. Les garanties sont demandées au niveau des entités juridiques ;
- clause de résiliation anticipée, incluse dans les traités, en cas de dégradation importante du rating ou changement de contrôle du réassureur, sauf dérogations dûment validées ;
- clause d'appel au comptant également incluse dans les traités, ce qui permet, préalablement à son propre règlement, de demander au réassureur, la fraction du paiement à la charge de ce dernier.

Le risque de faillite des entreprises assurées par le Groupe est étudié, via des indices crédit qui évaluent la solidité financière, lors des comités des engagements.

Il est également étudié la mise en place d'actions conservatrices dans le cas où les indicateurs laisseraient penser à une faillite probable à venir.

C.3.4 Sensibilité aux risques

Sensibilité au risque de défaut de contrepartie

Compte tenu de son poids non significatif, ce risque de contrepartie ne fait actuellement pas l'objet de tests de sensibilité spécifiques.

Sensibilité au risque de défaillances des entreprises couvertes en prévoyance santé

Une étude réalisée ces dernières années sur le portefeuille d'AG2R Prévoyance, prenant en compte le taux de défaillances des entreprises françaises suite à la crise de 2008, mettait en avant un impact de 2 points sur le ratio de solvabilité de l'institution. Ce risque apparaît donc limité. Par ailleurs un scénario EIRS mené sur AG2R Prévoyance et Arpège Prévoyance consiste spécifiquement en des défauts d'entreprise accrus.

C.3.5 Dépendance entre les risques

La dépendance entre les risques est déterminée sur la base des matrices de corrélation de la formule standard.

C.4 Risque de liquidité

C.4.1 Exposition aux risques

Le risque de liquidité est défini par la réglementation comme le risque, pour les entreprises d'assurance et de réassurance, de ne pas pouvoir réaliser leurs investissements et autres actifs en vue d'honorer leurs engagements financiers au moment où ceux-ci deviennent exigibles. Pour la Sgam, il s'agit du risque de ne pas pouvoir vendre à son prix réel un actif financier ou de ne pas pouvoir le vendre du tout. C'est par conséquent le risque de ne pas pouvoir faire face à ses engagements, par exemple de ne pas pouvoir rembourser des assurés qui en feraient la demande.

L'activité de la Sgam est composée de différents types de produits, prévoyance, santé, épargne et retraite. Cela limite sa sensibilité aux évolutions de marché en termes de cash flows disponibles, les contrats retraite significatifs en portefeuille permettant notamment de s'assurer de flux entrants périodiques réguliers.

Néanmoins, une baisse de la collecte nette associée à un contexte économique défavorable pour la cession d'actifs pourrait créer un environnement favorisant un risque de liquidité.

Ce risque de liquidité n'est pas quantifié dans la formule standard. Il est toutefois capté indirectement dans le modèle de projection actuariel utilisé en épargne retraite par la modélisation de rachats conjoncturels dans des scénarios économiques défavorables pour les évaluations de provisions techniques Solvabilité 2 et de SCR.

C.4.2 Concentration de risques

Il n'y a pas de concentration du risque de liquidité pour la Sgam. La diversité et la qualité des actifs, ainsi que la répartition des passifs limitent la concentration du risque.

C.4.3 Réduction de Risques

La Sgam a progressivement déployé des moyens lui permettant d'améliorer la gestion du risque de liquidité. Un ensemble de dispositifs de suivi et de contrôles sont ainsi en place afin d'assurer une gestion efficace et prudente de ce risque.

Ainsi la gestion actif-passif prend en considération l'enjeu de la liquidité et permet de ne pas se retrouver en difficulté sur les futurs décaissements prévisibles. De même, les investissements du Groupe jugés peu liquides sont limités par l'application des politiques de risques.

La réalisation des stress tests confirme une liquidité à tout moment même en cas de scénario défavorable.

De plus la trésorerie des différentes entités est gérée au sein du GIE AG2R LA MONDIALE Cash et par des investissements sur des OPC monétaires. Elle est mutualisée au niveau du Groupe afin d'accroître la flexibilité de la gestion pour chacun de ses membres. La mutualisation de la trésorerie atténue fortement le risque de liquidité des entités du Groupe.

Bien que le risque de liquidité soit maîtrisé pour la Sgam, ce risque fait l'objet de plusieurs suivis :

- projections des cash flows prévisionnels sortants et entrants ;
- prévision annuelle de la trésorerie ;

- indicateur de liquidité mis en place sur les titres obligataires par la direction des investissements et du financement pour suivre l'évolution de la liquidité du portefeuille dans le temps ;
- évaluation du pourcentage du portefeuille dont la liquidité est inférieure à un mois d'une part, supérieure à un an d'autre part.

C.4.4 Sensibilité aux risques

Les stress tests, ainsi que le suivi des flux de trésorerie permettent de s'assurer que la Sgam a une sensibilité limitée au risque de liquidité.

Plusieurs scénarios EIRS étudiés peuvent induire une pression sur le risque de liquidité, notamment le scénario de hausse des taux et de l'inflation et le choc combiné associant en particulier une hausse des taux à des rachats plus marqués.

C.5 Risque opérationnel

Le risque opérationnel se définit comme le risque de pertes résultant de procédures internes inadaptées ou défaillantes, ou de membre du personnel et de systèmes, ou d'événements extérieurs. Cette définition recouvre les erreurs humaines, les fraudes et malveillances, les défaillances des systèmes d'information, les problèmes liés à la gestion du personnel, les litiges commerciaux, les accidents, etc.

En déclinaison de la politique de gestion des risques opérationnels et de la politique de contrôle interne, le Groupe a défini un référentiel de gestion des risques opérationnels et de contrôle interne donnant à chacun les méthodes et moyens « ad hoc » pour identifier, évaluer, arbitrer et traiter les risques opérationnels en mettant en œuvre si nécessaire, des plans d'action.

La gestion des risques opérationnels est prise en compte au travers du dispositif de contrôle interne. Ce dispositif comprend l'ensemble des moyens, comportements, procédures et actions qui contribue à la maîtrise des activités du Groupe.

C.5.1 Risques liés à la continuité d'activité et gestion de crise

Le principe d'assurer un service continu à ses clients, met l'entreprise dans l'obligation d'anticiper les éventuelles interruptions de son activité. Celles-ci peuvent toucher une ou plusieurs activités critiques, porter sur une étendue géographique plus ou moins grande, être durable ou avoir une cause interne ou externe.

L'année 2024 a souligné encore l'importance des dispositifs de continuité d'activité et de gestion de crise en place notamment, pour faire face au risque à la défaillance d'un fournisseur (faible de sécurité Viamedis-Almerys) et prendre en compte l'augmentation de la menace d'une cyber-attaque majeure. D'où l'importance de disposer d'un plan de continuité d'activité agile qui permette à l'entreprise de s'adapter à de nouveaux contextes inédits.

Le dispositif, pour maîtriser ces risques, tient compte des ruptures importantes ou durables de l'activité (pandémie, incendie, panne informatique, ...) ainsi que des incidents majeurs pouvant avoir un impact significatif sur les

collaborateurs, les clients, les biens ou la réputation du Groupe. Les dispositifs de gestion de crise et de continuité d'activité sont décrits au travers de documents applicables à l'ensemble du Groupe tels que la politique continuité d'activité, le plan de gestion de crise, etc.

Plusieurs solutions opérationnelles sont en place afin de limiter les impacts liés à chaque scénario d'indisponibilité (locaux, systèmes d'information, personnel ou prestataires) telles que le plan de secours informatique, le plan de repli utilisateur, le suivi de la continuité des prestataires critiques et des plans de continuité métiers. Ces solutions sont testées chaque année dans le cadre du maintien en condition opérationnelle du dispositif gestion de crise et continuité d'activité. Cette année, le plan de secours informatique a été testé et un exercice de crise Groupe en cours de préparation.

Dans le cadre de la démarche d'amélioration continue, un plan d'action pluriannuel « Nouvelle résilience 23-25 » a été défini pour prendre en compte l'évolution des menaces et être en phase avec les objectifs du plan d'entreprise 23-25.

C.5.2 Risques liés à la sécurité de l'information dont les risques cyber

L'année 2024 est marquée en France et dans le monde par un accroissement des menaces cyber à la suite des Jeux olympiques 2024 et aux tensions géopolitiques en Europe, au Moyen Orient, en Chine et en Iran. On parle d'un espace cyber en tension permanente où la France est la cible d'acteurs aux intérêts hétérogènes. La vague de cyberattaques orchestrées contre la France depuis l'été 2024 ne peut que confirmer l'enjeu important des cybermenaces sur tous les secteurs d'activité.

Dans un contexte réglementaire renforcé, le Groupe a accru sa veille sur les sujets NIS V2, CER (*critical entities resilience directives*), FIDA et Cloud en vue de la création du corpus réglementaire. En parallèle, la réglementation DORA, applicable au Groupe à partir de janvier 2025, fait l'objet de travaux préalables de mise en conformité débutés en 2023 et poursuivis en 2024.

Dans le cadre de la gestion des enjeux et risques de conformité aux réglementations de Cyber sécurité, la Direction Cyber Sécurité (DCS) a procédé au renforcement de son dispositif organisationnel et technologique dans l'objectif d'assurer le maintien des niveaux de conformité aux réglementations applicables (Directive NIS V1), anticiper les réglementations cybersécurité qui s'appliqueront aux entités du Groupe AG2R LA MONDIALE (règlement DORA et la Directive NIS V2) tout en continuant à sensibiliser l'ensemble des collaborateurs, administrateurs et clients aux risques de cybersécurité.

Bien que les textes DORA ne soient pas à ce jour tous publiés (certains de niveaux 2), les travaux engagés, dans le cadre du Programme Cyber 2023-2025, ont permis de mettre à jour le corpus documentaire de cybersécurité (politique, directive, procédure...). Ils ont également permis de mettre à jour les outils de gestion des risques cybersécurité et de veille des cybermenaces, de participer à l'exercice de complétion du registre des tiers prestataires de services TIC piloté en France par l'ACPR. Les échanges avec les métiers ont facilité la définition de feuilles route de conformité présentables aux régulateurs

en cas de contrôle et indispensables pour être totalement conforme en 2025.

Cette année encore la sensibilisation des collaborateurs reste un enjeu clé du Groupe. Ainsi en 2024 plus de 90 % des salariés et des administrateurs ont suivi une formation annuelle sur les risques cyber et une participation active au Cybermois.

Côté veille de la menace et des vulnérabilités cyber, le Groupe a développé des capacités de veille, de renseignement et d'investigation, avec l'intégration de nouveaux périmètres (*Darkweb CTI Cyber threat intelligence* notamment). En parallèle, des tests d'intrusion sont menés par l'équipe Audit (notamment une simulation d'une attaque réelle dite audit Red Team, effectuée en 2024) pour évaluer la robustesse des applications et de l'infrastructure en partant de l'extérieur ou à l'inverse depuis le réseau interne.

Le programme cyber poursuit son développement avec le déploiement de solutions majeures tel que la détection des fuites d'authentifiant, la sélection d'un nouvel EDR (*Endpoint Detection and Response*) pour la protection des serveurs, ainsi que les capacités de sauvegarde inaltérable. L'année 2025 sera axée sur la finalisation des déploiements, l'enrichissement des cas d'usage et l'extension des capacités cyber aux entités du groupe.

Enfin, le Groupe attache une importance aux nouvelles innovations dans le domaine cyber et maintient un niveau de veille permanent sur de nouvelles solutions cyber pour le Groupe afin de rester compétitif dans un secteur de plus en plus concurrentiel comme le prouvent les questionnaires de cybersécurité liés aux appels d'offre auxquels le Groupe répond et dont le nombre est en forte croissance en 2024.

C.5.3 Risques liés à la protection des données à caractère personnel

Ayant vocation à répondre aux besoins de la personne tout au long de sa vie, le Groupe est amené à détenir des informations touchant la vie privée ou la vie professionnelle. Le Groupe s'engage à ne mettre en œuvre que des traitements licites sur la base des fondements juridiques prévus par la réglementation : le consentement de la personne, le contrat dont elle bénéficie, le respect d'une obligation légale, l'intérêt légitime dès lors que le traitement ne porte pas atteinte aux droits des personnes. Le Groupe est responsable des données qu'il détient, de leur usage et de leur sécurité.

AG2R LA MONDIALE met en place des mesures techniques et organisationnelles appropriées pour assurer la sécurité des données traitées, de la nature des traitements et des risques encourus par les personnes en cas d'indisponibilité des traitements, d'atteinte à l'intégrité ou à la confidentialité des données. Ces risques sont pris en compte dès la conception des traitements de collecte de données.

Le Règlement général sur la protection des données (RGPD) est entré en application en mai 2018 et dans le Groupe, le Délégué à la protection des données est chargé de veiller à son application conformément aux dispositions du règlement

L'année 2024 a été marquée par la cyberattaque survenue chez les opérateurs de tiers-payants VIAMEDIS / ALMERYS (sous-traitants du Groupe ou des délégataires de gestion),

impactant les données personnelles des assurés. A cet égard, le Groupe a renforcé ses contrôles auprès desdits sous-traitants et a suivi leurs actions correctives.

Le Groupe a continué à renforcer en interne ses actions de mise en conformité et de sécurité pour assurer la protection des données personnelles des assurés, cotisants et allocataires.

Cette année a également été marquée par l'adoption au niveau européen du Règlement IA le 1^{er} août 2024, dont l'entrée en vigueur va être progressive jusqu'en 2026. Le Groupe a débuté les travaux afin de se mettre en conformité avec cette nouvelle réglementation qui va impacter les données personnelles.

C.5.4 Risques d'inadéquation ou de pannes répétitives des systèmes d'information (SI)

L'activité d'AG2R LA MONDIALE dépend étroitement des systèmes d'information, dans la mesure où ses activités exigent de traiter un grand nombre d'opérations de plus en plus complexes et sur des volumes de données croissants. Des pannes logicielles, matérielles ou des défauts de services d'un partenaire ou d'un fournisseur important ou répétés pourraient entraîner des erreurs ou des interruptions dans les systèmes de gestion, de comptabilité et de trésorerie.

Le Groupe recense plus de 750 applications métier, mises en place au fil du temps et dans des technologies diverses. De nombreuses actions sont consacrées à la rationalisation du système d'information et à la modernisation des infrastructures techniques au travers notamment d'un programme de plateformes ayant pour objectif d'améliorer l'adaptabilité, le niveau de sécurité de l'exploitation et la maîtrise des coûts via une mutualisation des services. L'objectif affiché est de positionner le client au centre de la réflexion pour lui rendre un meilleur service. Typiquement, un nouveau parcours en ligne simplifié sur le périmètre retraite a été déployé. Il permet entre autres le transfert d'anciens contrats retraite ERE (Epargne Retraite Entreprise) vers de nouveaux contrats conformes à la loi PACTE, avec un traitement plus rapide et plus efficace des demandes de transferts de fonds grâce à la dématérialisation.

Des contrôles au niveau des applications sont mis en place afin de s'assurer de leur sécurisation. En outre, des outils de supervision permettent de veiller au bon fonctionnement du système d'information dans sa globalité, de l'infrastructure réseau et télécom jusqu'aux applications les plus sensibles.

Dans cette logique, un projet de suppression des fichiers avec données personnelles a été initié en 2024. Le partage de fichiers actuels conçus par et pour les entités historiques engendre une hétérogénéité de gestion et une complexité de travail pour les utilisateurs, les métiers et les équipes techniques. Il en découle une distribution problématique et une volumétrie importante de données, mais également des problématiques de conformité et des incidents de sécurité. L'objectif, via ce projet est de s'orienter vers les standards du marché tout en améliorant l'expérience collaborative, et en contrôlant les risques de sécurité et de conformité, ainsi que les risques opérationnels, juridiques, et financiers.

C.5.5 Risques de non-conformité

Le Groupe s'expose au risque de non-conformité lorsque l'absence de respect des dispositions législatives et réglementaires, des normes, usages professionnels et déontologiques propres aux activités du Groupe entraîne une sanction judiciaire, administrative ou disciplinaire, une perte financière significative ou une atteinte à la réputation.

En 2024, les travaux de mise en conformité ont principalement concerné :

- l'amélioration du dispositif LCB-FT au niveau Groupe en matière notamment de fiabilisation des données d'identification et la déclinaison au sein des différentes entités du Groupe ;
- la simplification et digitalisation du processus d'évaluation des tiers et de déclaration des liens et conflits d'intérêts, le renforcement du pilotage du dispositif anticorruption par les risques via notamment la rationalisation des scénarios et l'ajustement de la méthodologie d'évaluation des risques nets ;
- le renforcement des dispositifs de Conformité Protection de la clientèle comme le devoir de conseil, la déshérence, la formation continue DDA, le dispositif de Surveillance et Gouvernance Produit ou encore les réclamations (ex. : création de politiques et procédures Groupe, lancement des travaux de cartographie, mise en place de RACI et gouvernance, analyse d'impacts, etc.).

Protection de la clientèle

Les règles de la protection de la clientèle ont pour objectifs de proposer au client des produits adaptés à ses besoins et ses attentes et de lui permettre de prendre sa décision de façon éclairée. Le respect de ces règles se traduit par l'assurance de la mise en conformité des mesures relatives à la Directive distribution en assurances (DDA), notamment le renforcement du dispositif de devoir de conseil, la gouvernance du produit, les compétences et honorabilité des concepteurs et distributeurs d'assurance et la gestion des conflits d'intérêts.

Au titre de l'année 2024, les travaux de conformité auxquels le département Protection de la clientèle a participé, ont principalement porté sur :

- le déploiement de la nouvelle politique de déontologie commerciale auprès de l'ensemble des commerciaux ;
- le renforcement du dispositif de gestion et traitement des réclamations ;
- le renforcement du dispositif sur le devoir de conseil pour tenir compte des nouvelles exigences réglementaires issues tant de la Loi Industrie Verte que le règlement SFDR ;
- la mise en place d'un plan de remédiation des données collectées dans le cadre du questionnaire ACPR protection de la clientèle ;
- le renforcement du dispositif relatif à la Gouvernance et la Surveillance Produit ;
- le renforcement du dispositif de lutte contre la déshérence ;
- l'accompagnement des opérationnels dans la mise en œuvre des projets majeurs pour le Groupe AG2RLM comme le projet plateforme.

Lutte contre le blanchiment des capitaux, le financement du terrorisme, l'évasion et la fraude fiscale

Les priorités du dispositif LCB-FT Groupe ont porté principalement sur le renforcement des outils LCB-FT venant en soutien du dispositif opérationnel ainsi que la fiabilisation des données d'identification.

L'entrée en application du nouveau reporting réglementaire lié à ce dispositif a également fait l'objet d'une attention particulière afin d'être en mesure de répondre à l'ensemble des nouvelles exigences.

Enfin, des travaux ont été menés dans une optique de renforcement du dispositif LCB-FT à l'échelle du Groupe notamment via l'animation et le pilotage des entités, mais aussi les actions d'homogénéisation et d'actualisation du corpus documentaire et du dispositif de contrôle au niveau SGAM avant une déclinaison au sein des entités.

Concernant les sanctions à l'encontre de la Russie en réponse au conflit en Ukraine, le Groupe et ses entités en France comme au Luxembourg maintiennent une vigilance élevée sur le respect des mesures bien que l'exposition de ses portefeuilles demeure faible.

Lutte contre la corruption (LCC)

Le dispositif anticorruption s'organise autour de trois piliers indissociables : l'engagement de l'instance dirigeante, la cartographie des risques d'atteinte à la probité qui constitue la pierre angulaire du dispositif anticorruption et la gestion des risques.

Le Groupe a poursuivi au cours de l'année 2024 le déploiement de son programme anticorruption sur l'ensemble des piliers déclinés par la réglementation Sapin 2. Cette démarche s'est inscrite dans la lignée des dernières recommandations émises par l'AFA avec pour objectifs cibles l'amélioration continue des activités, la simplification des processus et procédures Groupe ainsi que le renforcement du pilotage du dispositif anticorruption par les risques.

Les travaux menés se sont attelés dans un premier temps à la digitalisation :

- des campagnes déclaratives des liens et conflits d'intérêts ;
 - du processus d'évaluation des tiers ;
- contribuant ainsi à la professionnalisation de l'activité et à la satisfaction des clients internes.

Les démarches de simplification se sont concentrées sur :

- la rationalisation des risques de corruption par le biais d'un nouvel exercice de cartographie des risques, reflétant avec pragmatisme la matérialisation des risques au regard des actions déclinées au sein de chaque activité ;
- le renforcement d'une approche par les risques en vue de la sécurisation de la relation du Groupe avec les tiers (ayant impliqué une évolution du cadre normatif) ;
- l'accessibilité et l'ergonomie du dispositif d'alerte, désormais accessible à l'ensemble des tiers internes et externes.

En dernier lieu, les travaux relevant de la gestion du risque corruption ont porté sur :

- le déploiement de nouveaux modules de formation pour accompagner le développement de la culture de la conformité et de l'éthique ;
- la refonte du dispositif de contrôle interne anticorruption ;
- la mise en place d'une réflexion en vue du pilotage des activités.

C.5.6 Risques de non-qualité des données

Les données constituent une des ressources majeures d'AG2R LA MONDIALE et leurs bonnes gestions sont primordiales. Il est nécessaire de s'assurer que les données soient correctes et disponibles au moment souhaité pour permettre au Groupe, de réaliser, à bien, les missions suivantes :

- gérer les contrats et tarifier les risques ;
- régler des sinistres ;
- être en conformité avec la réglementation ;
- communiquer avec les clients d'AG2R LA MONDIALE par tous les canaux disponibles ;
- optimiser et développer des services ;
- gérer les opérations des fonctions supports (achats, comptabilité, RH, ...) du Groupe ;
- prendre des décisions stratégiques de l'entreprise.

Le risque de non-maîtrise de la qualité des données représente un enjeu primordial afin d'assurer la maîtrise de l'activité courante et du pilotage du Groupe.

La politique des données du Groupe est actualisée à fréquence régulière et présente les principes généraux de la gouvernance de la donnée et de sa qualité ainsi que l'organisation mise en place pour surveiller et évaluer la qualité des données.

En 2024, le train Dat@gile a été lancé, permettant de délivrer des cas d'usages innovants associés aux données, en bénéficiant de la mise en place du tout nouveau Cloud GCP de confiance opéré et sécurisé par S3NS. Cette plateforme Data d'entreprise pérenne et évolutive répond aux objectifs d'amélioration du time-to-market des usages, d'autonomie des métiers, de simplification de la gouvernance, de réponses aux exigences de conformité et de sécurité, et d'accessibilité aux données pour les usages du groupe et de ses partenaires.

C.6 Autres risques importants

L'ensemble des risques présentés ci-après ne sont pas pris en compte en tant que tels dans la formule standard. En revanche, ces risques sont appréhendés via l'évaluation de sensibilités du ratio de solvabilité des entités, en lien avec la cartographie des risques majeurs.

Risques stratégiques

Les risques stratégiques recouvrent les risques liés au développement de la Sgam et aux évolutions de son environnement. Ils sont caractérisés par :

- le risque de pertes découlant de décisions stratégiques s'avérant erronées, inadaptées ;
- la non-atteinte des objectifs stratégiques due à une inadéquation des moyens mis en œuvre pour les atteindre.

La stratégie du Groupe est cristallisée dans les différents plans d'affaires solos (hypothèses stratégiques) et dans la formalisation de l'appétit pour le risque (objectifs stratégiques) de chacune des entités le composant. Le principal risque identifié naît de l'instabilité de l'environnement réglementaire des activités qui accroît le degré d'incertitude des décisions pour la Sgam. La diversité de ses activités et sa stratégie de croissance, via notamment les rapprochements externes, sont porteurs d'opportunités mais aussi de risques.

Risque de réputation

Le risque de réputation se traduit par un impact négatif sur l'image d'une société ou d'un groupe. Ce risque est corrélé à d'autres risques et nécessite une maîtrise de ses causes et donc des risques en amont.

Le Groupe a ainsi décidé de traiter le risque de réputation comme une conséquence ou un impact de la majorité des risques majeurs identifiés. Ce risque n'apparaît donc pas en tant que tel dans la cartographie du Groupe, néanmoins, des actions sont mises en œuvre pour le maîtriser au travers de ses causes.

Par ailleurs, le Groupe dispose de différents dispositifs de veille permettant d'anticiper et de suivre de façon permanente les éléments de réputation (e-réputation, presse...).

En outre, dans le cadre de la gestion de crise du Groupe, l'impact sur la réputation est pris en compte. Ainsi, en cas de crise pouvant impacter la réputation du Groupe, des actions seraient menées au regard de la situation.

Risques relatifs aux évolutions réglementaires

Le risque réglementaire correspond à une évolution défavorable de la législation ou de la fiscalité. Ce risque est pris en compte par la veille réglementaire et peut être considéré dans d'autres risques (risque de non-conformité, risque de pilotage de la collecte, risque de développement). Le suivi de ce risque fait l'objet d'une veille et d'une analyse d'impact en fonction des informations disponibles.

Sur le périmètre prévoyance santé, depuis plusieurs années, de nombreuses évolutions réglementaires impactent régulièrement l'activité. En particulier, la dernière réforme des retraites va entraîner des conséquences sur la sinistralité en santé prévoyance par un vieillissement de la population active, les projets de transfert des dépenses de l'assurance maladie vers les Organismes Complémentaires d'Assurance Maladie (Ocam) ou du 100 % santé ne sont pas encore entièrement détournés. En conséquence, des moyens ont été déployés afin de renforcer la gestion de ces risques (vigilance particulière, études prospectives, redressement de portefeuille, etc.). Ce risque fait ainsi l'objet d'une vigilance particulière afin d'être en mesure d'apporter des ajustements si nécessaire. Le dispositif EIRS permet de contribuer pleinement à la maîtrise de ce risque par son anticipation, son estimation et par les mesures mises en place.

Compte-tenu des évolutions réglementaires régulières et des risques associés, les entités du périmètre prévoyance santé ajustent continuellement la gestion de ce type de risques afin d'être en mesure de mettre en place les dispositifs appropriés leur permettant d'y faire face.

Le dispositif de maîtrise de ces risques réglementaires s'appuie essentiellement sur :

- des travaux de veille juridique et réglementaire permettant notamment de suivre la mise en place de ces différents projets ;
- des travaux d'analyses d'impacts de l'ensemble des évolutions réglementaires.

Risque de contagion

Le risque de contagion concerne principalement les risques opérationnels Groupe qui, s'ils surviennent au sein d'une entité affiliée, peuvent impacter d'autres entités voire l'ensemble du Groupe. Le risque de contagion peut être lié, par exemple :

- à des pratiques commerciales incorrectes (non-conformité des produits, démarche marketing inadaptée, diffusion d'informations confidentielles

- concernant les assurés, non-respect du secret professionnel, mauvaise qualité d'accueil ou de service, ...);
- à la défaillance dans le suivi d'opérations internes (défaut d'organisation interne, défaut de communication entre services/entre filiales, défaut d'archivage) ;
- aux partenaires, fournisseurs et sous-traitants (mauvaise exécution d'une prestation, retards, ...) ;
- aux pratiques en matière d'emploi et de sécurité sur le lieu de travail (discrimination, recrutements inadaptés, formations inadaptées ou insuffisantes, ...) ;
- aux dysfonctionnements des systèmes d'information (pertes d'information, recul de la performance informatique, pannes des systèmes, développements erronés, ...) ;
- à des pratiques fiscales et/ou comptables inappropriées ;
- aux dommages aux infrastructures et au matériel ;
- aux indisponibilités de moyens (personnel, matériel informatique, immobilier), menant à une rupture de la continuité d'activité ;
- à la fraude et au blanchiment (contrefaçons, détournement de fonds, abus de biens sociaux, corruption, piratage des systèmes d'information, ...).

Le dispositif de contrôle interne et de conformité Groupe vise à identifier et à préciser plus spécifiquement les risques au sein de chaque direction de chaque filiale. Il contribue ainsi à anticiper le risque de contagion.

Risque social

Le secteur de l'assurance connaît aujourd'hui des défis de transformation digitale importants nécessitant des évolutions dans l'organisation du travail. Ces changements génèrent des risques sociaux.

Le dispositif de maîtrise de ce risque s'appuie essentiellement sur la politique RH Groupe. Celle-ci place le collaborateur au cœur des préoccupations du Groupe. Elle prévoit des actions d'accompagnement formalisées et suivies portant sur la formation des collaborateurs, intégrant les défis de transformation des métiers qui s'imposent au secteur de l'assurance.

Risque sociétal

L'augmentation des risques épidémiques (expansion massive et rapide de maladies infectieuses, accroissement du coût des traitements et de leur durée) ainsi que la croissance des inégalités et des tensions sociales (augmentation des écarts de revenus entre les différentes catégories socio-économiques, du nombre d'émeutes, de violences urbaines) sont susceptibles d'impacter tant le niveau des cotisations que celui de la sinistralité. Le dispositif de maîtrise s'appuie principalement sur un suivi de la sinistralité (pour en mesurer son impact).

C.7 Autres informations

L'ensemble des informations importantes concernant le profil de risque est présenté dans les autres sections du chapitre « Profil de risque ».

D. Valorisation à des fins de solvabilité

Pour évaluer la situation financière du Groupe et de chacune des entités, la réglementation prévoit plusieurs normes. Les normes comptables sont les normes comptables françaises pour la Sgam et la norme locale pour les entités solo (norme comptable française ou norme comptable luxembourgeoise pour La Mondiale Europartner). La norme prudentielle Solvabilité 2 entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2016 prévoit notamment des règles de valorisation des actifs et des passifs. Il est à noter que depuis 2022 les comptes consolidés de la Sgam sont établis en normes sociales.

Les normes sociales comptabilisent des valeurs historiques alors que la norme Solvabilité 2 est fondée sur des valeurs de marché. Les évaluations en norme Solvabilité 2 contiennent notamment une estimation des profits futurs.

La construction des comptes consolidés prudentiels suit la démarche suivante :

- 1) ventilation des comptes statutaires de la Sgam en rubriques prudentielles ;
- 2) ajustement de périmètre ;
- 3) application des méthodes de consolidation adaptées à chaque entité participante (mise en équivalence des entités AG2R LA MONDIALE Gestion d'actifs, La Mondiale Retraite supplémentaire et ARIAL CNP ASSURANCES) ;
- 4) passage des méthodes de valorisation des comptes sociaux aux méthodes de valorisation prudentielle.

Ce chapitre présente les méthodes, les hypothèses et les résultats des principaux postes d'actif et de passif, dont les provisions techniques en norme Solvabilité 2.

D.1 Actifs

L'actif est principalement constitué des placements, des provisions techniques cédées, des impôts différés actifs et des autres actifs, notamment de comptes de tiers et de trésorerie.

La Sgam et les entités sont en situation nette d'impôts différés actifs sauf La Mondiale Europartner et AG.Mut. Les hypothèses, méthodes et évaluations des impôts différés qu'ils soient à l'actif ou au passif sont présentées dans la partie « D3. Autres passifs ».

Les hypothèses et méthodes des provisions techniques cédées auprès des réassureurs sont similaires à celles des provisions techniques. Elles sont donc présentées dans la partie « D2. Provisions techniques ». Les méthodes d'évaluation des placements diffèrent selon les normes. Les comptes sociaux sont évalués en valeur historique amortie et les postes du bilan en norme Solvabilité 2 sont évalués en valeur économique.

Dans chacun des bilans présentés, les actifs en unités de compte sont valorisés séparément car ce sont les assurés qui portent le risque sur ces actifs. Tous les autres actifs sont valorisés en Solvabilité 2 comme dans les comptes

sociaux. Certains éléments sont néanmoins annulés en Solvabilité 2 : les écarts d'acquisition, les actifs incorporels et les frais d'acquisition reportés.

D.1.1 Placements

La valorisation des placements à des fins de solvabilité correspond à la valeur reconnue dans le cadre des normes comptables françaises.

Méthodologie retenue pour les placements du fonds euros

Les placements sur les fonds euros du Groupe représentent 51,5 Md€ en norme S2, soit 60 % du total des placements. Les placements du fonds en unités de compte du Groupe augmentent de 8 % par rapport à l'année précédente.

Les titres obligataires (69 % des placements du fonds euros, prêts et repo's inclus) sont évalués en valeur de marché, intérêts courus inclus. En référentiel Solvabilité 2, les corrections de valeurs (surcotes/décotes) et intérêts courus non échus sont intégrés à chaque ligne de placement concernée.

Pour les dettes non notées par l'une des principales agences, il est considéré que les marchés sous-jacents sont relativement peu actifs. En conséquence, ces dettes sont valorisées au prix historique et font éventuellement l'objet de provisions en cas d'évolution défavorable du profil de crédit (coupons et situation intrinsèque).

La valorisation des actions à des fins de solvabilité correspond à la valeur de réalisation à la date d'arrêt. Concernant les actions non cotées (*Private Equity*), ces opérations sont limitées en taille et encadrées par une gouvernance spécifique. Toutes les opérations sont réalisées au travers de fonds et les valorisations transmises par les gérants sont encadrées réglementairement.

Les caractéristiques du patrimoine immobilier (faible granulométrie, taille unitaire des opérations, etc.) renforcent quant à elles l'intérêt des valorisations à dire d'experts agréés par l'ACPR. La valorisation de l'immobilier de placement à des fins de solvabilité correspond donc à la juste valeur des immeubles, déterminée sur la base d'expertises périodiques.

Les participations sont soumises au principe général d'une valorisation économique. S'il existe une cotation sur un marché actif, ce prix est retenu de préférence à toute autre méthode de valorisation. Si les participations ne sont pas cotées sur un marché actif, la juste valeur des participations est alors évaluée selon des modalités spécifiques (mise en équivalence ajustée ou, dans certains cas, méthodes alternatives).

Enfin, les produits dérivés sont évalués à leur valeur de marché. Ils comprennent principalement des swaps, des opérations de change à terme et des contrats à terme (*forwards*). Ces actifs viennent en couverture

respectivement des fluctuations de taux, des opérations de réassurance et actions en devises ainsi que des aléas sur les placements futurs dans le cadre du renouvellement des obligations lorsqu'elles arrivent à échéance.

Méthodologie retenue pour les autres placements

Les actifs adossés à des passifs résultant de contrats dont le risque financier est supporté par les assurés sont comptabilisés à la juste valeur pour leur valorisation à des fins de solvabilité et dans les états financiers.

La valorisation des prêts et avances sur police est estimée à partir des flux prospectifs attendus actualisés à la courbe des taux sans risque, alors que dans les états financiers, ils sont comptabilisés à la juste valeur ; l'écart est toutefois peu significatif.

D.1.2 Autres actifs

Les écarts d'acquisition (ou *goodwill*) ainsi que les frais d'acquisition reportés ne sont reconnus en environnement Solvabilité 2 que s'ils sont cessibles isolément sur un marché actif.

Les actifs incorporels correspondent à des éléments non monétaires sans substance physique tels que les développements informatiques. Ils sont valorisés à des fins de solvabilité comme nuls tant qu'ils ne peuvent pas faire l'objet d'une cession séparée et qu'il puisse être démontré qu'il existe une valeur de marché pour les mêmes actifs ou des actifs présentant des caractéristiques similaires.

Pour la trésorerie et les autres créances, le montant inscrit au bilan dans les comptes combinés est repris dans le bilan prudentiel.

D.2 Provisions techniques

Les provisions techniques sont la valeur actuelle des engagements auprès des assurés sur les contrats en cours.

Pour la valorisation de ces engagements à des fins de solvabilité, les provisions techniques se décomposent en deux parties : la meilleure estimation et la marge de risque.

- la meilleure estimation correspond à l'actualisation de tous les flux de trésorerie probables futurs (cotisations, prestations, frais, fiscalité, etc.) selon une courbe des taux sans risque réglementaire ;
- la marge de risque est la valeur qu'il faut rajouter à la meilleure estimation de manière à garantir que la valeur des provisions techniques est équivalente au montant que les organismes d'assurance demanderaient pour reprendre et honorer les engagements.

Les entités du Groupe utilisent une correction pour volatilité appliquée à la courbe des taux d'intérêt sans risque pour calculer la meilleure estimation de leurs engagements telle que prévue à l'article L. 351-2 du Code des assurances.

Les écarts de valorisation par rapport à une comptabilité sociale s'expliquent entre autres par l'utilisation de la courbe de taux fournie par Eiopa comme taux d'actualisation, la prise en compte de la date d'engagement dans l'évaluation des provisions techniques et non plus la date de comptabilisation, et une évaluation au plus fin des risques, afin de faire ressortir l'ensemble des marges futures attendues.

Les provisions techniques cédées représentent la part des réassureurs dans les provisions. Elles sont calculées dans les mêmes conditions et selon les mêmes méthodes que celles retenues pour le calcul des provisions brutes de réassurance, en tenant compte toutefois d'un ajustement de la probabilité de défaut des réassureurs.

L'essentiel des provisions techniques du Groupe est porté par l'incapacité, l'invalidité, la retraite et l'épargne.

Cette partie a pour objectif de décrire, pour chaque activité, les hypothèses, méthodes et résultats des calculs des provisions techniques.

D.2.1 Engagements épargne retraite

AG2R LA MONDIALE utilise pour la valorisation de la meilleure estimation de ses engagements épargne retraite un modèle de projection actif-passif utilisant des scénarios d'actif (modèle stochastique), de façon à intégrer les dépendances entre les mouvements d'actifs et leurs conséquences sur le passif. Il est ainsi tenu compte des impacts des variations de valeur des actifs et des comportements dynamiques des assurés (versements, rachats, etc.) liés au taux servi et aux conditions de marché.

La mise en œuvre de calculs stochastiques permet, sur base de scénarios multiples, de simuler les évolutions possibles des marchés financiers et donc d'obtenir une évaluation du coût lié aux options financières détenues par les assurés. Les simulations sont réalisées sur un horizon de projection supérieur à 50 ans.

Les scénarios stochastiques sont issus d'un générateur de scénarios économiques développé en interne. Le modèle de CIR2++ est retenu pour la modélisation des taux sans risque. Celui-ci est complété par le modèle LMN (Longstaff, Mithal et Neis), modèle à intensité, pour la modélisation des taux d'intérêt dits d'« entreprise ». Les actions et l'immobilier suivent quant à eux des modèles à mouvements browniens géométriques. Le calibrage des différents modèles s'effectue sur des prix de marché, notamment en s'appuyant sur des produits dérivés comme les options d'échange (*swaptions*) ou options d'achat (*calls*). Les scénarios tiennent compte de la présence de taux d'intérêt négatifs.

Les hypothèses biométriques et comportementales utilisées lors des projections dérivent de l'analyse de l'expérience actuelle et passée. La prise en compte de primes futures est analysée en tenant compte de la capacité de résiliation de l'assureur et de l'effet discernable de la garantie sur l'économie du contrat. À ce titre, aucune prime future n'est projetée sur des contrats dont le taux technique est nul.

La valorisation des passifs à des fins de solvabilité tient également compte de décisions futures de gestion telles que la revalorisation de la participation aux bénéfices ou la stratégie d'investissement. Elles sont simulées en intégrant les dernières orientations prises par les instances dirigeantes, en particulier l'ajustement de la politique de participation aux bénéfices selon les contextes de taux d'intérêt simulés.

Pour les entités à dominante épargne retraite, la marge de risque est calculée selon l'approche « durée ». La marge de risque est égale à 6 % du produit entre la durée des engagements d'assurance et de réassurance et le SCR de référence actualisé.

La Mondiale et La Mondiale Partenaire et par combinaison SGAM AG2R LA MONDIALE ont obtenu l'autorisation par l'ACPR d'appliquer la mesure transitoire sur les provisions techniques conformément à l'article L. 351-5 du Code des assurances. Cette mesure permet de lisser sur une période de 16 années les écarts d'évaluation des provisions techniques entre les normes statutaires et prudentielles. Par ailleurs, l'ACPR est habilitée à plafonner l'effet de la mesure transitoire de façon à ce que les exigences quantitatives (c'est-à-dire la somme des provisions techniques au bilan et de l'exigence de capital) découlant du régime Solvabilité II soient au moins égales à celles prévalant sous Solvabilité I. Il est dès lors nécessaire de tenir compte de ce plafond dans le calcul.

Au 31 décembre 2024, en vertu de l'application de ce plafonnement, aucun montant transitoire n'est pris en compte dans les provisions techniques de La Mondiale Partenaire. Un montant transitoire est pris en compte sans aucune limite après application des règles de plafonnement dans les provisions techniques de La Mondiale et par voie de consolidation, reconnu pour la situation financière de la Sgam.

Les évaluations nécessaires à la valorisation des provisions techniques exigent la formulation d'hypothèses qui comportent des incertitudes quant à leur réalisation effective à l'avenir. Elles servent de base à la détermination des valeurs d'actifs et de passifs qui ne peuvent être obtenues directement par d'autres sources, les orientations d'EIOPA et le Règlement délégué reconnaissant cette nécessité.

En épargne retraite, les réalisations futures peuvent être influencées par de nombreux facteurs, notamment les activités des marchés nationaux et internationaux, les fluctuations des taux d'intérêt et de change, les modifications de la réglementation, le comportement des assurés, les changements démographiques, et les décisions futures de gestion.

Les modèles de provisionnement épargne retraite ont subi plusieurs évolutions durant l'année. La politique de participation aux bénéfices a fait l'objet d'une revue, afin de notamment mieux tenir compte d'un environnement de taux élevés. La modélisation des rachats conjoncturels a évolué, sans remettre en cause les structures des lois construites historiquement par le Groupe pour ses produits d'épargne retraite.

D.2.2 Engagements prévoyance santé

AG2R LA MONDIALE propose, à travers une approche individuelle ou collective, des contrats de prévoyance (garantie décès, rentes éducation, rentes de conjoint, incapacité – invalidité, etc.) afin de faire face aux aléas de la vie ainsi que des contrats santé qui viennent en complément des remboursements de frais de soin de la Sécurité sociale.

Le Groupe utilise pour la valorisation de la meilleure estimation de ses engagements prévoyance santé un modèle de projection de l'ensemble des flux (cotisations, prestations, frais associés aux contrats, commissions versées aux apporteurs d'affaires, etc.) permettant un calcul de meilleure estimation par une approche directe. Sur ces risques, les cotisations futures sont limitées à une année pour respecter la notion d'engagement puisqu'à la date de clôture l'assureur ne dispose plus du délai pour

résilier le contrat et est donc engagé sur une année supplémentaire. L'horizon de projection est adapté à la durée du risque et à la vitesse de liquidation des prestations attendues (5 ans dans le cadre de garanties santé, mensualisation et décès et pouvant aller jusqu'à 80 ans en cas de traitement de garanties viagères comme dans le cadre des rentes de conjoint).

L'évaluation repose sur l'utilisation de projection d'encours pour les sinistres connus, complétée par des méthodes de cadencement type Chain Ladder (méthode basée sur le développement d'un triangle de prestations).

Pour les entités à dominante prévoyance santé, la marge de risque est calculée selon l'approche proportionnelle. La marge de risque est égale à 6 % de la somme des SCR futurs après actualisation.

En prévoyance santé, les réalisations futures peuvent être influencées par de nombreux facteurs, notamment les modifications de la réglementation ou de la législation, les changements démographiques, et les décisions futures de gestion.

D.2.3 Engagements dépendance et vie entière

AG2R LA MONDIALE utilise pour l'évaluation de ses engagements dépendance un modèle de projection des flux futurs liés à ses contrats permettant d'obtenir une valorisation par approche directe. L'horizon de projection utilisé est de 50 ans.

Les hypothèses biométriques telles que les lois de mortalité des cotisants, d'entrée et de maintien en dépendance, sensibles à la valorisation, sont enrichies de l'expérience de chaque année et font l'objet d'échanges avec les réassureurs afin de partager la vision prospective du risque.

La valorisation des engagements à des fins de solvabilité intègre également des décisions futures de gestion telle que celles concernant l'indexation des cotisations ou la revalorisation des rentes de dépendance qui pourraient être prises prospectivement par le Conseil d'administration sur la base du résultat technique constaté.

Pour Prima, entité à dominante dépendance, la marge de risque est calculée selon l'approche « duration ». La marge de risque est égale à 6 % du produit entre la duration des engagements d'assurance et de réassurance et le SCR de référence actualisé.

En dépendance, les réalisations futures peuvent être influencées par de nombreux facteurs, notamment les évolutions médicales, les modifications de la réglementation ou de la législation, le comportement des assurés, les changements démographiques, et les décisions futures de gestion. Tous ces facteurs ont des impacts directs sur le provisionnement pouvant créer de la volatilité. Il est noté qu'en particulier la mise à jour annuelle des lois biométriques d'incidence et de longévité des dépendants peut créer une volatilité dans le niveau des provisions techniques.

Concernant les engagements vie entière, un modèle de projection des flux futurs liés à ces contrats et permettant d'obtenir une valorisation par approche directe est également utilisé, avec un horizon de projection de 100 ans. Pour pouvoir projeter les flux liés à ces garanties, le portefeuille de cotisants est requis avec les éléments principaux du contrat, entre autres âge, capital souscrit, cotisations, durée de versement des cotisations.

La meilleure estimation est évaluée comme la différence entre la valeur actuelle probable de l'engagement de l'assureur (paiement des prestations futures en cas de décès ou de rachat) et celle de l'assuré (paiement des cotisations futures). Les hypothèses retenues pour la détermination des valeurs actuelles probables assureur et assuré sont les suivantes :

- tables de mortalité réglementaires ;
- taux de rachat déterminé par portefeuille Vie entière sur les données historiques ;
- coefficient de rachat pour une ancienneté à la souscription donnée ;
- chronique de taux de revalorisation des prestations correspondant aux redistributions futures de participation aux bénéfices déterminée via la projection de rendements financiers au regard des flux de passif. Il est à noter que cet aspect est à date évalué en risque neutre déterministe.

D.2.4 Combinaison groupe

La meilleure estimation des engagements du Groupe est déterminée à partir des évaluations des différentes entités nettes des opérations intragroupes.

La marge de risque du Groupe est égale à la somme des marges de risque des entités individuelles, avec intégration proportionnelle en fonction du pourcentage de contrôle.

D.3 Autres passifs

Les autres passifs sont principalement composés des impôts différés passifs, des dettes subordonnées, des provisions pour risques et charges, des dettes, et des comptes de régularisation.

Les normes françaises et Solvabilité 2 permettent de constater un impôt différé calculé au titre du résultat économique de l'exercice en tenant compte d'opérations susceptibles de générer à l'avenir un impôt ou une économie d'impôt, non reconnu par la méthode de l'impôt exigible, qui est calculé au titre du bénéfice fiscal d'un exercice.

La constatation de profits futurs dans l'évaluation en Solvabilité 2 entraîne le provisionnement des impôts sur ces profits, soit un impôt différé passif.

Les dettes et titres subordonnés font l'objet d'une évaluation en valeur de marché en normes prudentielles contrairement à la norme française. Ces titres sont pour certains reconnus dans les fonds propres du Groupe, comme décrit dans le chapitre « E. Gestion du capital ». Les autres éléments de passif comportent en particulier les provisions pour risques et charges, les dettes, et les comptes de régularisation pour lesquels le montant inscrit au bilan dans les comptes sociaux est repris. Cette partie a pour objectif de décrire les hypothèses, méthodes et résultats des valorisations pour chaque poste du passif autres que les provisions techniques.

D.3.1 Impôts différés passifs

Il existe deux concepts d'impôt sur les bénéfices : l'impôt exigible et l'impôt différé.

L'impôt exigible est l'impôt dû ou à recevoir par une entreprise au titre du bénéfice fiscal d'un exercice donné. Son règlement n'est pas subordonné à la réalisation d'événements futurs. Cet impôt est comptabilisé dans les comptes sociaux.

L'impôt différé permet de constater un impôt correspondant au résultat économique (ou prudentiel) de

l'exercice en tenant compte des écarts de valorisations liées à l'application de la norme prudentielle, notamment les opérations susceptibles de générer dans le futur un impôt ou une économie d'impôt, non reconnu par la méthode de l'impôt exigible. Cet impôt est comptabilisé uniquement dans les comptes consolidés.

L'impôt différé actif (IDA) est la créance d'impôt récupérable au cours d'un exercice ultérieur. C'est notamment le cas lorsque la juste valeur (ou la valeur économique) d'un actif est inférieure à sa valeur comptable, ou lorsque la juste valeur d'un passif (meilleure estimation Solvabilité 2) est supérieure à sa valeur comptable. Les impôts différés actifs sont constatés dans la mesure où il est probable qu'un bénéfice imposable, sur lequel ces différences temporaires déductibles pourront être imputées, sera disponible en prenant en compte l'existence du groupe fiscal.

L'impôt différé passif (IDP) est la dette d'impôt payable lors d'exercices ultérieurs comptabilisée en normes prudentielles. C'est notamment le cas lorsque la juste valeur (ou la valeur économique) d'un actif est supérieure à sa valeur comptable, ou lorsque la juste valeur d'un passif ou meilleure estimation est inférieure à sa valeur comptable. Les impôts différés prennent principalement leur source dans les différences ou décalages temporaires, les écritures relatives aux retraitements Solvabilité 2 et les pertes fiscales reportables ou crédit d'impôt.

La présentation des impôts différés dans le bilan prudentiel s'aligne sur la présentation des normes IFRS (IAS12) c'est-à-dire une compensation totale, net IDA / IDP. Les actifs d'impôts différés sont reconnus dans la mesure où il est probable que le crédit d'impôts sera utilisable.

Les taux d'impôts (et les réglementations fiscales) qui ont été adoptés ou quasi-adoptés à la date de clôture sont retenus pour l'évaluation des actifs et des passifs d'impôts différés (IAS 12.46 et .47).

D.3.2 Autres dettes

Les éléments de passif autres que les provisions techniques comportent en particulier les provisions pour risques et charges, les dettes, et les comptes de régularisation. Ces postes n'ont pas fait l'objet d'une valorisation économique spécifique et c'est donc le montant inscrit au bilan dans les comptes sociaux qui a été repris : dettes envers les assurés ou les réassureurs, opérations de cession temporaire de titres.

Les dettes financières comprennent en particulier des titres prêtés ou mis en pension. Les autres passifs importants comprennent notamment :

- les dettes nées d'opérations d'assurance ou de réassurance qui sont essentiellement des dettes à moins d'un an ;
- les instruments financiers dérivés de valeur économique négative sont comptabilisés au passif ;
- les passifs concernant les avantages du personnel qui sont des régimes à prestations définies : médailles du travail, indemnités de fin de carrière et les régimes chapeaux. Les passifs sont reconnus au bilan comme la différence entre la dette actuarielle et la juste valeur des actifs des plans d'assurance.

D.4 Méthodes de valorisation alternatives

La description des hypothèses retenues et la justification de l'emploi de méthodes alternatives sont incluses dans la description des méthodes de valorisation des actifs et passifs concernés présentées dans les autres sections du chapitre « D. Valorisation à des fins de solvabilité ».

D.5 Autres informations

L'ensemble des informations importantes concernant la valorisation des actifs et des passifs à des fins de solvabilité est présenté dans les autres sections du chapitre « D. Valorisation à des fins de solvabilité ».

Focus : Fiche par entité

SGAM AG2R LA MONDIALE

SGAM AG2R LA MONDIALE est une société de groupe d'assurance mutuelle. Son bilan représente un total à l'actif de 93,6 Md€ en normes prudentielles. Les placements en représentation des engagements euros et des fonds propres respectent le principe de la personne prudente et sont investis à hauteur de 69 % en titres obligataires.

Montants en k€	Solvabilité 2	Comptes sociaux	Écart
Placements (autres que ceux adossés aux contrats en unités de compte)	51 508 087	50 898 469	609 618
Immobilier	5 311 634	3 625 329	1 686 305
Participations	1 561 134	695 758	865 375
Actions	1 759 985	1 621 702	138 283
Obligations	35 392 656	38 074 483	-2 681 827
Autres	7 482 679	6 881 197	601 482
Placements représentant les provisions des contrats en unités de compte	34 016 870	34 016 870	0
Provisions techniques cédées	2 246 265	2 408 326	-162 061
Prêts	302 800	302 800	0
Impôts différés actif	0	94 983	-94 983
Autres actifs	5 549 334	6 664 536	-1 115 202
Écarts d'acquisition	0	64 254	-64 254
Autres actifs incorporels	0	91 208	-91 208
Dépôts auprès des cédantes	409 444	409 444	0
Créances nées d'opérations d'assurance	1 992 666	2 773 072	-780 406
Créances nées d'opérations de réassurance	160 996	160 996	0
Immobilisations corporelles	238 828	151 709	87 120
Frais d'acquisition reportés	0	266 454	-266 454
Autres créances	1 904 962	1 904 962	0
Trésorerie	842 438	842 438	0
Autres	0	0	0
Total actif	93 623 356	94 385 984	-762 628
Provisions techniques (meilleure estimation)	72 404 206	74 431 280	-2 027 074
Marge de risque	1 055 188		1 055 188
Impôts différés passif	0	0	0
Dettes subordonnées	3 513 150	2 533 806	979 344
Autres dettes	7 768 689	7 677 674	91 015
Dettes financières	3 147 109	3 147 109	0
Autres	4 621 579	4 530 565	91 015
Total passif	84 741 232	84 642 760	98 472
Excédent de l'actif sur le passif	8 882 124	9 743 225	-861 101

Conformément à l'activité de ses affiliés, 60 % des provisions techniques proviennent du fonds général, principalement en épargne, retraite et prévoyance, et 40 % de ses engagements sont en unités de compte.

Montants en k€		Provisions brutes		Provisions cédées	
		Solvabilité 2	Comptes sociaux	Solvabilité 2	Comptes sociaux
Assurance des frais médicaux	Provisions techniques	613 796	537 569	143 802	49 953
	Meilleure estimation	583 178			
	Marge de risque	30 619			
Assurance de protection du revenu	Provisions techniques	2 405 002	2 337 357	509 098	481 378
	Meilleure estimation	2 332 182			
	Marge de risque	72 820			
Assurance de responsabilité civile automobile	Provisions techniques	253	210	0	0
	Meilleure estimation	208			
	Marge de risque	46			
Assurance pertes pécuniaires diverses	Provisions techniques	397	298	0	0
	Meilleure estimation	325			
	Marge de risque	72			
Réassurance proportionnelle en frais médicaux	Marge de risque	267 716	265 036	3 241	89 150
	Meilleure estimation	259 253			
	Marge de risque	8 463			
Réassurance proportionnelle en protection du revenu	Provisions techniques	282 155	266 634	1 421	72 327
	Meilleure estimation	271 354			
	Marge de risque	10 800			
Assurance santé	Provisions techniques	527 165	565 126	309 355	325 581
	Meilleure estimation	507 051			
	Marge de risque	20 114			
Rentes santé assurance non-vie	Provisions techniques	2 861 401	2 836 591	841 352	740 346
	Meilleure estimation	2 780 233			
	Marge de risque	81 168			
Assurance avec participation aux bénéfices	Provisions techniques	31 377 226	32 119 133	363 823	415 319
	Meilleure estimation	30 858 095			
	Marge de risque	519 131			
Assurance indexée et en unités de compte	Provisions techniques	33 660 598	34 045 049	3 448	3 448
	Meilleure estimation	33 388 136			
	Marge de risque	272 462			
Autre assurance vie	Provisions techniques	926	912	0	0
	Meilleure estimation	912			
	Marge de risque	14			
Réassurance santé	Provisions techniques	338 263	359 668	1 964	86 587
	Meilleure estimation	325 342			
	Marge de risque	12 921			
Réassurance vie	Provisions techniques	1 124 495	1 097 699	68 761	144 236
	Meilleure estimation	1 097 936			
	Marge de risque	26 559			
Total	Provisions techniques	73 459 393	74 431 280	2 246 265	2 408 326
	Meilleure estimation	72 404 206			
	Marge de risque	1 055 188			

Les impôts différés de SGAM AG2R LA MONDIALE se décomposent de la manière suivante :

Montants en k€	Actif	Passif
Impôts différés sur les plus ou moins-values latentes sur les titres subordonnés (Côté émetteur)		
Impôts différés sur les actifs incorporels (hors Goodwill, marques...)		
Impôts différés sur les frais d'acquisition reportés	0	0
Impôts différés sur les plus ou moins-values latentes sur les actifs de placement	67 067	
Impôts différés sur les plus-values en sursis d'imposition		
Impôts différés sur les participations aux bénéfices différées	201 579	0
Impôts différés sur les écarts de provisions techniques		209 005
Impôts différés sur les différences temporaires	142 925	0
Impôts différés relatifs à d'autres retraitements	0	202 566
Total impôts différés nets	411 571	411 571

La situation d'impôts différés ressort en un impôt différé actif net de 202 M€. Toutefois, aucun impôt différé actif net n'est reconnu au bilan prudentiel de SGAM AG2R LA MONDIALE en l'absence de démonstration de recouvrabilité formalisée.

La Mondiale et La Mondiale Partenaire, et par combinaison SGAM AG2R LA MONDIALE, ont obtenu l'autorisation par l'ACPR d'appliquer la mesure transitoire sur les provisions techniques conformément à l'article L. 351-5 du Code des assurances. Cette mesure permet de lisser sur une période de 16 années les écarts d'évaluation des provisions techniques entre les normes statutaires et prudentielles. L'écart entre les provisions techniques prudentielles et sociales est ainsi atténué par l'utilisation cette mesure. Sur la période, le montant transitoire est plafonné dans sa totalité pour La Mondiale Partenaire, mais reconnue dans sa totalité pour La Mondiale, entraînant un impact équivalent à cette dernière au niveau du Groupe.

L'ensemble du périmètre assurantiel de la Sgam a recours à la correction pour volatilité, comme évoqué dans la partie D.2 du présent rapport.

L'impact de ces différentes mesures de long terme sur le Groupe est décomposé dans le tableau suivant :

Montants en k€	Valeur réglementaire	Valeur sans mesure transitoire sur les provisions techniques	Montants sans correction pour volatilité	Valeur avec la mesure transitoire sur les provisions techniques lissée au 1 ^{er} janvier 2023
Provisions techniques	73 459	73 926	74 197	73 474
Fonds propres de base	8 757	8 290	8 049	8 743
SCR	5 321	5 321	5 395	5 321
Fonds propres éligibles à la couverture du SCR	9 943	9 359	9 094	9 928
SCR minimum	1 813	1 814	1 851	1 813
Fonds propres éligibles à la couverture du SCR minimum	6 918	6 334	6 039	6 761

AG2R Prévoyance

Le bilan d'AG2R Prévoyance présente un total actif de 10,6 Md€ en normes prudentielles. Les placements en représentation des engagements et des fonds propres respectent le principe de la personne prudente et sont investis à 81 % en titres obligataires en direct.

Montants en k€	Solvabilité 2	Comptes sociaux	Écart
Placements (autres que ceux adossés aux contrats en unités de compte)	5 091 907	4 949 496	142 411
Immobilier	0	0	0
Participations	552 569	268 676	283 893
Actions	127 445	95 204	32 241
Obligations	4 109 179	4 301 532	-192 353
Autres	302 714	284 084	18 630
Placements représentant les provisions des contrats en unités de compte	0	0	0
Provisions techniques cédées	3 214 545	3 439 603	-225 058
Prêts	5 654	6 377	-723
Impôts différés actif	234 050		234 050
Autres actifs	2 092 056	2 092 057	-1
Écarts d'acquisition			
Autres actifs incorporels	0	1	-1
Dépôts auprès des cédantes	397 503	397 503	0
Créances nées d'opérations d'assurance	1 309 084	1 309 084	0
Créances nées d'opérations de réassurance	101 554	101 554	0
Immobilisations corporelles	0	0	0
Frais d'acquisition reportés			
Autres créances	30 656	30 656	0
Trésorerie	202 263	202 263	0
Autres	50 996	50 996	0
Total actif	10 638 212	10 487 533	150 680
Provisions techniques brutes (meilleure estimation)	7 537 344	7 955 078	-417 735
Marge de risque	222 346		222 346
Impôts différés passif			
Dettes subordonnées	420 195	437 150	-16 955
Autres dettes	1 199 280	1 194 619	4 661
Dettes financières	29 760	29 760	0
Autres	1 169 520	1 164 859	4 661
Total passif	9 379 165	9 586 847	-207 682
Excédent de l'actif sur le passif	1 259 047	900 686	358 362

Selon la classification prudentielle, la santé similaire à la non-vie, qui comprend le remboursement des frais médicaux, les prestations de mensualisation, d'incapacité et d'invalidité en attente, représente 41 % des provisions techniques brutes de réassurance. La santé similaire à la vie, qui intègre l'invalidité consolidée et la couverture de la dépendance, représente 38 % des engagements bruts. Enfin, l'assurance vie, avec les garanties décès, maintien de la garantie décès, rentes éducation et rente de conjoint et les indemnités de fin de carrière, représente 21 % des engagements bruts.

Montants en k€		Provisions brutes		Provisions cédées	
		Solvabilité 2	Comptes sociaux	Solvabilité 2	Comptes sociaux
Assurance des frais médicaux	Provisions techniques	546 779	420 858	228 696	202 043
	Meilleure estimation	531 112			
	Marge de risque	15 667			
Assurance de protection du revenu	Provisions techniques	2 073 156	2 053 603	797 307	866 919
	Meilleure estimation	2 013 751			
	Marge de risque	59 404			
Réassurance proportionnelle des frais médicaux	Provisions techniques	247 987	274 579	57 287	71 265
	Meilleure estimation	240 881			
	Marge de risque	7 106			
Réassurance proportionnelle de protection de revenu	Provisions techniques	303 683	283 974	77 007	72 327
	Meilleure estimation	294 981			
	Marge de risque	8 702			
Assurance santé	Provisions techniques	11 692	11 493	0	2 563
	Meilleure estimation	11 357			
	Marge de risque	335			
Assurance avec participation aux bénéfices	Provisions techniques	1 272 163	1 584 332	650 206	837 640
	Meilleure estimation	1 235 710			
	Marge de risque	36 453			
Rentes santé assurance non-vie	Provisions techniques	2 606 397	2 582 690	1 199 938	1 166 434
	Meilleure estimation	2 531 713			
	Marge de risque	74 684			
Réassurance santé	Provisions techniques	340 916	365 691	75 967	85 363
	Meilleure estimation	331 147			
	Marge de risque	9 769			
Réassurance vie	Provisions techniques	356 918	377 858	128 137	135 049
	Meilleure estimation	346 691			
	Marge de risque	10 227			
Total	Provisions techniques	7 759 690	7 955 078	3 214 545	3 439 603
	Meilleure estimation	7 537 344			
	Marge de risque	222 346			

En normes Solvabilité 2, AG2R Prévoyance comptabilise un impôt différé actif net de 234,05 M€, principalement dû aux différences temporaires et moins-values latentes sur les actifs, atténuées par l'impact des écarts de normes sur les provisions techniques.

Montants en k€	Actif	Passif
Impôt différé sur les plus ou moins-values latentes sur les titres subordonnés (Côté émetteur)	0	4 379
Impôts différés sur les actifs incorporels (hors Goodwill, marques, etc.)	0	0
Impôts différés sur les plus ou moins-values latentes sur les actifs de placement	62 248	46 255
Impôts différés sur les plus-values en sursis d'imposition	0	0
Impôts différés sur les écarts de provisions techniques	58 132	50 469
Impôts différés sur les différences temporaires	310 340	95 567
Total impôts différés	430 720	196 670

Les impacts des mesures transitoires et du paquet branches longues utilisées par AG2R Prévoyance sont les suivants :

Montants en k€	Valeur réglementaire	Montants sans correction pour volatilité	Impact de la correction pour volatilité
Provisions techniques	7 759 690	7 849 075	1,2 %
Fonds propres de base	1 531 821	1 493 447	-2,5 %
SCR	954 293	963 346	0,9 %
Fonds propres éligibles à la couverture du SCR	1 440 915	1 390 534	-3,5 %
MCR	429 432	433 506	0,9 %
Fonds propres éligibles à la couverture du MCR	1 216 152	1 165 228	-4,2 %

Arpege Prévoyance

Le bilan d'Arpege Prévoyance présente un total actif de 758 M€ en normes prudentielles. Ses placements en représentation des engagements et des fonds propres respectent le principe de la personne prudentes et sont investis en titres obligataires en direct à 81 %.

Montants en k€	Solvabilité 2	Comptes sociaux	Écart
Placements (autres que ceux adossés aux contrats en unités de compte)	519 108	556 549	-37 440
Immobilier	0	0	0
Participations	38 886	38 886	0
Actions	270	270	0
Obligations	419 439	462 756	-43 318
Autres	60 514	54 636	5 877
Placements représentant les provisions des contrats en unités de compte	0	0	0
Provisions techniques cédées	70 185	80 642	-10 457
Prêts	0	0	0
Impôts différés actif	24 095		24 095
Autres actifs	144 500	144 467	33
Écarts d'acquisition			
Autres actifs incorporels	0	0	0
Dépôts auprès des cédantes	11 673	11 673	0
Créances nées d'opérations d'assurance	91 078	91 078	0
Créances nées d'opérations de réassurance	1 565	1 565	0
Immobilisations corporelles	250	217	33
Frais d'acquisition reportés			
Autres créances	10 306	10 306	0
Trésorerie	27 115	27 115	0
Autres	2 513	2 513	0
Total actif	757 907	781 657	-23 750
Provisions techniques brutes (meilleure estimation)	441 641	466 329	-24 688
Marge de risque	19 589		19 589
Impôts différés passif			
Dettes subordonnées			
Autres dettes	27 163	27 163	0
Dettes financières	973	973	0
Autres	26 189	26 189	0
Total passif	488 394	493 492	-5 098
Excédent de l'actif sur le passif	269 494	288 165	-18 671

Selon la classification prudentielle, la santé similaire à la non-vie, qui comprend le remboursement des frais médicaux, les prestations de mensualisation, d'incapacité et d'invalidité en attente, représente 36 % des provisions techniques brutes de réassurance. La santé similaire à la vie, qui intègre l'invalidité consolidée et la couverture de la dépendance, représente 41 % des engagements bruts. Enfin, l'assurance vie, avec les garanties décès, maintien de la garantie décès, rentes éducation et rente de conjoint et les indemnités de fin de carrière, représente 23 % des engagements bruts.

Montants en k€		Provisions brutes		Provisions cédées	
		Solvabilité 2	Comptes sociaux	Solvabilité 2	Comptes sociaux
Assurance des frais médicaux	Provisions techniques	11 564	5 726	1 261	1 334
	Meilleure estimation	11 051			
	Marge de risque	513			
Assurance de protection du revenu	Provisions techniques	89 171	70 779	15 358	17 105
	Meilleure estimation	85 213			
	Marge de risque	3 958			
Réassurance proportionnelle des frais médicaux	Provisions techniques	26 158	27 041	801	948
	Meilleure estimation	25 130			
	Marge de risque	1 029			
Réassurance proportionnelle de protection de revenu	Provisions techniques	40 694	52 721	174	0
	Meilleure estimation	39 091			
	Marge de risque	1 603			
Assurance santé	Provisions techniques	0	0	20 517	0
	Meilleure estimation	0			
	Marge de risque	0			
Assurance avec participation aux bénéfices	Provisions techniques	57 543	65 601	25 120	32 204
	Meilleure estimation	54 989			
	Marge de risque	2 554			
Réassurance santé	Provisions techniques	66 571	44 466	608	1 225
	Meilleure estimation	63 950			
	Marge de risque	2 621			
Réassurance santé non-vie	Provisions techniques	121 338	139 104	0	19 231
	Meilleure estimation	115 953			
	Marge de risque	5 385			
Réassurance vie	Provisions techniques	48 192	60 891	6 345	8 596
	Meilleure estimation	46 265			
	Marge de risque	1 927			
Total	Provisions techniques	461 231	466 329	70 185	80 642
	Meilleure estimation	441 641			
	Marge de risque	19 589			

En normes Solvabilité 2, Arpege Prévoyance comptabilise un impôt différé actif net de 24 M€, principalement dû aux moins-values latentes sur les actifs, aux différences temporaires et aux écarts de normes sur provisions techniques.

Montants en k€	Actif	Passif
Impôts différés sur les actifs incorporels (hors Goodwill, marques...)	0	0
Impôts différés sur les plus ou moins-values latentes sur les actifs de placement	11 227	1 527
Impôts différés sur les plus-values en sursis d'imposition	0	0
Impôts différés sur les écarts de provisions techniques	2 701	1 317
Impôts différés sur les différences temporaires	13 417	407
Total impôts différés nets	27 345	3 251

Les impacts des mesures transitoires et du paquet branches longues utilisées par Arpege Prévoyance sont les suivants :

Montants en k€	Valeur réglementaire	Montants sans correction pour volatilité	Impact de la correction pour volatilité
Provisions techniques	461 202	467 521	1,4 %
Fonds propres de base	269 542	265 710	-1,4 %
SCR	96 395	96 829	0,4 %
Fonds propres éligibles à la couverture du SCR	259 924	254 821	-1,9 %
MCR	33 099	33 414	1,0 %
Fonds propres éligibles à la couverture du MCR	245 464	240 297	-2,1 %

Prima

Le bilan de Prima présente un total actif de 1,2 Md€ en normes prudentielles. Ses placements en représentation des engagements et des fonds propres respectent le principe de la personne prudente et sont investis en titres obligataires en direct à 78 %.

Montants en k€	Solvabilité 2	Comptes sociaux	Écart
Placements représentant les provisions des contrats en euros	704 443	691 677	12 766
Immobilier	0	0	0
Participations	67 243	51 120	16 123
Actions	479	478	1
Obligations	550 410	583 241	-32 830
Autres	86 310	56 837	29 472
Placements représentant les provisions des contrats en unités de compte	0	0	0
Provisions techniques cédées	398 988	427 698	-28 710
Prêts	0	0	0
Impôts différés actif	5 235		5 235
Autres actifs	52 368	52 643	-274
Écarts d'acquisition			
Autres actifs incorporels	0	274	-274
Dépôts auprès des cédantes	0	0	0
Créances nées d'opérations d'assurance	39 007	39 007	0
Créances nées d'opérations de réassurance	4 901	4 901	0
Immobilisations corporelles	0	0	0
Frais d'acquisition reportés			
Autres créances	4 580	4 580	0
Trésorerie	3 880	3 880	0
Autres	0	0	0
Total actif	1 161 034	1 172 017	-10 984
Provisions techniques (meilleure estimation)	599 035	668 638	-69 603
Marge de risque	24 609		24 609
Impôts différés passif			
Dettes subordonnées	49 628	50 000	-372
Autres dettes	328 132	326 200	1 931
Dettes financières	14 147	14 147	0
Autres	313 984	312 053	1 931
Total passif	1 001 403	1 044 838	-43 435
Excédent de l'actif sur le passif	159 630	127 179	32 451

83 % des provisions techniques prudentielles de Prima découlent d'engagements pris en dépendance. Prima est à ce titre par ailleurs fortement réassurée, près de 64 % de ses engagements sont cédés.

Montants en k€		Provisions brutes		Provisions cédées	
		Solvabilité 2	Comptes sociaux	Solvabilité 2	Comptes sociaux
Assurance des frais médicaux	Provisions techniques	333	453	183	364
	Meilleure estimation	313			
	Marge de risque	19			
Assurance de protection du revenu	Provisions techniques	82 952	60 337	50 808	58 539
	Meilleure estimation	78 324			
	Marge de risque	4 628			
Assurance de responsabilité civile automobile	Provisions techniques	235	210	0	0
	Meilleure estimation	208			
	Marge de risque	27			
Assurance pertes pécuniaires diverses	Provisions techniques	416	298	0	0
	Meilleure estimation	325			
	Marge de risque	90			
Assurance santé	Provisions techniques	539 709	607 340	347 997	368 795
	Meilleure estimation	519 865			
	Marge de risque	19 845			
Total	Provisions techniques	623 644	668 638	398 988	427 698
	Meilleure estimation	599 035			
	Marge de risque	24 609			

En normes Solvabilité 2, Prima comptabilise un impôt différé actif net de 5,2 M€, principalement dû aux moins-values latentes sur les actifs et aux différences temporaires, atténuées partiellement par l'impact des écarts de normes sur les provisions techniques.

Montants en k€	Actif	Passif
Impôt différé sur les plus ou moins-values latentes sur les titres subordonnés (Côté émetteur)	0	96
Impôts différés sur les actifs incorporels (hors Goodwill, marques...)	0	0
Impôts différés sur les plus ou moins-values latentes sur les actifs de placement	8 480	11 279
Impôts différés sur les plus-values en sursis d'imposition	0	0
Impôts différés sur les écarts de provisions techniques	7 416	11 622
Impôts différés sur les différences temporaires	12 335	0
Total impôts différés nets	28 231	22 997

Les impacts des mesures transitoires et du paquet branches longues utilisées par Prima sont les suivants :

Montants en k€	Valeur réglementaire	Valeur sans correction pour volatilité	Impact de la correction pour volatilité
Provisions techniques	623 644	634 128	1,7 %
Fonds propres de base	199 198	196 060	-1,6 %
SCR	92 418	94 809	2,6 %
Fonds propres éligibles à la couverture du SCR	199 198	196 060	-1,6 %
MCR	23 105	23 702	2,6 %
Fonds propres éligibles à la couverture du MCR	178 985	174 874	-2,3 %

AG.Mut

Le bilan de AG.Mut présente un total actif de 64 M€ en normes prudentielles. Les placements en représentation des engagements et des fonds propres respectent le principe de la personne prudente et sont à près de 89 % investis en titres obligataires en direct.

Montants en k€	Solvabilité 2	Comptes sociaux	Écart
Placements (autres que ceux adossés aux contrats en unités de compte)	27 609	26 137	1 472
Immobilier	0	0	0
Participations	1	1	0
Actions	0	0	0
Obligations	24 675	25 011	-336
Autres	2 933	1 124	1 809
Placements représentant les provisions des contrats en unités de compte	0	0	0
Provisions techniques cédées	23 600	16 977	6 623
Prêts	0	0	0
Impôts différés actif			
Autres actifs	12 398	12 398	0
Écarts d'acquisition			
Autres actifs incorporels	0	0	0
Dépôts auprès des cédantes	0	0	0
Créances nées d'opérations d'assurance	5 390	5 390	0
Créances nées d'opérations de réassurance	2 671	2 671	0
Immobilisations corporelles	0	0	0
Frais d'acquisition reportés			
Autres créances	366	366	0
Trésorerie	3 865	3 865	0
Autres	105	105	0
Total actif	63 606	55 511	8 095
Provisions techniques brutes (meilleure estimation)	25 209	17 870	7 339
Marge de risque	121		121
Impôts différés passif	41		41
Dettes subordonnées	0	0	0
Autres dettes	6 310	6 310	0
Dettes financières	0	0	0
Autres	6 310	6 310	0
Total passif	31 681	24 180	7 501
Excédent de l'actif sur le passif	31 925	31 331	594

Montants en k€		Provisions brutes		Provisions cédées	
		Solvabilité 2	Comptes sociaux	Solvabilité 2	Comptes sociaux
Réassurance proportionnelle des frais médicaux	Provisions techniques	25 289	17 829	23 561	16 938
	Meilleure estimation	25 168			
	Marge de risque	121			
Réassurance vie	Provisions techniques	42	41	38	39
	Meilleure estimation	41			
	Marge de risque	1			
Total	Provisions techniques	25 331	17 870	23 600	16 977
	Meilleure estimation	25 209			
	Marge de risque	121			

Les provisions techniques de AG.Mut sont principalement dues aux engagements frais médicaux.

En normes Solvabilité 2, AG.Mut comptabilise un impôt différé passif net de 0,04 M€, principalement dû aux différences temporaires, à l'impact des écarts de normes sur les provisions techniques et aux moins-values latentes sur les actifs.

Montants en k€	Actif	Passif
Impôt différé sur les plus ou moins-values latentes sur les titres subordonnés (Côté émetteur)	0	0
Impôts différés sur les actifs incorporels (hors Goodwill, marques...)	0	0
Impôts différés sur les plus ou moins-values latentes sur les actifs de placement	87	467
Impôts différés sur les plus-values en sursis d'imposition	0	0
Impôts différés sur les écarts de provisions techniques	1 927	1 711
Impôts différés sur les différences temporaires	2 318	2 195
Total impôts différés nets	4 331	4 372

Les impacts des mesures transitoires et du paquet branches longues utilisées par AG.Mut sont les suivants :

Montants en k€	Valeur réglementaire	Montants sans correction pour volatilité	Impact de la correction pour volatilité
Provisions techniques	25 331	25 415	0,3 %
Fonds propres de base	31 925	31 921	0,0 %
SCR	4 714	4 717	0,1 %
Fonds propres éligibles à la couverture du SCR	31 925	31 921	0,0 %
MCR	3 900	3 900	0,0 %
Fonds propres éligibles à la couverture du MCR	31 925	31 921	0,0 %

Miag

Le bilan de la Miag présente un total actif de 32 M€ en normes prudentielles. La majorité des placements de la Miag sont des obligations.

Montants en k€	Solvabilité 2	Comptes sociaux	Écart
Placements (autres que ceux adossés aux contrats en unités de compte)	11 477	12 205	-727
Immobilier	0	0	0
Participations	1	1	0
Actions	0	0	0
Obligations	10 518	11 245	-727
Autres	959	959	0
Placements représentant les provisions des contrats en unités de compte	0	0	0
Provisions techniques cédées	878	1 141	-264
Prêts	0	0	0
Impôts différés actif	23		23
Autres actifs	19 663	20 125	-462
Écarts d'acquisition			
Autres actifs incorporels	0	462	-462
Dépôts auprès des cédantes	0	0	0
Créances nées d'opérations d'assurance	15 403	15 403	0
Créances nées d'opérations de réassurance	478	478	0
Immobilisations corporelles	160	160	0
Frais d'acquisition reportés			
Autres créances	102	102	0
Trésorerie	3 180	3 180	0
Autres	339	339	0
Total actif	32 040	33 471	-1 431
Provisions techniques brutes (meilleure estimation)	840	1 991	-1 150
Marge de risque	247		247
Impôts différés passif			
Dettes subordonnées	0	0	0
Autres dettes	18 356	18 356	0
Dettes financières	0	0	0
Autres	18 356	18 356	0
Total passif	19 444	20 347	-903
Excédent de l'actif sur le passif	12 597	13 124	-528

La totalité des provisions techniques de la Miag sont des engagements en frais médicaux.

Montants en k€		Provisions brutes		Provisions cédées	
		Solvabilité 2	Comptes sociaux	Solvabilité 2	Comptes sociaux
Assurance des frais médicaux	Provisions techniques	1 088	1 991	878	1 141
	Meilleure estimation	840			
	Marge de risque	247			
Total	Provisions techniques	1 088	1 991	878	1 141
	Meilleure estimation	840			
	Marge de risque	247			

En normes Solvabilité 2, la Miag comptabilise un impôt différé actif net de 22 k€, principalement dû aux écarts de valorisation des provisions techniques.

Montants en k€	Actif	Passif
Impôt différé sur les plus ou moins-values latentes sur les titres subordonnés (Côté émetteur)	0	0
Impôts différés sur les actifs incorporels (hors Goodwill, marques, etc.)	0	0
Impôts différés sur les plus ou moins-values latentes sur les actifs de placement	188	0
Impôts différés sur les plus-values en sursis d'imposition	0	0
Impôts différés sur les écarts de provisions techniques	68	233
Impôts différés sur les différences temporaires	0	0
Total impôts différés nets	256	233

Les impacts des mesures transitoires et du paquet branches longues utilisées par la Miag sont les suivants :

Montants en k€	Valeur réglementaire	Montants sans correction pour volatilité	Impact de la correction pour volatilité
Provisions techniques	1 088	1 100	1,2 %
Fonds propres de base	12 597	12 591	0,0 %
SCR	3 786	3 786	0,0 %
Fonds propres éligibles à la couverture du SCR	12 597	12 591	0,0 %
MCR	4 000	4 000	0,0 %
Fonds propres éligibles à la couverture du MCR	12 574	12 566	-0,1 %

VIASANTÉ Mutuelle

Le bilan de VIASANTÉ Mutuelle présente un total actif de 1 740 M€ en normes prudentielles. Ses placements en représentation des engagements et des fonds propres respectent le principe de la personne prudente et sont investis à plus de 64 % en titres obligataires en direct.

Montants en k€	Solvabilité 2	Comptes sociaux	Écart
Placements (autres que ceux adossés aux contrats en unités de compte)	1 103 778	1 071 506	32 273
Immobilier	18 088	9 127	8 961
Participations	54 464	46 459	8 005
Actions	17 503	15 750	1 754
Obligations	710 567	736 805	-26 238
Autres	303 156	263 365	39 791
Placements représentant les provisions des contrats en unités de compte	0	0	0
Provisions techniques cédées	71 409	94 905	-23 496
Prêts	2 437	2 437	0
Impôts différés actif	2 182		2 182
Autres actifs	559 884	542 813	17 071
Écarts d'acquisition	0	0	0
Autres actifs incorporels	0	4 535	-4 535
Dépôts auprès des cédantes	268	268	0
Créances nées d'opérations d'assurance	424 043	424 043	0
Créances nées d'opérations de réassurance	2 997	2 997	0
Immobilisations corporelles	59 205	33 132	26 073
Frais d'acquisition reportés	0	4 468	-4 468
Autres créances	15 613	15 613	0
Trésorerie	44 567	44 567	0
Autres	13 191	13 191	0
Total actif	1 739 690	1 711 660	28 029
Provisions techniques brutes (meilleure estimation)	289 880	335 562	-45 681
Marge de risque	24 497		24 497
Impôts différés passif			
Dettes subordonnées	167 101	168 250	-1 149
Autres dettes	477 831	477 831	0
Dettes financières	3 609	3 609	0
Dettes auprès des réassureurs	8 285	8 285	0
Autres	465 937	465 937	0
Total passif	959 309	981 642	-22 333
Excédent de l'actif sur le passif	780 380	730 018	50 362

Selon la classification prudentielle, la santé similaire à la non-vie, qui comprend le remboursement des frais médicaux, les prestations de mensualisation, d'incapacité et d'invalidité en attente, représente plus de 50 % des provisions techniques brutes de réassurance de VIASANTÉ Mutuelle. La santé similaire à la vie, qui intègre l'invalidité consolidée et la couverture de la dépendance, représente 16 % des provisions techniques brutes de réassurance. Quant à l'assurance vie, avec les garanties décès, maintien de la garantie décès, rentes éducation et rente de conjoint, et la vie entière, représente 33 % des provisions techniques brutes de réassurance.

Montants en k€		Provisions brutes		Provisions cédées	
		Solvabilité 2	Comptes sociaux	Solvabilité 2	Comptes sociaux
Assurance des frais médicaux	Provisions techniques	66 625	104 605	19 838	33 095
	Meilleure estimation	52 453			
	Marge de risque	14 172			
Assurance de protection du revenu	Provisions techniques	90 312	85 644	25 132	25 790
	Meilleure estimation	85 552			
	Marge de risque	4 760			
Réassurance proportionnelle des frais médicaux	Provisions techniques	1 667	1 543	0	0
	Meilleure estimation	1 621			
	Marge de risque	46			
Réassurance proportionnelle de protection de revenu	Provisions techniques	0	121	0	0
	Meilleure estimation	0			
	Marge de risque	0			
Assurance santé	Provisions techniques	594	0	0	0
	Meilleure estimation	0			
	Marge de risque	594			
Assurance avec participation aux bénéfices	Provisions techniques	103 543	103 758	13 048	25 053
	Meilleure estimation	99 002			
	Marge de risque	4 541			
Rentes santé assurance non-vie	Provisions techniques	50 454	38 335	13 392	10 967
	Meilleure estimation	50 070			
	Marge de risque	384			
Réassurance vie	Provisions techniques	1 183	1 554	0	0
	Meilleure estimation	1 182			
	Marge de risque				
Total	Provisions techniques	314 378	335 562	71 409	94 905
	Meilleure estimation	289 880			
	Marge de risque	24 497			

En normes Solvabilité 2, VIASANTÉ Mutuelle comptabilise un impôt différé actif net de 2,2 M€, principalement dû aux plus-values latentes sur les actifs, aux écarts de provisions techniques et aux plus-values latentes sur titres subordonnés atténuées par les impôts différés sur les différences temporaires.

Montants en k€	Actif	Passif
Impôts différés sur la réévaluation des emprunts subordonnés	0	297
Impôts différés sur les actifs incorporels (hors Goodwill, marques...)	0	0
Impôts différés sur les plus ou moins-values latentes sur les actifs de placement	9 677	24 635
Impôts différés sur les plus-values en sursis d'imposition	0	0
Impôts différés sur les écarts de provisions techniques	6 069	5 472
Impôts différés sur les différences temporaires	19 280	2 441
Total impôts différés nets	35 026	32 844

Les impacts des mesures transitoires et du paquet branches longues utilisées par VIASANTE Mutuelle sont les suivants :

Montants en k€	Valeur réglementaire	Montants sans correction pour volatilité	Impact de la correction pour volatilité
Provisions techniques	314 378	320 755	2,03 %
Fonds propres de base	800 060	796 195	-0,48 %
SCR	230 304	231 252	0,41 %
Fonds propres éligibles à la couverture du SCR	800 060	796 195	-0,48 %
MCR	57 576	57 813	0,41 %
Fonds propres éligibles à la couverture du MCR	797 878	792 668	-0,65 %

La Mondiale

Avec un total à l'actif de 42,6 Md€ en normes prudentielles, La Mondiale porte essentiellement des engagements d'épargne retraite. Les placements en représentation des engagements et des fonds propres respectent le principe de la personne prudente avec une part investie en titres obligataires à 70 %.

En lien avec la mutualisation du fonds général, près de 66 % des provisions techniques de La Mondiale sont constituées d'acceptations de réassurance.

Montants en k€	Solvabilité 2	Comptes sociaux	Écart
Placements (autres que ceux adossés aux contrats en unités de compte)	36 886 020	36 507 149	378 871
Immobilier	85 803	81 128	4 675
Participations	5 855 545	3 936 589	1 918 957
Actions	1 606 429	1 500 267	106 162
Obligations	25 653 291	27 753 435	-2 100 145
Autres	3 684 951	3 235 730	449 222
Placements représentant les provisions des contrats en unités de compte	2 827 447	2 827 447	0
Provisions techniques cédées	62 738	62 738	0
Prêts	38 531	38 531	0
Impôts différés actif	0		0
Autres actifs	2 782 784	2 783 537	-753
Écarts d'acquisition			
Autres actifs incorporels	0	8	-8
Dépôts auprès des cédantes	0	0	0
Créances nées d'opérations d'assurance	542 533	542 533	0
Créances nées d'opérations de réassurance	3 250	3 250	0
Immobilisations corporelles	193	310	-117
Frais d'acquisition reportés		628	-628
Autres créances	509 822	509 822	0
Trésorerie	1 688 002	1 688 002	0
Autres	38 986	38 986	0
Total actif	42 597 521	42 219 402	378 118
Provisions techniques brutes (meilleure estimation)	30 873 310	31 571 258	-697 947
Marge de risque	345 389		345 389
Impôts différés passif	0		0
Dettes subordonnées	3 523 169	3 634 806	-111 637
Autres dettes	3 281 494	3 201 267	80 227
Dettes financières	2 401 480	2 401 480	0
Autres	880 014	799 787	80 227
Total passif	38 023 362	38 407 331	-383 968
Excédent de l'actif sur le passif	4 574 158	3 812 072	762 086

La Mondiale a obtenu l'autorisation de l'ACPR d'appliquer la mesure transitoire sur les provisions techniques prévue à l'article L. 351-5 du Code des assurances. Cette mesure permet de lisser sur une période de 16 années les écarts d'évaluation des provisions techniques entre les normes statutaires et prudentielles à compter du 1^{er} janvier 2016. Sur la période, le montant transitoire est reconnu dans sa totalité après évaluation du plafonnement réglementaire éventuel.

Montants en M€		Provisions brutes		Provisions cédées	
		Solvabilité 2	Comptes sociaux	Solvabilité 2	Comptes sociaux
Assurance de protection du revenu	Provisions techniques	64 648	64 366	21 473	21 473
	Meilleure estimation	63 911			
	Marge de risque	737			
Réassurance frais de santé	Provisions techniques	137 433	136 654		
	Meilleure estimation	137 433			
	Marge de risque	0			
Réassurance protection du revenu	Provisions techniques	420 202	436 375		
	Meilleure estimation	420 202			
	Marge de risque	0			
Assurance avec participation aux bénéfices	Provisions techniques	7 754 878	7 732 114	30 419	30 419
	Meilleure estimation	7 665 876			
	Marge de risque	89 002			
Assurance indexée et en unités de compte	Provisions techniques	2 811 967	2 801 401	3 448	3 448
	Meilleure estimation	2 780 123			
	Marge de risque	31 843			
Rentés assurance non-vie	Provisions techniques	52 477	52 297	7 397	7 397
	Meilleure estimation	51 878			
	Marge de risque	599			
Réassurance santé similaire à la vie	Provisions techniques	440 748	434 058		
	Meilleure estimation	440 748			
	Marge de risque	0			
Réassurance vie	Provisions techniques	19 536 345	19 913 992		
	Meilleure estimation	19 313 138			
	Marge de risque	223 207			
Total	Provisions techniques	31 218 699	31 571 258	62 738	62 738
	Meilleure estimation	30 873 310			
	Marge de risque	345 389			

En normes Solvabilité 2, La Mondiale comptabilise un impôt différé actif net de 241 M€, principalement dû aux moins-values latentes sur les actifs et aux différences temporaires, compensées partiellement par l'impact des écarts de normes sur les provisions techniques, les plus-values latentes sur titres subordonnés, et les plus-values en sursis d'imposition.

Montants en k€	Actif	Passif
Impôts différés sur la réévaluation des emprunts subordonnés	0	28 836
Impôts différés sur les actifs incorporels (hors Goodwill, marques, etc.)	0	0
Impôts différés sur les plus ou moins-values latentes sur les actifs de placement	537 192	239 194
Impôts différés sur les plus-values en sursis d'imposition	0	1 797
Impôts différés sur les écarts de provisions techniques	0	124 679
Impôts différés sur les différences temporaires	98 533	0
Total impôts différés nets	635 726	394 506

La situation d'impôts différés ressort en un impôt différé actif net. Toutefois, aucun impôt différé actif net n'est reconnu au bilan prudentiel en l'absence de démonstration de recouvrabilité formalisée.

Les impacts des mesures transitoires et du paquet branches longues utilisées par La Mondiale sont les suivants :

Montants en M€	Valeur réglementaire	Valeur sans mesure transitoire sur les provisions techniques, avec correction pour volatilité	Valeur sans mesure transitoire sur les provisions techniques, sans correction pour volatilité	Valeur avec la mesure transitoire sur les provisions techniques lissée au 1 ^{er} janvier 2025, avec correction pour volatilité
Provisions techniques	31 219	31 685	31 823	31 233
Fonds propres de base	8 081	7 615	7 477	3 067
SCR	2 713	2 713	2 793	2 713
Fonds propres éligibles à la couverture du SCR	7 054	6 471	6 340	7 040
MCR	856	859	889	851
Fonds propres éligibles à la couverture du MCR	5 869	5 286	5 121	5 698

La Mondiale Europartner

Le bilan de La Mondiale Europartner présente un total actif de 1 213 Md€ en normes prudentielles. Une forte partie de ses engagements euros (6,2 Md€ en normes prudentielles) est réassurée vers le fonds général de La Mondiale. Les placements en représentation des fonds propres respectent le principe de la personne prudente et sont investis à plus de 99 % en titres obligataires.

Montants en k€	Solvabilité 2	Comptes sociaux	Écart
Placements (autres que ceux adossés aux contrats en unités de compte)	277 744	297 383	-19 639
Immobilier			
Participations	1	1	0
Actions	1	0	1
Obligations	277 705	296 885	-19 179
Autres	36	498	-462
Placements représentant les provisions des contrats en unités de compte	14 465 845	14 465 845	0
Provisions techniques cédées	6 179 044	6 238 335	-59 291
Prêts	50 372	50 372	0
Impôts différés actif			
Autres actifs	354 962	355 584	-622
Écarts d'acquisition			
Autres actifs incorporels	0	504	-504
Dépôts auprès des cédantes			
Créances nées d'opérations d'assurance			
Créances nées d'opérations de réassurance			
Immobilisations corporelles	1 381	1 381	0
Frais d'acquisition reportés	0	118	-118
Autres créances	80 541	80 541	0
Trésorerie	271 936	271 936	0
Autres	1 105	1 105	0
Total actif	21 327 967	21 407 520	-79 553
Provisions techniques brutes (meilleure estimation)	20 250 845	20 717 980	-467 135
Marge de risque	167 165		167 165
Impôts différés passif	59 820		59 820
Dettes subordonnées	138 995	140 000	-1 005
Autres dettes	255 577	255 577	0
Dettes financières	9 571	9 571	0
Autres	246 005	246 005	0
Total passif	20 872 403	21 113 557	-241 154
Excédent de l'actif sur le passif	455 564	293 963	161 601

Les engagements d'assurance vie avec participation aux bénéfices représentent 30 % des provisions techniques de La Mondiale Europartner en normes sociales, les autres engagements étant principalement en unités de compte.

Montants en k€		Provisions brutes		Provisions cédées	
		Solvabilité 2	Comptes sociaux	Solvabilité 2	Comptes sociaux
Assurance avec participation aux bénéfices	Provisions techniques	6 183 679	6 240 908	6 173 335	6 227 469
	Meilleure estimation	6 133 053			
	Marge de risque	50 627			
Assurance indexée et en unités de compte	Provisions techniques	14 228 211	14 465 845		
	Meilleure estimation	14 111 723			
	Marge de risque	116 488			
Autre assurance vie	Provisions techniques	919	912	552	552
	Meilleure estimation	912			
	Marge de risque	8			
Réassurance vie	Provisions techniques	5 200	5 158	5 158	5 158
	Meilleure estimation	5 158			
	Marge de risque	43			
Total	Provisions techniques	20 418 010	20 712 823	6 179 044	6 233 178
	Meilleure estimation	20 250 845			
	Marge de risque	167 165			

En normes Solvabilité 2, La Mondiale Europartner comptabilise un impôt différé passif net de 59,8 M€, principalement dû à l'écart de valorisation des provisions techniques, compensé partiellement par les moins-values latentes sur les actifs de placement.

Montants en k€	Actif	Passif
Impôt différé sur les plus ou moins-values latentes sur les titres subordonnés (côté émetteur)		264
Impôts différés sur les actifs incorporels (hors Goodwill, marques, etc.)	164	
Impôts différés sur les plus ou moins-values latentes sur les actifs de placement	5 167	
Impôts différés sur les plus-values en sursis d'imposition		
Impôts différés sur les écarts de provisions techniques	16 238	81 125
Impôts différés sur les différences temporaires		
Total impôts différés nets	21 569	81 389

Les impacts des mesures transitoires et du paquet branches longues utilisées par La Mondiale Europartner sont les suivants :

Montants en k€	Valeur réglementaire	Montants sans correction pour volatilité	Impact de la correction pour volatilité
Provisions techniques brutes de réassurance	20 418 010	20 436 446	0,1 %
Fonds propres de base	594 559	590 692	-0,7 %
SCR	302 228	305 623	1,1 %
Fonds propres éligibles à la couverture du SCR	594 559	590 692	-0,7 %
MCR	98 821	98 835	0,0 %
Fonds propres éligibles à la couverture du MCR	565 328	561 464	-0,7 %

La Mondiale Partenaire

Le bilan de La Mondiale Partenaire présente un total à l'actif de 35,6 Md€ en normes prudentielles. Une forte partie de ses engagements euros (13,4 Md€ en norme sociale) sont réassurés vers le fonds général de La Mondiale. Les placements en représentation des engagements restants et des fonds propres respectent le principe de la personne prudente et sont investis à hauteur de 91 % en titres obligataires.

L'activité principale de La Mondiale Partenaire est centrée sur les produits d'épargne dont la part des placements en unités de compte rapporté au total de l'actif est de 47 %.

Montants en k€	Solvabilité 2	Comptes sociaux	Écart
Placements (autres que ceux adossés aux contrats en unités de compte)	5 060 775	5 359 297	-298 522
Immobilier			
Participations	9 254	9 254	0
Actions	1 793	2 333	-540
Obligations	4 628 170	4 964 476	-336 306
Autres	421 557	383 233	38 324
Placements représentant les provisions des contrats en unités de compte	16 724 350	16 724 350	0
Provisions techniques cédées	13 279 350	13 380 617	-101 266
Prêts	175 238	175 238	0
Impôts différés actif	0		0
Autres actifs	398 245	398 263	-18
Écarts d'acquisition			
Autres actifs incorporels	0	18	-18
Dépôts auprès des cédantes			
Créances nées d'opérations d'assurance	8 240	8 240	0
Créances nées d'opérations de réassurance	2 171	2 171	0
Immobilisations corporelles	17	17	0
Frais d'acquisition reportés			
Autres créances	86 607	86 607	0
Trésorerie	301 209	301 209	
Autres			
Total actif	35 637 959	36 037 765	-399 806
Provisions techniques (meilleure estimation)	33 467 760	34 133 439	-665 679
Marge de risque	251 251		251 251
Impôts différés passif	3 526		3 526
Dettes subordonnées	307 995	310 000	-2 005
Autres dettes	729 135	730 200	-1 065
Dettes financières	490 169	490 169	0
Autres	238 966	240 031	-1 065
Total passif	34 759 667	35 173 639	-413 972
Excédent de l'actif sur le passif	878 292	864 126	14 166

Les engagements d'assurance vie avec participation aux bénéfices représentent 51 % des provisions techniques de La Mondiale Partenaire, contre 49 % pour les engagements en unités de compte.

Montants en k€		Provisions brutes		Provisions cédées	
		Solvabilité 2	Comptes sociaux	Solvabilité 2	Comptes sociaux
Assurance avec participation aux bénéfices	Provisions techniques	17 100 891	17 355 637	13 279 350	13 380 617
	Meilleure estimation	16 973 467			
	Marge de risque	127 424			
Assurance indexée et en unités de compte	Provisions techniques	16 618 120	16 777 802		
	Meilleure estimation	16 494 293			
	Marge de risque	123 827			
Total	Provisions techniques	33 719 011	34 133 439	13 279 350	13 380 617
	Meilleure estimation	33 467 760			
	Marge de risque	251 251			

En normes Solvabilité 2, La Mondiale Partenaire comptabilise un impôt différé passif net de 3,5 M€, principalement dû aux écarts de normes sur les provisions techniques, compensé partiellement par l'impact des moins-values latentes sur les actifs de placement.

Montants en M€	Actif	Passif
Impôt différé sur les plus ou moins-values latentes sur les titres subordonnés (côté émetteur)		518
Impôts différés sur les actifs incorporels (hors Goodwill, marques, etc.)		
Impôts différés sur les plus ou moins-values latentes sur les actifs de placement	84 511	7 678
Impôts différés sur les plus-values en sursis d'imposition		
Impôts différés sur les écarts de provisions techniques	26 157	107 047
Impôts différés sur les différences temporaires	1 048	
Total impôts différés nets	111 717	115 243

La situation d'impôts différés ressort en un impôt différé passif net, reconnu au bilan prudentiel.

Les impacts des mesures transitoires et du paquet branches longues utilisées par La Mondiale Partenaire sont les suivants :

Montants en k€	Valeur réglementaire	Valeur sans mesure transitoire sur les provisions techniques, avec correction pour volatilité	Valeur sans mesure transitoire sur les provisions techniques, sans correction pour volatilité	Valeur avec la mesure transitoire sur les provisions techniques lissée au 1 ^{er} janvier 2025, avec correction pour volatilité
Provisions techniques	33 719	33 719	33 785	33 719
Fonds propres de base	1 186	1 186	1 158	1 186
SCR	803	803	815	803
Fonds propres éligibles à la couverture du SCR	1 186	1 186	1 158	1 186
MCR	201	201	204	201
Fonds propres éligibles à la couverture du MCR	1 128	1 128	1 101	1 128

E. Gestion du capital

Le ratio de couverture du SCR de SGAM AG2R LA MONDIALE s'élève à 176 % au 31 décembre 2024 sans mesure transitoire sur provisions techniques. Par sa position sur le marché de l'épargne retraite, SGAM AG2R LA MONDIALE présente un poids significatif d'engagements de long terme.

Depuis 2023, malgré la reconnaissance de mesure transitoire sur provisions pour La Mondiale, le Groupe a toutefois fait le choix de maintenir un pilotage et une communication de sa solvabilité sans recourir à cette mesure.

En 2024, pour la troisième année consécutive, l'agence de notation Standard & Poor's (S&P) confirme la notation de SGAM AG2R LA MONDIALE et de ses principales entités « A », assortie d'une « perspective stable ».

Ce chapitre présente en détail les fonds propres, l'exigence en capital requis, et d'autres éléments réglementaires obligatoires.

E.1 Fonds propres

Gestion du capital

Comme présenté au chapitre B intitulé « Système de gouvernance », et à la différence des sociétés de capitaux qui versent une partie de leurs bénéfices à leurs actionnaires sous forme de dividendes, AG2R LA MONDIALE est une société de personnes, gérée par les assurés dans l'intérêt des assurés. Ils sont directement ou indirectement les seuls bénéficiaires des gains de productivité que le Groupe consacre au développement de garanties supplémentaires ou de nouvelles prestations : un mode de gouvernance démocratique et vertueux qui permet de s'affranchir de toute logique de profit à court terme et qui garantit sur le long terme une gestion responsable, en adéquation avec les besoins des assurés, et des garanties offertes.

Les besoins en fonds propres des différentes entités et du Groupe sont examinés au moins annuellement lors de la revue de l'EIRS qui permet d'anticiper la situation sur l'horizon du plan d'affaires.

La Sgam organise par ailleurs les liens de solidarité financière forts et durables entre ses membres. La mise en conformité aux exigences prudentielles Solvabilité 2 début 2018 a donné au Groupe l'opportunité de renforcer les liens de solidarité entre ses différents membres affiliés. Ainsi, les conventions d'affiliation prévues par la Sgaps et la Sgam valident les critères prudentiels de fongibilité et de transférabilité de l'ensemble du capital pour la couverture de l'exigence en capital du Groupe conformément à l'article 330 du Règlement délégué 2015/35.

Pour soutenir ses activités au service de ses assurés, le Groupe a engagé des mesures d'amélioration de sa solvabilité, qui se sont traduites par :

- un programme d'émission de certificats mutualistes, 30,4 M€ ayant été émis sur l'exercice 2024 ;
- une évolution de son *business mix* induite par des actions de souscription en faveur des unités de compte et l'encadrement de la collecte sur fonds euros ;
- la mise en place d'un traité de réassurance relatif au risque de rachat massif de contrats d'assurance vie. La couverture mise en place est un traité de type Stop Loss. Cette couverture est prévue pour une durée de 3 ans avec la possibilité pour le Groupe de la résilier de façon anticipée à la fin de la 1^{re} et 2^e année. L'exposition est évaluée à partir de l'exigence de capital requis au titre du risque de rachat massif. Le traité a été renouvelé en 2024 avec une extension à l'épargne gérée en direct par La Mondiale.

SGAM AG2R LA MONDIALE présente un total de plus de 8,7 Md€ de fonds propres, en grande partie de niveau 1, niveau présentant les meilleurs critères de qualité dans le référentiel Solvabilité 2.

Composition des fonds propres

Le détail des fonds propres éligibles à la couverture du SCR et du MCR pour le Groupe et pour chacune des entités est présenté par la suite.

Les fonds propres prudentiels sont égaux à l'actif net, soit l'écart entre l'actif et le passif du bilan Solvabilité 2, auquel s'ajoutent les dettes subordonnées reconnues dans les fonds propres.

La différence entre les fonds propres apparaissant dans les états financiers et les fonds propres Solvabilité 2 s'explique principalement par les écarts d'évaluation des passifs – et en particulier sur les provisions techniques – ainsi que les différences éventuelles de valorisation des actifs.

Pour financer le développement de leurs activités et renforcer leur solvabilité, la Sgam et certaines entités ont émis des titres subordonnés.

Conformément à l'arrêté ministériel du 24 décembre 2019, la provision pour participations aux excédents est désormais reconnaissable en élément de fonds propres excédentaire. Les modalités de calcul publiées en janvier 2020 par le régulateur ont défini la méthode de valorisation économique de cet élément, à déduire des provisions techniques évaluées en norme prudentielle et à reconnaître comme fonds excédentaire, éligible à la couverture des exigences de capital.

La Mondiale et La Mondiale Partenaire reconnaissent un fonds excédentaire améliorant ainsi leur solvabilité respective. Au niveau du Groupe, ces éléments sont disponibles dans leur totalité compte-tenu de la contribution de ces entités aux exigences en capital de la Sgam.

Les entités financières ne relevant pas de la Directive Solvabilité 2 détenues par le Groupe sont consolidées à hauteur de leurs fonds propres dits sectoriels dans la limite de leur montant disponible à la couverture du SCR du Groupe. Les fonds propres réglementaires des FRPS sont alors reconnus dans leur totalité sur la période après neutralisation des emprunts subordonnés internes.

L'article 93 de la Directive Solvabilité 2 prévoit des conditions de reconnaissance des éléments de fonds propres dans le référentiel Solvabilité 2. Ainsi, les éléments de fonds propres sont classés sur trois niveaux, de niveau 1 à niveau 3.

Le classement par niveau de chaque élément de fonds propres est réalisé conformément aux articles 69 à 79 du Règlement délégué 2015/35. Les caractéristiques de ces éléments, notamment en termes de disponibilité permanente et de subordination, déterminent leur admissibilité à l'un des trois niveaux de fonds propres prudentiels et donc leur éligibilité à la couverture du capital de solvabilité requis (SCR) et du minimum de capital requis (MCR) sous Solvabilité 2.

Pour les titres émis avant l'adoption du Règlement délégué, c'est-à-dire avant le 17 janvier 2015, la réglementation prévoit une phase transitoire de 10 ans. Cette phase permet d'éviter que le passage à Solvabilité 2 ne se traduise par une exclusion de la couverture du SCR de la majorité des instruments de fonds propres existants. Les éléments de fonds propres, pour lesquels la disposition transitoire prévue à l'article 308 ter paragraphe 9 et 10 de la Directive s'applique, sont classés aux niveaux 1 ou 2 sans qu'il soit nécessaire que leurs clauses contractuelles respectent les principes décrits dans les articles 93 et 94 de la Directive.

Ainsi, pour la Sgam et toutes les entités du Groupe, tous les fonds propres sont classés en niveau 1 non restreint, à l'exception des dettes subordonnées bénéficiant de la mesure transitoire prévue à l'article 308 ter de la Directive, classées en niveau 1 restreint, les autres dettes subordonnées classées en niveau 2, et les impôts différés actifs classés en niveau 3. Aux fins du respect du capital de solvabilité requis et du minimum de capital requis, les montants éligibles des éléments de niveaux 2 et 3 sont soumis à l'ensemble des limites quantitatives décrites à l'article 821 du Règlement délégué 2015/35. Les détails sur la structure et la qualité des fonds propres par niveau pour le Groupe et pour chacune des entités sont présentés par la suite. Le niveau de fonds propres de chaque émission de dettes subordonnées est aussi présenté pour chaque entité par la suite.

AG2R LA MONDIALE constitue un groupe fiscal et dispose d'un excédent de passifs d'impôts différés au regard des actifs d'impôts différés. Une position nette des impôts différés est retenue au niveau consolidé, les actifs et passifs étant prélevés par la même autorité fiscale. La reconnaissance pour certaines entités d'actifs d'impôts différés dans leur bilan prudentiel est effectuée au titre de la position nette d'impôts différés passifs constatée au niveau du groupe fiscal, ces éléments sont le cas échéant disponibles en éléments de fonds propres de niveau 3.

Pour l'exercice, les actifs d'impôts différés nets provenant des entités de la Sgaps sont reconnus dans leur totalité. En revanche, par prudence, aucun actif d'impôt différé net n'a été reconnu pour La Mondiale ainsi que la Sgam, compte-tenu de l'incertitude des actifs d'impôts différés

évalués sur ce périmètre et pour laquelle la démonstration de recouvrabilité reste à formaliser.

Éligibilité des éléments de fonds propres

Pour la couverture du SCR :

- le montant éligible des éléments de niveau 1 doit être égal au moins à la moitié du SCR ;
- le montant éligible des éléments de niveau 3 doit être inférieur à 15 % du SCR ;
- la somme des montants éligibles des éléments de niveaux 2 et 3 ne doit pas dépasser 50 % du SCR.

Pour la couverture du MCR :

- le montant éligible des éléments de niveau 1 doit être au minimum égal à 80 % du MCR ;
- le montant éligible des éléments de niveau 2 ne doit pas dépasser 20 % du MCR ;
- aucun élément de niveau 3 n'est éligible.

E.2 Capital de solvabilité requis et minimum de capital requis

Ce chapitre présente les éléments suivants :

- le capital de solvabilité requis, ou SCR, notamment sa constitution et son évolution ;
- le minimum de capital de solvabilité requis, ou MCR.

AG2R LA MONDIALE recourt à l'utilisation de la formule standard et ne met pas en œuvre de calculs simplifiés pour les différents modules de risques.

AG2R LA MONDIALE a reçu l'autorisation d'utiliser un paramètre spécifique pour la ligne d'activité « assurance de protection du revenu ». L'entité AG2R Prévoyance a reçu l'autorisation d'utiliser un paramètre propre pour la ligne d'activité « assurance de protection du revenu ».

Les impacts de la mesure transitoire sur les provisions techniques et de la correction pour volatilité sur le capital de solvabilité requis et le minimum de capital requis sont présentés dans le chapitre « D. Valorisation à des fins de solvabilité ».

Les détails des SCR et du MCR pour le Groupe et pour chacune des entités sont présentés par la suite.

Le capital de solvabilité requis s'élève à 5,3 Md€ pour SGAM AG2R LA MONDIALE. Le SCR de base est composé pour 81 % environ du risque de marché, en lien direct avec le poids de ses activités épargne et retraite et son profil de risque. Les différentes décisions de gestion futures telles que la maîtrise de la collecte, la politique de souscription ou l'ajustement de la politique de participation aux bénéfices concourent à la maîtrise du niveau de SCR. Par ailleurs, il peut être noté qu'une modification des allocations stratégiques des fonds euros peut avoir un impact favorable immédiat sur l'exigence en capital de solvabilité et donc constitue un levier de maîtrise supplémentaire.

L'ajustement du capital requis par les impôts différés est effectué dans la limite des passifs d'impôts différés de l'entité concernée, après prise en compte du groupe fiscal le cas échéant. En cas de montant net en actifs d'impôts différés, aucun ajustement du capital requis n'est réalisé. Les exigences en capital des sociétés financières ne relevant pas du régime Solvabilité 2 comme les FRPS et les sociétés de gestion sont prises en compte dans le SCR du Groupe sans reconnaissance d'un effet de diversification.

E.3 Utilisation du sous-module « risque sur actions » fondé sur la durée dans le calcul du capital de solvabilité requis

Pendant la période de référence, le sous-module « risque sur actions » fondé sur la durée pour le calcul du capital de solvabilité requis n'est pas utilisé pour la Sgam et les entités.

E.4 Différences entre la formule standard et tout modèle interne utilisé

Lorsqu'il n'est pas approprié de calculer le capital de solvabilité requis par application de la formule standard, parce que le profil de risque de l'entreprise d'assurance concernée s'écarte significativement des hypothèses qui sous-tendent le calcul selon la formule standard, les entreprises peuvent, par décision motivée et soumise à l'agrément du régulateur, utiliser un modèle interne pour calculer le capital de solvabilité requis ou les modules de risque pertinents de celui-ci.

Sur la période de référence, la Sgam et les entités calculent le capital de solvabilité requis par application de la formule standard. Aucun modèle interne partiel ou total n'a été développé.

E.5 Non-respect du minimum de capital requis et non-respect du capital de solvabilité requis

Sur la période de référence, la Sgam et les entités la composant ont respecté les exigences de couverture du MCR et du SCR qui s'imposaient à elles.

E.6 Autres informations

L'ensemble des informations importantes concernant la gestion du capital est présenté dans les autres sections du chapitre « E. Gestion du capital ».

Focus : Fiche par entité

SGAM AG2R LA MONDIALE

Les fonds propres de SGAM AG2R LA MONDIALE sont composés de son fonds d'établissement, de la mise en réserve des résultats, des titres subordonnés et certificats mutualistes émis.

Les éléments présentés dans cette fiche tiennent compte de la mesure transitoire sur provisions techniques en lien avec l'emploi consolidé des mesures transitoires autorisées pour La Mondiale et La Mondiale Partenaire.

Montants en k€	31/12/2023	31/12/2024
Fonds propres sociaux	10 445 690	10 546 665
Capital en actions ordinaires		
Capital de primes d'émission lié au capital en actions ordinaires		
Fonds initial	594 865	626 628
Dettes subordonnées*	3 123 813	2 569 806
Intérêts minoritaires	1 927	1 203
Autres	6 725 086	7 349 028
Écarts d'évaluation entre comptes sociaux et Solvabilité 2	-228 625	-861 101
Passage des placements en valeur de marché	-184 884	609 618
Provisions techniques	2 520 819	1 865 013
– Provisions brutes	2 791 930	2 027 074
– Provisions cédées	-271 111	-162 061
Marge de risque	-1 090 716	-1 055 188
Réévaluation autres actifs	-1 054 342	-1 115 202
Réévaluation autres passifs	-59 190	-91 015
Impôts différés	-1 810	-94 983
Écart d'évaluation des dettes subordonnées	-358 502	-979 344
Autres	-2 528 621	-1 886 475
Dettes subordonnées non incluses dans les fonds propres Solvabilité 2	-189 637	0
Fonds excédentaire	1 143 769	958 116
Fonds propres Solvabilité 2	8 642 577	8 757 205

*La composition des dettes subordonnées est hors PSSDI et TSSDI et tient compte des certificats mutualistes.

SGAM AG2R LA MONDIALE utilise la méthode par consolidation.

Au 31 décembre 2024, SGAM AG2R LA MONDIALE couvre son exigence de solvabilité à hauteur de 187 %, soit 1 point de plus qu'au 31 décembre 2023. La mesure transitoire sur provisions techniques permet d'apporter une contribution à la solvabilité d'environ +11 points sur la période de référence.

Ce ratio tient compte de la consolidation des fonds excédentaires des entités La Mondiale et La Mondiale Partenaire, soit un montant de 958 M€ classé en élément de fonds propres de niveau 1. Le fonds excédentaire contribue au ratio de couverture pour environ 18 points.

Les exigences réglementaires propres à AG2R La Mondiale gestion d'actifs et aux FRPS La Mondiale Retraite supplémentaire et ARIAL CNP ASSURANCES ont été prises en compte, et ne sont pas diversifiées avec celles des entités assurantielles.

Pour les mutuelles substituées, le risque de souscription est intégré dans celui de leur mutuelle substituante. Lorsque la mutuelle n'est pas combinée, les fonds propres sont exclus, ne pouvant servir à la couverture du SCR de la substituante.

Il n'existe pas au niveau du Groupe de MCR à proprement parler mais un équivalent appelé « SCR minimum ». Conformément au Règlement délégué, le calcul du SCR minimum résulte de la somme des MCR des différentes entités pondérées par le pourcentage de contrôle de chacune d'entre elles par le groupe.

Montants en k€	31/12/2023	31/12/2024
Provisions techniques brutes y compris marge de risque	70 028 430	76 140 872
Fonds propre de base hors autre secteur financier	8 642 577	8 757 205
Niveau 1 non restreint	5 385 898	5 244 055
Niveau 1 restreint	1 287 716	1 443 980
Niveau 2	1 500 444	1 583 312
Niveau 3	468 519	485 858
Fonds propres éligibles pour couvrir le SCR minimum	7 030 926	6 922 687
Niveau 1 non restreint	5 385 898	5 244 055
Niveau 1 restreint	1 287 716	1 311 014
Niveau 2	357 312	367 619
Niveau 3		
SCR minimum	1 786 558	1 838 093
Ratio de couverture du SCR minimum	394 %	377 %
Fonds propres éligibles pour couvrir le SCR	9 984 546	9 942 737
Niveau 1 non restreint	6 727 868	6 556 757
Niveau 1 restreint	1 287 716	1 311 014
Niveau 2	1 500 444	1 716 278
Niveau 3	468 519	358 689
SCR	5 378 407	5 321 345
Ratio de couverture du SCR	186 %	187 %

Le risque de marché représente 81 % du SCR de base net, le SCR santé représente 24 % du SCR de base net et le SCR de souscription vie représente 20 % du SCR de base net en lien avec le profil de risque des affiliés de SGAM AG2R LA MONDIALE.

Conformément à l'approbation de l'ACPR, SGAM AG2R LA MONDIALE utilise un paramètre qui lui est propre pour calculer le risque de réserve sur la ligne d'activité « Assurance de protection de revenu ».

Montants en k€	SCR net	SCR brut
Risque de marché	3 111 641	5 060 717
Risque de défaut des contreparties	215 281	215 281
Risque de souscription vie	769 020	1 129 465
Risque de souscription santé	934 152	962 043
Risque de souscription non-vie	228	228
Diversification	-1 193 608	-1 497 030
Risque sur les immobilisations incorporelles		
SCR de Base	3 836 715	5 870 705
Risque opérationnel		365 527
Capacité d'absorption des pertes par les provisions techniques		-2 033 990
Capacité d'absorption des pertes par les impôts différés		-52 308
SCR avant intégration des autres secteurs financiers		4 149 935
SCR Groupe		5 321 345

Les dettes subordonnées reconnues comme éléments de fonds propres de la Sgam ont les caractéristiques suivantes :

Date d'émission	Type d'émission	Émetteur	Nominal (En k€)	Date de maturité	Fonds propres Solvabilité 2	Mesure transitoire
25/11/2005	PSSDI	La Mondiale	91 000	Perpétuel	Niveau 1 restreint	Oui
11/12/2014	TSDI	La Mondiale	340 236	Perpétuel (prochain call 17/12/2025)	Niveau 1 restreint	Oui
26/01/2017	TSR	La Mondiale	510 155	26/01/2047 (prochain call 26/01/2027)	Niveau 2	Non
14/12/2017	TSR	La Mondiale	385 023	14/12/2047 (prochain call 14/12/2027)	Niveau 2	Non
18/01/2018	TSR	La Mondiale	298 393	18/01/2048 (prochain call 18/01/2028)	Niveau 2	Non
24/10/2019	PERP	La Mondiale	500 000	Perpétuel (prochain call 24/04/2029)	Niveau 1 restreint	Non
23/06/2020	TSR	La Mondiale	500 000	23/06/2031	Niveau 2	Non
20/10/2020	TSR	La Mondiale	500 000	20/04/2026 (prochain call 20/01/2026)	Niveau 3	Non
10/07/2024	PERP	La Mondiale	500 000	Perpétuel (prochain call 17/01/2034)	Niveau 1 restreint	Non
Total dettes subordonnées SGAM			3 624 806			

AG2R Prévoyance

Les fonds propres de AG2R Prévoyance sont composés de son fonds d'établissement, de la mise en réserve des résultats et des titres subordonnés.

Pour renforcer durablement les liens financiers entre AG2R Prévoyance et VIASANTÉ Mutuelle, une opération croisée d'émission-souscription de titres subordonnés avait été réalisée en 2016. Ces titres ne sont pas éligibles à la couverture des exigences en capital et sont donc à ce titre exclus des fonds propres Solvabilité 2.

Montants en k€	31/12/2023	31/12/2024
Fonds propres comptes sociaux	1 292 255	1 337 836
Capital en actions ordinaires		
Capital de primes d'émission lié au capital en actions ordinaires		
Fonds initial	1 372	1 372
Dettes subordonnées	443 150	437 150
Autres	847 733	899 313
Écarts d'évaluation entre comptes sociaux et Solvabilité 2	281 228	358 362
Passage des placements en valeur de marché	80 571	142 411
Provisions techniques	228 032	192 677
– Provisions brutes	520 563	417 735
– Provisions cédées	-292 531	-225 058
Marge de risque	-215 899	-222 346
Réévaluation autres actifs	-1 177	-723
Réévaluation autres passifs	-1 694	-4 661
Impôts différés	170 054	234 050
Écart d'évaluation des dettes subordonnées	21 341	16 955
Autres	-21 341	-16 955
Dettes subordonnées non incluses dans les fonds propres Solvabilité 2	-146 619	-147 422
Fonds propres Solvabilité 2	1 405 523	1 531 821

Au 31 décembre 2024, AG2R Prévoyance couvre son exigence de solvabilité à hauteur de 151 %, soit 6 points de plus qu'au 31 décembre 2023. Les fonds propres de niveau 1 représentent 74 % du montant total des fonds propres de base.

Montants en k€	31/12/2023	31/12/2024
Provisions techniques brutes y compris marge de risque	7 591 925	7 759 690
Fonds propres de base	1 405 523	1 531 821
Niveau 1 non restreint	960 279	1 024 997
Niveau 1 restreint	108 814	105 268
Niveau 2	166 376	167 505
Niveau 3	170 054	234 050
Fonds propres éligibles pour couvrir le MCR	1 154 421	1 216 152
Niveau 1 non restreint	960 279	1 024 997
Niveau 1 restreint	108 814	105 268
Niveau 2	85 328	85 886
Niveau 3		
MCR	426 639	429 432
Ratio de couverture du MCR	271 %	283 %
Fonds propres éligibles pour couvrir le SCR	1 377 683	1 440 915
Niveau 1 non restreint	960 279	1 024 997
Niveau 1 restreint	108 814	105 268
Niveau 2	166 376	167 505
Niveau 3	142 213	143 144
SCR	948 087	954 293
Ratio de couverture du SCR	145 %	151 %

Le risque de souscription santé représente 72 % du SCR de base net et le risque de marché représente 48 % du SCR de base net. La composition du SCR d'AG2R Prévoyance présente un profil en lien avec les risques de prévoyance santé qu'elle porte.

Conformément à l'approbation de l'ACPR, AG2R Prévoyance utilise un paramètre qui lui est propre pour calculer le risque réserve sur la ligne d'activité « Assurance de protection du revenu ».

Montants en k€	SCR net	SCR brut
Risque de marché	406 561	468 086
Risque de défaut des contreparties	47 400	47 400
Risque de souscription vie	48 183	76 186
Risque de souscription santé	605 205	622 196
Risque de souscription non-vie	0	0
Diversification	-265 532	-303 329
Risque sur les immobilisations incorporelles	0	0
SCR de Base	841 816	910 539
Risque opérationnel		112 477
Capacité d'absorption des pertes par les provisions techniques		-68 722
Capacité d'absorption des pertes par les impôts différés		
SCR		954 293

Les caractéristiques des titres subordonnés émis par AG2R Prévoyance sont présentées ci-après :

Date d'émission	Émissions	Nominal (En k€)	Porteurs	Date de maturité	Fonds propres Solvabilité 2	Mesure transitoire
28/12/2005	TP	12 000	VIASANTÉ Mutuelle	Perpétuel	Niveau 1 restreint	Oui
03/06/2019	TSR	100 000	La Mondiale	03/06/2049	Niveau 2	Non
26/11/2014	TSDI	150 000	VIASANTÉ Mutuelle	Perpétuel	Exclu	Non
28/12/2005	TP	5 000	VIASANTÉ Mutuelle	Perpétuel	Niveau 1 restreint	Oui
21/12/2018	TSR	70 000	La Mondiale	21/12/2048	Niveau 2	Non
01/07/2020	TSDI	150	VIASANTÉ Mutuelle	Perpétuel	Niveau 1 restreint	Non
22/12/2020	TSDI	100 000	La Mondiale	Perpétuel	Niveau 1 restreint	Non
Dettes subordonnées		437 150				

Le TSDI croisé émis par AG2R Prévoyance et porté par VIASANTÉ Mutuelle pour un montant nominal de 150 M€ n'est pas retenu dans les fonds propres.

Arpege Prévoyance

Les fonds propres de Arpege Prévoyance sont composés de son fonds d'établissement et de la mise en réserve des résultats.

Sous le régime prudentiel, les fonds propres intègrent par ailleurs les écarts d'évaluation entre comptes sociaux et Solvabilité 2. Ces écarts sont décrits dans la partie Valorisation.

Montants en k€	31/12/2023	31/12/2024
Fonds propres comptes sociaux	288 198	288 165
Capital en actions ordinaires		
Capital de primes d'émission lié au capital en actions ordinaires		
Fonds initial	5 000	5 000
Dettes subordonnées	0	0
Autres	283 198	288 165
Écarts d'évaluation entre comptes sociaux et Solvabilité 2	-22 634	-18 671
Passage des placements en valeur de marché	-44 458	-37 440
Provisions techniques	14 959	14 231
- Provisions brutes	24 330	24 688
- Provisions cédées	-9 371	-10 457
Marge de risque	-19 648	-19 589
Réévaluation autres actifs	26	33
Réévaluation autres passifs	0	0
Impôts différés	26 488	24 095
Écart d'évaluation des dettes subordonnées	0	0
Autres	0	0
Dettes subordonnées non incluses dans les fonds propres Solvabilité 2	0	0
Fonds propres Solvabilité 2	265 565	269 494

Au 31 décembre 2024, Arpege Prévoyance couvre son exigence de solvabilité à hauteur de 270 %, soit 2 points de plus qu'au 31 décembre 2023. Les fonds propres de niveau 1 représentent 91 % du montant total des fonds propres de base.

Montants en k€	31/12/2023	31/12/2024
Provisions techniques brutes y compris marge de risque	458 391	461 231
Fonds propres de base	265 565	269 494
Niveau 1 non restreint	239 077	245 399
Niveau 1 restreint	0	0
Niveau 2	0	0
Niveau 3	26 488	24 095
Fonds propres éligibles pour couvrir le MCR	239 077	245 399
Niveau 1 non restreint	239 077	245 399
Niveau 1 restreint	0	0
Niveau 2	0	0
Niveau 3		
MCR	32 554	33 099
Ratio de couverture du MCR	734 %	741 %
Fonds propres éligibles pour couvrir le SCR	253 263	259 860
Niveau 1 non restreint	239 077	245 399
Niveau 1 restreint	0	0
Niveau 2	0	0
Niveau 3	14 187	14 461
SCR	94 577	96 406
Ratio de couverture du SCR	268 %	270 %

Le risque de souscription santé représente 62 % du SCR de base net et le risque de marché représente 61 % du SCR de base net. La composition du SCR d'Arpege Prévoyance présente un profil en lien avec les risques de prévoyance santé qu'elle porte.

Montants en k€	SCR net	SCR brut
Risque de marché	54 924	54 963
Risque de défaut des contreparties	5 269	5 269
Risque de souscription vie	2 401	5 286
Risque de souscription santé	56 021	58 783
Risque de souscription non-vie	0	0
Diversification	-28 289	-30 697
Risque sur les immobilisations incorporelles	0	0
SCR de Base	90 326	93 604
Risque opérationnel		6 080
Capacité d'absorption des pertes par les provisions techniques		-3 278
Capacité d'absorption des pertes par les impôts différés		0
SCR		96 406

Prima

Les fonds propres sociaux de Prima sont composés de son capital, de la mise en réserve de ses résultats ainsi que de titres subordonnés.

Montants en k€	31/12/2023	31/12/2024
Fonds propres comptes sociaux	182 319	177 179
Capital en actions ordinaires	30 490	30 490
Capital de primes d'émission lié au capital en actions ordinaires	0	0
Fonds initial	0	0
Dettes subordonnées	50 000	50 000
Autres	101 829	96 690
Écarts d'évaluation entre comptes sociaux et Solvabilité 2	33 701	32 451
Passage des placements en valeur de marché	-3 383	12 766
Provisions techniques	59 567	40 893
– Provisions brutes	109 100	69 603
– Provisions cédées	-49 533	-28 710
Marge de risque	-24 882	-24 609
Réévaluation autres actifs	-274	-274
Réévaluation autres passifs	-8	-1 931
Impôts différés	2 110	5 235
Écart d'évaluation des dettes subordonnées	571	372
Autres	-15 792	-10 432
Dettes subordonnées non incluses dans les fonds propres Solvabilité 2	0	0
Fonds propres Solvabilité 2	200 228	199 198

Au 31 décembre 2024, Prima couvre son exigence de solvabilité à hauteur de 216 %, soit 2 points de moins qu'au 31 décembre 2023. Les fonds propres de niveau 1 représentent 88 % du montant total des fonds propres de base.

Montants en k€	31/12/2023	31/12/2024
Provisions techniques brutes y compris marge de risque	634 864	623 644
Fonds propres de base	200 228	199 198
Niveau 1 non restreint	148 689	144 336
Niveau 1 restreint	30 029	30 029
Niveau 2	19 400	19 599
Niveau 3	2 110	5 235
Fonds propres éligibles pour couvrir le MCR	183 320	178 985
Niveau 1 non restreint	148 689	144 336
Niveau 1 restreint	30 029	30 029
Niveau 2	4 601	4 621
Niveau 3		
MCR	23 006	23 105
Ratio de couverture du MCR	797 %	775 %
Fonds propres éligibles pour couvrir le SCR	200 228	199 198
Niveau 1 non restreint	148 689	144 336
Niveau 1 restreint	30 029	30 029
Niveau 2	19 400	19 599
Niveau 3	2 110	5 235
SCR	92 024	92 418
Ratio de couverture du SCR	218 %	216 %

Au 31 décembre 2023, le risque de marché de Prima représente 70 % du montant de SCR de base net et le risque de souscription santé 51 %.

Montants en k€	SCR net	SCR brut
Risque de marché	61 170	61 170
Risque de défaut des contreparties	8 637	8 637
Risque de souscription vie	0	0
Risque de souscription santé	45 054	53 046
Risque de souscription non-vie	228	228
Diversification	-27 386	-29 514
Risque sur les immobilisations incorporelles		
SCR de Base	87 704	93 568
Risque opérationnel		4 714
Capacité d'absorption des pertes par les provisions techniques		-5 864
Capacité d'absorption des pertes par les impôts différés		0
SCR		92 418

Les caractéristiques des dettes subordonnées reconnues en élément de fonds propres sont les suivantes :

Date d'émission	Émissions	Nominal (En k€)	Porteurs	Date de maturité	Fonds propres Solvabilité 2	Mesure transitoire
28/12/2006	TSDI	10 000	AG2R Prévoyance	Perpétuel	Niveau 1 restreint	Oui
29/12/2011	TSDI	20 000	AG2R Prévoyance	Perpétuel	Niveau 1 restreint	Oui
15/12/2016	TSR	20 000	AG2R Prévoyance	15/12/2046	Niveau 2	Non
Dettes subordonnées		50 000				

AG.Mut

Les fonds propres sociaux d'AG.Mut sont composés de son fonds d'établissement et de la mise en réserve de ses résultats.

Montants en k€	31/12/2023	31/12/2024
Fonds propres comptes sociaux	30 202	31 331
Capital en actions ordinaires		
Capital de primes d'émission lié au capital en actions ordinaires		
Fonds initial	381	381
Dettes subordonnées	0	0
Autres	29 821	30 950
Écarts d'évaluation entre comptes sociaux et Solvabilité 2	504	594
Passage des placements en valeur de marché	1 166	1 472
Provisions techniques	-529	-716
- Provisions brutes	-7 360	-7 339
- Provisions cédées	6 831	6 623
Marge de risque	-133	-121
Réévaluation autres actifs	0	0
Réévaluation autres passifs	0	0
Impôts différés	0	-41
Écart d'évaluation des dettes subordonnées	0	0
Autres	0	0
Dettes subordonnées non incluses dans les fonds propres Solvabilité 2	0	0
Fonds excédentaire	0	0
Fonds propres Solvabilité 2	30 705	31 925

Au 31 décembre 2023, AG.Mut couvre son exigence de solvabilité à hauteur de 677 %, soit 66 points de plus qu'au 31 décembre 2023.

Les fonds propres de niveau 1 non restreint représentent la totalité du montant total des fonds propres.

Montants en k€	31/12/2023	31/12/2024
Provisions techniques brutes y compris marge de risque	24 603	25 331
Fonds propres de base	30 705	31 925
Niveau 1 non restreint	30 705	31 925
Niveau 1 restreint	0	0
Niveau 2	0	0
Niveau 3		
Fonds propres éligibles pour couvrir le MCR	30 705	31 925
Niveau 1 non restreint	30 705	31 925
Niveau 1 restreint	0	0
Niveau 2	0	0
Niveau 3		
MCR	3 900	3 900
Ratio de couverture du MCR	787 %	819 %
Fonds propres éligibles pour couvrir le SCR	30 705	31 925
Niveau 1 non restreint	30 705	31 925
Niveau 1 restreint	0	0
Niveau 2	0	0
Niveau 3	0	0
SCR	5 026	4 714
Ratio de couverture du SCR	611 %	677 %

Le SCR de base net d'AG.Mut est composé de 81 % en risque de marché, 31 % en risque de défaut des contreparties et 17 % en risque de souscription santé, en lien avec les garanties et le type d'activité (acceptation d'assurance) proposés par AG.Mut.

Montants en k€	SCR net	SCR brut
Risque de marché	2 953	2 956
Risque de défaut des contreparties	1 129	1 129
Risque de souscription vie	0	0
Risque de souscription santé	637	637
Risque de souscription non-vie	0	0
Diversification	-1 063	-1 063
Risque sur les immobilisations incorporelles	0	0
SCR de Base	3 657	3 659
Risque opérationnel		1 098
Capacité d'absorption des pertes par les provisions techniques		-2
Capacité d'absorption des pertes par les impôts différés		-41
SCR		4 714

Miag

Les fonds propres sociaux de la Miag sont composés de son fonds d'établissement et de la mise en réserve de ses résultats.

Montants en k€	31/12/2023	31/12/2024
Fonds propres comptes sociaux	11 842	13 124
Capital en actions ordinaires		
Capital de primes d'émission lié au capital en actions ordinaires		
Fonds initial	381	381
Dettes subordonnées	0	0
Autres	11 461	12 743
Écarts d'évaluation entre comptes sociaux et Solvabilité 2	1	-528
Passage des placements en valeur de marché	-912	-727
Provisions techniques	1 050	887
– Provisions brutes	2 398	1 150
– Provisions cédées	-1 348	-264
Marge de risque	-137	-247
Réévaluation autres actifs	0	-462
Réévaluation autres passifs	0	0
Impôts différés	0	23
Écart d'évaluation des dettes subordonnées	0	0
Autres	0	0
Dettes subordonnées non incluses dans les fonds propres Solvabilité 2	0	0
Fonds excédentaire	0	0
Fonds propres Solvabilité 2	11 843	12 597

Au 31 décembre 2024, la Miag couvre son exigence de solvabilité à hauteur de 333 %, soit 62 points de moins qu'au 31 décembre 2023.

Les fonds propres de niveau 1 non restreint représentent près de 100 % du montant total des fonds propres de base.

Montants en k€	31/12/2023	31/12/2024
Provisions techniques brutes y compris marge de risque	- 665	1 088
Fonds propres de base	11 843	12 597
Niveau 1 non restreint	11 843	12 574
Niveau 1 restreint	0	0
Niveau 2	0	0
Niveau 3	0	23
Fonds propres éligibles pour couvrir le MCR	11 843	12 574
Niveau 1 non restreint	11 843	12 574
Niveau 1 restreint	0	0
Niveau 2	0	0
Niveau 3		
MCR	4 000	4 000
Ratio de couverture du MCR	296 %	314 %
Fonds propres éligibles pour couvrir le SCR	11 843	12 597
Niveau 1 non restreint	11 843	12 574
Niveau 1 restreint	0	0
Niveau 2	0	0
Niveau 3	0	23
SCR	2 995	3 786
Ratio de couverture du SCR	395 %	333 %

Le risque de marché de la Miag représente 33 % de son SCR de base net et son risque de souscription santé en représente 84 %, en lien avec les garanties santé proposées par la Miag.

Montants en k€	SCR net	SCR brut
Risque de marché	1 081	1 081
Risque de défaut des contreparties	240	240
Risque de souscription vie	0	0
Risque de souscription santé	2 733	2 733
Risque de souscription non-vie	0	0
Diversification	- 794	- 794
Risque sur les immobilisations incorporelles	0	0
SCR de Base	3 261	3 261
Risque opérationnel		526
Capacité d'absorption des pertes par les provisions techniques		0
Capacité d'absorption des pertes par les impôts différés		0
SCR		3 786

VIASANTÉ Mutuelle

Les fonds propres sociaux de VIASANTÉ Mutuelle sont composés de son fonds d'établissement, de la mise en réserve des résultats et de l'émission de titres subordonnés.

Pour renforcer les liens financiers durables entre AG2R Prévoyance et VIASANTÉ Mutuelle, une opération croisée de titres subordonnés avait été réalisée en 2016. Ces titres ne sont pas éligibles à la couverture des exigences en capital et sont donc à ce titre exclus des fonds propres Solvabilité 2.

Montants en k€	31/12/2023	31/12/2024
Fonds propres comptes sociaux	887 596	898 268
Capital en actions ordinaires		
Capital de primes d'émission lié au capital en actions ordinaires		
Fonds initial	32 778	32 778
Dettes subordonnées	168 250	168 250
Autres	686 568	697 240
Écarts d'évaluation entre comptes sociaux et Solvabilité 2	71 651	50 362
Passage des placements en valeur de marché	9 027	32 273
Provisions techniques	80 857	22 185
– Provisions brutes	122 169	45 681
– Provisions cédées	-41 312	-23 496
Marge de risque	-21 648	-24 497
Réévaluation autres actifs	12 343	17 071
Réévaluation autres passifs	0	0
Impôts différés	-10 949	2 182
Écart d'évaluation des dettes subordonnées	2 020	1 149
Autres	-2 020	-1 149
Dettes subordonnées non éligibles à la couverture du SCR et du MCR	-146 619	-147 422
Fonds excédentaire	0	0
Fonds propres Solvabilité 2	810 608	800 060

Au 31 décembre 2024, VIASANTÉ Mutuelle couvre son exigence de solvabilité à hauteur de 347 %, soit 21 points de moins qu'au 31 décembre 2023.

Les fonds propres de niveau 1 représentent la quasi-totalité des fonds propres.

Montants en k€	31/12/2023	31/12/2024
Provisions techniques brutes y compris marge de risque	201 737	314 378
Fonds propres de base	810 608	800 060
Niveau 1 non restreint	790 997	778 198
Niveau 1 restreint	19 611	19 679
Niveau 2	0	0
Niveau 3	0	2 182
Fonds propres éligibles pour couvrir le MCR	810 608	797 878
Niveau 1 non restreint	790 997	778 198
Niveau 1 restreint	19 611	19 679
Niveau 2	0	0
Niveau 3		
MCR	55 133	57 576
Ratio de couverture du MCR	1470 %	1386 %
Fonds propres éligibles pour couvrir le SCR	810 608	800 060
Niveau 1 non restreint	790 997	778 198
Niveau 1 restreint	19 611	19 679
Niveau 2	0	0
Niveau 3	0	2 182
SCR	220 532	230 304
Ratio de couverture du SCR	368 %	347 %

Le SCR de VIASANTÉ Mutuelle est principalement composé du risque de souscription santé (51 % de son SCR de base net) et du risque de marché (65 % de son SCR de base net).

Montants en k€	SCR net	SCR brut
Risque de marché	133 718	133 770
Risque de défaut des contreparties	12 424	12 424
Risque de souscription vie	30 022	30 022
Risque de souscription santé	104 569	104 569
Risque de souscription non-vie	0	0
Diversification	-75 536	-75 544
Risque sur les immobilisations incorporelles	0	0
SCR de Base	205 197	205 240
Risque opérationnel		25 108
Capacité d'absorption des pertes par les provisions techniques		-44
Capacité d'absorption des pertes par les impôts différés		0
SCR		230 304

Les caractéristiques des dettes subordonnées reconnues en élément de fonds propres sont les suivantes :

Date d'émission	Émissions	Nominal (En k€)	Porteurs	Date de maturité	Fonds propres Solvabilité 2	Mesure transitoire
13/12/2002	TSDI	12 000	AG2R Prévoyance	Perpétuel	Niveau 1 restreint	Oui
26/11/2014	TSDI	150 000	AG2R Prévoyance	Perpétuel	Niveau 1 restreint	Non
15/10/2003	Emprunt	6 250	AG2R Prévoyance	Perpétuel	Niveau 1 restreint	Oui
Dettes subordonnées		168 250				

La Mondiale

Les fonds propres sociaux de La Mondiale sont composés de son fonds d'établissement ou fonds initial, de la mise en réserve des résultats, classés dans Autres, des titres subordonnés ainsi que des certificats mutualistes émis par cette société. L'augmentation de 31,8 M€ du fonds initial est due à l'émission de certificats mutualistes (30,2 M€ de certificats mutualistes et 1,5 M€ de droits d'adhésion).

La Mondiale a reçu l'autorisation d'utiliser la mesure transitoire sur les provisions techniques par l'ACPR. Cette mesure permet de lisser les impacts du passage au nouveau régime prudentiel sur la valorisation des provisions techniques.

Un fonds excédentaire correspondant à la valorisation économique de la provision pour participations aux excédents est également inclus dans les fonds propres Solvabilité 2 de la société.

Montants en k€	31/12/2023	31/12/2024
Fonds propres comptes sociaux	6 430 079	6 489 855
Capital en actions ordinaires	0	0
Capital de primes d'émission lié au capital en actions ordinaires	2 020	2 020
Fonds initial	549 671	581 435
Dettes subordonnées	3 682 813	3 634 806
Autres	2 195 574	2 271 593
Écarts d'évaluation entre comptes sociaux et Solvabilité 2	951 873	762 086
Passage des placements en valeur de marché	29 029	378 871
Provisions techniques	1 248 191	697 947
– Provisions brutes	1 248 191	697 947
– Provisions cédées	0	0
Marge de risque	-415 523	-345 389
Réévaluation autres actifs	-771	-753
Réévaluation autres passifs	-141 541	-80 227
Impôts différés	0	0
Écart d'évaluation des dettes subordonnées	232 487	111 637
Autres	-247 487	-127 637
Dettes subordonnées non incluses dans les fonds propres Solvabilité 2	-189 637	0
Fonds excédentaire	1 108 664	957 023
Fonds propres Solvabilité 2	8 053 491	8 081 327

Au 31 décembre 2024, La Mondiale couvre son exigence de solvabilité à hauteur de 260 %. Les fonds propres de niveau 1 et niveau 1 restreint représentent 81 % du montant total des fonds propres. Le fonds excédentaire contribue à hauteur de 35 points environ sur le ratio de couverture.

Montants en k€	31/12/2023	31/12/2024
Provisions techniques brutes y compris marge de risque	30 461 858	31 218 699
Fonds propres de base	8 053 491	8 081 327
Niveau 1 non restreint	4 792 802	4 558 158
Niveau 1 restreint	1 291 726	1 453 998
Niveau 2	1 500 444	1 583 312
Niveau 3	468 519	485 858
Fonds propres éligibles pour couvrir le MCR	6 157 358	5 868 847
Niveau 1 non restreint	4 792 802	4 558 158
Niveau 1 restreint	1 198 201	1 139 540
Niveau 2	166 355	171 149
Niveau 3		
MCR	831 776	855 747
Ratio de couverture du MCR	740 %	686 %
Fonds propres éligibles pour couvrir le SCR	7 338 805	7 054 162
Niveau 1 non restreint	4 792 802	4 558 158
Niveau 1 restreint	1 198 201	1 139 540
Niveau 2	1 347 802	1 356 464
Niveau 3	0	0
SCR	2 695 605	2 712 928
Ratio de couverture du SCR	272 %	260 %

Le risque de marché représente 91 % du SCR de base net et le risque de souscription vie représente 17 % du SCR de base net en lien avec le profil de risque de La Mondiale dont le cœur d'activité est l'épargne.

Montants en k€	SCR net	SCR brut
Risque de marché	2 292 182	4 500 238
Risque de défaut des contreparties	161 336	161 336
Risque de souscription vie	370 484	857 846
Risque de souscription santé	298 550	302 721
Risque de souscription non-vie	0	0
Diversification	-559 844	-892 272
Risque sur les immobilisations incorporelles	0	0
SCR de Base	2 562 708	4 929 870
Risque opérationnel		150 220
Capacité d'absorption des pertes par les provisions techniques		-2 367 161
Capacité d'absorption des pertes par les impôts différés		0
SCR		2 712 928

Une partie des titres subordonnés émis par La Mondiale bénéficie dans leur classement de la mesure transitoire prévue à l'article 308 ter, de la Directive 2009/138/CE. Les caractéristiques des titres subordonnés sont présentées ci-après :

Date d'émission	Émissions	Nominal (En k€)	Porteurs	Date de maturité	Fonds propres Solvabilité 2	Mesure transitoire
25/11/2005	PSSDI	91 000	Externe	Perpétuel	Niveau 1 restreint	oui
11/12/2014	TSDI	340 236	Externe	Perpétuel	Niveau 1 restreint	oui
09/12/2002	TSDI	10 000	AG2RP	Perpétuel	Niveau 1 restreint	oui
26/01/2017	TSR	510 155	Externe	26/01/2047	Niveau 2	non
14/12/2017	TSR	385 023	Externe	14/12/2047	Niveau 2	non
18/01/2018	TSR	298 393	Externe	18/01/2048	Niveau 2	non
24/10/2019	TSDI	500 000	Externe	Perpétuel	Niveau 1 restreint	non
23/06/2020	TSR	500 000	Externe	23/06/2031	Niveau 2	non
10/07/2024	TSDI	500 000	Externe	Perpétuel	Niveau 1 restreint	non
15/12/2016	TSR	500 000	Externe	20/04/2026	Niveau 3	non
Dettes subordonnées		3 634 806				

La Mondiale Europartner

Les fonds propres de La Mondiale Europartner sont composés du capital, de ses résultats mis en réserve ainsi que de titres subordonnés..

Montants en k€	31/12/2023	31/12/2024
Fonds propres comptes sociaux	426 533	433 963
Capital en actions ordinaires	173 182	173 182
Capital de primes d'émission lié au capital en actions ordinaires	0	0
Fonds initial	0	0
Dettes subordonnées	140 000	140 000
Autres	113 351	120 781
Écarts d'évaluation entre comptes sociaux et Solvabilité 2	158 596	161 601
Passage des placements en valeur de marché	-23 312	-19 639
Provisions techniques	393 633	407 843
– Provisions brutes	565 971	467 135
– Provisions cédées	-172 338	-59 291
Marge de risque	-153 490	-167 165
Réévaluation autres actifs	-1 022	-622
Réévaluation autres passifs	0	0
Impôts différés	-58 716	-59 820
Écart d'évaluation des dettes subordonnées	1 503	1 005
Autres (dont prise en compte des dettes subordonnées réévaluées)	-1 503	-1 005
Dettes subordonnées non incluses dans les fonds propres Solvabilité 2		
Fonds propres Solvabilité 2	583 626	594 559

Au 31 décembre 2024, La Mondiale Europartner couvre son exigence de solvabilité à hauteur de 197 %, soit 35 points de moins qu'au 31 décembre 2023. Les fonds propres de niveau 1 et niveau 1 restreint représentent 92 % du montant total des fonds propres.

Montants en k€	31/12/2023	31/12/2024
Provisions techniques brutes y compris marge de risque	18 289 947	20 418 010
Fonds propres de base	583 626	594 559
Niveau 1 non restreint	445 129	455 564
Niveau 1 restreint	90 000	90 000
Niveau 2	48 497	48 995
Niveau 3	0	0
Fonds propres éligibles pour couvrir le MCR	548 348	565 328
Niveau 1 non restreint	445 129	455 564
Niveau 1 restreint	90 000	90 000
Niveau 2	13 219	19 764
Niveau 3		
MCR	66 093	98 821
Ratio de couverture du MCR	830 %	572 %
Fonds propres éligibles pour couvrir le SCR	583 626	594 559
Niveau 1 non restreint	445 129	455 564
Niveau 1 restreint	90 000	90 000
Niveau 2	48 497	48 995
Niveau 3	0	0
SCR	252 247	302 228
Ratio de couverture du SCR	231 %	197 %

Le risque de marché représente 70 % du SCR de base net et le risque de souscription vie 53 % du SCR de base net en lien direct avec le profil de risque de La Mondiale Europartner dont l'activité principale est l'épargne patrimoniale au Luxembourg.

Montants en k€	SCR net	SCR brut
Risque de marché	190 523	653 290
Risque de défaut des contreparties	15 354	15 354
Risque de souscription vie	144 599	227 497
Risque de souscription santé		
Risque de souscription non-vie		
Diversification	-78 831	-147 909
Risque sur les immobilisations incorporelles	0	0
SCR de Base	271 645	748 231
Risque opérationnel		90 403
Capacité d'absorption des pertes par les provisions techniques		-476 586
Capacité d'absorption des pertes par les impôts différés		-59 820
SCR		302 228

Les caractéristiques des dettes subordonnées reconnues en élément de fonds propres sont les suivantes :

Date d'émission	Émissions	Nominal (En k€)	Porteurs	Date de maturité	Fonds propres Solvabilité 2	Mesure transitoire
30/12/2009	TSDI	30 000	La Mondiale	Perpétuel	Niveau 1 restreint	Oui
30/12/2011	TSDI	10 000	La Mondiale	Perpétuel	Niveau 1 restreint	Oui
12/07/2012	TSDI	20 000	La Mondiale	Perpétuel	Niveau 1 restreint	Oui
19/09/2013	TSDI	30 000	La Mondiale	Perpétuel	Niveau 1 restreint	Oui
15/12/2016	TSR	50 000	La Mondiale	15/12/2046	Niveau 2	Non
Dettes subordonnées		140 000				

La Mondiale Partenaire

Les fonds propres de La Mondiale Partenaire sont composés du capital, de ses résultats mis en réserve ainsi que de titres subordonnés.

Sous le régime prudentiel, les fonds propres intègrent par ailleurs les écarts d'évaluation entre comptes sociaux et Solvabilité 2.

La Mondiale Partenaire a reçu l'autorisation d'utiliser la mesure transitoire sur les provisions techniques par l'ACPR. Cette mesure permet de lisser les impacts du passage au régime prudentiel sur la valorisation des provisions techniques. Elle est toutefois sans impact sur la période, étant plafonnée en vertu de la comparaison entre les exigences Solvabilité 2 et les exigences Solvabilité 1 conformément à la réglementation.

Un fonds excédentaire correspondant à la valorisation économique de la provision pour participation aux excédents est reconnu dans les fonds propres de la société.

Montants en k€	31/12/2023	31/12/2024
Fonds propres comptes sociaux	1 233 320	1 173 033
Capital en actions ordinaires	73 413	73 413
Capital de primes d'émission lié au capital en actions ordinaires	105 656	105 656
Fonds initial	0	0
Dettes subordonnées	310 000	310 000
Autres	744 251	683 964
Écarts d'évaluation entre comptes sociaux et Solvabilité 2	-34 011	14 166
Passage des placements en valeur de marché	-347 487	-298 522
Provisions techniques	547 613	564 413
– Provisions brutes	874 789	665 679
– Provisions cédées	-327 176	-101 266
Marge de risque	-237 791	-251 251
Réévaluation autres actifs	-18	-18
Réévaluation autres passifs	670	1 065
Impôts différés	0	-3 526
Écart d'évaluation des dettes subordonnées	3 002	2 005
Autres (dont prise en compte des dettes subordonnées réévaluées)	-3 002	-2 005
Dettes subordonnées non incluses dans les fonds propres Solvabilité 2		
Fonds excédentaire	35 104	1 093
Fonds propres Solvabilité 2	1 231 411	1 186 287

Au 31 décembre 2024, La Mondiale Partenaire couvre son exigence de solvabilité à hauteur de 148 %. Les fonds propres de niveau 1 représentent 92 % du montant total des fonds propres. Le fonds excédentaire contribue à hauteur de 0,1 point environ sur le ratio de couverture.

Montants en k€	31/12/2023	31/12/2024
Provisions techniques brutes y compris marge de risque	32 848 561	33 719 011
Fonds propre de base	1 231 411	1 186 287
Dont niveau 1 non restreint	924 413	878 292
Niveau 1 restreint	210 000	210 000
Niveau 2	96 998	97 995
Niveau 3	0	0
Fonds propres éligibles pour couvrir le MCR	1 172 834	1 128 452
Dont niveau 1 non restreint	924 413	878 292
Niveau 1 restreint	210 000	210 000
Niveau 2	38 421	40 160
Niveau 3		
MCR	192 107	200 799
Ratio de couverture du MCR	611 %	562 %
Fonds propres éligibles pour couvrir le SCR	1 231 411	1 186 287
Dont niveau 1 non restreint	924 413	878 292
Niveau 1 restreint	210 000	210 000
Niveau 2	96 998	97 995
Niveau 3	0	0
SCR	768 428	803 196
Ratio de couverture du SCR	160 %	148 %

Le risque de marché représente 87 % du SCR de base net et le risque de souscription vie représente 23 % du SCR de base net en lien avec le profil de risque de La Mondiale Partenaire dont l'activité est tournée vers l'épargne patrimoniale.

Montants en k€	SCR net	SCR brut
Risque de marché	475 523	1 530 829
Risque de défaut des contreparties	225 422	225 422
Risque de souscription vie	219 020	394 363
Risque de souscription santé		
Risque de souscription non-vie		
Diversification	-245 232	-398 867
Risque sur les immobilisations incorporelles	0	
SCR de Base	674 733	1 751 746
Risque opérationnel		128 463
Capacité d'absorption des pertes par les provisions techniques		-1 077 013
Capacité d'absorption des pertes par les impôts différés		0
SCR		803 196

Les caractéristiques des dettes subordonnées reconnues en élément de fonds propres sont les suivantes :

Date d'émission	Émissions	Nominal (En k€)	Porteurs	Date de maturité	Fonds propres Solvabilité 2	Mesure transitoire
28/12/2004	TSDI 2004	110 000	La Mondiale	Perpétuel	Niveau 1 restreint	Oui
31/10/2007	TSDI 2007	100 000	La Mondiale	Perpétuel	Niveau 1 restreint	Oui
15/12/2016	TSR 2016	100 000	La Mondiale	15/12/2046	Niveau 2	Non
Dettes subordonnées		310 000				

Annexes

États de reporting quantitatifs publics

31 décembre 2024

Données en milliers d'euros

Sommaire

SGAM AG2R LA MONDIALE	125
AG2R Prévoyance	142
Arpege Prévoyance	162
Prima	182
AG.Mut	201
Miag	220
VIASANTÉ Mutuelle	238
La Mondiale	258
La Mondiale Europartner	277
La Mondiale Partenaire	294

SGAM AG2R LA MONDIALE

lorsque, pour le calcul de la solvabilité du groupe, le groupe utilise la première méthode définie à l'article 230 de la Directive 2009/138/CE, soit exclusivement, soit en combinaison avec la seconde méthode définie à l'article 233 de cette Directive, le modèle S.02.01.02 pour la communication d'informations sur le bilan établies selon les principes de valorisation de l'article 75 de la Directive 2009/138/CE	Applicable
le modèle S.05.01.02 pour la communication d'informations sur les primes, les sinistres et les dépenses, établies selon les principes de valorisation et de comptabilisation utilisés dans les états financiers consolidés	Applicable
le modèle S.05.02.01 pour la communication d'informations sur les primes, les sinistres et les dépenses par pays, établies selon les principes de valorisation et de comptabilisation utilisés dans les états financiers consolidés	Applicable
le modèle S.22.01.22 pour la communication d'informations sur l'impact des mesures relatives aux garanties de long terme et des mesures transitoires	Applicable
le modèle S.23.01.22 pour la communication d'informations sur les fonds propres, y compris les fonds propres de base et les fonds propres auxiliaires	Applicable
lorsque, pour le calcul de la solvabilité du groupe, le groupe utilise la première méthode définie à l'article 230 de la directive 2009/138/CE, soit exclusivement, soit en combinaison avec la seconde méthode définie à l'article 233 de cette Directive, le modèle S.25.01.22 pour la communication d'informations sur le capital de solvabilité requis calculé à l'aide de la formule standard	Applicable
lorsque, pour le calcul de la solvabilité du groupe, le groupe utilise la première méthode définie à l'article 230 de la Directive 2009/138/CE, soit exclusivement, soit en combinaison avec la seconde méthode définie à l'article 233 de cette Directive, le modèle S.25.02.22 pour la communication d'informations sur le capital de solvabilité requis calculé à l'aide de la formule standard et d'un modèle interne partiel	Non applicable
lorsque, pour le calcul de la solvabilité du groupe, le groupe utilise la première méthode définie à l'article 230 de la Directive 2009/138/CE, soit exclusivement, soit en combinaison avec la seconde méthode définie à l'article 233 de cette Directive, le modèle S.25.03.22 pour la communication d'informations sur le capital de solvabilité requis calculé à l'aide d'un modèle interne intégral	Non applicable
le modèle S.32.01.22 pour la communication d'informations sur les entreprises entrant dans le périmètre du groupe	Applicable

		Valeur Solvabilité II
		C0010
Actifs		
Immobilisations incorporelles	R0030	0
Actifs d'impôts différés	R0040	0
Excédent du régime de retraite	R0050	0
Immobilisations corporelles détenues pour usage propre	R0060	238 828
Investissements (autres qu'actifs en représentation de contrats en unités de compte et indexés)	R0070	51 508 087
– Biens immobiliers (autres que détenus pour usage propre)	R0080	5 311 634
– Détentions dans des entreprises liées, y compris participations	R0090	1 561 134
– Actions	R0100	1 759 985
• Actions – cotées	R0110	1 722 794
• Actions – non cotées	R0120	37 190
– Obligations	R0130	35 392 656
• Obligations d'État	R0140	12 127 642
• Obligations d'entreprise	R0150	22 976 839
• Titres structurés	R0160	276 648
• Titres garantis	R0170	11 527
– Organismes de placement collectif	R0180	4 259 009
– Produits dérivés	R0190	168 776
– Dépôts autres que les équivalents de trésorerie	R0200	1 164 420
– Autres investissements	R0210	1 890 474
Actifs en représentation de contrats en unités de compte et indexés	R0220	34 016 870
Prêts et prêts hypothécaires	R0230	302 800
– Avances sur police	R0240	231 469
– Prêts et prêts hypothécaires aux particuliers	R0250	0
– Autres prêts et prêts hypothécaires	R0260	71 331
Montants recouvrables au titre des contrats de réassurance	R0270	2 246 265
– Non-vie et santé similaire à la non-vie	R0280	657 562
• Non-vie hors santé	R0290	0
• Santé similaire à la non-vie	R0300	657 562
– Vie et santé similaire à la vie, hors santé, UC et indexés	R0310	1 585 255
– Santé similaire à la vie	R0320	1 152 672
– Vie hors santé, UC et indexés	R0330	432 584
– Vie UC et indexés	R0340	3 448
Dépôts auprès des cédantes	R0350	409 444
Créances nées d'opérations d'assurance et montants à recevoir d'intermédiaires	R0360	1 992 666
Créances nées d'opérations de réassurance	R0370	160 996
Autres créances (hors assurance)	R0380	1 904 962
Actions propres auto-détenues (directement)	R0390	0
Éléments de fonds propres ou fonds initial appelé(s), mais non encore payé(s)	R0400	0
Trésorerie et équivalents de trésorerie	R0410	842 438
Autres actifs non mentionnés dans les postes ci-dessus	R0420	0
Total de l'actif	R0500	93 623 356

Passifs		
Provisions techniques non-vie	R0510	3 569 320
– Provisions techniques non-vie (hors santé)	R0520	651
• Provisions techniques calculées comme un tout	R0530	0
• Meilleure estimation	R0540	533
• Marge de risque	R0550	118
– Provisions techniques santé (similaire à la non-vie)	R0560	3 568 669
• Provisions techniques calculées comme un tout	R0570	0
• Meilleure estimation	R0580	3 445 967
• Marge de risque	R0590	122 702
– Provisions techniques vie (hors UC et indexés)	R0600	36 229 476
• Provisions techniques santé (similaire à la vie)	R0610	3 726 829
• Provisions techniques calculées comme un tout	R0620	0
• Meilleure estimation	R0630	3 612 626
• Marge de risque	R0640	114 203
Provisions techniques vie (hors santé, UC et indexés)	R0650	32 502 647
– Provisions techniques calculées comme un tout	R0660	0
– Meilleure estimation	R0670	31 956 943
– Marge de risque	R0680	545 704
Provisions techniques UC et indexés	R0690	33 660 598
– Provisions techniques calculées comme un tout	R0700	0
– Meilleure estimation	R0710	33 388 136
– Marge de risque	R0720	272 462
Passifs éventuels	R0740	0
Provisions autres que les provisions techniques	R0750	74 026
Provisions pour retraite	R0760	99 114
Dépôts des réassureurs	R0770	327 105
Passifs d'impôts différés	R0780	0
Produits dérivés	R0790	259 503
Dettes envers des établissements de crédit	R0800	331 762
Dettes financières autres que celles envers les établissements de crédit	R0810	2 815 348
Dettes nées d'opérations d'assurance et montants dus aux intermédiaires	R0820	526 512
Dettes nées d'opérations de réassurance	R0830	360 563
Autres dettes (hors assurance)	R0840	2 974 757
Passifs subordonnés	R0850	3 513 150
– Passifs subordonnés non inclus dans les fonds propres de base	R0860	0
– Passifs subordonnés inclus dans les fonds propres de base	R0870	3 513 150
Autres dettes non mentionnées dans les postes ci-dessus	R0880	0
Total du passif	R0900	84 741 232
Excédent d'actif sur passif	R1000	8 882 124

S.05.01.02 – 01 – Primes, sinistres et dépenses par ligne d'activité

Ligne d'activité pour : engagements d'assurance et de réassurance non-vie (assurance directe et réassurance proportionnelle acceptée)																Ligne d'activité pour : réassurance non proportionnelle acceptée				Total
		Assurance des frais médicaux		Assurance de protection du revenu	Assurance d'indemnisation des travailleurs	Assurance de responsabilité automobile	Autre assurance des véhicules à moteur	Assurance maritime, aérienne et transport	Assurance incendie et dommages aux biens	Assurance de responsabilité générale	Assurance crédit et cautionnement	Assurance de protection juridique	Assistance	Pertes pécuniaires diverses	Santé	Accidents	Assurance maritime, aérienne et transport	Biens		
		C0010	C0020	C0030	C0040	C0050	C0060	C0070	C0080	C0090	C0100	C0110	C0120	C0130	C0140	C0150	C0160	C0200		
Primes émises																				
Brutes - assurance directe	R0110	1 341 645	449 956						0									1 791 601		
Brutes - Réassurance proportionnelle acceptée	R0120	1 019 153	262 054						0									1 281 207		
Brutes - Réassurance non proportionnelle acceptée	R0130																			
Part des réassureurs	R0140	442 160	277 738						0									719 898		
Nettes	R0200	1 918 638	434 272						0									2 352 910		
Primes acquises																				
Brutes - assurance directe	R0210	1 341 645	449 301						0					53				1 790 999		
Brutes - Réassurance proportionnelle acceptée	R0220	1 019 153	262 054						0					0				1 281 207		
Brutes - Réassurance non proportionnelle acceptée	R0230																			
Part des réassureurs	R0240	442 160	52 576						0					0				494 736		
Nette	R0300	1 918 638	658 779						0					53				2 577 469		
Charge des sinistres																				
Brute - assurance directe	R0310	1 149 021	285 476		-10	-4			18					19				1 434 521		
Brute - Réassurance proportionnelle acceptée	R0320	806 553	100 591															907 144		
Brute - Réassurance non proportionnelle acceptée	R0330																			
Part des réassureurs	R0340	410 508	-15 307															395 201		
Nette	R0400	1 545 066	401 374		-10	-4			18					19				1 946 464		
Dépenses engagées	R0550	406 787	112 151		12	0			14					2				518 966		
Solde - autres dépenses/recettes techniques	R1200																			
Total des dépenses	R1300																	518 966		

S.05.01.02 – 02 – Primes, sinistres et dépenses par ligne d'activité

	Ligne d'activité pour : engagements d'assurance vie							Engagements de réassurance vie		Total
	Assurance maladie	Assurance avec participation aux bénéfices	Assurance indexée et en unités de compte	Autres assurances vie	Rentes découlant des contrats d'assurance non-vie et liés aux engagements d'assurance santé	Rentes découlant des contrats d'assurance non-vie et liés aux engagements autres que les engagements d'assurance santé	Réassurance maladie	Réassurance vie		
	C0210	C0220	C0230	C0240	C0250	C0260	C0270	C0280		
Primes émises										
Brutes	R1410	7 322	4 915 609	71 274	442 161	0	107 130	295 118	9 108 184	
Part des réassureurs	R1420	4 801	42 435	642	190 756	0	4 213	34 855	606 201	
Nettes	R1500	2 521	4 873 174	70 632	251 405	0	102 917	260 263	8 501 983	
Primes acquises										
Brutes	R1510	7 322	4 883 611	71 837	443 077	0	107 130	295 118	9 077 665	
Part des réassureurs	R1520	4 801	34 067	642	190 756	0	4 213	34 855	597 832	
Nettes	R1600	2 521	4 849 545	71 195	252 321	0	102 917	260 263	8 479 833	
Charge des sinistres										
Brute	R1610	40 424	5 025 706	40 315	555 189	0	-88 392	166 935	8 171 344	
Part des réassureurs	R1620	19 667	152 760	0	212 246	0	5 764	34 254	464 283	
Nette	R1700	20 756	4 872 946	40 315	342 943	0	-94 156	132 681	7 707 061	
Dépenses engagées	R1900	-3 704	554 313	27 539	44 223	0	14 055	21 024	984 892	
Solde - autres dépenses/recettes	R2500									
Total des dépenses	R2600								984 892	
Montant total des rachats	R2700		2 718 375	1 882	0	0	0	2 737 129	7 402 191	

S.05.02.01 – 01 – Primes, sinistres et dépenses par pays

		Pays d'origine	Pays (par montant de primes brutes émises) – engagements en non-vie	Total 5 principaux pays et pays d'origine
	R0010	C0080	C0090	C0140
Primes émises				
Brutes – Assurance directe	R0110	1 791 601		1 791 601
Brutes – Réassurance proportionnelle acceptée	R0120	1 281 207		1 281 207
Brutes – Réassurance non proportionnelle acceptée	R0130	0		0
Part des réassureurs	R0140	719 898		719 898
Nettes	R0200	2 352 910	0	2 352 910
Primes acquises				
Brutes – Assurance directe	R0210	1 790 999		1 790 999
Brutes – Réassurance proportionnelle acceptée	R0220	1 281 207		1 281 207
Brutes – Réassurance non proportionnelle acceptée	R0230	0		0
Part des réassureurs	R0240	494 736		494 736
Nettes	R0300	2 577 469	0	2 577 469
Charge des sinistres				
Brute – Assurance directe	R0310	1 434 521		1 434 521
Brute – Réassurance proportionnelle acceptée	R0320	907 144		907 144
Brute – Réassurance non proportionnelle acceptée	R0330	0		0
Part des réassureurs	R0340	395 201		395 201
Nette	R0400	1 946 464	0	1 946 464
Dépenses engagées	R0550	518 966		518 966
Autres dépenses	R1200			
Total des dépenses	R1300			518 966

S.05.02.01 – 02 – Primes, sinistres et dépenses par pays

		Pays d'origine	5 principaux pays (par montant de primes brutes émises) – engagements en vie					Total 5 principaux pays et pays d'origine
		C0220	C0160	C0170	C0180	C0190	C0200	C0280
		R1400	BE	IT	LU	MC	PF	
Primes émises								
Brutes	R1410	7 878 064	287 857	806 264	75 274	28 252	32 473	9 108 184
Part des réassureurs	R1420	606 201						606 201
Nettes	R1500	7 271 863	287 857	806 264	75 274	28 252	32 473	8 501 983
Primes acquises								
Brutes	R1510	7 847 545	287 857	806 264	75 274	28 252	32 473	9 077 665
Part des réassureurs	R1520	597 832						597 832
Nettes	R1600	7 249 713	287 857	806 264	75 274	28 252	32 473	8 479 833
Charge des sinistres								
Brute	R1610	7 552 572	96 892	413 074	82 212	10 989	15 605	8 171 344
Part des réassureurs	R1620	464 283						464 283
Nette	R1700	7 088 288	96 892	413 074	82 212	10 989	15 605	7 707 061
Dépenses engagées	R1900	953 416	4 587	23 876	1 667	482	864	984 892
Solde – Autres dépenses/recettes techniques	R2500							
Totale des dépenses	R2600							984 892
Montant total des rachats	R2700	6 744 893	96 148	343 006	80 641	10 989	13 767	7 289 446

S.22.01.21 – Impact des mesures relatives aux garanties de long terme et des mesures transitoires

		Montant avec mesures relatives aux garanties de long terme et mesures transitoires	Impact des mesures transitoires sur les provisions techniques	Impact des mesures transitoires sur les taux d'intérêt	Impact d'une correction pour volatilité fixée à zéro	Impact d'un ajustement égalisateur fixé à zéro
		C0010	C0030	C0050	C0070	C0090
Provisions techniques	R0010	73 459 393	466 735	0	270 579	0
Fonds propres de base	R0020	8 757 205	-466 735	0	-241 954	0
Fonds propres éligibles pour couvrir le SCR	R0050	9 942 737	-582 817	0	-266 269	0
Capital de solvabilité requis	R0090	5 321 345	2	0	73 547	0

S.23.01.01 – 01 – Fonds propres

		Total	Niveau 1 – non restreint	Niveau 1 – restreint	Niveau 2	Niveau 3
		C0010	C0020	C0030	C0040	C0050
Fonds propres de base avant déductions						
Capital en actions ordinaires (brut des actions propres)	R0010					
Capital en actions ordinaires appelé non versé non disponible à déduire au niveau du groupe	R0020					
Compte de primes d'émission lié au capital en actions ordinaires	R0030					
Fonds initial, cotisations des membres ou élément de fonds propres de base équivalent pour les mutuelles et les entreprises de type mutuel	R0040	626 628	626 628			
Comptes mutualistes subordonnés	R0050					
Comptes mutualistes subordonnés non disponibles à déduire au niveau du groupe	R0060					
Fonds excédentaires	R0070	958 116	958 116			
Fonds excédentaires non disponibles à déduire au niveau du groupe – total	R0080					
Actions de préférence	R0090					
Actions de préférence non disponibles à déduire au niveau du groupe	R0100					
Compte de primes d'émission lié aux actions de préférence	R0110					
Comptes de primes d'émission liés aux actions de préférence, non disponibles au niveau du groupe	R0120					
Réserve de réconciliation	R0130	7 281 380	7 281 380			
Passifs subordonnés	R0140	3 513 150		1 443 980	1 583 312	485 858
Passifs subordonnés non disponibles à déduire au niveau du groupe	R0150					
Montant égal à la valeur des actifs d'impôts différés nets	R0160					
Montant égal à la valeur des actifs d'impôts différés nets non disponibles à déduire au niveau du groupe	R0170					
Autres éléments approuvés par l'autorité de contrôle en tant que fonds propres de base non spécifiés supra	R0180					
Fonds propres non disponibles relatifs à d'autres éléments de fonds propres approuvés par une autorité de contrôle	R0190					
Intérêts minoritaires	R0200					
Intérêts minoritaires non disponibles à déduire au niveau du groupe – total	R0210	2 309 367	2 309 367			
Fonds propres issus des états financiers qui ne devraient pas être inclus dans la réserve de réconciliation et qui ne respectent pas les critères de fonds propres de Solvabilité II						
Fonds propres issus des états financiers qui ne devraient pas être inclus dans la réserve de réconciliation et qui ne respectent pas les critères de fonds propres de Solvabilité II	R0220					

		Total	Niveau 1 - non restreint	Niveau 1 - restreint	Niveau 2	Niveau 3
		C0010	C0020	C0030	C0040	C0050
Déductions						
Déductions pour participations dans d'autres entreprises financières, y compris des entreprises non réglementées exerçant des activités financières	R0230	1 312 701	1 312 701			
dont déduites conformément à l'article 228 de la directive 2009/138/CE	R0240					
Déductions pour les participations lorsque les informations sont indisponibles (article 229)	R0250					
Déduction pour les participations incluses selon la méthode fondée sur la déduction et l'agrégation (D&A) lorsqu'une combinaison de méthodes est utilisée	R0260					
Total des éléments de fonds propres non disponibles à déduire	R0270	2 309 367	2 309 367			
Total déductions	R0280	3 622 069	3 622 069			
Total fonds propres de base après déductions	R0290	8 757 205	5 244 055	1 443 980	1 583 312	485 858
Fonds propres auxiliaires						
Capital en actions ordinaires non libéré et non appelé, callable sur demande	R0300					
Fonds initial, cotisations des membres ou élément de fonds propres de base équivalents, non libérés, non appelés et appelables sur demande, pour les mutuelles et les entreprises de type mutuel	R0310					
Actions de préférence non libérées et non appelées, appelables sur demande	R0320					
Engagements juridiquement contraignants de souscrire et de payer des passifs subordonnés sur demande	R0330					
Lettres de crédit et garanties relevant de l'article 96, paragraphe 2, de la directive 2009/138/CE	R0340					
Lettres de crédit et garanties ne relevant pas de l'article 96, paragraphe 2, de la directive 2009/138/CE	R0350					
Rappels de cotisations en vertu de l'article 96, point 3, de la directive 2009/138/CE	R0360					
Rappels de cotisations ne relevant pas de l'article 96, paragraphe 3, premier alinéa, de la directive 2009/138/CE	R0370					
Fonds propres auxiliaires non disponibles à déduire au niveau du groupe	R0380					
Autres fonds propres auxiliaires	R0390					
Total fonds propres auxiliaires	R0400					
Fonds propres d'autres secteurs financiers						
Établissements de crédit, entreprises d'investissement, établissements financiers, gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs	R0410	1 296 707	1 296 707			
Institution de retraite professionnelle	R0420	15 994	15 994			
Entreprises non réglementées exerçant des activités financières	R0430					
Total fonds propres d'autres secteurs financiers	R0440	1 312 701	1 312 701			

		Total	Niveau 1 - non restreint	Niveau 1 - restreint	Niveau 2	Niveau 3
		C0010	C0020	C0030	C0040	C0050
Fonds propres en cas d'utilisation de la D&A, soit exclusivement, soit en combinaison avec la première méthode						
Fonds propres agrégés en cas d'utilisation de la déduction et agrégation ou d'une combinaison des méthodes	R0450					
Fonds propres agrégés en cas d'utilisation de la déduction et agrégation ou d'une combinaison des méthodes nets des transactions intragroupe	R0460					
Total des fonds propres disponibles pour couvrir la partie consolidée du SCR du groupe (à l'exclusion des fonds propres des autres secteurs financiers et de ceux des entreprises incluses par D&A)	R0520	8 757 205	5 244 055	1 443 980	1 583 312	485 858
Total des fonds propres disponibles pour couvrir le minimum de capital de solvabilité requis du groupe sur base consolidée	R0530	8 271 347	5 244 055	1 443 980	1 583 312	
Total des fonds propres éligibles pour couvrir la partie consolidée du SCR du groupe (à l'exclusion des fonds propres des autres secteurs financiers et de ceux des entreprises incluses par D&A)	R0560	8 630 036	5 244 055	1 311 014	1 716 278	358 689
Total des fonds propres éligibles pour couvrir le minimum de capital de solvabilité requis du groupe sur base consolidée	R0570	6 890 669	5 244 055	1 311 014	335 600	
Minimum de capital de solvabilité requis du groupe sur base consolidée	R0610	1 812 872				
Ratio fonds propres éligibles sur minimum de capital de solvabilité requis du groupe sur base consolidée	R0650	380%				
Total des fonds propres éligibles pour couvrir le SCR total du groupe (y compris fonds propres des autres secteurs financiers et des entreprises incluses par D&A)	R0660	9 942 737	6 556 756	1 311 014	1 716 278	358 689
Capital de solvabilité requis total du groupe	R0680	5 321 345				
Ratio total des fonds propres éligibles sur SCR total du groupe (y compris autres secteurs financiers et entreprises incluses par D&A)	R0690	187%				

S.23.01.01 – 02 – Fonds propres

		C0060
Réserve de réconciliation		
Excédent d'actif sur passif	R0700	8 882 124
Actions propres (détenues directement et indirectement)	R0710	
Dividendes, distributions et charges prévisibles	R0720	16 000
Autres éléments de fonds propres de base	R0730	1 584 744
Ajustement pour les éléments de fonds propres restreints relatifs aux portefeuilles sous ajustement égalisateur et aux fonds cantonnés	R0740	
Autres fonds propres non disponibles	R0750	
Réserve de réconciliation	R0760	7 281 380
Bénéfices attendus		
Bénéfices attendus inclus dans les primes futures (EPIFP) – activités vie	R0770	114 062
Bénéfices attendus inclus dans les primes futures (EPIFP) – activités non-vie	R0780	
Total bénéfices attendus inclus dans les primes futures (EPIFP)	R0790	114 062

S.25.01.22 – Capital de solvabilité requis – pour les entreprises qui utilisent la formule standard

		Capital de solvabilité requis brut	Simplifications	PPE
		C0110	C0120	C0090
Risque de marché	R0010	5 060 717		
Risque de défaut de la contrepartie	R0020	215 281		
Risque de souscription en vie	R0030	1 129 465		- Aucun
Risque de souscription en santé	R0040	962 179		- Ecart-type du risque de réserve en santé non-SLT
Risque de souscription en non-vie	R0050	228		- Aucun
Diversification	R0060	-1 497 166		
Risque lié aux immobilisations incorporelles	R0070	0		
Capital de solvabilité requis de base	R0100	5 870 705		

Calcul du capital de solvabilité requis		C0100
Risque opérationnel	R0130	365 527
Capacité d'absorption des pertes des provisions techniques	R0140	-2 033 990
Capacité d'absorption des pertes des impôts différés	R0150	-52 308
Capital requis pour les activités exercées conformément à l'article 4 de la directive 2003/41/CE	R0160	
Capital de solvabilité requis calculé sur la base de l'article 336, point a), du règlement délégué (UE) 2015/35, à l'exclusion de toute exigence de capital supplémentaire	R0200	4 149 935
Exigences de capital supplémentaire déjà définies	R0210	
Dont exigences de capital supplémentaire déjà définies – Article 37, paragraphe 1, type a)	R0211	
Dont exigences de capital supplémentaire déjà définies – Article 37, paragraphe 1, type b)	R0212	
Dont exigences de capital supplémentaire déjà définies – Article 37, paragraphe 1, type c)	R0213	
Dont exigences de capital supplémentaire déjà définies – Article 37, paragraphe 1, type d)	R0214	
Capital de solvabilité requis du groupe sur base consolidée	R0220	5 321 345

Autres informations sur le SCR		
Capital requis pour le sous-module risque sur actions fondé sur la durée	R0400	
Total du capital de solvabilité requis notionnel pour la part restante	R0410	
Total du capital de solvabilité requis notionnel pour les fonds cantonnés	R0420	
Total du capital de solvabilité requis notionnel pour les portefeuilles sous ajustement égalisateur	R0430	
Effets de diversification dus à l'agrégation des nSCR des FC selon l'article 304	R0440	
Minimum de capital de solvabilité requis du groupe sur base consolidée	R0470	1 812 872

Capital de solvabilité requis brut	Simplifications	PPE
C0110	C0120	C0090

Informations sur les autres entités

Capital requis pour les autres secteurs financiers (capital requis hors assurance)	R0500	1 171 410
Capital requis pour les autres secteurs financiers (capital requis hors assurance) – Établissements de crédit, sociétés d'investissement et établissements financiers, gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs, sociétés de gestion d'OPCVM	R0510	6 562
Capital requis pour les autres secteurs financiers (capital requis hors assurance) – Institutions de retraite professionnelle	R0520	1 164 848
Capital requis pour les autres secteurs financiers (capital requis hors assurance) – Capital requis pour les entreprises non réglementées exerçant des activités financières	R0530	
Capital requis pour les participations ne donnant pas le contrôle	R0540	
Capital requis pour entreprises résiduelles	R0550	
Capital requis pour les organismes de placement collectif ou les investissements sous forme de fonds	R0555	
SCR global		
SCR pour les entreprises incluses par D&A	R0560	
Capital de solvabilité requis total du groupe	R0570	5 321 345

S.32.01 – Entreprises dans le périmètre du groupe

Code d'identification de l'entreprise	Pays	Nom juridique de l'entreprise	Type d'entreprise	Forme juridique	Catégorie (mutuelle/ non mutuelle)	Autorité de contrôle	Critères d'influence							Inclusion dans le contrôle de groupe		Calcul de solvabilité du groupe
							% de part de capital	% utilisé pour l'établissement des comptes consolidés	% des droits de vote	Autres critères	Degré d'influence	Part proportionnelle utilisée pour le calcul de la solvabilité du groupe	OUI/NON	Date de la décision si l'article 214 s'applique	Méthode utilisée et, en cas d'utilisation de la première méthode, traitement de l'entreprise	
C0020	C0010	C0040	C0050	C0060	C0070	C0080	C0180	C0190	C0200	C0210	C0220	C0230	C0240	C0250	C0260	
LEI/969500ZOYXHNWU76S762	FR	La Mondiale Groupe	10	GIE	2		100%	100%	100%		1	100%	1		1	
LEI/9695008H4RKQ5E1SRK50	FR	Arial CNP Assurances	9	societe anonyme	2	ACPR	60%	60%	60%		2	60%	1		2	
LEI/969500N6P1Z0UZx2D782	FR	SGAM AG2R La Mondiale	5	SGAM	1		100%	100%	100%		1	100%	1		1	
LEI/969500K8WJD4DHVQG477	FR	SGAPS AG2R La Mondiale	6	SGAPS	2		100%	100%	100%		1	100%	1		1	
LEI/9695004M014SC6YPY328	FR	AG2R Prevoyance	4	institution de prevoyance	2	ACPR	100%	100%	100%		1	100%	1		1	
LEI/969500NL3ILY4G9E3Q26	FR	AGMUT	2	UM	1	ACPR	100%	100%	100%		1	100%	1		1	
LEI/969500NCK4H8WZPXOD59	FR	AG2R La Mondiale Cash	10	GIE	2		89%	83.16%	89%		1	83.16%	1		1	
LEI/969500LOT16HX3R78P61	FR	La Mondiale	1	societe d assurance mutuelle	1	ACPR	100%	100%	100%		1	100%	1		1	
LEI/5493006JYRVW78QV6K46	LU	La Mondiale Europartner	1	societe anonyme	2	CAA	100%	100%	100%		1	100%	1		1	
LEI/969500KVF28A0DD98378	FR	La Mondiale Partenaire	1	societe anonyme	2	ACPR	100%	100%	100%		1	100%	1		1	
LEI/969500W1HBHFN2QTX49	FR	MIAG	4	mutuelle	1	ACPR	100%	100%	100%		1	100%	1		1	
LEI/96950043BCAW7GH5XA72	FR	MPJ	2	mutuelle	1	ACPR	100%	100%	100%		1	100%	1		1	
LEI/9695000AHM7GQ92ZBO70	FR	Prima	2	societe anonyme	2	ACPR	100%	100%	100%		1	100%	1		1	
LEI/969500LNT10YWO8WJ330	FR	Via Sante	4	mutuelle	1	ACPR	100%	100%	100%		1	100%	1		1	
LEI/969500A780SOFST8PC40	FR	La Mondiale Retraite Supplémentaire	9	société anonyme	2	ACPR	100%	100%	100%		1	100%	1		1	
LEI/969500YXWUW2ZU5ZYH35	FR	ARPEGE	4	institution de prevoyance	2	ACPR	100%	100%	100%		1	100%	1		1	

Code d'identification de l'entreprise	Pays	Nom juridique de l'entreprise	Type d'entreprise	Forme juridique	Catégorie (mutuelle/ non mutuelle)	Autorité de contrôle	Critères d'influence						Inclusion dans le contrôle de groupe		Calcul de solvabilité du groupe
							% de part de capital	% utilisé pour l'établissement des comptes consolidés	% des droits de vote	Autres critères	Degré d'influence	Part proportionnelle utilisée pour le calcul de la solvabilité du groupe			
C0020	C0010	C0040	C0050	C0060	C0070	C0080	C0180	C0190	C0200	C0210	C0220	C0230	C0240	C0250	C0260
LEI/969500ZV4YHADNB5Z404	FR	AG2R la Mondiale Gestion d'actifs	8	societe anonyme	2	AMF	100%	100%	100%		1	100%	1		4
SC/35185889	FR	82 92 Reaumur	10	SAS	2		100%	100%	100%		1	100%	1		1
SC/817487077	FR	AGLM IMMO	10	SAS	2		100%	100%	100%		1	100%	1		1
SC/401397765	FR	ÆGIDE - DOMITYS	99	SAS	2		67%	67%	67%		1	67%	1		3
SC/823222211	FR	SCI Pacifique	10	SCI	2		100%	100%	100%		1	100%	1		1
SC/568501993	FR	STAM EC	10	SAS	2		100%	100%	100%		1	100%	1		1
SC/801947052	FR	GIE AG2R	10	GIE	2		72.73%	69.09%	72.73%		1	69.09%	1		1
SC/480994839	FR	AG2R la Mondiale Gestion immobiliere	10	SAS	2		99.88%	99.88%	99.88%		1	99.88%	1		1
SC/441977303	FR	68 Faubourg	10	SARL	2		100%	100%	100%		1	100%	1		1
SC/488132465	FR	La Mondiale Grands Crus	10	SAS	2		100%	100%	100%		1	100%	1		1
SC/578137270	FR	Bristol	10	SA	2		100%	100%	100%		1	100%	1		1
SC/401403894	FR	PARC BRAUN	10	SCI	2		100%	100%	100%		1	100%	1		1
SC/345083588	FR	UCR	10	SAS	2		100%	100%	100%		1	100%	1		1
SC/949419931	FR	AG2R LA MONDIALE Solutions	10	SAS	2		100%	100%	100%		1	100%	1		1
SC/480434281	FR	ADEP	10	SAS	2		100%	100%	100%		1	100%	1		1
SC/909721128	FR	ALM SilverPierre	10	SCI	2		100%	100%	100%		1	100%	1		1
SC/389145251	FR	EUROVIE CONSEIL	10	SARL	2		100%	100%	100%		1	100%	1		1
SC/852922962	FR	ALM Innovation	10	SAS	2		100%	100%	100%		1	100%	1		1

Pays	Indiquer le code ISO 3166-1 alpha-2 du pays où se trouve le siège social de chaque entreprise.
Type d'entreprise	1 – Entreprise d'assurance vie
	2 – Entreprise d'assurance non-vie
	3 – Entreprise de réassurance
	4 – Entreprise multibranches
	5 – Société holding d'assurance au sens de l'article 212, paragraphe 1, point f), de la directive 2009/138/CE
	6 – Société holding mixte d'assurance au sens de l'article 212, paragraphe 1, point g), de la directive 2009/138/CE
	7 – Compagnie financière holding mixte au sens de l'article 212, paragraphe 1, point h), de la directive 2009/138/CE
	8 – Établissement de crédit, entreprise d'investissement ou établissement financier
	9 – Institution de retraite professionnelle
	10 – Entreprise de services auxiliaires au sens de l'article 1er, point 53, du règlement (UE) 2015/35
	11 – Entreprise non réglementée exerçant des activités financières au sens de l'article 1er, point 52, du règlement (UE) 2015/35
	12 – Véhicule de titrisation agréé en vertu de l'article 211 de la directive 2009/138/CE
	13 – Véhicule de titrisation autre qu'agréé en vertu de l'article 211 de la directive 2009/138/CE
	14 – Société de gestion d'OPCVM au sens de l'article 1er, point 54, du règlement (UE) 2015/35
	15 – Gestionnaire de fonds d'investissement alternatif au sens de l'article 1er, point 55, du règlement (UE) 2015/35
	99 – Autre
Catégorie (mutuelle/non mutuelle)	1 – Mutuelle
	2 – Non mutuelle
Degré d'influence	1 – Dominante
	2 – Significative
Inclusion dans le contrôle de groupe	1 – Incluse dans le contrôle du groupe
	2 – Non incluse dans le contrôle du groupe (article 214, paragraphe 2, point a))
	3 – Non incluse dans le contrôle du groupe (article 214, paragraphe 2, point b))
	4 – Non incluse dans le contrôle du groupe (article 214, paragraphe 2, point c))
Méthode utilisée et, en cas d'utilisation de la première méthode, traitement de l'entreprise	1 – Première méthode: consolidation intégrale
	2 – Première méthode: consolidation proportionnelle
	3 – Première méthode: méthode de la mise en équivalence corrigée
	4 – Première méthode: règles sectorielles
	5 – Seconde méthode: Solvabilité II
	6 – Seconde méthode: autres règles sectorielles
	7 – Seconde méthode: règles locales
	8 – Déduction de la participation conformément à l'article 229 de la directive 2009/138/CE
	9 – Non-inclusion dans le contrôle de groupe conformément à l'article 214 de la directive 2009/138/CE
	10 – Autre méthode

AG2R Prévoyance

le modèle S.02.01.02 pour la communication d'informations sur le bilan établies selon les principes de valorisation de l'article 75 de la Directive 2009/138/CE	Applicable
le modèle S.04.05.21 pour la communication d'informations sur les primes, sinistres et dépenses par lignes d'activités	Non applicable
le modèle S.05.01.02 pour la communication d'informations sur les primes, sinistres et dépenses par pays	Applicable
le modèle S.12.01.02 pour la communication d'informations sur les provisions techniques d'assurance vie et d'assurance santé exercée sur une base technique similaire à celle de l'assurance vie (ci-après « santé similaire à la vie »), par ligne d'activité au sens de l'annexe I du Règlement délégué (UE) 2015/35	Applicable
le modèle S.17.01.02 pour la communication d'informations sur les provisions techniques non-vie pour chaque ligne d'activité au sens de l'annexe I du Règlement délégué (UE) 2015/35	Applicable
le modèle S.19.01.21 pour la communication d'informations sur les sinistres en non-vie sous la forme de triangles de développement	Applicable
le modèle S.22.01.21 pour la communication d'informations sur l'impact des mesures relatives aux garanties de long terme et des mesures transitoires	Applicable
le modèle S.23.01.01 pour la communication d'informations sur les fonds propres, y compris les fonds propres de base et les fonds propres auxiliaires	Applicable
le modèle S.25.01.21 pour la communication d'informations sur le capital de solvabilité requis calculé à l'aide de la formule standard	Applicable
le modèle S.25.02.21 pour la communication d'informations sur le capital de solvabilité requis calculé à l'aide de la formule standard et d'un modèle interne partiel	Non applicable
le modèle S.25.03.21 pour la communication d'informations sur le capital de solvabilité requis calculé à l'aide d'un modèle interne intégral	Non applicable
le modèle S.28.01.01 concernant le minimum de capital requis pour les entreprises d'assurance et de réassurance exerçant une activité d'assurance ou de réassurance uniquement vie ou uniquement non-vie	Non applicable
le modèle S.28.02.01 concernant le minimum de capital requis pour les entreprises d'assurance exerçant des activités à la fois en vie et en non-vie.	Applicable

S.02.01.02 – Bilan

Valeur Solvabilité II

C0010

Actifs		
Immobilisations incorporelles	R0030	0
Actifs d'impôts différés	R0040	234 050
Excédent du régime de retraite	R0050	
Immobilisations corporelles détenues pour usage propre	R0060	
Investissements (autres qu'actifs en représentation de contrats en unités de compte et indexés)	R0070	5 091 907
– Biens immobiliers (autres que détenus pour usage propre)	R0080	
– Détentions dans des entreprises liées, y compris participations	R0090	552 569
– Actions	R0100	127 445
• Actions – cotées	R0110	109 842
• Actions – non cotées	R0120	17 603
– Obligations	R0130	4 109 179
• Obligations d'État	R0140	1 432 902
• Obligations d'entreprise	R0150	2 654 021
• Titres structurés	R0160	22 256
• Titres garantis	R0170	0
– Organismes de placement collectif	R0180	100 468
– Produits dérivés	R0190	2 161
– Dépôts autres que les équivalents de trésorerie	R0200	
– Autres investissements	R0210	200 085
Actifs en représentation de contrats en unités de compte et indexés	R0220	
Prêts et prêts hypothécaires	R0230	5 654
– Avances sur police	R0240	
– Prêts et prêts hypothécaires aux particuliers	R0250	
– Autres prêts et prêts hypothécaires	R0260	5 654
Montants recouvrables au titre des contrats de réassurance	R0270	3 214 545
– Non-vie et santé similaire à la non-vie	R0280	1 160 297
• Non-vie hors santé	R0290	0
• Santé similaire à la non-vie	R0300	1 160 297
– Vie et santé similaire à la vie, hors santé, UC et indexés	R0310	2 054 249
– Santé similaire à la vie	R0320	1 275 905
– Vie hors santé, UC et indexés	R0330	778 344
– Vie UC et indexés	R0340	
Dépôts auprès des cédantes	R0350	397 503
Créances nées d'opérations d'assurance et montants à recevoir d'intermédiaires	R0360	1 309 084
Créances nées d'opérations de réassurance	R0370	101 554
Autres créances (hors assurance)	R0380	30 656
Actions propres auto-détenues (directement)	R0390	
Éléments de fonds propres ou fonds initial appelé(s), mais non encore payé(s)	R0400	
Trésorerie et équivalents de trésorerie	R0410	202 263
Autres actifs non mentionnés dans les postes ci-dessus	R0420	50 996
Total de l'actif	R0500	10 638 212

Passifs		
Provisions techniques non-vie	R0510	3 171 605
– Provisions techniques non-vie (hors santé)	R0520	0
• Provisions techniques calculées comme un tout	R0530	0
• Meilleure estimation	R0540	
• Marge de risque	R0550	
– Provisions techniques santé (similaire à la non-vie)	R0560	3 171 605
• Provisions techniques calculées comme un tout	R0570	0
• Meilleure estimation	R0580	3 080 726
• Marge de risque	R0590	90 879
– Provisions techniques vie (hors UC et indexés)	R0600	4 588 085
• Provisions techniques santé (similaire à la vie)	R0610	2 959 004
• Provisions techniques calculées comme un tout	R0620	0
• Meilleure estimation	R0630	2 874 217
• Marge de risque	R0640	84 787
Provisions techniques vie (hors santé, UC et indexés)	R0650	1 629 081
– Provisions techniques calculées comme un tout	R0660	0
– Meilleure estimation	R0670	1 582 401
– Marge de risque	R0680	46 680
Provisions techniques UC et indexés	R0690	
– Provisions techniques calculées comme un tout	R0700	
– Meilleure estimation	R0710	
– Marge de risque	R0720	
Passifs éventuels	R0740	
Provisions autres que les provisions techniques	R0750	2 944
Provisions pour retraite	R0760	
Dépôts des réassureurs	R0770	59 943
Passifs d'impôts différés	R0780	
Produits dérivés	R0790	10 648
Dettes envers des établissements de crédit	R0800	29 760
Dettes financières autres que celles envers les établissements de crédit	R0810	200 000
Dettes nées d'opérations d'assurance et montants dus aux intermédiaires	R0820	177 655
Dettes nées d'opérations de réassurance	R0830	487 170
Autres dettes (hors assurance)	R0840	223 526
Passifs subordonnés	R0850	420 195
– Passifs subordonnés non inclus dans les fonds propres de base	R0860	147 422
– Passifs subordonnés inclus dans les fonds propres de base	R0870	272 773
Autres dettes non mentionnées dans les postes ci-dessus	R0880	7 633
Total du passif	R0900	9 379 165
Excédent d'actif sur passif	R1000	1 259 047

S.05.01.02 – 01 – Primes, sinistres et dépenses par ligne d'activité

		Ligne d'activité pour : engagements d'assurance et de réassurance non-vie (assurance directe et réassurance proportionnelle acceptée)													Ligne d'activité pour: réassurance non proportionnelle acceptée				Total
		Assurance des frais médicaux	Assurance de protection du revenu	Assurance d'indemnisation des travailleurs	Assurance de responsabilité civile automobile	Autre assurance des véhicules à moteur	Assurance maritime, aérienne et transport	Assurance incendie et autres dommages aux biens	Assurance de responsabilité civile générale	Assurance crédit et cautionnement	Assurance de protection juridique	Assistance	Pertes pécuniaires diverses	Santé	Accidents	Assurance maritime, aérienne et transport	Biens		
		C0010	C0020	C0030	C0040	C0050	C0060	C0070	C0080	C0090	C0100	C0110	C0120	C0130	C0140	C0150	C0160	C0200	
Primes émises																			
Brutes - Assurance directe	R0110	1 352 277	613 939															1 966 216	
Brutes - Réassurance proportionnelle acceptée	R0120	598 672	88 693															687 365	
Brutes - Réassurance non proportionnelle acceptée	R0130																	0	
Part des réassureurs	R0140	795 034	267 743															1 062 776	
Nettes	R0200	1 155 916	434 889															1 590 805	
Primes acquises																			
Brutes - Assurance directe	R0210	1 288 053	593 123															1 881 176	
Brutes - Réassurance proportionnelle acceptée	R0220	571 848	108 742															680 590	
Brutes - Réassurance non proportionnelle acceptée	R0230																	0	
Part des réassureurs	R0240	773 911	266 412															1 040 323	
Nettes	R0300	1 085 990	435 453															1 521 443	
Charge des sinistres																			
Brute - Assurance directe	R0310	1 148 555	362 745															1 511 300	
Brute - Réassurance proportionnelle acceptée	R0320	439 896	57 959															497 855	
Brute - Réassurance non proportionnelle acceptée	R0330																	0	
Part des réassureurs	R0340	685 418	86 747															772 165	
Nette	R0400	903 033	333 957															1 236 990	
Dépenses engagées	R0550	237 512	45 932															283 444	
Solde - Autres dépenses/recettes techniques	R1200																		
Total des dépenses	R1300																	283 444	

S.05.01.02 – 02 – Primes, sinistres et dépenses par ligne d’activité

		Ligne d'activité pour : engagements d'assurance vie							Engagements de réassurance vie			Total
		Assurance maladie	Assurance avec participation aux bénéfices	Assurance indexée et en unités de compte	Autres assurances vie	Rentes découlant des contrats d'assurance non-vie et liées aux engagements d'assurance santé	Rentes découlant des contrats d'assurance non-vie et liées aux engagements d'assurance autres que les engagements d'assurance santé	Réassurance maladie	Réassurance vie			
		C0210	C0220	C0230	C0240	C0250	C0260	C0270	C0280	C0300		
Primes émises												
Brutes	R1410	41	513 488	0	0	426 320	0	14 980	83 095	1 037 923		
	R1420	27	244 868	0	0	187 919	0	3 693	21 413	457 921		
	R1500	14	268 619	0	0	238 400	0	11 288	61 682	580 003		
Primes acquises												
Brutes	R1510	41	504 446	0	0	413 679	0	15 974	90 585	1 024 726		
	R1520	27	244 291	0	0	182 754	0	3 967	28 601	459 641		
	R1600	14	260 155	0	0	230 925	0	12 007	61 984	565 085		
Charge des sinistres												
Brute	R1610	0	250 643	0	0	527 125	0	-174 898	56 168	659 038		
	R1620	0	124 829	0	0	206 734	0	5 495	28 148	365 207		
	R1700	0	125 814	0	0	320 390	0	-180 393	28 020	293 831		
Dépenses engagées	R1900	-6	42 530	0	0	39 087	0	1 617	3 842	87 069		
Solde - Autres dépenses/recettes techniques		R2500										
Total des dépenses		R2600								87 069		
Montant total des rachats		R2700										

S.12.01.02 – Provisions techniques vie et santé SLT

	Assurance avec participation aux bénéfices	Assurance indexée et en unités de compte			Autres assurances vie			Rentes découlant des contrats d'assurance non-vie et liées aux engagements d'assurance autres que les engagements d'assurance santé	Réassurance acceptée	Total (vie hors santé, y compris UC)
		Contrats sans options ni garanties	Contrats avec options ou garanties		Contrats sans options ni garanties	Contrats avec options ou garanties				
	C0020	C0030	C0040	C0050	C0060	C0070	C0080	C0090	C0100	C0150
Provisions techniques calculées comme un tout	R0010									
Total des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite, après l'ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie, correspondant aux provisions techniques calculées comme un tout	R0020									
Provisions techniques calculées comme la somme de la meilleure estimation et de la marge de risque										
Meilleure estimation										
Meilleure estimation brute	R0030	1 235 710		0		0	0	0	346 691	1 582 401
Total des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite, après ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie	R0080	650 206		0		0	0	0	128 137	778 344
Meilleure estimation diminuée des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite	R0090	585 504		0		0	0	0	218 554	804 058
Marge de risque	R0100	36 453	0		0			0	10 227	46 680
Provisions techniques - Total	R0200	1 272 163	0		0			0	356 918	1 629 081

		Assurance santé (assurance directe)			Rentes découlant des contrats d'assurance non-vie et liées aux engagements d'assurance santé	Réassurance santé (réassurance acceptée)	Total (santé similaire à la vie)	
		Contrats sans options ni garanties		Contrats avec options ou garanties				
		C0160	C0170					C0180
Provisions techniques calculées comme un tout		R0010						
Total des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite, après l'ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie, correspondant aux provisions techniques calculées comme un tout		R0020						
Provisions techniques calculées comme la somme de la meilleure estimation et de la marge de risque								
Meilleure estimation								
Meilleure estimation brute		R0030		11 357	0	2 531 713	331 147	2 874 217
Total des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite, après ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie		R0080		0	0	1 199 938	75 967	1 275 905
Meilleure estimation diminuée des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite		R0090		11 357	0	1 331 775	255 180	1 598 312
Marge de risque		R0100	75 019			0	9 769	84 787
Provisions techniques - Total		R0200	86 375			2 531 713	340 916	2 959 004

S.17.01.02 – Provisions techniques non-vie

	Assurance directe et réassurance proportionnelle acceptée										
	Assurance des frais médicaux	Assurance de protection du revenu	Assurance d'indemnisation des travailleurs	Assurance de responsabilité civile automobile	Autre assurance des véhicules à moteur	Assurance maritime, aérienne et transport	Assurance incendie et autres dommages aux biens	Assurance de responsabilité civile générale	Assurance de crédit et cautionnement		
	C0020	C0030	C0040	C0050	C0060	C0070	C0080	C0090	C0100		
Provisions techniques calculées comme un tout	R0010										
Total des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finie, après l'ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie, correspondant aux provisions techniques calculées comme un tout	R0050										
Provisions techniques calculées comme la somme de la meilleure estimation et de la marge de risque											
Meilleure estimation											
<i>Provisions pour primes</i>											
Brutes	R0060	332 396	236 613	0	0	0	0	0	0	0	0
Total des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finie, après ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie	R0140	126 454	108 518	0	0	0	0	0	0	0	0
Meilleure estimation nette des provisions pour primes	R0150	205 942	128 096	0	0	0	0	0	0	0	0
<i>Provisions pour sinistres</i>											
Brutes	R0160	439 596	2 072 120	0	0	0	0	0	0	0	0
Total des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finie, après ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie	R0240	159 529	765 796	0	0	0	0	0	0	0	0
Meilleure estimation nette des provisions pour sinistres	R0250	280 067	1 306 323	0	0	0	0	0	0	0	0
Total meilleure estimation - brut	R0260	771 993	2 308 733	0	0	0	0	0	0	0	0
Total meilleure estimation - net	R0270	486 010	1 434 419	0	0	0	0	0	0	0	0
Marge de risque	R0280	22 773	68 106	0	0	0	0	0	0	0	0
Provisions techniques - Total											
Provisions techniques - Total	R0320	794 766	2 376 839	0	0	0	0	0	0	0	0
Montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finie, après ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie - total	R0330	285 983	874 314	0	0	0	0	0	0	0	0
Provisions techniques nettes des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finie	R0340	508 783	1 502 525	0	0	0	0	0	0	0	0

	Assurance directe et réassurance proportionnelle acceptée			Réassurance non proportionnelle acceptée					Total engagements en non-vie
	Assurance de protection juridique	Assistance	Pertes pécuniaires diverses	Réassurance santé non proportionnelle	Réassurance accidents non proportionnelle	Réassurance maritime, aérienne et transport non proportionnelle	Réassurance dommages non proportionnelle		
	C0110	C0120	C0130	C0140	C0150	C0160	C0170	C0180	
Provisions techniques calculées comme un tout		R0010							
Total des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite, après l'ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie, correspondant aux provisions techniques calculées comme un tout		R0050							
Provisions techniques calculées comme la somme de la meilleure estimation et de la marge de risque									
Meilleure estimation									
Provisions pour primes									
Brutes	R0060	0	0	0				569 010	
Total des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite, après ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie	R0140	0	0	0	0	0	0	234 972	
Meilleure estimation nette des provisions pour primes	R0150	0	0	0	0	0	0	334 038	
Provisions pour sinistres									
Brutes	R0160							2 511 716	
Total des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite, après ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie	R0240	0	0	0	0	0	0	925 325	
Meilleure estimation nette des provisions pour sinistres	R0250	0	0	0	0	0	0	1 586 391	
Total meilleure estimation - brut	R0260	0	0	0				3 080 726	
Total meilleure estimation - net	R0270	0	0	0	0	0	0	1 920 429	
Marge de risque	R0280	0	0	0	0	0	0	90 879	
Provisions techniques - Total									
Provisions techniques - Total	R0320	0	0	0	0	0	0	3 171 605	
Montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite, après ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie - total	R0330	0	0	0	0	0	0	1 160 297	
Provisions techniques nettes des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite	R0340	0	0	0	0	0	0	2 011 308	

S.19.01.21 - Sinistres en non-vie

Année d'accident / année de souscription	1
--	---

Sinistres payés bruts (non cumulés)

[illegible]

S.22.01.21 – Impact des mesures relatives aux garanties de long terme et des mesures transitoires

		Montant avec mesures relatives aux garanties de long terme et mesures transitoires	Impact des mesures transitoires sur les provisions techniques	Impact des mesures transitoires sur les taux d'intérêt	Impact d'une correction pour volatilité fixée à zéro	Impact d'un ajustement égalisateur fixé à zéro
		C0010	C0030	C0050	C0070	C0090
Provisions techniques	R0010	7 759 690	0	0	89 386	0
Fonds propres de base	R0020	1 531 821	0	0	-38 374	0
Fonds propres éligibles pour couvrir le SCR	R0050	1 440 915	0	0	-50 380	0
Capital de solvabilité requis	R0090	954 293	0	0	9 053	0
Fonds propres éligibles pour couvrir le minimum de capital requis	R0100	1 216 152	0	0	-50 924	0
Minimum de capital requis	R0110	429 432	0	0	4 074	0

S.23.01.01 – 01 – Fonds propres

		Total	Niveau 1 - non restreint	Niveau 1 - restreint	Niveau 2	Niveau 3
		C0010	C0020	C0030	C0040	C0050
Fonds propres de base avant déduction pour participations dans d'autres secteurs financiers, comme prévu à l'article 68 du règlement délégué 2015/35						
Capital en actions ordinaires (brut des actions propres)	R0010					
Compte de primes d'émission lié au capital en actions ordinaires	R0030					
Fonds initial, cotisations des membres ou élément de fonds propres de base équivalent pour les mutuelles et les entreprises de type mutuel	R0040	1 372	1 372			
Comptes mutualistes subordonnés	R0050					
Fonds excédentaires	R0070					
Actions de préférence	R0090					
Compte de primes d'émission lié aux actions de préférence	R0110					
Réserve de réconciliation	R0130	1 023 625	1 023 625			
Passifs subordonnés	R0140	272 773		105 268	167 505	
Montant égal à la valeur des actifs d'impôts différés nets	R0160	234 050				234 050
Autres éléments de fonds propres approuvés par l'autorité de contrôle en tant que fonds propres de base non spécifiés supra	R0180					
Fonds propres issus des états financiers qui ne devraient pas être inclus dans la réserve de réconciliation et qui ne respectent pas les critères de fonds propres de Solvabilité II						
Fonds propres issus des états financiers qui ne devraient pas être inclus dans la réserve de réconciliation et qui ne respectent pas les critères de fonds propres de Solvabilité II	R0220					
Déductions						
Déductions pour participations dans des établissements de crédit et des établissements financiers	R0230					
Total fonds propres de base après déductions	R0290	1 531 821	1 024 997	105 268	167 505	234 050
Fonds propres auxiliaires						
Capital en actions ordinaires non libéré et non appelé, callable sur demande	R0300					
Fonds initial, cotisations des membres ou élément de fonds propres de base équivalents, non libérés, non appelés et appelables sur demande, pour les mutuelles et les entreprises de type mutuel	R0310					
Actions de préférence non libérées et non appelées, appelables sur demande	R0320					
Engagements juridiquement contraignants de souscrire et de payer des passifs subordonnés sur demande	R0330					
Lettres de crédit et garanties relevant de l'article 96, paragraphe 2, de la directive 2009/138/CE	R0340					

		Total	Niveau 1 - non restreint	Niveau 1 - restreint	Niveau 2	Niveau 3
		C0010	C0020	C0030	C0040	C0050
Lettres de crédit et garanties ne relevant pas de l'article 96, paragraphe 2, de la directive 2009/138/CE	R0350					
Rappels de cotisations en vertu de l'article 96, point 3, de la directive 2009/138/CE	R0360					
Rappels de cotisations ne relevant pas de l'article 96, paragraphe 3, de la directive 2009/138/CE	R0370					
Autres fonds propres auxiliaires	R0390					
Total fonds propres auxiliaires	R0400					
Fonds propres éligibles et disponibles						
Total des fonds propres disponibles pour couvrir le capital de solvabilité requis	R0500	1 531 821	1 024 997	105 268	167 505	234 050
Total des fonds propres disponibles pour couvrir le minimum de capital requis	R0510	1 297 771	1 024 997	105 268	167 505	
Total des fonds propres éligibles pour couvrir le capital de solvabilité requis	R0540	1 440 915	1 024 997	105 268	167 505	143 144
Total des fonds propres éligibles pour couvrir le minimum de capital requis	R0550	1 216 152	1 024 997	105 268	85 886	
Capital de solvabilité requis	R0580	954 293				
Minimum de capital requis	R0600	429 432				
Ratio fonds propres éligibles sur capital de solvabilité requis	R0620	151%				
Ratio fonds propres éligibles sur minimum de capital requis	R0640	283%				

S.23.01.01 – 02 – Fonds propres

		C0060
Réserve de réconciliation		
Excédent d'actif sur passif	R0700	1 259 047
Actions propres (détenues directement et indirectement)	R0710	
Dividendes, distributions et charges prévisibles	R0720	
Autres éléments de fonds propres de base	R0730	235 422
Ajustement pour les éléments de fonds propres restreints relatifs aux portefeuilles sous ajustement égalisateur et aux fonds cantonnés	R0740	
Réserve de réconciliation	R0760	1 023 625
Bénéfices attendus		
Bénéfices attendus inclus dans les primes futures (EPIFP) – activités vie	R0770	40 457
Bénéfices attendus inclus dans les primes futures (EPIFP) – activités non-vie	R0780	17 272
Total bénéfices attendus inclus dans les primes futures (EPIFP)	R0790	57 729

S.25.01.21 – Capital de solvabilité requis – pour les entreprises qui utilisent la formule standard

		Capital de solvabilité requis brut	Simplifications	PPE
		C0110	C0120	C0090
Risque de marché	R0010	468 086		
Risque de défaut de la contrepartie	R0020	47 400		
Risque de souscription en vie	R0030	76 186		- Aucun
Risque de souscription en santé	R0040	622 196		- Écart-type du risque de réserve en santé non-SLT
Risque de souscription en non-vie	R0050	0		- Aucun
Diversification	R0060	-303 329		
Risque lié aux immobilisations incorporelles	R0070			
Capital de solvabilité requis de base	R0100	910 539		

Calcul du capital de solvabilité requis		C0100
Risque opérationnel	R0130	112 477
Capacité d'absorption des pertes des provisions techniques	R0140	-68 722
Capacité d'absorption des pertes des impôts différés	R0150	
Capital requis pour les activités exercées conformément à l'article 4 de la directive 2003/41/CE	R0160	
Capital de solvabilité requis à l'exclusion des exigences de capital supplémentaire	R0200	954 293
Exigences de capital supplémentaire déjà définies	R0210	
Dont exigences de capital supplémentaire déjà définies – Article 37, paragraphe 1, type a)	R0211	
Dont exigences de capital supplémentaire déjà définies – Article 37, paragraphe 1, type b)	R0212	
Dont exigences de capital supplémentaire déjà définies – Article 37, paragraphe 1, type c)	R0213	
Dont exigences de capital supplémentaire déjà définies – Article 37, paragraphe 1, type d)	R0214	
Capital de solvabilité requis	R0220	954 293

Autres informations sur le SCR

Capital requis pour le sous-module risque sur actions fondé sur la durée	R0400	
Total du capital de solvabilité requis notionnel pour la part restante	R0410	
Total du capital de solvabilité requis notionnel pour les fonds cantonnés	R0420	
Total du capital de solvabilité requis notionnel pour les portefeuilles sous ajustement égalisateur	R0430	
Effets de diversification dus à l'agrégation des nSCR des FC selon l'article 304	R0440	

Approche concernant le taux d'imposition		C0109
Approche basée sur le taux d'imposition moyen	R0590	3

Calcul de la capacité d'absorption de pertes des impôts différés		C0130
LAC DT	R0640	
LAC DT justifiée par la reprise de passifs d'impôts différés	R0650	
LAC DT justifiée au regard de probables bénéfices économiques imposables futur	R0660	
LAC DT justifiée par le report en arrière, exercice en cours	R0670	
LAC DT justifiée par le report en arrière, exercices futurs	R0680	
LAC DT maximale	R0690	

S.28.02.01 – Minimum de capital requis (Activités d'assurance ou de réassurance à la fois vie et non-vie)

		Activités en non-vie	Activités en vie
		Résultat MCR(NL,NL)	Résultat MCR(NL,NL)
		C0010	C0020
Terme de la formule linéaire pour les engagements d'assurance et de réassurance non-vie	R0010	323 270	

		Activités en non-vie		Activités en vie	
		Meilleure estimation et PT calculées comme un tout, nettes (de la réassurance/ des véhicules de titrisation)	Primes émises au cours des 12 derniers mois, nettes (de la réassurance)	Meilleure estimation et PT calculées comme un tout, nettes (de la réassurance/ des véhicules de titrisation)	Primes émises au cours des 12 derniers mois, nettes (de la réassurance)
		C0030	C0040	C0050	C0060
Assurance frais médicaux et réassurance proportionnelle y afférente	R0020	486 010	1 155 916		
Assurance de protection du revenu, y compris réassurance proportionnelle y afférente	R0030	1 434 419	684 590		
Assurance indemnisation des travailleurs et réassurance proportionnelle y afférente	R0040				
Assurance de responsabilité civile automobile et réassurance proportionnelle y afférente	R0050				
Autre assurance des véhicules à moteur et réassurance proportionnelle y afférente	R0060				
Assurance maritime, aérienne et transport et réassurance proportionnelle y afférente	R0070				
Assurance incendie et autres dommages aux biens et réassurance proportionnelle y afférente	R0080				
Assurance de responsabilité civile générale et réassurance proportionnelle y afférente	R0090				
Assurance crédit et cautionnement et réassurance proportionnelle y afférente	R0100				
Assurance de protection juridique et réassurance proportionnelle y afférente	R0110				
Assurance assistance et réassurance proportionnelle y afférente	R0120				
Assurance pertes pécuniaires diverses et réassurance proportionnelle y afférente	R0130				
Réassurance santé non proportionnelle	R0140				
Réassurance accidents non proportionnelle	R0150				
Réassurance maritime, aérienne et transport non proportionnelle	R0160				
Réassurance dommages non proportionnelle	R0170				

		Activités en non-vie	Activités en vie
		Résultat MCR(L,NL)	Résultat MCR(L,L)
		C0070	C0080
Terme de la formule linéaire pour les engagements d'assurance et de réassurance vie	R0200		125 952

		Activités en non-vie		Activités en vie	
		Meilleure estimation et PT calculées comme un tout, nettes (de la réassurance/ des véhicules de titrisation)	Montant total du capital sous risque net (de la réassurance/ des véhicules de titrisation)	Meilleure estimation et PT calculées comme un tout, nettes (de la réassurance/ des véhicules de titrisation)	Montant total du capital sous risque net (de la réassurance/ des véhicules de titrisation)
		C0090	C0100	C0110	C0120
Engagements avec participation aux bénéfices – Prestations garanties	R0210			726 255	
Engagements avec participation aux bénéfices – Prestations discrétionnaires futures	R0220			77 803	
Engagements d'assurance avec prestations indexées et en unités de compte	R0230			0	
Autres engagements de (ré)assurance vie et de (ré)assurance santé	R0240			1 598 312	
Montant total du capital sous risque pour tous les engagements de (ré)assurance vie	R0250				99 373 430

Calcul du MCR global

		C0130
MCR linéaire	R0300	449 221
Capital de solvabilité requis	R0310	954 293
Plafond du MCR	R0320	429 432
Plancher du MCR	R0330	238 573
MCR combiné	R0340	429 432
Seuil plancher absolu du MCR	R0350	6 700
Minimum de capital requis	R0400	429 432

Calcul du montant notionnel du MCR en non-vie et en vie

		Activités en non-vie	Activités en vie
		C0140	C0150
Montant notionnel du MCR linéaire	R0500	323 270	125 952
Montant notionnel du SCR hors capital supplémentaire (calcul annuel ou dernier calcul)	R0510	686 730	267 562
Plafond du montant notionnel du MCR	R0520	309 029	120 403
Plancher du montant notionnel du MCR	R0530	171 683	66 891
Montant notionnel du MCR combiné	R0540	309 029	120 403
Seuil plancher absolu du montant notionnel du MCR	R0550	2 700	4 000
Montant notionnel du MCR	R0560	309 029	120 403

Arpege Prévoyance

le modèle S.02.01.02 pour la communication d'informations sur le bilan établies selon les principes de valorisation de l'article 75 de la Directive 2009/138/CE	Applicable
le modèle S.04.05.21 pour la communication d'informations sur les primes, sinistres et dépenses par lignes d'activités	Non applicable
le modèle S.05.01.02 pour la communication d'informations sur les primes, sinistres et dépenses par pays	Applicable
le modèle S.12.01.02 pour la communication d'informations sur les provisions techniques d'assurance vie et d'assurance santé exercée sur une base technique similaire à celle de l'assurance vie (ci-après « santé similaire à la vie »), par ligne d'activité au sens de l'annexe I du Règlement délégué (UE) 2015/35	Applicable
le modèle S.17.01.02 pour la communication d'informations sur les provisions techniques non-vie pour chaque ligne d'activité au sens de l'annexe I du Règlement délégué (UE) 2015/35	Applicable
le modèle S.19.01.21 pour la communication d'informations sur les sinistres en non-vie sous la forme de triangles de développement	Applicable
le modèle S.22.01.21 pour la communication d'informations sur l'impact des mesures relatives aux garanties de long terme et des mesures transitoires	Applicable
le modèle S.23.01.01 pour la communication d'informations sur les fonds propres, y compris les fonds propres de base et les fonds propres auxiliaires	Applicable
le modèle S.25.01.21 pour la communication d'informations sur le capital de solvabilité requis calculé à l'aide de la formule standard	Applicable
le modèle S.25.02.21 pour la communication d'informations sur le capital de solvabilité requis calculé à l'aide de la formule standard et d'un modèle interne partiel	Non applicable
le modèle S.25.03.21 pour la communication d'informations sur le capital de solvabilité requis calculé à l'aide d'un modèle interne intégral	Non applicable
le modèle S.28.01.01 concernant le minimum de capital requis pour les entreprises d'assurance et de réassurance exerçant une activité d'assurance ou de réassurance uniquement vie ou uniquement non-vie	Non applicable
le modèle S.28.02.01 concernant le minimum de capital requis pour les entreprises d'assurance exerçant des activités à la fois en vie et en non-vie.	Applicable

S.02.01.02 – Bilan

Valeur Solvabilité II

C0010

Actifs		
Immobilisations incorporelles	R0030	
Actifs d'impôts différés	R0040	24 095
Excédent du régime de retraite	R0050	
Immobilisations corporelles détenues pour usage propre	R0060	250
Investissements (autres qu'actifs en représentation de contrats en unités de compte et indexés)	R0070	519 108
– Biens immobiliers (autres que détenus pour usage propre)	R0080	
– Détentions dans des entreprises liées, y compris participations	R0090	38 886
– Actions	R0100	270
• Actions – cotées	R0110	
• Actions – non cotées	R0120	270
– Obligations	R0130	419 439
• Obligations d'État	R0140	161 209
• Obligations d'entreprise	R0150	258 229
• Titres structurés	R0160	
• Titres garantis	R0170	0
– Organismes de placement collectif	R0180	60 514
– Produits dérivés	R0190	
– Dépôts autres que les équivalents de trésorerie	R0200	
– Autres investissements	R0210	
Actifs en représentation de contrats en unités de compte et indexés	R0220	
Prêts et prêts hypothécaires	R0230	
– Avances sur police	R0240	
– Prêts et prêts hypothécaires aux particuliers	R0250	
– Autres prêts et prêts hypothécaires	R0260	
Montants recouvrables au titre des contrats de réassurance	R0270	70 185
– Non-vie et santé similaire à la non-vie	R0280	17 595
• Non-vie hors santé	R0290	0
• Santé similaire à la non-vie	R0300	17 595
– Vie et santé similaire à la vie, hors santé, UC et indexés	R0310	52 590
– Santé similaire à la vie	R0320	21 125
– Vie hors santé, UC et indexés	R0330	31 465
– Vie UC et indexés	R0340	
Dépôts auprès des cédantes	R0350	11 673
Créances nées d'opérations d'assurance et montants à recevoir d'intermédiaires	R0360	91 078
Créances nées d'opérations de réassurance	R0370	1 565
Autres créances (hors assurance)	R0380	10 306
Actions propres auto-détenues (directement)	R0390	
Éléments de fonds propres ou fonds initial appelé(s), mais non encore payé(s)	R0400	
Trésorerie et équivalents de trésorerie	R0410	27 115
Autres actifs non mentionnés dans les postes ci-dessus	R0420	2 513
Total de l'actif	R0500	757 888

Passifs		
Provisions techniques non-vie	R0510	167 587
– Provisions techniques non-vie (hors santé)	R0520	0
• Provisions techniques calculées comme un tout	R0530	0
• Meilleure estimation	R0540	
• Marge de risque	R0550	
– Provisions techniques santé (similaire à la non-vie)	R0560	167 587
• Provisions techniques calculées comme un tout	R0570	0
• Meilleure estimation	R0580	160 485
• Marge de risque	R0590	7 102
– Provisions techniques vie (hors UC et indexés)	R0600	293 643
• Provisions techniques santé (similaire à la vie)	R0610	187 909
• Provisions techniques calculées comme un tout	R0620	0
• Meilleure estimation	R0630	179 903
• Marge de risque	R0640	8 006
Provisions techniques vie (hors santé, UC et indexés)	R0650	105 734
– Provisions techniques calculées comme un tout	R0660	0
– Meilleure estimation	R0670	101 253
– Marge de risque	R0680	4 481
Provisions techniques UC et indexés	R0690	
– Provisions techniques calculées comme un tout	R0700	
– Meilleure estimation	R0710	
– Marge de risque	R0720	
Passifs éventuels	R0740	
Provisions autres que les provisions techniques	R0750	170
Provisions pour retraite	R0760	
Dépôts des réassureurs	R0770	
Passifs d'impôts différés	R0780	
Produits dérivés	R0790	
Dettes envers des établissements de crédit	R0800	973
Dettes financières autres que celles envers les établissements de crédit	R0810	
Dettes nées d'opérations d'assurance et montants dus aux intermédiaires	R0820	14 650
Dettes nées d'opérations de réassurance	R0830	6 182
Autres dettes (hors assurance)	R0840	5 057
Passifs subordonnés	R0850	
– Passifs subordonnés non inclus dans les fonds propres de base	R0860	
– Passifs subordonnés inclus dans les fonds propres de base	R0870	
Autres dettes non mentionnées dans les postes ci-dessus	R0880	130
Total du passif	R0900	488 394
Excédent d'actif sur passif	R1000	269 494

S.05.01.02 – 01 – Primes, sinistres et dépenses par ligne d'activité

		Ligne d'activité pour : engagements d'assurance et de réassurance non-vie (assurance directe et réassurance proportionnelle acceptée)													Ligne d'activité pour : réassurance proportionnelle acceptée				Total
		Assurance des frais médicaux	Assurance de protection du revenu	Assurance d'indemnisation des travailleurs	Assurance de responsabilité civile automobile	Autre assurance des véhicules à moteur	Assurance maritime, aérienne et transport	Assurance incendie et autres dommages aux biens	Assurance de responsabilité civile générale	Assurance crédit et cautionnement	Assurance de protection juridique	Assistance	Pertes pécuniaires diverses	Santé	Accidents	Assurance maritime, aérienne et transport	Biens		
		C0010	C0020	C0030	C0040	C0050	C0060	C0070	C0080	C0090	C0100	C0110	C0120	C0130	C0140	C0150	C0160	C0200	
Primes émises																			
Brutes - Assurance directe	R0110	62 454	14 266															76 720	
Brutes - Réassurance proportionnelle acceptée	R0120	2 363	5 880															8 242	
Brutes - Réassurance non proportionnelle acceptée	R0130																		
Part des réassureurs	R0140	14 472	3 127															17 599	
Nettes	R0200	50 344	17 019															67 363	
Primes acquises																			
Brutes - Assurance directe	R0210	61 779	14 176															75 955	
Brutes - Réassurance proportionnelle acceptée	R0220	5 132	8 176															13 307	
Brutes - Réassurance non proportionnelle acceptée	R0230																		
Part des réassureurs	R0240	15 067	3 159															18 226	
Nettes	R0300	51 844	19 192															71 036	
Charge des sinistres																			
Brute - Assurance directe	R0310	53 523	-1 406															52 117	
Brute - Réassurance proportionnelle acceptée	R0320	3 613	5 668															9 281	
Brute - Réassurance non proportionnelle acceptée	R0330																		
Part des réassureurs	R0340	16 499	1 008															17 506	
Nette	R0400	40 638	3 253															43 891	
Dépenses engagées	R0550	16 839	6 644															23 483	
Solde - Autres dépenses/recettes techniques	R1200																		
Total des dépenses	R1300																	23 483	

Ligne d'activité pour : engagements d'assurance vie											Engagements de réassurance vie		Total
	Assurance maladie	Assurance avec participation aux bénéfices	Assurance indexée et en unités de compte	Autres assurances vie	Rentes découlant des contrats d'assurance non-vie et liés aux engagements d'assurance santé	Rentes découlant des contrats d'assurance non-vie et liés aux engagements d'assurance autres que les engagements d'assurance santé	Réassurance maladie	Réassurance vie					
	C0210	C0220	C0230	C0240	C0250	C0260	C0270	C0280	C0300				
Primes émises													
Brutes	R1410	22 974			9 173		10 768	6 333	49 248				
Part des réassureurs	R1420	10 084			3 444		319	6 496	20 342				
Nettes	R1500	12 890			5 729		10 449	-163	28 906				
Primes acquises													
Brutes	R1510	23 282			9 176		11 144	9 421	53 024				
Part des réassureurs	R1520	10 206			3 609		246	6 127	20 188				
Nettes	R1600	13 076			5 568		10 898	3 294	32 836				
Charge des sinistres													
Brute	R1610	15 939			17 971		10 193	11 808	55 911				
Part des réassureurs	R1620	8 912			1 799		269	5 127	16 107				
Nette	R1700	7 027			16 172		9 923	6 681	39 804				
Dépenses engagées	R1900	4 295			5 160		1 297	547	11 299				
Solde – Autres dépenses/recettes techniques	R2500												
Total des dépenses	R2600								11 299				
Montant total des rachats	R2700												

S.12.01.02 – Provisions techniques vie et santé SLT

	Assurance avec participation aux bénéfices	Assurance indexée et en unités de compte			Autres assurances vie			Rentes découlant des contrats d'assurance non-vie et liées aux engagements d'assurance autres que les engagements d'assurance santé	Réassurance acceptée	Total (vie hors santé, y compris UC)
		Contrats sans options ni garanties	Contrats avec options ou garanties		Contrats sans options ni garanties	Contrats avec options ou garanties				
	C0020	C0030	C0040	C0050	C0060	C0070	C0080	C0090	C0100	C0150
Provisions techniques calculées comme un tout	R0010									
Total des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite, après l'ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie, correspondant aux provisions techniques calculées comme un tout	R0020									
Provisions techniques calculées comme la somme de la meilleure estimation et de la marge de risque										
Meilleure estimation	R0030									
Meilleure estimation brute	R0030	54 989							46 265	101 253
Total des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite, après ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie	R0080	25 120							6 345	31 465
Meilleure estimation diminuée des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite	R0090	29 869							39 919	69 788
Marge de risque	R0100	2 554							1 927	4 481
Provisions techniques - Total	R0200	57 543							48 192	105 734

		Assurance santé (assurance directe)			Rentes découlant des contrats d'assurance non-vie et liées aux engagements d'assurance santé	Réassurance santé (réassurance acceptée)	Total (santé similaire à la vie)
		Contrats sans options ni garanties		Contrats avec options ou garanties			
		C0160	C0170				
Provisions techniques calculées comme un tout	R0010					C0200	C0210
Total des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite, après l'ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie, correspondant aux provisions techniques calculées comme un tout	R0020						
Provisions techniques calculées comme la somme de la meilleure estimation et de la marge de risque							
Meilleure estimation							
Meilleure estimation brute	R0030				115 953	63 950	179 903
Total des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite, après ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie	R0080				20 517	608	21 125
Meilleure estimation diminuée des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite	R0090				95 436	63 342	158 778
Marge de risque	R0100				5 385	2 621	8 006
Provisions techniques - Total	R0200				121 338	66 571	187 909

S.17.01.02 – Provisions techniques non-vie

	Assurance directe et réassurance proportionnelle acceptée										
	Assurance des frais médicaux	Assurance de protection du revenu	Assurance d'indemnisation des travailleurs	Assurance de responsabilité civile automobile	Autre assurance des véhicules à moteur	Assurance maritime, aérienne et transport	Assurance incendie et autres dommages aux biens	Assurance de responsabilité civile générale	Assurance de crédit et cautionnement		
	C0020	C0030	C0040	C0050	C0060	C0070	C0080	C0090	C0100		
Provisions techniques calculées comme un tout	R0010										
Total des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite, après l'ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie, correspondant aux provisions techniques calculées comme un tout	R0050										
Provisions techniques calculées comme la somme de la meilleure estimation et de la marge de risque											
Meilleure estimation											
<i>Provisions pour primes</i>											
Brutes	R0060	8 290	18 994	0	0	0	0	0	0	0	0
Total des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite, après ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie	R0140	-100	1 089	0	0	0	0	0	0	0	0
Meilleure estimation nette des provisions pour primes	R0150	8 390	17 904	0	0	0	0	0	0	0	0
<i>Provisions pour sinistres</i>											
Brutes	R0160	27 890	105 311	0	0	0	0	0	0	0	0
Total des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite, après ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie	R0240	2 162	14 443	0	0	0	0	0	0	0	0
Meilleure estimation nette des provisions pour sinistres	R0250	25 728	90 868	0	0	0	0	0	0	0	0
Total meilleure estimation - brut	R0260	36 180	124 305	0	0	0	0	0	0	0	0
Total meilleure estimation - net	R0270	34 118	108 772	0	0	0	0	0	0	0	0
Marge de risque	R0280	1 542	5 561	0	0	0	0	0	0	0	0
Provisions techniques - Total											
Provisions techniques - Total	R0320	37 722	129 865	0	0	0	0	0	0	0	0
Montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite, après ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie - total	R0330	2 062	15 532	0	0	0	0	0	0	0	0
Provisions techniques nettes des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite	R0340	35 660	114 333	0	0	0	0	0	0	0	0

	Assurance directe et réassurance proportionnelle acceptée					Réassurance non proportionnelle acceptée					Total engagements en non-vie
	Assurance de protection juridique	Assistance	Pertes pécuniaires diverses	Réassurance santé non proportionnelle	Réassurance accidents non proportionnelle	Réassurance maritime, aérienne et transport non proportionnelle	Réassurance dommages non proportionnelle				
	C0110	C0120	C0130	C0140	C0150	C0160	C0170	C0180			
Provisions techniques calculées comme un tout	R0010										
Total des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finie, après l'ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie, correspondant aux provisions techniques calculées comme un tout	R0050										
Provisions techniques calculées comme la somme de la meilleure estimation et de la marge de risque											
Meilleure estimation											
Provisions pour primes											
Brutes	R0060	0	0	0	0	0	0	0	27 284		
Total des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finie, après ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie	R0140	0	0	0	0	0	0	0	990		
Meilleure estimation nette des provisions pour primes	R0150	0	0	0	0	0	0	0	26 294		
Provisions pour sinistres											
Brutes	R0160	0	0	0	0	0	0	0	133 201		
Total des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finie, après ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie	R0240	0	0	0	0	0	0	0	16 605		
Meilleure estimation nette des provisions pour sinistres	R0250	0	0	0	0	0	0	0	116 596		
Total meilleure estimation - brut	R0260	0	0	0	0	0	0	0	160 485		
Total meilleure estimation - net	R0270	0	0	0	0	0	0	0	142 890		
Marge de risque	R0280	0	0	0	0	0	0	0	7 102		
Provisions techniques - Total											
Provisions techniques - Total	R0320	0	0	0	0	0	0	0	167 587		
Montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finie, après ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie - total	R0330	0	0	0	0	0	0	0	17 595		
Provisions techniques nettes des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finie	R0340	0	0	0	0	0	0	0	149 993		

S.19.01.21 – Sinistres en non-vie

Année d'accident / année de souscription	Z0020	1
--	-------	---

Sinistres payés bruts (non cumulés)

Année	Année de développement											Pour l'année en cours	Somme des années (cumulés)
	0	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10 & +		
	C0010	C0020	C0030	C0040	C0050	C0060	C0070	C0080	C0090	C0100	C0110	C0170	C0180
Précédentes	R0100										24	24	24
N-9	67 642	12 806	2 267	857	247	135	55	4	19	20		20	84 052
N-8	69 098	13 119	2 800	765	200	118	63	54	53			53	86 270
N-7	68 442	14 287	3 286	1 031	399	178	85	101				101	87 808
N-6	69 877	16 166	3 746	1 338	255	56	32					32	91 471
N-5	67 773	17 891	4 885	1 413	275	100						100	92 337
N-4	60 412	14 378	3 826	998	115							115	79 729
N-3	71 561	16 744	4 313	1 144								1 144	93 761
N-2	61 661	11 302	2 897									2 897	75 860
N-1	51 081	10 147										10 147	61 228
N	51 478											51 478	51 478
Total												66 112	804 019

[illegible]

S.22.01.21 – Impact des mesures relatives aux garanties de long terme et des mesures transitoires

		Montant avec mesures relatives aux garanties de long terme et mesures transitoires	Impact des mesures transitoires sur les provisions techniques	Impact des mesures transitoires sur les taux d'intérêt	Impact d'une correction pour volatilité fixée à zéro	Impact d'un ajustement égalisateur fixé à zéro
		C0010	C0030	C0050	C0070	C0090
Provisions techniques	R0010	461 231	0	0	6 290	0
Fonds propres de base	R0020	269 494	0	0	-3 784	0
Fonds propres éligibles pour couvrir le SCR	R0050	259 860	0	0	-5 039	0
Capital de solvabilité requis	R0090	96 406	0	0	423	0
Fonds propres éligibles pour couvrir le minimum de capital requis	R0100	245 399	0	0	-5 102	0
Minimum de capital requis	R0110	33 099	0	0	315	0

S.23.01.01 – 01 – Fonds propres

		Total	Niveau 1 - non restreint	Niveau 1 - restreint	Niveau 2	Niveau 3
		C0010	C0020	C0030	C0040	C0050
Fonds propres de base avant déduction pour participations dans d'autres secteurs financiers, comme prévu à l'article 68 du règlement délégué 2015/35						
Capital en actions ordinaires (brut des actions propres)	R0010					
Compte de primes d'émission lié au capital en actions ordinaires	R0030					
Fonds initial, cotisations des membres ou élément de fonds propres de base équivalent pour les mutuelles et les entreprises de type mutuel	R0040	5 000	5 000			
Comptes mutualistes subordonnés	R0050					
Fonds excédentaires	R0070					
Actions de préférence	R0090					
Compte de primes d'émission lié aux actions de préférence	R0110					
Réserve de réconciliation	R0130	240 399	240 399			
Passifs subordonnés	R0140					
Montant égal à la valeur des actifs d'impôts différés nets	R0160	24 095				24 095
Autres éléments de fonds propres approuvés par l'autorité de contrôle en tant que fonds propres de base non spécifiés supra	R0180					
Fonds propres issus des états financiers qui ne devraient pas être inclus dans la réserve de réconciliation et qui ne respectent pas les critères de fonds propres de Solvabilité II						
Fonds propres issus des états financiers qui ne devraient pas être inclus dans la réserve de réconciliation et qui ne respectent pas les critères de fonds propres de Solvabilité II	R0220					
Déductions						
Déductions pour participations dans des établissements de crédit et des établissements financiers	R0230					
Total fonds propres de base après déductions	R0290	269 494	245 399			24 095
Fonds propres auxiliaires						
Capital en actions ordinaires non libéré et non appelé, callable sur demande	R0300					
Fonds initial, cotisations des membres ou élément de fonds propres de base équivalents, non libérés, non appelés et appelables sur demande, pour les mutuelles et les entreprises de type mutuel	R0310					
Actions de préférence non libérées et non appelées, appelables sur demande	R0320					
Engagements juridiquement contraignants de souscrire et de payer des passifs subordonnés sur demande	R0330					
Lettres de crédit et garanties relevant de l'article 96, paragraphe 2, de la directive 2009/138/CE	R0340					

		Total	Niveau 1 - non restreint	Niveau 1 - restreint	Niveau 2	Niveau 3
		C0010	C0020	C0030	C0040	C0050
Lettres de crédit et garanties ne relevant pas de l'article 96, paragraphe 2, de la directive 2009/138/CE	R0350					
Rappels de cotisations en vertu de l'article 96, point 3, de la directive 2009/138/CE	R0360					
Rappels de cotisations ne relevant pas de l'article 96, paragraphe 3, de la directive 2009/138/CE	R0370					
Autres fonds propres auxiliaires	R0390					
Total fonds propres auxiliaires	R0400					
Fonds propres éligibles et disponibles						
Total des fonds propres disponibles pour couvrir le capital de solvabilité requis	R0500	269 494	245 399			24 095
Total des fonds propres disponibles pour couvrir le minimum de capital requis	R0510	245 399	245 399			
Total des fonds propres éligibles pour couvrir le capital de solvabilité requis	R0540	259 860	245 399	0	0	14 461
Total des fonds propres éligibles pour couvrir le minimum de capital requis	R0550	245 399	245 399	0	0	
Capital de solvabilité requis	R0580	96 406				
Minimum de capital requis	R0600	33 099				
Ratio fonds propres éligibles sur capital de solvabilité requis	R0620	270%				
Ratio fonds propres éligibles sur minimum de capital requis	R0640	741%				

S.23.01.01 – 02 – Fonds propres

		C0060
Réserve de réconciliation		
Excédent d'actif sur passif	R0700	269 494
Actions propres (détenues directement et indirectement)	R0710	
Dividendes, distributions et charges prévisibles	R0720	
Autres éléments de fonds propres de base	R0730	29 095
Ajustement pour les éléments de fonds propres restreints relatifs aux portefeuilles sous ajustement égalisateur et aux fonds cantonnés	R0740	
Réserve de réconciliation	R0760	240 399
Bénéfices attendus		
Bénéfices attendus inclus dans les primes futures (EPIFP) – activités vie	R0770	3 202
Bénéfices attendus inclus dans les primes futures (EPIFP) – activités non-vie	R0780	
Total bénéfices attendus inclus dans les primes futures (EPIFP)	R0790	3 202

S.25.01.21 – Capital de solvabilité requis – pour les entreprises qui utilisent la formule standard

		Capital de solvabilité requis brut	Simplifications	PPE
		C0110	C0120	C0090
Risque de marché	R0010	54 963		
Risque de défaut de la contrepartie	R0020	5 269		
Risque de souscription en vie	R0030	5 286		– Aucun
Risque de souscription en santé	R0040	58 783		– Aucun
Risque de souscription en non-vie	R0050	0		– Aucun
Diversification	R0060	-30 697		
Risque lié aux immobilisations incorporelles	R0070			
Capital de solvabilité requis de base	R0100	93 604		

Calcul du capital de solvabilité requis		C0100
Risque opérationnel	R0130	6 080
Capacité d'absorption des pertes des provisions techniques	R0140	-3 278
Capacité d'absorption des pertes des impôts différés	R0150	
Capital requis pour les activités exercées conformément à l'article 4 de la directive 2003/41/CE	R0160	
Capital de solvabilité requis à l'exclusion des exigences de capital supplémentaire	R0200	96 406
Exigences de capital supplémentaire déjà définies	R0210	
Dont exigences de capital supplémentaire déjà définies – Article 37, paragraphe 1, type a)	R0211	
Dont exigences de capital supplémentaire déjà définies – Article 37, paragraphe 1, type b)	R0212	
Dont exigences de capital supplémentaire déjà définies – Article 37, paragraphe 1, type c)	R0213	
Dont exigences de capital supplémentaire déjà définies – Article 37, paragraphe 1, type d)	R0214	
Capital de solvabilité requis	R0220	96 406

Autres informations sur le SCR		
Capital requis pour le sous-module risque sur actions fondé sur la durée	R0400	
Total du capital de solvabilité requis notionnel pour la part restante	R0410	
Total du capital de solvabilité requis notionnel pour les fonds cantonnés	R0420	
Total du capital de solvabilité requis notionnel pour les portefeuilles sous ajustement égalisateur	R0430	
Effets de diversification dus à l'agrégation des nSCR des FC selon l'article 304	R0440	

Approche concernant le taux d'imposition		C0109
Approche basée sur le taux d'imposition moyen	R0590	3

Calcul de la capacité d'absorption de pertes des impôts différés		C0130
LAC DT	R0640	
LAC DT justifiée par la reprise de passifs d'impôts différés	R0650	
LAC DT justifiée au regard de probables bénéfices économiques imposables futur	R0660	
LAC DT justifiée par le report en arrière, exercice en cours	R0670	
LAC DT justifiée par le report en arrière, exercices futurs	R0680	
LAC DT maximale	R0690	

S.28.02.01 – Minimum de capital requis (Activités d'assurance ou de réassurance à la fois vie et non-vie)

		Activités en non-vie	Activités en vie
		Résultat MCR(NL,NL)	Résultat MCR(NL,NL)
		C0010	C0020
Terme de la formule linéaire pour les engagements d'assurance et de réassurance non-vie	R0010	22 779	

		Activités en non-vie		Activités en vie	
		Meilleure estimation et PT calculées comme un tout, nettes (de la réassurance/ des véhicules de titrisation)	Primes émises au cours des 12 derniers mois, nettes (de la réassurance)	Meilleure estimation et PT calculées comme un tout, nettes (de la réassurance/ des véhicules de titrisation)	Primes émises au cours des 12 derniers mois, nettes (de la réassurance)
		C0030	C0040	C0050	C0060
Assurance frais médicaux et réassurance proportionnelle y afférente	R0020	34 118	50 464		
Assurance de protection du revenu, y compris réassurance proportionnelle y afférente	R0030	108 772	33 336		
Assurance indemnisation des travailleurs et réassurance proportionnelle y afférente	R0040				
Assurance de responsabilité civile automobile et réassurance proportionnelle y afférente	R0050				
Autre assurance des véhicules à moteur et réassurance proportionnelle y afférente	R0060				
Assurance maritime, aérienne et transport et réassurance proportionnelle y afférente	R0070				
Assurance incendie et autres dommages aux biens et réassurance proportionnelle y afférente	R0080				
Assurance de responsabilité civile générale et réassurance proportionnelle y afférente	R0090				
Assurance crédit et cautionnement et réassurance proportionnelle y afférente	R0100				
Assurance de protection juridique et réassurance proportionnelle y afférente	R0110				
Assurance assistance et réassurance proportionnelle y afférente	R0120				
Assurance pertes pécuniaires diverses et réassurance proportionnelle y afférente	R0130				
Réassurance santé non proportionnelle	R0140				
Réassurance accidents non proportionnelle	R0150				
Réassurance maritime, aérienne et transport non proportionnelle	R0160				
Réassurance dommages non proportionnelle	R0170				

		Activités en non-vie	Activités en vie
		Résultat MCR(L,NL)	Résultat MCR(L,L)
		C0070	C0080
Terme de la formule linéaire pour les engagements d'assurance et de réassurance vie	R0200		12 041

		Activités en non-vie		Activités en vie	
		Meilleure estimation et PT calculées comme un tout, nettes (de la réassurance/ des véhicules de titrisation)	Montant total du capital sous risque net (de la réassurance/ des véhicules de titrisation)	Meilleure estimation et PT calculées comme un tout, nettes (de la réassurance/ des véhicules de titrisation)	Montant total du capital sous risque net (de la réassurance/ des véhicules de titrisation)
		C0090	C0100	C0110	C0120
Engagements avec participation aux bénéfices – Prestations garanties	R0210			61 548	
Engagements avec participation aux bénéfices – Prestations discrétionnaires futures	R0220			8 240	
Engagements d'assurance avec prestations indexées et en unités de compte	R0230				
Autres engagements de (ré)assurance vie et de (ré)assurance santé	R0240			158 778	
Montant total du capital sous risque pour tous les engagements de (ré)assurance vie	R0250				9 796 865

Calcul du MCR global

		C0130
MCR linéaire	R0300	33 099
Capital de solvabilité requis	R0310	96 406
Plafond du MCR	R0320	43 383
Plancher du MCR	R0330	24 101
MCR combiné	R0340	33 099
Seuil plancher absolu du MCR	R0350	6 700
Minimum de capital requis	R0400	33 099

Calcul du montant notionnel du MCR en non-vie et en vie

		Activités en non-vie	Activités en vie
		C0140	C0150
Montant notionnel du MCR linéaire	R0500	21 058	12 041
Montant notionnel du SCR hors capital supplémentaire (calcul annuel ou dernier calcul)	R0510	61 335	35 071
Plafond du montant notionnel du MCR	R0520	27 601	15 782
Plancher du montant notionnel du MCR	R0530	15 334	8 768
Montant notionnel du MCR combiné	R0540	21 058	12 041
Seuil plancher absolu du montant notionnel du MCR	R0550	2 700	4 000
Montant notionnel du MCR	R0560	21 058	12 041

le modèle S.02.01.02 pour la communication d'informations sur le bilan établies selon les principes de valorisation de l'article 75 de la Directive 2009/138/CE	Applicable
le modèle S.04.05.21 pour la communication d'informations sur les primes, sinistres et dépenses par lignes d'activités	Non applicable
le modèle S.05.01.02 pour la communication d'informations sur les primes, sinistres et dépenses par pays	Applicable
le modèle S.12.01.02 pour la communication d'informations sur les provisions techniques d'assurance vie et d'assurance santé exercée sur une base technique similaire à celle de l'assurance vie (ci-après « santé similaire à la vie »), par ligne d'activité au sens de l'annexe I du Règlement délégué (UE) 2015/35	Applicable
le modèle S.17.01.02 pour la communication d'informations sur les provisions techniques non-vie pour chaque ligne d'activité au sens de l'annexe I du Règlement délégué (UE) 2015/35	Applicable
le modèle S.19.01.21 pour la communication d'informations sur les sinistres en non-vie sous la forme de triangles de développement	Applicable
le modèle S.22.01.21 pour la communication d'informations sur l'impact des mesures relatives aux garanties de long terme et des mesures transitoires	Applicable
le modèle S.23.01.01 pour la communication d'informations sur les fonds propres, y compris les fonds propres de base et les fonds propres auxiliaires	Applicable
le modèle S.25.01.21 pour la communication d'informations sur le capital de solvabilité requis calculé à l'aide de la formule standard	Applicable
le modèle S.25.02.21 pour la communication d'informations sur le capital de solvabilité requis calculé à l'aide de la formule standard et d'un modèle interne partiel	Non applicable
le modèle S.25.03.21 pour la communication d'informations sur le capital de solvabilité requis calculé à l'aide d'un modèle interne intégral	Non applicable
le modèle S.28.01.01 concernant le minimum de capital requis pour les entreprises d'assurance et de réassurance exerçant une activité d'assurance ou de réassurance uniquement vie ou uniquement non-vie	Applicable
le modèle S.28.02.01 concernant le minimum de capital requis pour les entreprises d'assurance exerçant des activités à la fois en vie et en non-vie.	Non applicable

S.02.01.02 – Bilan

Valeur Solvabilité II

C0010

Actifs		
Immobilisations incorporelles	R0030	0
Actifs d'impôts différés	R0040	5 235
Excédent du régime de retraite	R0050	
Immobilisations corporelles détenues pour usage propre	R0060	
Investissements (autres qu'actifs en représentation de contrats en unités de compte et indexés)	R0070	704 443
– Biens immobiliers (autres que détenus pour usage propre)	R0080	
– Détentions dans des entreprises liées, y compris participations	R0090	67 243
• Actions	R0100	479
• Actions – cotées	R0110	478
– Actions – non cotées	R0120	1
• Obligations	R0130	550 410
• Obligations d'État	R0140	175 958
• Obligations d'entreprise	R0150	365 833
• Titres structurés	R0160	8 619
– Titres garantis	R0170	0
– Organismes de placement collectif	R0180	86 300
– Produits dérivés	R0190	
– Dépôts autres que les équivalents de trésorerie	R0200	10
Autres investissements	R0210	
Actifs en représentation de contrats en unités de compte et indexés	R0220	
– Prêts et prêts hypothécaires	R0230	
– Avances sur police	R0240	
– Prêts et prêts hypothécaires aux particuliers	R0250	
Autres prêts et prêts hypothécaires	R0260	
– Montants recouvrables au titre des contrats de réassurance	R0270	398 988
• Non-vie et santé similaire à la non-vie	R0280	50 991
• Non-vie hors santé	R0290	0
– Santé similaire à la non-vie	R0300	50 991
– Vie et santé similaire à la vie, hors santé, UC et indexés	R0310	347 997
– Santé similaire à la vie	R0320	347 997
– Vie hors santé, UC et indexés	R0330	
Vie UC et indexés	R0340	
Dépôts auprès des cédantes	R0350	
Créances nées d'opérations d'assurance et montants à recevoir d'intermédiaires	R0360	39 007
Créances nées d'opérations de réassurance	R0370	4 901
Autres créances (hors assurance)	R0380	4 580
Actions propres auto-détenues (directement)	R0390	
Éléments de fonds propres ou fonds initial appelé(s), mais non encore payé(s)	R0400	
Trésorerie et équivalents de trésorerie	R0410	3 880
Autres actifs non mentionnés dans les postes ci-dessus	R0420	0
Total de l'actif	R0500	1 161 034

Passifs		
Provisions techniques non-vie	R0510	83 935
– Provisions techniques non-vie (hors santé)	R0520	651
• Provisions techniques calculées comme un tout	R0530	0
• Meilleure estimation	R0540	533
• Marge de risque	R0550	118
– Provisions techniques santé (similaire à la non-vie)	R0560	83 284
• Provisions techniques calculées comme un tout	R0570	0
• Meilleure estimation	R0580	78 637
• Marge de risque	R0590	4 647
– Provisions techniques vie (hors UC et indexés)	R0600	539 709
• Provisions techniques santé (similaire à la vie)	R0610	539 709
• Provisions techniques calculées comme un tout	R0620	0
• Meilleure estimation	R0630	519 865
• Marge de risque	R0640	19 845
Provisions techniques vie (hors santé, UC et indexés)	R0650	
– Provisions techniques calculées comme un tout	R0660	
– Meilleure estimation	R0670	
– Marge de risque	R0680	
Provisions techniques UC et indexés	R0690	
– Provisions techniques calculées comme un tout	R0700	
– Meilleure estimation	R0710	
– Marge de risque	R0720	
Passifs éventuels	R0740	
Provisions autres que les provisions techniques	R0750	932
Provisions pour retraite	R0760	
Dépôts des réassureurs	R0770	253 676
Passifs d'impôts différés	R0780	
Produits dérivés	R0790	1 945
Dettes envers des établissements de crédit	R0800	14 147
Dettes financières autres que celles envers les établissements de crédit	R0810	0
Dettes nées d'opérations d'assurance et montants dus aux intermédiaires	R0820	2 441
Dettes nées d'opérations de réassurance	R0830	15 603
Autres dettes (hors assurance)	R0840	38 682
Passifs subordonnés	R0850	49 628
– Passifs subordonnés non inclus dans les fonds propres de base	R0860	
– Passifs subordonnés inclus dans les fonds propres de base	R0870	49 628
Autres dettes non mentionnées dans les postes ci-dessus	R0880	706
Total du passif	R0900	1 001 403
Excédent d'actif sur passif	R1000	159 630

S.05.01.02 – 01 – Primes, sinistres et dépenses par ligne d'activité

		Ligne d'activité pour : engagements d'assurance et de réassurance non-vie (assurance directe et réassurance proportionnelle acceptée)													Ligne d'activité pour : réassurance non proportionnelle acceptée				Total
		Assurance des frais médicaux	Assurance de protection du revenu	Assurance d'indemnisation des travailleurs	Assurance de responsabilité civile automobile	Autre assurance des véhicules à moteur	Assurance maritime, aérienne et transport	Assurance incendie et autres dommages aux biens	Assurance de responsabilité civile générale	Assurance crédit et cautionnement	Assurance de protection juridique	Assistance	Pertes pécuniaires diverses	Santé	Accidents	Assurance maritime, aérienne et transport	Biens		
		C0010	C0020	C0030	C0040	C0050	C0060	C0070	C0080	C0090	C0100	C0110	C0120	C0130	C0140	C0150	C0160		
Primes émises																			
Brutes - Assurance directe	R0110	2 990	42 496				0											45 486	
Brutes - Réassurance proportionnelle acceptée	R0120																		
Brutes - Réassurance non proportionnelle acceptée	R0130																		
Part des réassureurs	R0140	2 364	41 902															44 266	
Nettes	R0200	626	594				0											1 220	
Primes acquises																			
Brutes - Assurance directe	R0210	2 902	42 947		0	0	0						0					45 849	
Brutes - Réassurance proportionnelle acceptée	R0220																		
Brutes - Réassurance non proportionnelle acceptée	R0230																		
Part des réassureurs	R0240	2 364	41 902		0	0	0	0					0					44 266	
Nettes	R0300	538	1 045		0	0	0	0					0					1 583	
Charge des sinistres																			
Brute - Assurance directe	R0310	2 116	34 258		0	-4	18						19					36 397	
Brute - Réassurance proportionnelle acceptée	R0320																		
Brute - Réassurance non proportionnelle acceptée	R0330																		
Part des réassureurs	R0340	3 004	33 602		0	0	0											36 606	
Nette	R0400	-888	656		0	-4	18						19					-209	
Dépenses engagées	R0550	-9	7 761		12	0	14						2					7 780	
Solde - Autres dépenses/recettes techniques	R1200																		
Total des dépenses	R1300																	7 780	

Ligne d'activité pour : engagements d'assurance vie									
	Assurance maladie	Assurance avec participation aux bénéfices	Assurance indexée et en unités de compte	Autres assurances vie	Rentes découlant des contrats d'assurance non-vie et liées aux engagements d'assurance santé	Rentes découlant des contrats d'assurance non-vie et liées aux engagements d'assurance santé que les engagements d'assurance santé	Engagements de réassurance vie		Total
	C0210	C0220	C0230	C0240	C0250	C0260	Réassurance maladie	Réassurance vie	
Primes émises									
Brutes	R1410	27 179							27 179
Part des réassureurs	R1420	17 543							17 543
Nettes	R1500	9 635							9 635
Primes acquises									
Brutes	R1510	27 082							27 082
Part des réassureurs	R1520	17 543							17 543
Nettes	R1600	9 538							9 538
Charge des sinistres									
Brute	R1610	44 956							44 956
Part des réassureurs	R1620	31 396							31 396
Nette	R1700	13 561							13 561
Dépenses engagées	R1900	8 673							8 673
Solde – Autres dépenses/recettes techniques	R2500								
Total des dépenses	R2600								8 673
Montant total des rachats	R2700								

S.12.01.02 – Provisions techniques vie et santé SLT

	Assurance avec participation aux bénéfices	Assurance indexée et en unités de compte			Autres assurances vie			Rentes découlant des contrats d'assurance non-vie et liées aux engagements d'assurance autres que les engagements d'assurance santé	Réassurance acceptée	Total (vie hors santé, y compris UC)
		C0030	Contrats sans options ni garanties	Contrats avec options ou garanties	C0060	Contrats sans options ni garanties	Contrats avec options ou garanties			
	C0020	C0040	C0050	C0080	C0090	C0100	C0150			
Provisions techniques calculées comme un tout	R0010									
Total des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite, après l'ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie, correspondant aux provisions techniques calculées comme un tout	R0020									
Provisions techniques calculées comme la somme de la meilleure estimation et de la marge de risque										
Meilleure estimation	R0030									
Meilleure estimation brute	R0030	0							0	0
Total des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite, après ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie	R0080	0							0	0
Meilleure estimation diminuée des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite	R0090	0							0	0
Marge de risque	R0100	0							0	0
Provisions techniques - Total	R0200	0							0	0

		Assurance santé (assurance directe)			Rentes découlant des contrats d'assurance non-vie et liées aux engagements d'assurance santé	Réassurance santé (réassurance acceptée)	Total (santé similaire à la vie)
		Contrats sans options ni garanties		Contrats avec options ou garanties			
		C0160	C0170				
Provisions techniques calculées comme un tout	R0010						
Total des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite, après l'ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie, correspondant aux provisions techniques calculées comme un tout	R0020						
Provisions techniques calculées comme la somme de la meilleure estimation et de la marge de risque							
Meilleure estimation							
Meilleure estimation brute	R0030		495 694		24 171	0	519 865
Total des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite, après ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie	R0080		342 042		5 955	0	347 997
Meilleure estimation diminuée des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite	R0090		153 652		18 216	0	171 868
Marge de risque	R0100	19 186			659	0	19 845
Provisions techniques - Total	R0200	514 880			24 829	0	539 709

S.17.01.02 – Provisions techniques non-vie

	Assurance directe et réassurance proportionnelle acceptée										
	Assurance des frais médicaux	Assurance de protection du revenu	Assurance d'indemnisation des travailleurs	Assurance de responsabilité civile automobile	Autre assurance des véhicules à moteur	Assurance maritime, aérienne et transport	Assurance incendie et autres dommages aux biens	Assurance de responsabilité civile générale	Assurance de crédit et cautionnement		
Provisions techniques calculées comme un tout											
Total des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finie, après l'ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie, correspondant aux provisions techniques calculées comme un tout											
Provisions techniques calculées comme la somme de la meilleure estimation et de la marge de risque											
Meilleure estimation											
<i>Provisions pour primes</i>											
Brutes	R0060	3 514	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finie, après ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie	R0140	-5 070	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Meilleure estimation nette des provisions pour primes	R0150	49	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<i>Provisions pour sinistres</i>											
Brutes	R0160	430	74 810	0	208	0	0	0	0	0	0
Total des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finie, après ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie	R0240	348	55 879	0	0	0	0	0	0	0	0
Meilleure estimation nette des provisions pour sinistres	R0250	82	18 931	0	208	0	0	0	0	0	0
Total meilleure estimation - brut	R0260	313	78 324	0	208	0	0	0	0	0	0
Total meilleure estimation - net	R0270	131	27 516	0	208	0	0	0	0	0	0
Marge de risque	R0280	19	4 628	0	27	0	0	0	0	0	0
Provisions techniques - Total											
Provisions techniques - Total	R0320	333	82 952	0	235	0	0	0	0	0	0
Montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finie, après ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie - total	R0330	183	50 808	0	0	0	0	0	0	0	0
Provisions techniques nettes des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finie	R0340	150	32 143	0	235	0	0	0	0	0	0

	Assurance directe et réassurance proportionnelle acceptée			Réassurance non proportionnelle acceptée					Total engagements en non-vie
	Assurance de protection juridique	Assistance	Pertes pécuniaires diverses	Réassurance santé non proportionnelle	Réassurance accidents non proportionnelle	Réassurance maritime, aérienne et transport non proportionnelle	Réassurance dommages non proportionnelle		
	C0110	C0120	C0130	C0140	C0150	C0160	C0170	C0180	
Provisions techniques calculées comme un tout	R0010								
Total des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite, après l'ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie, correspondant aux provisions techniques calculées comme un tout	R0050								
Provisions techniques calculées comme la somme de la meilleure estimation et de la marge de risque									
Meilleure estimation									
Provisions pour primes									
Brutes	R0060	0	0	0	0			3 398	
Total des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite, après ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie	R0140	0	0	0	0			-5 235	
Meilleure estimation nette des provisions pour primes	R0150	0	0	0	0			8 633	
Provisions pour sinistres									
Brutes	R0160	0	0	0	325			75 772	
Total des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite, après ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie	R0240	0	0	0	0			56 226	
Meilleure estimation nette des provisions pour sinistres	R0250	0	0	0	325			19 546	
Total meilleure estimation - brut	R0260	0	0	0	325			79 170	
Total meilleure estimation - net	R0270	0	0	0	325			28 179	
Marge de risque	R0280	0	0	0	90			4 765	
Provisions techniques - Total									
Provisions techniques - Total	R0320	0	0	0	416			83 935	
Montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite, après ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie - total	R0330	0	0	0	0			50 991	
Provisions techniques nettes des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite	R0340	0	0	0	416			32 944	

S.19.01.21 – Sinistres en non-vie

Année d'accident / année de souscription	Z0020	1
--	-------	---

Sinistres payés bruts (non cumulés)

Année	Année de développement											Pour l'année en cours	Somme des années (cumulés)
	0	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10 & +		
	C0010	C0020	C0030	C0040	C0050	C0060	C0070	C0080	C0090	C0100	C0110	C0170	C0180
Précédentes	R0100										0	0	0
N-9	12 670	7 743	2 337	843	17	0	0	0	0	0		0	23 610
N-8	11 990	5 964	1 459	461	3	3	0	0	0			0	19 880
N-7	11 844	7 273	2 188	747	12	10	0	0				0	22 074
N-6	10 007	7 297	2 875	661	19	0	0					0	20 858
N-5	8 800	7 945	2 348	736	50	-8						-8	19 872
N-4	10 252	6 703	1 408	574	107							107	19 044
N-3	7 806	5 637	1 506	348								348	15 297
N-2	7 870	7 372	2 384									2 384	17 626
N-1	8 827	8 999										8 999	17 826
N	10 744											10 744	10 744
Total												22 573	186 830

Année	Année de développement										Fin d'année (données actualisées)
	0	1	2	3	4	5	6	7	8	9	
	C0200	C0210	C0220	C0230	C0240	C0250	C0260	C0270	C0280	C0290	C0300
Précédentes	R0100										203
N-9	R0160	15 928	10 712	1 643	0	0	0	0	0	0	
N-8	R0170	19 848	10 955	615	0	0	0	0	0		
N-7	R0180	29 689	15 656	1 848	0	0	0	0			
N-6	R0190	42 383	16 843	770	0	0	0				
N-5	R0200	40 682	20 483	1 378	0	0					
N-4	R0210	37 330	13 890	324	109						
N-3	R0220	34 799	12 752	278							
N-2	R0230	37 489	13 747	6 713							
N-1	R0240	31 666	15 333								
N	R0250	41 431									
Total											56 572

S.22.01.21 – Impact des mesures relatives aux garanties de long terme et des mesures transitoires

		Montant avec mesures relatives aux garanties de long terme et mesures transitoires	Impact des mesures transitoires sur les provisions techniques	Impact des mesures transitoires sur les taux d'intérêt	Impact d'une correction pour volatilité fixée à zéro	Impact d'un ajustement égalisateur fixé à zéro
		C0010	C0030	C0050	C0070	C0090
Provisions techniques	R0010	623 644	0	0	10 484	0
Fonds propres de base	R0020	199 198	0	0	-3 138	0
Fonds propres éligibles pour couvrir le SCR	R0050	199 198	0	0	-3 138	0
Capital de solvabilité requis	R0090	92 418	0	0	2 391	0
Fonds propres éligibles pour couvrir le minimum de capital requis	R0100	178 985	0	0	-4 111	0
Minimum de capital requis	R0110	23 105	0	0	598	0

S.23.01.01 – 01 – Fonds propres

		Total	Niveau 1 - non restreint	Niveau 1 - restreint	Niveau 2	Niveau 3
		C0010	C0020	C0030	C0040	C0050
Fonds propres de base avant déduction pour participations dans d'autres secteurs financiers, comme prévu à l'article 68 du règlement délégué 2015/35						
Capital en actions ordinaires (brut des actions propres)	R0010	30 490	30 490			
Compte de primes d'émission lié au capital en actions ordinaires	R0030					
Fonds initial, cotisations des membres ou élément de fonds propres de base équivalent pour les mutuelles et les entreprises de type mutuel	R0040					
Comptes mutualistes subordonnés	R0050					
Fonds excédentaires	R0070					
Actions de préférence	R0090					
Compte de primes d'émission lié aux actions de préférence	R0110					
Réserve de réconciliation	R0130	113 846	113 846			
Passifs subordonnés	R0140	49 628		30 029	19 599	
Montant égal à la valeur des actifs d'impôts différés nets	R0160	5 235				5 235
Autres éléments de fonds propres approuvés par l'autorité de contrôle en tant que fonds propres de base non spécifiés supra	R0180					
Fonds propres issus des états financiers qui ne devraient pas être inclus dans la réserve de réconciliation et qui ne respectent pas les critères de fonds propres de Solvabilité II						
Fonds propres issus des états financiers qui ne devraient pas être inclus dans la réserve de réconciliation et qui ne respectent pas les critères de fonds propres de Solvabilité II	R0220					
Déductions						
Déductions pour participations dans des établissements de crédit et des établissements financiers	R0230					
Total fonds propres de base après déductions	R0290	199 198	144 336	30 029	19 599	5 235
Fonds propres auxiliaires						
Capital en actions ordinaires non libéré et non appelé, callable sur demande	R0300					
Fonds initial, cotisations des membres ou élément de fonds propres de base équivalents, non libérés, non appelés et appelables sur demande, pour les mutuelles et les entreprises de type mutuel	R0310					
Actions de préférence non libérées et non appelées, appelables sur demande	R0320					
Engagements juridiquement contraignants de souscrire et de payer des passifs subordonnés sur demande	R0330					
Lettres de crédit et garanties relevant de l'article 96, paragraphe 2, de la directive 2009/138/CE	R0340					

		Total	Niveau 1 - non restreint	Niveau 1 - restreint	Niveau 2	Niveau 3
		C0010	C0020	C0030	C0040	C0050
Lettres de crédit et garanties ne relevant pas de l'article 96, paragraphe 2, de la directive 2009/138/CE	R0350					
Rappels de cotisations en vertu de l'article 96, point 3, de la directive 2009/138/CE	R0360					
Rappels de cotisations ne relevant pas de l'article 96, paragraphe 3, de la directive 2009/138/CE	R0370					
Autres fonds propres auxiliaires	R0390					
Total fonds propres auxiliaires	R0400					
Fonds propres éligibles et disponibles						
Total des fonds propres disponibles pour couvrir le capital de solvabilité requis	R0500	199 198	144 336	30 029	19 599	5 235
Total des fonds propres disponibles pour couvrir le minimum de capital requis	R0510	193 963	144 336	30 029	19 599	
Total des fonds propres éligibles pour couvrir le capital de solvabilité requis	R0540	199 198	144 336	30 029	19 599	5 235
Total des fonds propres éligibles pour couvrir le minimum de capital requis	R0550	178 985	144 336	30 029	4 621	
Capital de solvabilité requis	R0580	92 418				
Minimum de capital requis	R0600	23 105				
Ratio fonds propres éligibles sur capital de solvabilité requis	R0620	216%				
Ratio fonds propres éligibles sur minimum de capital requis	R0640	775%				

S.23.01.01 – 02 – Fonds propres

		C0060
Réserve de réconciliation		
Excédent d'actif sur passif	R0700	159 630
Actions propres (détenues directement et indirectement)	R0710	
Dividendes, distributions et charges prévisibles	R0720	10 060
Autres éléments de fonds propres de base	R0730	35 724
Ajustement pour les éléments de fonds propres restreints relatifs aux portefeuilles sous ajustement égalisateur et aux fonds cantonnés	R0740	
Réserve de réconciliation	R0760	113 846
Bénéfices attendus		
Bénéfices attendus inclus dans les primes futures (EPIFP) – activités vie	R0770	
Bénéfices attendus inclus dans les primes futures (EPIFP) – activités non-vie	R0780	
Total bénéfices attendus inclus dans les primes futures (EPIFP)	R0790	

S.25.01.21 – Capital de solvabilité requis – pour les entreprises qui utilisent la formule standard

		Capital de solvabilité requis brut	Simplifications	PPE
		C0110	C0120	C0090
Risque de marché	R0010	61 170		
Risque de défaut de la contrepartie	R0020	8 637		
Risque de souscription en vie	R0030	0		- Aucun
Risque de souscription en santé	R0040	53 046		- Aucun
Risque de souscription en non-vie	R0050	228		- Aucun
Diversification	R0060	-29 514		
Risque lié aux immobilisations incorporelles	R0070			
Capital de solvabilité requis de base	R0100	93 568		

Calcul du capital de solvabilité requis		C0100
Risque opérationnel	R0130	4 714
Capacité d'absorption des pertes des provisions techniques	R0140	-5 864
Capacité d'absorption des pertes des impôts différés	R0150	
Capital requis pour les activités exercées conformément à l'article 4 de la directive 2003/41/CE	R0160	
Capital de solvabilité requis à l'exclusion des exigences de capital supplémentaire	R0200	92 418
Exigences de capital supplémentaire déjà définies	R0210	
Dont exigences de capital supplémentaire déjà définies – Article 37, paragraphe 1, type a)	R0211	
Dont exigences de capital supplémentaire déjà définies – Article 37, paragraphe 1, type b)	R0212	
Dont exigences de capital supplémentaire déjà définies – Article 37, paragraphe 1, type c)	R0213	
Dont exigences de capital supplémentaire déjà définies – Article 37, paragraphe 1, type d)	R0214	
Capital de solvabilité requis	R0220	92 418

Autres informations sur le SCR		
Capital requis pour le sous-module risque sur actions fondé sur la durée	R0400	
Total du capital de solvabilité requis notionnel pour la part restante	R0410	
Total du capital de solvabilité requis notionnel pour les fonds cantonnés	R0420	
Total du capital de solvabilité requis notionnel pour les portefeuilles sous ajustement égalisateur	R0430	
Effets de diversification dus à l'agrégation des nSCR des FC selon l'article 304	R0440	

Approche concernant le taux d'imposition		C0109
Approche basée sur le taux d'imposition moyen	R0590	3

Calcul de la capacité d'absorption de pertes des impôts différés		C0130
LAC DT	R0640	
LAC DT justifiée par la reprise de passifs d'impôts différés	R0650	
LAC DT justifiée au regard de probables bénéfices économiques imposables futur	R0660	
LAC DT justifiée par le report en arrière, exercice en cours	R0670	
LAC DT justifiée par le report en arrière, exercices futurs	R0680	
LAC DT maximale	R0690	

S.28.01.01 – Minimum de capital requis (MCR) – Activité d’assurance ou de réassurance vie uniquement ou activité d’assurance ou de réassurance non-vie uniquement

		C0010	
Résultat MCRNL	R0010	3 769	
		Meilleure estimation et PT calculées comme un tout, nettes (de la réassurance/des véhicules de titrisation)	Primes émises au cours des 12 derniers mois, nettes (de la réassurance)
		C0020	C0030
Assurance frais médicaux et réassurance proportionnelle y afférente	R0020	131	626
Assurance de protection du revenu, y compris réassurance proportionnelle y afférente	R0030	27 516	594
Assurance indemnisation des travailleurs et réassurance proportionnelle y afférente	R0040		
Assurance de responsabilité civile automobile et réassurance proportionnelle y afférente	R0050	208	
Autre assurance des véhicules à moteur et réassurance proportionnelle y afférente	R0060		
Assurance maritime, aérienne et transport et réassurance proportionnelle y afférente	R0070		
Assurance incendie et autres dommages aux biens et réassurance proportionnelle y afférente	R0080		0
Assurance de responsabilité civile générale et réassurance proportionnelle y afférente	R0090		
Assurance crédit et cautionnement et réassurance proportionnelle y afférente	R0100		
Assurance de protection juridique et réassurance proportionnelle y afférente	R0110		
Assurance assistance et réassurance proportionnelle y afférente	R0120		
Assurance pertes pécuniaires diverses et réassurance proportionnelle y afférente	R0130	325	
Réassurance santé non proportionnelle	R0140		
Réassurance accidents non proportionnelle	R0150		
Réassurance maritime, aérienne et transport non proportionnelle	R0160		
Réassurance dommages non proportionnelle	R0170		

Terme de la formule linéaire pour les engagements d'assurance et de réassurance vie

		C0040
Résultat MCRL	R0200	3 609

		Meilleure estimation et PT calculées comme un tout, nettes (de la réassurance/des véhicules de titrisation)	Montant total du capital sous risque net (de la réassurance/ des véhicules de titrisation)
		C0050	C0060
Engagements avec participation aux bénéfices – Prestations garanties	R0210		
Engagements avec participation aux bénéfices – Prestations discrétionnaires futures	R0220		
Engagements d'assurance avec prestations indexées et en unités de compte	R0230		
Autres engagements de (ré)assurance vie et de (ré)assurance santé	R0240	171 868	
Montant total du capital sous risque pour tous les engagements de (ré)assurance vie	R0250		0

Calcul du MCR global

		C0070
MCR linéaire	R0300	7 378
Capital de solvabilité requis	R0310	92 418
Plafond du MCR	R0320	41 588
Plancher du MCR	R0330	23 105
MCR combiné	R0340	23 105
Seuil plancher absolu du MCR	R0350	2 700
Minimum de capital requis	R0400	23 105

le modèle S.02.01.02 pour la communication d'informations sur le bilan établies selon les principes de valorisation de l'article 75 de la Directive 2009/138/CE	Applicable
le modèle S.04.05.21 pour la communication d'informations sur les primes, sinistres et dépenses par lignes d'activités	Non applicable
le modèle S.05.01.02 pour la communication d'informations sur les primes, sinistres et dépenses par pays	Applicable
le modèle S.12.01.02 pour la communication d'informations sur les provisions techniques d'assurance vie et d'assurance santé exercée sur une base technique similaire à celle de l'assurance vie (ci-après « santé similaire à la vie »), par ligne d'activité au sens de l'annexe I du Règlement délégué (UE) 2015/35	Applicable
le modèle S.17.01.02 pour la communication d'informations sur les provisions techniques non-vie pour chaque ligne d'activité au sens de l'annexe I du Règlement délégué (UE) 2015/35	Applicable
le modèle S.19.01.21 pour la communication d'informations sur les sinistres en non-vie sous la forme de triangles de développement	Applicable
le modèle S.22.01.21 pour la communication d'informations sur l'impact des mesures relatives aux garanties de long terme et des mesures transitoires	Applicable
le modèle S.23.01.01 pour la communication d'informations sur les fonds propres, y compris les fonds propres de base et les fonds propres auxiliaires	Applicable
le modèle S.25.01.21 pour la communication d'informations sur le capital de solvabilité requis calculé à l'aide de la formule standard	Applicable
le modèle S.25.02.21 pour la communication d'informations sur le capital de solvabilité requis calculé à l'aide de la formule standard et d'un modèle interne partiel	Non applicable
le modèle S.25.03.21 pour la communication d'informations sur le capital de solvabilité requis calculé à l'aide d'un modèle interne intégral	Non applicable
le modèle S.28.01.01 concernant le minimum de capital requis pour les entreprises d'assurance et de réassurance exerçant une activité d'assurance ou de réassurance uniquement vie ou uniquement non-vie	Applicable
le modèle S.28.02.01 concernant le minimum de capital requis pour les entreprises d'assurance exerçant des activités à la fois en vie et en non-vie.	Non applicable

Actifs		
Immobilisations incorporelles	R0030	
Actifs d'impôts différés	R0040	
Excédent du régime de retraite	R0050	
Immobilisations corporelles détenues pour usage propre	R0060	
Investissements (autres qu'actifs en représentation de contrats en unités de compte et indexés)	R0070	27 609
– Biens immobiliers (autres que détenus pour usage propre)	R0080	
– Détentions dans des entreprises liées, y compris participations	R0090	1
– Actions	R0100	
• Actions – cotées	R0110	
• Actions – non cotées	R0120	
– Obligations	R0130	24 675
• Obligations d'État	R0140	1 330
• Obligations d'entreprise	R0150	23 345
• Titres structurés	R0160	
• Titres garantis	R0170	0
– Organismes de placement collectif	R0180	2 933
– Produits dérivés	R0190	
– Dépôts autres que les équivalents de trésorerie	R0200	
– Autres investissements	R0210	
Actifs en représentation de contrats en unités de compte et indexés	R0220	
Prêts et prêts hypothécaires	R0230	
– Avances sur police	R0240	
– Prêts et prêts hypothécaires aux particuliers	R0250	
– Autres prêts et prêts hypothécaires	R0260	
Montants recouvrables au titre des contrats de réassurance	R0270	23 600
– Non-vie et santé similaire à la non-vie	R0280	23 561
• Non-vie hors santé	R0290	0
• Santé similaire à la non-vie	R0300	23 561
– Vie et santé similaire à la vie, hors santé, UC et indexés	R0310	38
– Santé similaire à la vie	R0320	
– Vie hors santé, UC et indexés	R0330	38
– Vie UC et indexés	R0340	
Dépôts auprès des cédantes	R0350	
Créances nées d'opérations d'assurance et montants à recevoir d'intermédiaires	R0360	5 390
Créances nées d'opérations de réassurance	R0370	2 671
Autres créances (hors assurance)	R0380	366
Actions propres auto-détenues (directement)	R0390	
Éléments de fonds propres ou fonds initial appelé(s), mais non encore payé(s)	R0400	
Trésorerie et équivalents de trésorerie	R0410	3 865
Autres actifs non mentionnés dans les postes ci-dessus	R0420	105
Total de l'actif	R0500	63 606

Passifs		
Provisions techniques non-vie	R0510	25 289
– Provisions techniques non-vie (hors santé)	R0520	0
• Provisions techniques calculées comme un tout	R0530	0
• Meilleure estimation	R0540	
• Marge de risque	R0550	
– Provisions techniques santé (similaire à la non-vie)	R0560	25 289
• Provisions techniques calculées comme un tout	R0570	0
• Meilleure estimation	R0580	25 168
• Marge de risque	R0590	121
– Provisions techniques vie (hors UC et indexés)	R0600	42
• Provisions techniques santé (similaire à la vie)	R0610	
• Provisions techniques calculées comme un tout	R0620	
• Meilleure estimation	R0630	
• Marge de risque	R0640	
Provisions techniques vie (hors santé, UC et indexés)	R0650	42
– Provisions techniques calculées comme un tout	R0660	0
– Meilleure estimation	R0670	41
– Marge de risque	R0680	1
Provisions techniques UC et indexés	R0690	
– Provisions techniques calculées comme un tout	R0700	
– Meilleure estimation	R0710	
– Marge de risque	R0720	
Passifs éventuels	R0740	
Provisions autres que les provisions techniques	R0750	
Provisions pour retraite	R0760	
Dépôts des réassureurs	R0770	
Passifs d'impôts différés	R0780	41
Produits dérivés	R0790	
Dettes envers des établissements de crédit	R0800	
Dettes financières autres que celles envers les établissements de crédit	R0810	
Dettes nées d'opérations d'assurance et montants dus aux intermédiaires	R0820	1 062
Dettes nées d'opérations de réassurance	R0830	4 725
Autres dettes (hors assurance)	R0840	344
Passifs subordonnés	R0850	
– Passifs subordonnés non inclus dans les fonds propres de base	R0860	
– Passifs subordonnés inclus dans les fonds propres de base	R0870	
Autres dettes non mentionnées dans les postes ci-dessus	R0880	179
Total du passif	R0900	31 681
Excédent d'actif sur passif	R1000	31 925

S.05.01.02 – 01 – Primes, sinistres et dépenses par ligne d'activité

Ligne d'activité pour : engagements d'assurance et de réassurance non-vie (assurance directe et réassurance proportionnelle acceptée)															Ligne d'activité pour : réassurance non proportionnelle acceptée					Total
Assurance des frais médicaux	Assurance de protection du revenu	Assurance d'indemnisation des travailleurs	Assurance de responsabilité civile automobile	Assurance de responsabilité civile	Autre assurance des véhicules à moteur	Assurance maritime, aérienne et transport	Assurance incendie et autres dommages aux biens	Assurance de responsabilité civile générale	Assurance crédit et cautionnement	Assurance de protection juridique	Assistance	Pertes pécuniaires diverses	Santé	Accidents	Assurance maritime, aérienne et transport	Biens				
C0010	C0020	C0030	C0040	C0050	C0060	C0070	C0080	C0090	C0100	C0110	C0120	C0130	C0140	C0150	C0160	C0200				
Primes émises																				
Brutes - Assurance directe	R0110																			
Brutes - Réassurance proportionnelle acceptée	R0120	66 406														66 406				
Brutes - Réassurance non proportionnelle acceptée	R0130																			
Part des réassureurs	R0140	63 085														63 085				
Nettes	R0200	3 320														3 320				
Primes acquises																				
Brutes - Assurance directe	R0210																			
Brutes - Réassurance proportionnelle acceptée	R0220	67 887														67 887				
Brutes - Réassurance non proportionnelle acceptée	R0230																			
Part des réassureurs	R0240	64 493														64 493				
Nettes	R0300	3 394														3 394				
Charge des sinistres																				
Brute - Assurance directe	R0310																			
Brute - Réassurance proportionnelle acceptée	R0320	52 726														52 726				
Brute - Réassurance non proportionnelle acceptée	R0330																			
Part des réassureurs	R0340	50 090														50 090				
Nette	R0400	2 636														2 636				
Dépenses engagées	R0550	285														285				
Solde - Autres dépenses/recettes techniques	R1200																			
Total des dépenses	R1300															285				

S.05.01.02 – 02 – Primes, sinistres et dépenses par ligne d'activité

	Ligne d'activité pour : engagements d'assurance vie							Engagements de réassurance vie		Total
	Assurance maladie	Assurance avec participation aux bénéfices	Assurance indexée et en unités de compte	Autres assurances vie	Rentes découlant des contrats d'assurance non-vie et liés aux engagements d'assurance santé	Rentes découlant des contrats d'assurance non-vie et liés aux engagements d'assurance autres que les engagements d'assurance santé	Réassurance maladie	Réassurance vie		
	C0210	C0220	C0230	C0240	C0250	C0260	C0270	C0280		
Primes émises										
Brutes	R1410								47	47
Part des réassureurs	R1420								45	45
Nettes	R1500								2	2
Primes acquises										
Brutes	R1510								47	47
Part des réassureurs	R1520								45	45
Nettes	R1600								2	2
Charge des sinistres										
Brute	R1610								31	31
Part des réassureurs	R1620								29	29
Nette	R1700								2	2
Dépenses engagées	R1900								-2	-2
Solde – Autres dépenses/recettes techniques	R2500									
Total des dépenses	R2600									-2
Montant total des rachats	R2700									

		Assurance santé (assurance directe)			Rentes découlant des contrats d'assurance non-vie et liés aux engagements d'assurance santé	Réassurance santé (réassurance acceptée)	Total (santé similaire à la vie)	
		C0160	Contrats sans options ni garanties	Contrats avec options ou garanties				
			C0170	C0180				
	Provisions techniques calculées comme un tout	R0010				C0190	C0200	C0210
	Total des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite, après l'ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie, correspondant aux provisions techniques calculées comme un tout	R0020						
	Provisions techniques calculées comme la somme de la meilleure estimation et de la marge de risque							
Meilleure estimation								
	Meilleure estimation brute	R0030		0		0	0	0
	Total des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite, après ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie	R0080		0		0	0	0
	Meilleure estimation diminuée des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite	R0090		0		0	0	0
	Marge de risque	R0100	0			0	0	0
	Provisions techniques - Total	R0200	0			0	0	0

Assurance directe et réassurance proportionnelle acceptée											
	Assurance des frais médicaux	Assurance de protection du revenu	Assurance d'indemnisation des travailleurs	Assurance de responsabilité civile automobile	Autre assurance des véhicules à moteur	Assurance maritime, aérienne et transport	Assurance incendie et autres dommages aux biens	Assurance de responsabilité civile générale	Assurance crédit et cautionnement		
	C0020	C0030	C0040	C0050	C0060	C0070	C0080	C0090	C0100		
Provisions techniques calculées comme un tout											
Total des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finie, après l'ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie, correspondant aux provisions techniques calculées comme un tout											
Provisions techniques calculées comme la somme de la meilleure estimation et de la marge de risque											
Meilleure estimation											
Provisions pour primes											
Brutes	R0060	16 542	0	0	0	0	0	0	0		
Total des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finie, après ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie	R0140	15 320	0	0	0	0	0	0	0		
Meilleure estimation nette des provisions pour primes	R0150	1 222	0	0	0	0	0	0	0		
Provisions pour sinistres											
Brutes	R0160	8 626	0	0	0	0	0	0	0		
Total des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finie, après ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie	R0240	8 241	0	0	0	0	0	0	0		
Meilleure estimation nette des provisions pour sinistres	R0250	385	0	0	0	0	0	0	0		
Total meilleure estimation - brut	R0260	25 168	0	0	0	0	0	0	0		
Total meilleure estimation - net	R0270	1 607	0	0	0	0	0	0	0		
Marge de risque	R0280	121	0	0	0	0	0	0	0		
Provisions techniques - Total											
Provisions techniques - Total	R0320	25 289	0	0	0	0	0	0	0		
Montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finie, après ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie - total	R0330	23 561	0	0	0	0	0	0	0		
Provisions techniques nettes des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finie	R0340	1 728	0	0	0	0	0	0	0		

		Assurance directe et réassurance proportionnelle acceptée			Réassurance non proportionnelle acceptée				Total engagements en non-vie
		Assurance de protection juridique	Assistance	Pertes pécuniaires diverses	Réassurance santé non proportionnelle	Réassurance accidents non proportionnelle	Réassurance maritime, aérienne et transport non proportionnelle	Réassurance dommages non proportionnelle	
		C0110	C0120	C0130	C0140	C0150	C0160	C0170	C0180
Provisions techniques calculées comme un tout									
	R0010								
Total des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finie, après l'ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie, correspondant aux provisions techniques calculées comme un tout									
	R0050								
Provisions techniques calculées comme la somme de la meilleure estimation et de la marge de risque									
Meilleure estimation									
Provisions pour primes									
Brutes	R0060	0	0	0	0				16 542
Total des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finie, après ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie	R0140	0	0	0	0				15 320
Meilleure estimation nette des provisions pour primes	R0150	0	0	0	0				1 222
Provisions pour sinistres									
Brutes	R0160	0	0	0	0				8 626
Total des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finie, après ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie	R0240	0	0	0	0				8 241
Meilleure estimation nette des provisions pour sinistres	R0250	0	0	0	0				385
Total meilleure estimation - brut	R0260	0	0	0	0				25 168
Total meilleure estimation - net	R0270	0	0	0	0				1 607
Marge de risque	R0280	0	0	0	0				121
Provisions techniques - Total									
Provisions techniques - Total	R0320	0	0	0	0				25 289
Montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finie, après ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie - total	R0330	0	0	0	0				23 561
Provisions techniques nettes des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finie	R0340	0	0	0	0				1 728

S.19.01.21 – Sinistres en non-vie

Année d'accident / année de souscription	Z0020	1
--	-------	---

Sinistres payés bruts (non cumulés)

Année		Année de développement										
		0	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10 & +
		C0010	C0020	C0030	C0040	C0050	C0060	C0070	C0080	C0090	C0100	C0110
Précédentes	R0100											0
N-9	R0160	45 853	6 148	209	16	29	0	9	-121	0	0	
N-8	R0170	46 074	6 900	1 104	18	9	1	-159	0	0		
N-7	R0180	53 057	10 390	74	61	73	-179	0	0			
N-6	R0190	56 504	8 586	644	34	-176	1	0				
N-5	R0200	53 602	7 373	309	-187	61	0					
N-4	R0210	48 147	9 373	-168	28	50						
N-3	R0220	56 800	6 283	258	23							
N-2	R0230	55 518	7 820	211								
N-1	R0240	46 843	6 406									
N	R0250	45 324										

	Pour l'année en cours	Somme des années (cumulés)
	C0170	C0180
R0100	0	0
R0160	0	52 144
R0170	0	53 947
R0180	0	63 475
R0190	0	65 592
R0200	0	61 158
R0210	50	57 430
R0220	23	63 364
R0230	211	63 549
R0240	6 406	53 249
R0250	45 324	45 324
Total	52 015	579 233

Meilleure estimation provisions pour sinistres brutes non actualisées

Année	Année de développement										Fin d'année (données actualisées)
	0	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10 & +
	C0200	C0210	C0220	C0230	C0240	C0250	C0260	C0270	C0280	C0290	C0300
Précédentes											0
R0100											0
R0160	0	470	51	34	4	0	0	0	0	0	0
R0170	7 956	267	64	20	0	0	0	0	0		0
R0180	10 033	596	45	24	1	0	0	0			0
R0190	12 068	613	43	38	0	0	0				0
R0200	10 369	632	81	0	-3	0					0
R0210	9 083	605	-10	4	0						0
R0220	8 667	475	18	-117							-114
R0230	9 261	355	-215								-207
R0240	7 541	728									717
R0250	8 490										8 282
Total											8 677

S.22.01.21 – Impact des mesures relatives aux garanties de long terme et des mesures transitoires

		Montant avec mesures relatives aux garanties de long terme et mesures transitoires	Impact des mesures transitoires sur les provisions techniques	Impact des mesures transitoires sur les taux d'intérêt	Impact d'une correction pour volatilité fixée à zéro	Impact d'un ajustement égalisateur fixé à zéro
		C0010	C0030	C0050	C0070	C0090
Provisions techniques	R0010	25 331	0	0	85	0
Fonds propres de base	R0020	31 925	0	0	-3	0
Fonds propres éligibles pour couvrir le SCR	R0050	31 925	0	0	-3	0
Capital de solvabilité requis	R0090	4 714	0	0	3	0
Fonds propres éligibles pour couvrir le minimum de capital requis	R0100	31 925	0	0	-3	0
Minimum de capital requis	R0110	3 900	0	0	0	0

S.23.01.01 – 01 – Fonds propres

		Total	Niveau 1 – non restreint	Niveau 1 – restreint	Niveau 2	Niveau 3
		C0010	C0020	C0030	C0040	C0050
Fonds propres de base avant déduction pour participations dans d'autres secteurs financiers, comme prévu à l'article 68 du règlement délégué 2015/35						
Capital en actions ordinaires (brut des actions propres)	R0010					
Compte de primes d'émission lié au capital en actions ordinaires	R0030					
Fonds initial, cotisations des membres ou élément de fonds propres de base équivalent pour les mutuelles et les entreprises de type mutuel	R0040	381	381			
Comptes mutualistes subordonnés	R0050					
Fonds excédentaires	R0070					
Actions de préférence	R0090					
Compte de primes d'émission lié aux actions de préférence	R0110					
Réserve de réconciliation	R0130	31 544	31 544			
Passifs subordonnés	R0140					
Montant égal à la valeur des actifs d'impôts différés nets	R0160					
Autres éléments de fonds propres approuvés par l'autorité de contrôle en tant que fonds propres de base non spécifiés supra	R0180					
Fonds propres issus des états financiers qui ne devraient pas être inclus dans la réserve de réconciliation et qui ne respectent pas les critères de fonds propres de Solvabilité II						
Fonds propres issus des états financiers qui ne devraient pas être inclus dans la réserve de réconciliation et qui ne respectent pas les critères de fonds propres de Solvabilité II	R0220					
Déductions						
Déductions pour participations dans des établissements de crédit et des établissements financiers	R0230					
Total fonds propres de base après déductions	R0290	31 925	31 925			
Fonds propres auxiliaires						
Capital en actions ordinaires non libéré et non appelé, callable sur demande	R0300					
Fonds initial, cotisations des membres ou élément de fonds propres de base équivalents, non libérés, non appelés et appelables sur demande, pour les mutuelles et les entreprises de type mutuel	R0310					
Actions de préférence non libérées et non appelées, appelables sur demande	R0320					
Engagements juridiquement contraignants de souscrire et de payer des passifs subordonnés sur demande	R0330					
Lettres de crédit et garanties relevant de l'article 96, paragraphe 2, de la directive 2009/138/CE	R0340					

		Total	Niveau 1 - non restreint	Niveau 1 - restreint	Niveau 2	Niveau 3
		C0010	C0020	C0030	C0040	C0050
Lettres de crédit et garanties ne relevant pas de l'article 96, paragraphe 2, de la directive 2009/138/CE	R0350					
Rappels de cotisations en vertu de l'article 96, point 3, de la directive 2009/138/CE	R0360					
Rappels de cotisations ne relevant pas de l'article 96, paragraphe 3, de la directive 2009/138/CE	R0370					
Autres fonds propres auxiliaires	R0390					
Total fonds propres auxiliaires	R0400					
Fonds propres éligibles et disponibles						
Total des fonds propres disponibles pour couvrir le capital de solvabilité requis	R0500	31 925	31 925			
Total des fonds propres disponibles pour couvrir le minimum de capital requis	R0510	31 925	31 925			
Total des fonds propres éligibles pour couvrir le capital de solvabilité requis	R0540	31 925	31 925	0	0	0
Total des fonds propres éligibles pour couvrir le minimum de capital requis	R0550	31 925	31 925	0	0	
Capital de solvabilité requis	R0580	4 714				
Minimum de capital requis	R0600	3 900				
Ratio fonds propres éligibles sur capital de solvabilité requis	R0620	677%				
Ratio fonds propres éligibles sur minimum de capital requis	R0640	819%				

S.23.01.01 – 02 – Fonds propres

C0060

Réserve de réconciliation		
Excédent d'actif sur passif	R0700	31 925
Actions propres (détenues directement et indirectement)	R0710	
Dividendes, distributions et charges prévisibles	R0720	
Autres éléments de fonds propres de base	R0730	381
Ajustement pour les éléments de fonds propres restreints relatifs aux portefeuilles sous ajustement égalisateur et aux fonds cantonnés	R0740	
Réserve de réconciliation	R0760	31 544
Bénéfices attendus		
Bénéfices attendus inclus dans les primes futures (EPIFP) – activités vie	R0770	
Bénéfices attendus inclus dans les primes futures (EPIFP) – activités non-vie	R0780	
Total bénéfices attendus inclus dans les primes futures (EPIFP)	R0790	

S.25.01.21 – Capital de solvabilité requis – pour les entreprises qui utilisent la formule standard

		Capital de solvabilité requis brut	Simplifications	PPE
		C0110	C0120	C0090
Risque de marché	R0010	2 956		
Risque de défaut de la contrepartie	R0020	1 129		
Risque de souscription en vie	R0030	0		– Aucun
Risque de souscription en santé	R0040	637		– Aucun
Risque de souscription en non-vie	R0050	0		– Aucun
Diversification	R0060	-1 063		
Risque lié aux immobilisations incorporelles	R0070			
Capital de solvabilité requis de base	R0100	3 659		

Calcul du capital de solvabilité requis		C0100
Risque opérationnel	R0130	1 098
Capacité d'absorption des pertes des provisions techniques	R0140	-2
Capacité d'absorption des pertes des impôts différés	R0150	-41
Capital requis pour les activités exercées conformément à l'article 4 de la directive 2003/41/CE	R0160	
Capital de solvabilité requis à l'exclusion des exigences de capital supplémentaire	R0200	4 714
Exigences de capital supplémentaire déjà définies	R0210	
Dont exigences de capital supplémentaire déjà définies – Article 37, paragraphe 1, type a)	R0211	
Dont exigences de capital supplémentaire déjà définies – Article 37, paragraphe 1, type b)	R0212	
Dont exigences de capital supplémentaire déjà définies – Article 37, paragraphe 1, type c)	R0213	
Dont exigences de capital supplémentaire déjà définies – Article 37, paragraphe 1, type d)	R0214	
Capital de solvabilité requis	R0220	4 714

Autres informations sur le SCR

Capital requis pour le sous-module risque sur actions fondé sur la durée	R0400	
Total du capital de solvabilité requis notionnel pour la part restante	R0410	
Total du capital de solvabilité requis notionnel pour les fonds cantonnés	R0420	
Total du capital de solvabilité requis notionnel pour les portefeuilles sous ajustement égalisateur	R0430	
Effets de diversification dus à l'agrégation des nSCR des FC selon l'article 304	R0440	

Approche concernant le taux d'imposition		C0109
Approche basée sur le taux d'imposition moyen	R0590	2

Calcul de la capacité d'absorption de pertes des impôts différés		C0130
LAC DT	R0640	-41
LAC DT justifiée par la reprise de passifs d'impôts différés	R0650	-41
LAC DT justifiée au regard de probables bénéfices économiques imposables futur	R0660	
LAC DT justifiée par le report en arrière, exercice en cours	R0670	
LAC DT justifiée par le report en arrière, exercices futurs	R0680	
LAC DT maximale	R0690	-41

S.28.01.01 – Minimum de capital requis (Activités d'assurance ou de réassurance à la fois vie et non-vie)

		Activités en non-vie	
		Résultat MCR(NL,NL)	
		C0010	
Terme de la formule linéaire pour les engagements d'assurance et de réassurance non-vie	R0010	232	
		Meilleure estimation et PT calculées comme un tout, nettes (de la réassurance/des véhicules de titrisation)	Primes émises au cours des 12 derniers mois, nettes (de la réassurance)
		C0020	C0030
Assurance frais médicaux et réassurance proportionnelle y afférente	R0020	1 607	3 320
Assurance de protection du revenu, y compris réassurance proportionnelle y afférente	R0030		
Assurance indemnisation des travailleurs et réassurance proportionnelle y afférente	R0040		
Assurance de responsabilité civile automobile et réassurance proportionnelle y afférente	R0050		
Autre assurance des véhicules à moteur et réassurance proportionnelle y afférente	R0060		
Assurance maritime, aérienne et transport et réassurance proportionnelle y afférente	R0070		
Assurance incendie et autres dommages aux biens et réassurance proportionnelle y afférente	R0080		
Assurance de responsabilité civile générale et réassurance proportionnelle y afférente	R0090		
Assurance crédit et cautionnement et réassurance proportionnelle y afférente	R0100		
Assurance de protection juridique et réassurance proportionnelle y afférente	R0110		
Assurance assistance et réassurance proportionnelle y afférente	R0120		
Assurance pertes pécuniaires diverses et réassurance proportionnelle y afférente	R0130		
Réassurance santé non proportionnelle	R0140		
Réassurance accidents non proportionnelle	R0150		
Réassurance maritime, aérienne et transport non proportionnelle	R0160		
Réassurance dommages non proportionnelle	R0170		

		C0040
Terme de la formule linéaire pour les engagements d'assurance et de réassurance vie	R0200	0

		Meilleure estimation et PT calculées comme un tout, nettes (de la réassurance/des véhicules de titrisation)	Montant total du capital sous risque net (de la réassurance/des véhicules de titrisation)
		C0050	C0060
Engagements avec participation aux bénéfices – Prestations garanties	R0210	3	
Engagements avec participation aux bénéfices – Prestations discrétionnaires futures	R0220		
Engagements d'assurance avec prestations indexées et en unités de compte	R0230		
Autres engagements de (ré)assurance vie et de (ré)assurance santé	R0240		
Montant total du capital sous risque pour tous les engagements de (ré)assurance vie	R0250		0

Calcul du MCR global

		C0070
MCR linéaire	R0300	232
Capital de solvabilité requis	R0310	4 714
Plafond du MCR	R0320	2 121
Plancher du MCR	R0330	1 178
MCR combiné	R0340	1 178
Seuil plancher absolu du MCR	R0350	3 900
Minimum de capital requis	R0400	3 900

le modèle S.02.01.02 pour la communication d'informations sur le bilan établies selon les principes de valorisation de l'article 75 de la Directive 2009/138/CE	Applicable
le modèle S.04.05.21 pour la communication d'informations sur les primes, sinistres et dépenses par lignes d'activités	Non applicable
le modèle S.05.01.02 pour la communication d'informations sur les primes, sinistres et dépenses par pays	Applicable
le modèle S.12.01.02 pour la communication d'informations sur les provisions techniques d'assurance vie et d'assurance santé exercée sur une base technique similaire à celle de l'assurance vie (ci-après « santé similaire à la vie »), par ligne d'activité au sens de l'annexe I du Règlement délégué (UE) 2015/35	Non applicable
le modèle S.17.01.02 pour la communication d'informations sur les provisions techniques non-vie pour chaque ligne d'activité au sens de l'annexe I du Règlement délégué (UE) 2015/35	Applicable
le modèle S.19.01.21 pour la communication d'informations sur les sinistres en non-vie sous la forme de triangles de développement	Applicable
le modèle S.22.01.21 pour la communication d'informations sur l'impact des mesures relatives aux garanties de long terme et des mesures transitoires	Applicable
le modèle S.23.01.01 pour la communication d'informations sur les fonds propres, y compris les fonds propres de base et les fonds propres auxiliaires	Applicable
le modèle S.25.01.21 pour la communication d'informations sur le capital de solvabilité requis calculé à l'aide de la formule standard	Applicable
le modèle S.25.02.21 pour la communication d'informations sur le capital de solvabilité requis calculé à l'aide de la formule standard et d'un modèle interne partiel	Non applicable
le modèle S.25.03.21 pour la communication d'informations sur le capital de solvabilité requis calculé à l'aide d'un modèle interne intégral	Non applicable
le modèle S.28.01.01 concernant le minimum de capital requis pour les entreprises d'assurance et de réassurance exerçant une activité d'assurance ou de réassurance uniquement vie ou uniquement non-vie	Non applicable
le modèle S.28.02.01 concernant le minimum de capital requis pour les entreprises d'assurance exerçant des activités à la fois en vie et en non-vie.	Applicable

S.02.01.02 – Bilan

Valeur Solvabilité II

C0010

Actifs		
Immobilisations incorporelles	R0030	0
Actifs d'impôts différés	R0040	23
Excédent du régime de retraite	R0050	
Immobilisations corporelles détenues pour usage propre	R0060	160
Investissements (autres qu'actifs en représentation de contrats en unités de compte et indexés)	R0070	11 477
– Biens immobiliers (autres que détenus pour usage propre)	R0080	
– Détentions dans des entreprises liées, y compris participations	R0090	1
– Actions	R0100	
• Actions – cotées	R0110	
• Actions – non cotées	R0120	
– Obligations	R0130	10 518
• Obligations d'État	R0140	3 082
• Obligations d'entreprise	R0150	7 435
• Titres structurés	R0160	
• Titres garantis	R0170	0
– Organismes de placement collectif	R0180	
– Produits dérivés	R0190	
– Dépôts autres que les équivalents de trésorerie	R0200	959
– Autres investissements	R0210	
Actifs en représentation de contrats en unités de compte et indexés	R0220	
Prêts et prêts hypothécaires	R0230	
– Avances sur police	R0240	
– Prêts et prêts hypothécaires aux particuliers	R0250	
– Autres prêts et prêts hypothécaires	R0260	
Montants recouvrables au titre des contrats de réassurance	R0270	878
– Non-vie et santé similaire à la non-vie	R0280	878
• Non-vie hors santé	R0290	0
• Santé similaire à la non-vie	R0300	878
– Vie et santé similaire à la vie, hors santé, UC et indexés	R0310	
– Santé similaire à la vie	R0320	
– Vie hors santé, UC et indexés	R0330	
– Vie UC et indexés	R0340	
Dépôts auprès des cédantes	R0350	
Créances nées d'opérations d'assurance et montants à recevoir d'intermédiaires	R0360	15 403
Créances nées d'opérations de réassurance	R0370	478
Autres créances (hors assurance)	R0380	102
Actions propres auto-détenues (directement)	R0390	
Éléments de fonds propres ou fonds initial appelé(s), mais non encore payé(s)	R0400	
Trésorerie et équivalents de trésorerie	R0410	3 180
Autres actifs non mentionnés dans les postes ci-dessus	R0420	339
Total de l'actif	R0500	32 040

Passifs		
Provisions techniques non-vie	R0510	1 088
– Provisions techniques non-vie (hors santé)	R0520	0
• Provisions techniques calculées comme un tout	R0530	0
• Meilleure estimation	R0540	
• Marge de risque	R0550	
– Provisions techniques santé (similaire à la non-vie)	R0560	1 088
• Provisions techniques calculées comme un tout	R0570	0
• Meilleure estimation	R0580	840
• Marge de risque	R0590	247
– Provisions techniques vie (hors UC et indexés)	R0600	
• Provisions techniques santé (similaire à la vie)	R0610	
• Provisions techniques calculées comme un tout	R0620	
• Meilleure estimation	R0630	
• Marge de risque	R0640	
Provisions techniques vie (hors santé, UC et indexés)	R0650	
– Provisions techniques calculées comme un tout	R0660	
– Meilleure estimation	R0670	
– Marge de risque	R0680	
Provisions techniques UC et indexés	R0690	
– Provisions techniques calculées comme un tout	R0700	
– Meilleure estimation	R0710	
– Marge de risque	R0720	
Passifs éventuels	R0740	
Provisions autres que les provisions techniques	R0750	
Provisions pour retraite	R0760	
Dépôts des réassureurs	R0770	
Passifs d'impôts différés	R0780	
Produits dérivés	R0790	
Dettes envers des établissements de crédit	R0800	
Dettes financières autres que celles envers les établissements de crédit	R0810	
Dettes nées d'opérations d'assurance et montants dus aux intermédiaires	R0820	752
Dettes nées d'opérations de réassurance	R0830	794
Autres dettes (hors assurance)	R0840	1 684
Passifs subordonnés	R0850	
– Passifs subordonnés non inclus dans les fonds propres de base	R0860	
– Passifs subordonnés inclus dans les fonds propres de base	R0870	
Autres dettes non mentionnées dans les postes ci-dessus	R0880	15 126
Total du passif	R0900	19 444
Excédent d'actif sur passif	R1000	12 597

S.05.01.02 – 01 – Primes, sinistres et dépenses par ligne d'activité

		Ligne d'activité pour : engagements d'assurance et de réassurance non-vie (assurance directe et réassurance proportionnelle acceptée)													Ligne d'activité pour: réassurance non proportionnelle acceptée				Total
		Assurance des frais médicaux	Assurance de protection du revenu	Assurance d'indemnisation des travailleurs	Assurance de responsabilité civile automobile	Assurance de responsabilité civile	Autre assurance des véhicules à moteur	Assurance maritime, aérienne et transport aux biens	Assurance incendie et autres dommages aux biens	Assurance de responsabilité civile générale	Assurance crédit et cautionnement	Assurance de protection juridique	Assistance	Pertes pécuniaires diverses	Santé	Accidents	Assurance maritime, aérienne et transport	Biens	
		C0010	C0020	C0030	C0040	C0050	C0060	C0070	C0080	C0090	C0100	C0110	C0120	C0130	C0140	C0150	C0160	C0200	
Primes émises																			
Brutes - Assurance directe	R0110	17 055	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0					17 055	
Brutes - Réassurance proportionnelle acceptée	R0120		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0						
Brutes - Réassurance non proportionnelle acceptée	R0130													0	0	0	0		
Part des réassureurs	R0140	10 362	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	10 362	
Nettes	R0200	6 694	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	6 694	
Primes acquises																			
Brutes - Assurance directe	R0210	17 188	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0					17 188	
Brutes - Réassurance proportionnelle acceptée	R0220		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0						
Brutes - Réassurance non proportionnelle acceptée	R0230													0	0	0	0		
Part des réassureurs	R0240	10 441	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	10 441	
Nettes	R0300	6 747	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	6 747	
Charge des sinistres																			
Brute - Assurance directe	R0310	11 313	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0					11 313	
Brute - Réassurance proportionnelle acceptée	R0320		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0						
Brute - Réassurance non proportionnelle acceptée	R0330													0	0	0	0		
Part des réassureurs	R0340	6 791	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	6 791	
Nette	R0400	4 522	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4 522	
Dépenses engagées	R0550	714	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	714	
Solde - Autres dépenses/recettes techniques	R1200																		
Total des dépenses	R1300																	714	

Ligne d'activité pour : engagements d'assurance vie													Engagements de réassurance vie		Total
Assurance maladie		Assurance avec participation aux bénéfices	Assurance indexée et en unités de compte	Autres assurances vie	Rentes découlant des contrats d'assurance non-vie et liés aux engagements d'assurance santé	Rentes découlant des contrats d'assurance non-vie et liés aux engagements d'assurance autres que les engagements d'assurance santé	Réassurance maladie	Réassurance vie							
C0210		C0220	C0230	C0240	C0250	C0260	C0270	C0280					C0300		
Primes émises															
Brutes	R1410	0	44	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	44	
Part des réassureurs	R1420	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0		
Nettes	R1500	0	44	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	44	
Primes acquises															
Brutes	R1510	0	44	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	44	
Part des réassureurs	R1520	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0		
Nettes	R1600	0	44	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	44	
Charge des sinistres															
Brute	R1610	0	30	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	30	
Part des réassureurs	R1620	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
Nette	R1700	0	30	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	30	
Dépenses engagées	R1900	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	
Solde – Autres dépenses/recettes techniques	R2500														
Total des dépenses	R2600													1	
Montant total des rachats	R2700														

S.17.01.02 – Provisions techniques non-vie

	Assurance directe et réassurance proportionnelle acceptée									
	Assurance des frais médicaux	Assurance de protection du revenu	Assurance d'indemnisation des travailleurs	Assurance de responsabilité civile automobile	Autre assurance des véhicules à moteur	Assurance maritime, aérienne et transport	Assurance incendie et autres dommages aux biens	Assurance de responsabilité civile générale	Assurance de crédit et cautionnement	
Provisions techniques calculées comme un tout	R0020	C0030	C0040	C0050	C0060	C0070	C0080	C0090	C0100	
Total des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite, après l'ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie, correspondant aux provisions techniques calculées comme un tout	R0050									
Provisions techniques calculées comme la somme de la meilleure estimation et de la marge de risque										
Meilleure estimation										
Provisions pour primes										
Brutes	R0060	-1 147								
Total des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite, après ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie	R0140	-223								
Meilleure estimation nette des provisions pour primes	R0150	-924								
Provisions pour sinistres										
Brutes	R0160	1 987								
Total des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite, après ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie	R0240	1 101								
Meilleure estimation nette des provisions pour sinistres	R0250	887								
Total meilleure estimation - brut	R0260	840								
Total meilleure estimation - net	R0270	-37								
Marge de risque	R0280	247								
Provisions techniques - Total										
Provisions techniques - Total	R0320	1 088								
Montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite, après ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie - total	R0330	878								
Provisions techniques nettes des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite	R0340	210								

		Assurance directe et réassurance proportionnelle acceptée			Réassurance non proportionnelle acceptée				Total engagements en non-vie
		Assurance de protection juridique	Assistance	Pertes pécuniaires diverses	Réassurance santé non proportionnelle	Réassurance accidents non proportionnelle	Réassurance maritime, aérienne et transport non proportionnelle	Réassurance dommages non proportionnelle	
		C0110	C0120	C0130	C0140	C0150	C0160	C0170	C0180
Provisions techniques calculées comme un tout									
	R0010								
Total des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finie, après l'ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie, correspondant aux provisions techniques calculées comme un tout									
	R0050								
Provisions techniques calculées comme la somme de la meilleure estimation et de la marge de risque									
Meilleure estimation									
Provisions pour primes									
	R0060								-1 147
Brutes									
	R0140								-223
Total des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finie, après ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie									
	R0150								-924
Meilleure estimation nette des provisions pour primes									
Provisions pour sinistres									
	R0160								1 987
Brutes									
	R0240								1 101
Total des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finie, après ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie									
	R0250								887
Meilleure estimation nette des provisions pour sinistres									
	R0260								840
Total meilleure estimation - brut									
	R0270								-37
Total meilleure estimation - net									
	R0280								247
Marge de risque									
Provisions techniques - Total									
	R0320								1 088
Provisions techniques - Total									
	R0330								878
Montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finie, après ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie - total									
	R0340								210
Provisions techniques nettes des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finie									

Année d'accident / année de souscription	
Z0020	1

Année de développement											
Année	0	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10 & +
	C0010	C0020	C0030	C0040	C0050	C0060	C0070	C0080	C0090	C0100	C0110
Précédentes	R0100										0
N-9	R0160	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
N-8	R0170	0	0	0	0	0	0	0	0		
N-7	R0180	5 172	2 273	81	19	76	0	0	0		
N-6	R0190	6 737	861	144	78	5	0	0			
N-5	R0200	6 828	1 249	82	8	16	0				
N-4	R0210	6 978	1 045	55	35	5					
N-3	R0220	8 518	1 073	243	17						
N-2	R0230	8 485	1 132	61							
N-1	R0240	10 106	1 036								
N	R0250	10 123									

	Pour l'année en cours	Somme des années (cumulés)
	C0170	C0180
R0100	0	0
R0160	0	0
R0170	0	0
R0180	0	7 622
R0190	0	7 825
R0200	0	8 184
R0210	5	8 119
R0220	17	9 851
R0230	61	9 678
R0240	1 036	11 142
R0250	10 123	10 123
Total	11 242	72 544

S.22.01.21 – Impact des mesures relatives aux garanties de long terme et des mesures transitoires

		Montant avec mesures relatives aux garanties de long terme et mesures transitoires	Impact des mesures transitoires sur les provisions techniques	Impact des mesures transitoires sur les taux d'intérêt	Impact d'une correction pour volatilité fixée à zéro	Impact d'un ajustement égalisateur fixé à zéro
		C0010	C0030	C0050	C0070	C0090
Provisions techniques	R0010	1 088	0	0	13	0
Fonds propres de base	R0020	12 597	0	0	-6	0
Fonds propres éligibles pour couvrir le SCR	R0050	12 597	0	0	-6	0
Capital de solvabilité requis	R0090	3 786	0	0	0	0
Fonds propres éligibles pour couvrir le minimum de capital requis	R0100	12 574	0	0	-8	0
Minimum de capital requis	R0110	4 000	0	0	0	0

S.23.01.01 – 01 – Fonds propres

		Total	Niveau 1 - non restreint	Niveau 1 - restreint	Niveau 2	Niveau 3
		C0010	C0020	C0030	C0040	C0050
Fonds propres de base avant déduction pour participations dans d'autres secteurs financiers, comme prévu à l'article 68 du règlement délégué 2015/35						
Capital en actions ordinaires (brut des actions propres)	R0010					
Compte de primes d'émission lié au capital en actions ordinaires	R0030					
Fonds initial, cotisations des membres ou élément de fonds propres de base équivalent pour les mutuelles et les entreprises de type mutuel	R0040	381	381			
Comptes mutualistes subordonnés	R0050					
Fonds excédentaires	R0070					
Actions de préférence	R0090					
Compte de primes d'émission lié aux actions de préférence	R0110					
Réserve de réconciliation	R0130	12 193	12 193			
Passifs subordonnés	R0140					
Montant égal à la valeur des actifs d'impôts différés nets	R0160	23				23
Autres éléments de fonds propres approuvés par l'autorité de contrôle en tant que fonds propres de base non spécifiés supra	R0180					
Fonds propres issus des états financiers qui ne devraient pas être inclus dans la réserve de réconciliation et qui ne respectent pas les critères de fonds propres de Solvabilité II						
Fonds propres issus des états financiers qui ne devraient pas être inclus dans la réserve de réconciliation et qui ne respectent pas les critères de fonds propres de Solvabilité II	R0220					
Déductions						
Déductions pour participations dans des établissements de crédit et des établissements financiers	R0230					
Total fonds propres de base après déductions	R0290	12 597	12 574			23
Fonds propres auxiliaires						
Capital en actions ordinaires non libéré et non appelé, callable sur demande	R0300					
Fonds initial, cotisations des membres ou élément de fonds propres de base équivalents, non libérés, non appelés et appelables sur demande, pour les mutuelles et les entreprises de type mutuel	R0310					
Actions de préférence non libérées et non appelées, appelables sur demande	R0320					
Engagements juridiquement contraignants de souscrire et de payer des passifs subordonnés sur demande	R0330					
Lettres de crédit et garanties relevant de l'article 96, paragraphe 2, de la directive 2009/138/CE	R0340					

		Total	Niveau 1 - non restreint	Niveau 1 - restreint	Niveau 2	Niveau 3
		C0010	C0020	C0030	C0040	C0050
Lettres de crédit et garanties ne relevant pas de l'article 96, paragraphe 2, de la directive 2009/138/CE	R0350					
Rappels de cotisations en vertu de l'article 96, point 3, de la directive 2009/138/CE	R0360					
Rappels de cotisations ne relevant pas de l'article 96, paragraphe 3, de la directive 2009/138/CE	R0370					
Autres fonds propres auxiliaires	R0390					
Total fonds propres auxiliaires	R0400					
Fonds propres éligibles et disponibles						
Total des fonds propres disponibles pour couvrir le capital de solvabilité requis	R0500	12 597	12 574			23
Total des fonds propres disponibles pour couvrir le minimum de capital requis	R0510	12 574	12 574			
Total des fonds propres éligibles pour couvrir le capital de solvabilité requis	R0540	12 597	12 574	0	0	23
Total des fonds propres éligibles pour couvrir le minimum de capital requis	R0550	12 574	12 574	0	0	
Capital de solvabilité requis	R0580	3 786				
Minimum de capital requis	R0600	4 000				
Ratio fonds propres éligibles sur capital de solvabilité requis	R0620	333%				
Ratio fonds propres éligibles sur minimum de capital requis	R0640	314%				

S.23.01.01 – 02 – Fonds propres

		C0060
Réserve de réconciliation		
Excédent d'actif sur passif	R0700	12 597
Actions propres (détenues directement et indirectement)	R0710	
Dividendes, distributions et charges prévisibles	R0720	
Autres éléments de fonds propres de base	R0730	404
Ajustement pour les éléments de fonds propres restreints relatifs aux portefeuilles sous ajustement égalisateur et aux fonds cantonnés	R0740	
Réserve de réconciliation	R0760	12 193
Bénéfices attendus		
Bénéfices attendus inclus dans les primes futures (EPIFP) – activités vie	R0770	
Bénéfices attendus inclus dans les primes futures (EPIFP) – activités non-vie	R0780	924
Total bénéfices attendus inclus dans les primes futures (EPIFP)	R0790	924

S.25.01.21 – Capital de solvabilité requis – pour les entreprises qui utilisent la formule standard

		Capital de solvabilité requis brut	Simplifications	PPE
		C0110	C0120	C0090
Risque de marché	R0010	1 081		
Risque de défaut de la contrepartie	R0020	240		
Risque de souscription en vie	R0030	0		– Aucun
Risque de souscription en santé	R0040	2 733		– Aucun
Risque de souscription en non-vie	R0050	0		– Aucun
Diversification	R0060	–794		
Risque lié aux immobilisations incorporelles	R0070			
Capital de solvabilité requis de base	R0100	3 261		

Calcul du capital de solvabilité requis		C0100
Risque opérationnel	R0130	526
Capacité d'absorption des pertes des provisions techniques	R0140	
Capacité d'absorption des pertes des impôts différés	R0150	
Capital requis pour les activités exercées conformément à l'article 4 de la directive 2003/41/CE	R0160	
Capital de solvabilité requis à l'exclusion des exigences de capital supplémentaire	R0200	3 786
Exigences de capital supplémentaire déjà définies	R0210	
Dont exigences de capital supplémentaire déjà définies – Article 37, paragraphe 1, type a)	R0211	
Dont exigences de capital supplémentaire déjà définies – Article 37, paragraphe 1, type b)	R0212	
Dont exigences de capital supplémentaire déjà définies – Article 37, paragraphe 1, type c)	R0213	
Dont exigences de capital supplémentaire déjà définies – Article 37, paragraphe 1, type d)	R0214	
Capital de solvabilité requis	R0220	3 786

Autres informations sur le SCR

Capital requis pour le sous-module risque sur actions fondé sur la durée	R0400	
Total du capital de solvabilité requis notionnel pour la part restante	R0410	
Total du capital de solvabilité requis notionnel pour les fonds cantonnés	R0420	
Total du capital de solvabilité requis notionnel pour les portefeuilles sous ajustement égalisateur	R0430	
Effets de diversification dus à l'agrégation des nSCR des FC selon l'article 304	R0440	

Approche concernant le taux d'imposition		C0109
Approche basée sur le taux d'imposition moyen	R0590	3

Calcul de la capacité d'absorption de pertes des impôts différés		C0130
LAC DT	R0640	0
LAC DT justifiée par la reprise de passifs d'impôts différés	R0650	0
LAC DT justifiée au regard de probables bénéfices économiques imposables futur	R0660	
LAC DT justifiée par le report en arrière, exercice en cours	R0670	
LAC DT justifiée par le report en arrière, exercices futurs	R0680	
LAC DT maximale	R0690	0

S.28.01.02 – Minimum de capital requis (Activités d'assurance ou de réassurance à la fois vie et non-vie)

		Activités en non-vie	Activités en vie
		Résultat MCR(NL,NL)	Résultat MCR(NL,NL)
		C0010	C0020
Terme de la formule linéaire pour les engagements d'assurance et de réassurance non-vie	R0010	313	

		Activités en non-vie		Activités en vie	
		Meilleure estimation et PT calculées comme un tout, nettes (de la réassurance/ des véhicules de titrisation)	Primes émises au cours des 12 derniers mois, nettes (de la réassurance)	Meilleure estimation et PT calculées comme un tout, nettes (de la réassurance/ des véhicules de titrisation)	Primes émises au cours des 12 derniers mois, nettes (de la réassurance)
		C0030	C0040	C0050	C0060
Assurance frais médicaux et réassurance proportionnelle y afférente	R0020	-37	6 694	-37	6 694
Assurance de protection du revenu, y compris réassurance proportionnelle y afférente	R0030				
Assurance indemnisation des travailleurs et réassurance proportionnelle y afférente	R0040				
Assurance de responsabilité civile automobile et réassurance proportionnelle y afférente	R0050				
Autre assurance des véhicules à moteur et réassurance proportionnelle y afférente	R0060				
Assurance maritime, aérienne et transport et réassurance proportionnelle y afférente	R0070				
Assurance incendie et autres dommages aux biens et réassurance proportionnelle y afférente	R0080				
Assurance de responsabilité civile générale et réassurance proportionnelle y afférente	R0090				
Assurance crédit et cautionnement et réassurance proportionnelle y afférente	R0100				
Assurance de protection juridique et réassurance proportionnelle y afférente	R0110				
Assurance assistance et réassurance proportionnelle y afférente	R0120				
Assurance pertes pécuniaires diverses et réassurance proportionnelle y afférente	R0130				
Réassurance santé non proportionnelle	R0140				
Réassurance accidents non proportionnelle	R0150				
Réassurance maritime, aérienne et transport non proportionnelle	R0160				
Réassurance dommages non proportionnelle	R0170				

		Activités en non-vie	Activités en vie
		Résultat MCR(L,NL)	Résultat MCR(L,L)
		C0070	C0080
Terme de la formule linéaire pour les engagements d'assurance et de réassurance vie	R0200		0

		Activités en non-vie		Activités en vie	
		Meilleure estimation et PT calculées comme un tout, nettes (de la réassurance/ des véhicules de titrisation)	Montant total du capital sous risque net (de la réassurance/ des véhicules de titrisation)	Meilleure estimation et PT calculées comme un tout, nettes (de la réassurance/ des véhicules de titrisation)	Montant total du capital sous risque net (de la réassurance/ des véhicules de titrisation)
		C0090	C0100	C0110	C0120
Engagements avec participation aux bénéfices – Prestations garanties	R0210				
Engagements avec participation aux bénéfices – Prestations discrétionnaires futures	R0220				
Engagements d'assurance avec prestations indexées et en unités de compte	R0230				
Autres engagements de (ré)assurance vie et de (ré)assurance santé	R0240				
Montant total du capital sous risque pour tous les engagements de (ré)assurance vie	R0250				0

Calcul du MCR global

		C0130
MCR linéaire	R0300	313
Capital de solvabilité requis	R0310	3 786
Plafond du MCR	R0320	1 704
Plancher du MCR	R0330	947
MCR combiné	R0340	947
Seuil plancher absolu du MCR	R0350	4 000
Minimum de capital requis	R0400	4 000

Calcul du montant notionnel du MCR en non-vie et en vie

		Activités en non-vie	Activités en vie
		C0140	C0150
Montant notionnel du MCR linéaire	R0500	313	0
Montant notionnel du SCR hors capital supplémentaire (calcul annuel ou dernier calcul)	R0510	3 786	
Plafond du montant notionnel du MCR	R0520	1 704	
Plancher du montant notionnel du MCR	R0530	947	
Montant notionnel du MCR combiné	R0540	947	0
Seuil plancher absolu du montant notionnel du MCR	R0550	2 700	4 000
Montant notionnel du MCR	R0560	2 700	4 000

le modèle S.02.01.02 pour la communication d'informations sur le bilan établies selon les principes de valorisation de l'article 75 de la Directive 2009/138/CE	Applicable
le modèle S.04.05.21 pour la communication d'informations sur les primes, sinistres et dépenses par lignes d'activités	Non applicable
le modèle S.05.01.02 pour la communication d'informations sur les primes, sinistres et dépenses par pays	Applicable
le modèle S.12.01.02 pour la communication d'informations sur les provisions techniques d'assurance vie et d'assurance santé exercée sur une base technique similaire à celle de l'assurance vie (ci-après « santé similaire à la vie »), par ligne d'activité au sens de l'annexe I du Règlement délégué (UE) 2015/35	Applicable
le modèle S.17.01.02 pour la communication d'informations sur les provisions techniques non-vie pour chaque ligne d'activité au sens de l'annexe I du Règlement délégué (UE) 2015/35	Applicable
le modèle S.19.01.21 pour la communication d'informations sur les sinistres en non-vie sous la forme de triangles de développement	Applicable
le modèle S.22.01.21 pour la communication d'informations sur l'impact des mesures relatives aux garanties de long terme et des mesures transitoires	Applicable
le modèle S.23.01.01 pour la communication d'informations sur les fonds propres, y compris les fonds propres de base et les fonds propres auxiliaires	Applicable
le modèle S.25.01.21 pour la communication d'informations sur le capital de solvabilité requis calculé à l'aide de la formule standard	Applicable
le modèle S.25.02.21 pour la communication d'informations sur le capital de solvabilité requis calculé à l'aide de la formule standard et d'un modèle interne partiel	Non applicable
le modèle S.25.03.21 pour la communication d'informations sur le capital de solvabilité requis calculé à l'aide d'un modèle interne intégral	Non applicable
le modèle S.28.01.01 concernant le minimum de capital requis pour les entreprises d'assurance et de réassurance exerçant une activité d'assurance ou de réassurance uniquement vie ou uniquement non-vie	Non applicable
le modèle S.28.02.01 concernant le minimum de capital requis pour les entreprises d'assurance exerçant des activités à la fois en vie et en non-vie.	Applicable

S.02.01.02 – Bilan

Valeur Solvabilité II

C0010

Actifs		
Immobilisations incorporelles	R0030	0
Actifs d'impôts différés	R0040	2 182
Excédent du régime de retraite	R0050	
Immobilisations corporelles détenues pour usage propre	R0060	59 205
Investissements (autres qu'actifs en représentation de contrats en unités de compte et indexés)	R0070	1 103 778
– Biens immobiliers (autres que détenus pour usage propre)	R0080	18 088
– Détentions dans des entreprises liées, y compris participations	R0090	54 464
– Actions	R0100	17 503
• Actions – cotées	R0110	7 741
• Actions – non cotées	R0120	9 763
– Obligations	R0130	710 567
• Obligations d'État	R0140	80 012
• Obligations d'entreprise	R0150	618 944
• Titres structurés	R0160	11 610
• Titres garantis	R0170	0
– Organismes de placement collectif	R0180	188 067
– Produits dérivés	R0190	
– Dépôts autres que les équivalents de trésorerie	R0200	103 045
– Autres investissements	R0210	12 045
Actifs en représentation de contrats en unités de compte et indexés	R0220	
Prêts et prêts hypothécaires	R0230	2 437
– Avances sur police	R0240	
– Prêts et prêts hypothécaires aux particuliers	R0250	
– Autres prêts et prêts hypothécaires	R0260	2 437
Montants recouvrables au titre des contrats de réassurance	R0270	71 409
– Non-vie et santé similaire à la non-vie	R0280	44 970
• Non-vie hors santé	R0290	0
• Santé similaire à la non-vie	R0300	44 970
– Vie et santé similaire à la vie, hors santé, UC et indexés	R0310	26 439
– Santé similaire à la vie	R0320	13 392
– Vie hors santé, UC et indexés	R0330	13 048
– Vie UC et indexés	R0340	
Dépôts auprès des cédantes	R0350	268
Créances nées d'opérations d'assurance et montants à recevoir d'intermédiaires	R0360	424 043
Créances nées d'opérations de réassurance	R0370	2 997
Autres créances (hors assurance)	R0380	15 613
Actions propres auto-détenues (directement)	R0390	
Éléments de fonds propres ou fonds initial appelé(s), mais non encore payé(s)	R0400	
Trésorerie et équivalents de trésorerie	R0410	44 567
Autres actifs non mentionnés dans les postes ci-dessus	R0420	13 191
Total de l'actif	R0500	1 739 690

Passifs		
Provisions techniques non-vie	R0510	158 605
– Provisions techniques non-vie (hors santé)	R0520	0
• Provisions techniques calculées comme un tout	R0530	0
• Meilleure estimation	R0540	
• Marge de risque	R0550	
– Provisions techniques santé (similaire à la non-vie)	R0560	158 605
• Provisions techniques calculées comme un tout	R0570	0
• Meilleure estimation	R0580	139 627
• Marge de risque	R0590	18 978
– Provisions techniques vie (hors UC et indexés)	R0600	155 773
• Provisions techniques santé (similaire à la vie)	R0610	51 047
• Provisions techniques calculées comme un tout	R0620	0
• Meilleure estimation	R0630	50 070
• Marge de risque	R0640	978
Provisions techniques vie (hors santé, UC et indexés)	R0650	104 726
– Provisions techniques calculées comme un tout	R0660	0
– Meilleure estimation	R0670	100 184
– Marge de risque	R0680	4 542
Provisions techniques UC et indexés	R0690	
– Provisions techniques calculées comme un tout	R0700	
– Meilleure estimation	R0710	
– Marge de risque	R0720	
Passifs éventuels	R0740	
Provisions autres que les provisions techniques	R0750	1 290
Provisions pour retraite	R0760	4 396
Dépôts des réassureurs	R0770	8 285
Passifs d'impôts différés	R0780	
Produits dérivés	R0790	
Dettes envers des établissements de crédit	R0800	3 609
Dettes financières autres que celles envers les établissements de crédit	R0810	
Dettes nées d'opérations d'assurance et montants dus aux intermédiaires	R0820	9 857
Dettes nées d'opérations de réassurance	R0830	29 626
Autres dettes (hors assurance)	R0840	58 673
Passifs subordonnés	R0850	167 101
– Passifs subordonnés non inclus dans les fonds propres de base	R0860	147 422
– Passifs subordonnés inclus dans les fonds propres de base	R0870	19 679
Autres dettes non mentionnées dans les postes ci-dessus	R0880	362 096
Total du passif	R0900	959 309
Excédent d'actif sur passif	R1000	780 380

S.05.01.02 – 01 – Primes, sinistres et dépenses par ligne d'activité

		Ligne d'activité pour : engagements d'assurance et de réassurance non-vie (assurance directe et réassurance proportionnelle acceptée)												Ligne d'activité pour: réassurance non proportionnelle acceptée				Total
		Assurance des frais médicaux	Assurance de protection du revenu	Assurance d'indemnisation des travailleurs	Assurance de responsabilité civile automobile	Autre assurance des véhicules à moteur	Assurance maritime, aérienne et transport	Assurance incendie et autres dommages aux biens	Assurance de responsabilité civile générale	Assurance crédit et cautionnement	Assurance de protection juridique	Assistance	Pertes pécuniaires diverses	Santé	Accidents	Assurance maritime, aérienne et transport	Biens	Total
		C0010	C0020	C0030	C0040	C0050	C0060	C0070	C0080	C0090	C0100	C0110	C0120	C0130	C0140	C0150	C0160	C0200
Primes émises																		
Brutes - Assurance directe	R0110	722 684	40 121															770 272
Brutes - Réassurance proportionnelle acceptée	R0120	13 257	252															12 269
Brutes - Réassurance non proportionnelle acceptée	R0130																	
Part des réassureurs	R0140	312 216	5 926															331 099
Nettes	R0200	423 725	34 448															451 442
Primes acquises																		
Brutes - Assurance directe	R0210	722 521	39 763															764 040
Brutes - Réassurance proportionnelle acceptée	R0220	13 286	252															12 288
Brutes - Réassurance non proportionnelle acceptée	R0230																	
Part des réassureurs	R0240	311 030	5 926															331 096
Nettes	R0300	424 777	34 090															445 232
Charge des sinistres																		
Brute - Assurance directe	R0310	539 331	25 717															548 761
Brute - Réassurance proportionnelle acceptée	R0320	10 197	14															9 614
Brute - Réassurance non proportionnelle acceptée	R0330																	
Part des réassureurs	R0340	223 681	4 868															229 233
Nette	R0400	325 846	20 862															329 141
Dépenses engagées	R0550	104 935	13 749															114 574
Solde - Autres dépenses/recettes techniques	R1200																	
Total des dépenses	R1300																	114 574

Ligne d'activité pour : engagements d'assurance vie									
	Assurance maladie	Assurance avec participation aux bénéfices	Assurance indexée et en unités de compte	Autres assurances vie	Rentes découlant des contrats d'assurance non-vie et liés aux engagements d'assurance santé	Rentes découlant des contrats d'assurance non-vie et liés aux engagements d'assurance santé que les engagements d'assurance santé	Engagements de réassurance vie		Total
	C0210	C0220	C0230	C0240	C0250	C0260	Réassurance maladie	Réassurance vie	C0300
Primes émises									
Brutes	R1410	1 718	44 522		10 740				
Part des réassureurs	R1420	38	8 567		4 393			-3	56 977
Nettes	R1500	1 680	35 955		6 346				12 998
Primes acquises									
Brutes	R1510	1 718	43 728		10 046				
Part des réassureurs	R1520	38	8 567		4 393			-3	55 489
Nettes	R1600	1 680	35 161		5 653				12 999
Charge des sinistres									
Brute	R1610	94	16 541		8 505				
Part des réassureurs	R1620	16	4 281		3 713		0	215	25 355
Nette	R1700	78	12 260		4 793				8 010
Dépenses engagées	R1900	645	13 993		2 286		0	215	17 345
Solde – Autres dépenses/recettes techniques	R2500								16 923
Total des dépenses	R2600								
Montant total des rachats	R2700								16 923

S.12.01.02 – Provisions techniques vie et santé SLT

	Assurance avec participation aux bénéfices	Assurance indexée et en unités de compte			Autres assurances vie			Rentes découlant des contrats d'assurance non-vie et liées aux engagements d'assurance autres que les engagements d'assurance santé	Réassurance acceptée	Total (vie hors santé, y compris UC)
		Contrats sans options ni garanties	Contrats avec options ou garanties		Contrats sans options ni garanties	Contrats avec options ou garanties				
	C0020	C0030	C0040	C0050	C0060	C0070	C0080	C0090	C0100	C0150
Provisions techniques calculées comme un tout	R0010									
Total des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite, après l'ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie, correspondant aux provisions techniques calculées comme un tout	R0020									
Provisions techniques calculées comme la somme de la meilleure estimation et de la marge de risque										
Meilleure estimation										
Meilleure estimation brute	R0030	99 002							1 182	100 184
Total des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite, après ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie	R0080	13 048							0	13 048
Meilleure estimation diminuée des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite	R0090	85 954							1 182	87 136
Marge de risque	R0100	4 541							0	4 542
Provisions techniques - Total	R0200	103 543							1 183	104 726

		Assurance santé (assurance directe)			Rentes découlant des contrats d'assurance non-vie et liées aux engagements d'assurance santé	Réassurance santé (réassurance acceptée)	Total (santé similaire à la vie)	
		Contrats sans options ni garanties		Contrats avec options ou garanties				
		C0160	C0170					C0180
Provisions techniques calculées comme un tout		R0010						
Total des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite, après l'ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie, correspondant aux provisions techniques calculées comme un tout		R0020						
Provisions techniques calculées comme la somme de la meilleure estimation et de la marge de risque								
Meilleure estimation								
Meilleure estimation brute		R0030		0		50 070	0	50 070
Total des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite, après ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie		R0080		0		13 392	0	13 392
Meilleure estimation diminuée des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite		R0090		0		36 678	0	36 678
Marge de risque		R0100	594			384	0	978
Provisions techniques - Total		R0200	594			50 454	0	51 047

S.17.01.02 – Provisions techniques non-vie

Assurance directe et réassurance proportionnelle acceptée											
		Assurance des frais médicaux	Assurance de protection du revenu	Assurance d'indemnisation des travailleurs	Assurance de responsabilité civile automobile	Autre assurance des véhicules à moteur	Assurance maritime, aérienne et transport	Assurance incendie et autres dommages aux biens	Assurance de responsabilité civile générale	Assurance de crédit et cautionnement	
		C0020	C0030	C0040	C0050	C0060	C0070	C0080	C0090	C0100	
Provisions techniques calculées comme un tout		R0010									
Total des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite, après l'ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie, correspondant aux provisions techniques calculées comme un tout		R0050									
Provisions techniques calculées comme la somme de la meilleure estimation et de la marge de risque											
Meilleure estimation											
Provisions pour primes											
Brutes		R0060	-17 188	-2 805	0	0	0	0	0	0	
Total des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite, après ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie		R0140	-6 041	-271	0	0	0	0	0	0	
Meilleure estimation nette des provisions pour primes		R0150	-11 148	-2 534	0	0	0	0	0	0	
Provisions pour sinistres											
Brutes		R0160	71 263	88 358	0	0	0	0	0	0	
Total des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite, après ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie		R0240	25 879	25 403	0	0	0	0	0	0	
Meilleure estimation nette des provisions pour sinistres		R0250	45 384	62 955	0	0	0	0	0	0	
Total meilleure estimation - brut		R0260	54 075	85 552	0	0	0	0	0	0	
Total meilleure estimation - net		R0270	34 236	60 421	0	0	0	0	0	0	
Marge de risque		R0280	14 218	4 760	0	0	0	0	0	0	
Provisions techniques - Total											
Provisions techniques - Total		R0320	68 293	90 312	0	0	0	0	0	0	
Montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite, après ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie - total		R0330	19 838	25 132	0	0	0	0	0	0	
Provisions techniques nettes des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite		R0340	48 455	65 180	0	0	0	0	0	0	

	Assurance directe et réassurance proportionnelle acceptée			Réassurance non proportionnelle acceptée					Total engagements en non-vie
	Assurance de protection juridique	Assistance	Pertes pécuniaires diverses	Réassurance santé non proportionnelle	Réassurance accidents non proportionnelle	Réassurance maritime, aérienne et transport non proportionnelle	Réassurance dommages non proportionnelle		
	C0110	C0120	C0130	C0140	C0150	C0160	C0170	C0180	
Provisions techniques calculées comme un tout		R0010							
Total des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite, après l'ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie, correspondant aux provisions techniques calculées comme un tout		R0050							
Provisions techniques calculées comme la somme de la meilleure estimation et de la marge de risque									
Meilleure estimation									
Provisions pour primes									
Brutes	R0060	0	0	0	0	0	0	-19 993	
Total des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite, après ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie	R0140	0	0	0	0	0	0	-6 312	
Meilleure estimation nette des provisions pour primes	R0150	0	0	0	0	0	0	-13 682	
Provisions pour sinistres									
Brutes	R0160	0	0	0	0	0	0	159 620	
Total des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite, après ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie	R0240	0	0	0	0	0	0	51 282	
Meilleure estimation nette des provisions pour sinistres	R0250	0	0	0	0	0	0	108 339	
Total meilleure estimation - brut	R0260	0	0	0	0	0	0	139 627	
Total meilleure estimation - net	R0270	0	0	0	0	0	0	94 657	
Marge de risque	R0280	0	0	0	0	0	0	18 978	
Provisions techniques - Total									
Provisions techniques - Total	R0320	0	0	0	0	0	0	158 605	
Montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite, après ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie - total	R0330	0	0	0	0	0	0	44 970	
Provisions techniques nettes des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite	R0340	0	0	0	0	0	0	113 635	

Année d'accident / année de souscription	
Z0020	1

Année de développement											
Année	0	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10 & +
	C0010	C0020	C0030	C0040	C0050	C0060	C0070	C0080	C0090	C0100	C0110
Précédentes	R0100										0
N-9	R0160	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
N-8	R0170	382 935	47 537	1 174	98	16	3	0	0	0	
N-7	R0180	303 254	89 023	2 035	426	235	39	0	0		
N-6	R0190	301 016	82 378	1 982	226	97	12	1			
N-5	R0200	301 860	84 130	2 306	657	407	358				
N-4	R0210	270 556	83 042	2 008	908	261					
N-3	R0220	317 011	83 788	4 803	1 102						
N-2	R0230	322 805	106 624	5 496							
N-1	R0240	450 176	103 221								
N	R0250	477 100									

	Pour l'année en cours	Somme des années (cumulés)
	C0170	C0180
R0100	0	0
R0160	0	0
R0170	0	431 764
R0180	0	395 013
R0190	1	385 712
R0200	358	389 719
R0210	261	356 775
R0220	1 102	406 704
R0230	5 496	434 925
R0240	103 221	553 398
R0250	477 100	477 100
Total	587 539	3 831 110

Meilleure estimation provisions pour sinistres brutes non actualisées

Année		Année de développement										Fin d'année (données actualisées)	
		0	1	2	3	4	5	6	7	8	9		10 & +
		C0200	C0210	C0220	C0230	C0240	C0250	C0260	C0270	C0280	C0290	C0300	
Précédentes	R0100											0	
N-9	R0160	0	1 473	252	124	26	0	0	0	0	0	0	
N-8	R0170	44 260	1 466	815	91	13	0	0	0	0		0	
N-7	R0180	43 206	1 208	282	66	50	0	21	0			0	
N-6	R0190	41 520	1 647	905	192	36	64	0				0	
N-5	R0200	38 057	3 032	465	201	231	63					47	
N-4	R0210	44 565	1 853	536	1 048	488						433	
N-3	R0220	40 802	2 302	8 705	2 718							2 320	
N-2	R0230	41 777	22 084	11 042								9 376	
N-1	R0240	91 020	31 010									26 667	
N	R0250	89 994										84 166	
												R0260	123 008

S.22.01.21 – Impact des mesures relatives aux garanties de long terme et des mesures transitoires

		Montant avec mesures relatives aux garanties de long terme et mesures transitoires	Impact des mesures transitoires sur les provisions techniques	Impact des mesures transitoires sur les taux d'intérêt	Impact d'une correction pour volatilité fixée à zéro	Impact d'un ajustement égalisateur fixé à zéro
		C0010	C0030	C0050	C0070	C0090
Provisions techniques	R0010	314 378	0	0	6 378	0
Fonds propres de base	R0020	800 060	0	0	-3 864	0
Fonds propres éligibles pour couvrir le SCR	R0050	800 060	0	0	-3 864	0
Capital de solvabilité requis	R0090	230 304	0	0	947	0
Fonds propres éligibles pour couvrir le minimum de capital requis	R0100	797 878	0	0	-5 210	0
Minimum de capital requis	R0110	57 576	0	0	237	0

S.23.01.01 – 01 – Fonds propres

		Total	Niveau 1 - non restreint	Niveau 1 - restreint	Niveau 2	Niveau 3
		C0010	C0020	C0030	C0040	C0050
Fonds propres de base avant déduction pour participations dans d'autres secteurs financiers, comme prévu à l'article 68 du règlement délégué 2015/35						
Capital en actions ordinaires (brut des actions propres)	R0010					
Compte de primes d'émission lié au capital en actions ordinaires	R0030					
Fonds initial, cotisations des membres ou élément de fonds propres de base équivalent pour les mutuelles et les entreprises de type mutuel	R0040	32 778	32 778			
Comptes mutualistes subordonnés	R0050					
Fonds excédentaires	R0070					
Actions de préférence	R0090					
Compte de primes d'émission lié aux actions de préférence	R0110					
Réserve de réconciliation	R0130	745 420	745 420			
Passifs subordonnés	R0140	19 679		19 679		
Montant égal à la valeur des actifs d'impôts différés nets	R0160	2 182				2 182
Autres éléments de fonds propres approuvés par l'autorité de contrôle en tant que fonds propres de base non spécifiés supra	R0180					
Fonds propres issus des états financiers qui ne devraient pas être inclus dans la réserve de réconciliation et qui ne respectent pas les critères de fonds propres de Solvabilité II						
Fonds propres issus des états financiers qui ne devraient pas être inclus dans la réserve de réconciliation et qui ne respectent pas les critères de fonds propres de Solvabilité II	R0220					
Déductions						
Déductions pour participations dans des établissements de crédit et des établissements financiers	R0230					
Total fonds propres de base après déductions	R0290	800 060	778 198	19 679		2 182
Fonds propres auxiliaires						
Capital en actions ordinaires non libéré et non appelé, callable sur demande	R0300					
Fonds initial, cotisations des membres ou élément de fonds propres de base équivalents, non libérés, non appelés et appelables sur demande, pour les mutuelles et les entreprises de type mutuel	R0310					
Actions de préférence non libérées et non appelées, appelables sur demande	R0320					
Engagements juridiquement contraignants de souscrire et de payer des passifs subordonnés sur demande	R0330					
Lettres de crédit et garanties relevant de l'article 96, paragraphe 2, de la directive 2009/138/CE	R0340					

		Total	Niveau 1 - non restreint	Niveau 1 - restreint	Niveau 2	Niveau 3
		C0010	C0020	C0030	C0040	C0050
Lettres de crédit et garanties ne relevant pas de l'article 96, paragraphe 2, de la directive 2009/138/CE	R0350					
Rappels de cotisations en vertu de l'article 96, point 3, de la directive 2009/138/CE	R0360					
Rappels de cotisations ne relevant pas de l'article 96, paragraphe 3, de la directive 2009/138/CE	R0370					
Autres fonds propres auxiliaires	R0390					
Total fonds propres auxiliaires	R0400					
Fonds propres éligibles et disponibles						
Total des fonds propres disponibles pour couvrir le capital de solvabilité requis	R0500	800 060	778 198	19 679		2 182
Total des fonds propres disponibles pour couvrir le minimum de capital requis	R0510	797 878	778 198	19 679		
Total des fonds propres éligibles pour couvrir le capital de solvabilité requis	R0540	800 060	778 198	19 679	0	2 182
Total des fonds propres éligibles pour couvrir le minimum de capital requis	R0550	797 878	778 198	19 679	0	
Capital de solvabilité requis	R0580	230 304				
Minimum de capital requis	R0600	57 576				
Ratio fonds propres éligibles sur capital de solvabilité requis	R0620	347%				
Ratio fonds propres éligibles sur minimum de capital requis	R0640	1386%				

S.23.01.01 – 02 – Fonds propres

		C0060
Réserve de réconciliation		
Excédent d'actif sur passif	R0700	780 380
Actions propres (détenues directement et indirectement)	R0710	
Dividendes, distributions et charges prévisibles	R0720	
Autres éléments de fonds propres de base	R0730	34 960
Ajustement pour les éléments de fonds propres restreints relatifs aux portefeuilles sous ajustement égalisateur et aux fonds cantonnés	R0740	
Réserve de réconciliation	R0760	745 420
Bénéfices attendus		
Bénéfices attendus inclus dans les primes futures (EPIFP) – activités vie	R0770	
Bénéfices attendus inclus dans les primes futures (EPIFP) – activités non-vie	R0780	33 565
Total bénéfices attendus inclus dans les primes futures (EPIFP)	R0790	33 565

S.25.01.21 – Capital de solvabilité requis – pour les entreprises qui utilisent la formule standard

		Capital de solvabilité requis brut	Simplifications	PPE
		C0110	C0120	C0090
Risque de marché	R0010	133 770		
Risque de défaut de la contrepartie	R0020	12 424		
Risque de souscription en vie	R0030	30 022		– Aucun
Risque de souscription en santé	R0040	104 569		– Aucun
Risque de souscription en non-vie	R0050	0		– Aucun
Diversification	R0060	-75 544		
Risque lié aux immobilisations incorporelles	R0070			
Capital de solvabilité requis de base	R0100	205 240		

Calcul du capital de solvabilité requis		C0100
Risque opérationnel	R0130	25 108
Capacité d'absorption des pertes des provisions techniques	R0140	-44
Capacité d'absorption des pertes des impôts différés	R0150	
Capital requis pour les activités exercées conformément à l'article 4 de la directive 2003/41/CE	R0160	
Capital de solvabilité requis à l'exclusion des exigences de capital supplémentaire	R0200	230 304
Exigences de capital supplémentaire déjà définies	R0210	
Dont exigences de capital supplémentaire déjà définies – Article 37, paragraphe 1, type a)	R0211	
Dont exigences de capital supplémentaire déjà définies – Article 37, paragraphe 1, type b)	R0212	
Dont exigences de capital supplémentaire déjà définies – Article 37, paragraphe 1, type c)	R0213	
Dont exigences de capital supplémentaire déjà définies – Article 37, paragraphe 1, type d)	R0214	
Capital de solvabilité requis	R0220	230 304

Autres informations sur le SCR

Capital requis pour le sous-module risque sur actions fondé sur la durée	R0400	
Total du capital de solvabilité requis notionnel pour la part restante	R0410	
Total du capital de solvabilité requis notionnel pour les fonds cantonnés	R0420	
Total du capital de solvabilité requis notionnel pour les portefeuilles sous ajustement égalisateur	R0430	
Effets de diversification dus à l'agrégation des nSCR des FC selon l'article 304	R0440	

Approche concernant le taux d'imposition		C0109
Approche basée sur le taux d'imposition moyen	R0590	3

Calcul de la capacité d'absorption de pertes des impôts différés		C0130
LAC DT	R0640	
LAC DT justifiée par la reprise de passifs d'impôts différés	R0650	
LAC DT justifiée au regard de probables bénéfices économiques imposables futur	R0660	
LAC DT justifiée par le report en arrière, exercice en cours	R0670	
LAC DT justifiée par le report en arrière, exercices futurs	R0680	
LAC DT maximale	R0690	

S.28.02.01 – Minimum de capital requis (Activités d'assurance ou de réassurance à la fois vie et non-vie)

		Activités en non-vie	Activités en vie
		Résultat MCR(NL,NL)	Résultat MCR(NL,NL)
		C0010	C0020
Terme de la formule linéaire pour les engagements d'assurance et de réassurance non-vie	R0010	31 672	

		Activités en non-vie		Activités en vie	
		Meilleure estimation et PT calculées comme un tout, nettes (de la réassurance/ des véhicules de titrisation)	Primes émises au cours des 12 derniers mois, nettes (de la réassurance)	Meilleure estimation et PT calculées comme un tout, nettes (de la réassurance/ des véhicules de titrisation)	Primes émises au cours des 12 derniers mois, nettes (de la réassurance)
		C0030	C0040	C0050	C0060
Assurance frais médicaux et réassurance proportionnelle y afférente	R0020	34 236	426 963		
Assurance de protection du revenu, y compris réassurance proportionnelle y afférente	R0030	60 421	24 479		
Assurance indemnisation des travailleurs et réassurance proportionnelle y afférente	R0040				
Assurance de responsabilité civile automobile et réassurance proportionnelle y afférente	R0050				
Autre assurance des véhicules à moteur et réassurance proportionnelle y afférente	R0060				
Assurance maritime, aérienne et transport et réassurance proportionnelle y afférente	R0070				
Assurance incendie et autres dommages aux biens et réassurance proportionnelle y afférente	R0080				
Assurance de responsabilité civile générale et réassurance proportionnelle y afférente	R0090				
Assurance crédit et cautionnement et réassurance proportionnelle y afférente	R0100				
Assurance de protection juridique et réassurance proportionnelle y afférente	R0110				
Assurance assistance et réassurance proportionnelle y afférente	R0120				
Assurance pertes pécuniaires diverses et réassurance proportionnelle y afférente	R0130				
Réassurance santé non proportionnelle	R0140				
Réassurance accidents non proportionnelle	R0150				
Réassurance maritime, aérienne et transport non proportionnelle	R0160				
Réassurance dommages non proportionnelle	R0170				

		Activités en non-vie	Activités en vie
		Résultat MCR(L,NL)	Résultat MCR(L,L)
		C0070	C0080
Terme de la formule linéaire pour les engagements d'assurance et de réassurance vie	R0200		4 373

		Activités en non-vie		Activités en vie	
		Meilleure estimation et PT calculées comme un tout, nettes (de la réassurance/ des véhicules de titrisation)	Montant total du capital sous risque net (de la réassurance/ des véhicules de titrisation)	Meilleure estimation et PT calculées comme un tout, nettes (de la réassurance/ des véhicules de titrisation)	Montant total du capital sous risque net (de la réassurance/ des véhicules de titrisation)
		C0090	C0100	C0110	C0120
Engagements avec participation aux bénéfices – Prestations garanties	R0210			68 202	
Engagements avec participation aux bénéfices – Prestations discrétionnaires futures	R0220			18 935	
Engagements d'assurance avec prestations indexées et en unités de compte	R0230				
Autres engagements de (ré)assurance vie et de (ré)assurance santé	R0240			36 678	
Montant total du capital sous risque pour tous les engagements de (ré)assurance vie	R0250				2 948 539

Calcul du MCR global

		C0130
MCR linéaire	R0300	36 045
Capital de solvabilité requis	R0310	230 304
Plafond du MCR	R0320	103 637
Plancher du MCR	R0330	57 576
MCR combiné	R0340	57 576
Seuil plancher absolu du MCR	R0350	4 000
Minimum de capital requis	R0400	57 576

Calcul du montant notionnel du MCR en non-vie et en vie

		Activités en non-vie	Activités en vie
		C0140	C0150
Montant notionnel du MCR linéaire	R0500	31 672	4 373
Montant notionnel du SCR hors capital supplémentaire (calcul annuel ou dernier calcul)	R0510	202 363	27 941
Plafond du montant notionnel du MCR	R0520	91 064	12 573
Plancher du montant notionnel du MCR	R0530	50 591	6 985
Montant notionnel du MCR combiné	R0540	50 591	6 985
Seuil plancher absolu du montant notionnel du MCR	R0550	2 700	4 000
Montant notionnel du MCR	R0560	50 591	6 985

le modèle S.02.01.02 pour la communication d'informations sur le bilan établies selon les principes de valorisation de l'article 75 de la Directive 2009/138/CE	Applicable
le modèle S.04.05.21 pour la communication d'informations sur les primes, sinistres et dépenses par lignes d'activités	Non applicable
le modèle S.05.01.02 pour la communication d'informations sur les primes, sinistres et dépenses par pays	Applicable
le modèle S.12.01.02 pour la communication d'informations sur les provisions techniques d'assurance vie et d'assurance santé exercée sur une base technique similaire à celle de l'assurance vie (ci-après « santé similaire à la vie »), par ligne d'activité au sens de l'annexe I du Règlement délégué (UE) 2015/35	Applicable
le modèle S.17.01.02 pour la communication d'informations sur les provisions techniques non-vie pour chaque ligne d'activité au sens de l'annexe I du Règlement délégué (UE) 2015/35	Applicable
le modèle S.19.01.21 pour la communication d'informations sur les sinistres en non-vie sous la forme de triangles de développement	Applicable
le modèle S.22.01.21 pour la communication d'informations sur l'impact des mesures relatives aux garanties de long terme et des mesures transitoires	Applicable
le modèle S.23.01.01 pour la communication d'informations sur les fonds propres, y compris les fonds propres de base et les fonds propres auxiliaires	Applicable
le modèle S.25.01.21 pour la communication d'informations sur le capital de solvabilité requis calculé à l'aide de la formule standard	Applicable
le modèle S.25.02.21 pour la communication d'informations sur le capital de solvabilité requis calculé à l'aide de la formule standard et d'un modèle interne partiel	Non applicable
le modèle S.25.03.21 pour la communication d'informations sur le capital de solvabilité requis calculé à l'aide d'un modèle interne intégral	Non applicable
le modèle S.28.01.01 concernant le minimum de capital requis pour les entreprises d'assurance et de réassurance exerçant une activité d'assurance ou de réassurance uniquement vie ou uniquement non-vie	Applicable
le modèle S.28.02.01 concernant le minimum de capital requis pour les entreprises d'assurance exerçant des activités à la fois en vie et en non-vie.	Non applicable

S.02.01.02 – Bilan

Valeur Solvabilité II

C0010

Actifs		
Immobilisations incorporelles	R0030	0
Actifs d'impôts différés	R0040	
Excédent du régime de retraite	R0050	
Immobilisations corporelles détenues pour usage propre	R0060	193
Investissements (autres qu'actifs en représentation de contrats en unités de compte et indexés)	R0070	36 886 020
– Biens immobiliers (autres que détenus pour usage propre)	R0080	85 803
– Détentions dans des entreprises liées, y compris participations	R0090	5 855 545
– Actions	R0100	1 606 429
• Actions – cotées	R0110	1 602 939
• Actions – non cotées	R0120	3 490
– Obligations	R0130	25 653 291
• Obligations d'État	R0140	8 851 252
• Obligations d'entreprise	R0150	16 600 913
• Titres structurés	R0160	194 209
• Titres garantis	R0170	6 916
– Organismes de placement collectif	R0180	2 050 240
– Produits dérivés	R0190	165 458
– Dépôts autres que les équivalents de trésorerie	R0200	139
– Autres investissements	R0210	1 469 114
Actifs en représentation de contrats en unités de compte et indexés	R0220	2 827 447
Prêts et prêts hypothécaires	R0230	38 531
– Avances sur police	R0240	5 860
– Prêts et prêts hypothécaires aux particuliers	R0250	
– Autres prêts et prêts hypothécaires	R0260	32 672
Montants recouvrables au titre des contrats de réassurance	R0270	62 738
– Non-vie et santé similaire à la non-vie	R0280	21 473
• Non-vie hors santé	R0290	0
• Santé similaire à la non-vie	R0300	21 473
– Vie et santé similaire à la vie, hors santé, UC et indexés	R0310	37 816
– Santé similaire à la vie	R0320	7 397
– Vie hors santé, UC et indexés	R0330	30 419
– Vie UC et indexés	R0340	3 448
Dépôts auprès des cédantes	R0350	
Créances nées d'opérations d'assurance et montants à recevoir d'intermédiaires	R0360	542 533
Créances nées d'opérations de réassurance	R0370	3 250
Autres créances (hors assurance)	R0380	509 822
Actions propres auto-détenues (directement)	R0390	
Éléments de fonds propres ou fonds initial appelé(s), mais non encore payé(s)	R0400	
Trésorerie et équivalents de trésorerie	R0410	1 688 002
Autres actifs non mentionnés dans les postes ci-dessus	R0420	38 986
Total de l'actif	R0500	42 597 521

Passifs		
Provisions techniques non-vie	R0510	622 284
– Provisions techniques non-vie (hors santé)	R0520	0
• Provisions techniques calculées comme un tout	R0530	0
• Meilleure estimation	R0540	
• Marge de risque	R0550	
– Provisions techniques santé (similaire à la non-vie)	R0560	622 284
• Provisions techniques calculées comme un tout	R0570	0
• Meilleure estimation	R0580	621 547
• Marge de risque	R0590	737
– Provisions techniques vie (hors UC et indexés)	R0600	27 757 697
• Provisions techniques santé (similaire à la vie)	R0610	493 225
• Provisions techniques calculées comme un tout	R0620	0
• Meilleure estimation	R0630	492 626
• Marge de risque	R0640	599
Provisions techniques vie (hors santé, UC et indexés)	R0650	27 264 471
– Provisions techniques calculées comme un tout	R0660	0
– Meilleure estimation	R0670	26 952 565
– Marge de risque	R0680	311 906
Provisions techniques UC et indexés	R0690	2 838 719
– Provisions techniques calculées comme un tout	R0700	0
– Meilleure estimation	R0710	2 806 572
– Marge de risque	R0720	32 146
Passifs éventuels	R0740	
Provisions autres que les provisions techniques	R0750	30 387
Provisions pour retraite	R0760	
Dépôts des réassureurs	R0770	102
Passifs d'impôts différés	R0780	
Produits dérivés	R0790	238 684
Dettes envers des établissements de crédit	R0800	24 811
Dettes financières autres que celles envers les établissements de crédit	R0810	2 376 669
Dettes nées d'opérations d'assurance et montants dus aux intermédiaires	R0820	164 816
Dettes nées d'opérations de réassurance	R0830	3 306
Autres dettes (hors assurance)	R0840	438 612
Passifs subordonnés	R0850	3 523 169
– Passifs subordonnés non inclus dans les fonds propres de base	R0860	
– Passifs subordonnés inclus dans les fonds propres de base	R0870	3 523 169
Autres dettes non mentionnées dans les postes ci-dessus	R0880	4 107
Total du passif	R0900	38 023 362
Excédent d'actif sur passif	R1000	4 574 158

S.05.01.02 – 01 – Primes, sinistres et dépenses par ligne d'activité

		Ligne d'activité pour : engagements d'assurance et de réassurance non-vie (assurance directe et réassurance proportionnelle acceptée)												Ligne d'activité pour: réassurance non proportionnelle acceptée				Total
		Assurance des frais médicaux	Assurance de protection du revenu	Assurance d'indemnisation des travailleurs	Assurance de responsabilité civile automobile	Assurance de responsabilité civile	Autre assurance des véhicules à moteur	Assurance maritime, aérienne et transport	Assurance incendie et autres dommages aux biens	Assurance de responsabilité civile générale	Assurance crédit et cautionnement	Assurance de protection juridique	Assistance	Pertes pécuniaires diverses	Santé	Accidents	Assurance maritime, aérienne et transport	Biens
		C0010	C0020	C0030	C0040	C0050	C0060	C0070	C0080	C0090	C0100	C0110	C0120	C0130	C0140	C0150	C0160	C0200
Primes émises																		
Brutes - Assurance directe	R0110		21 198															21 198
Brutes - Réassurance proportionnelle acceptée	R0120	361 985	145 150															507 135
Brutes - Réassurance non proportionnelle acceptée	R0130																	
Part des réassureurs	R0140	0	8 485															8 485
Nettes	R0200	361 985	157 862															519 847
Primes acquises																		
Brutes - Assurance directe	R0210		20 542															20 542
Brutes - Réassurance proportionnelle acceptée	R0220	361 985	145 150															507 135
Brutes - Réassurance non proportionnelle acceptée	R0230																	
Part des réassureurs	R0240	0	8 485															8 485
Nettes	R0300	361 985	157 206															519 191
Charge des sinistres																		
Brute - Assurance directe	R0310		18 588															18 588
Brute - Réassurance proportionnelle acceptée	R0320	300 651	37 017															337 669
Brute - Réassurance non proportionnelle acceptée	R0330																	
Part des réassureurs	R0340	0	4 811															4 811
Nette	R0400	300 651	50 794															351 445
Dépenses engagées	R0550	50 664	25 554															76 218
Solde - Autres dépenses/recettes techniques	R1200																	
Total des dépenses	R1300																	76 218

S.05.01.02 – 02 – Primes, sinistres et dépenses par ligne d’activité

Ligne d'activité pour : engagements d'assurance vie										Engagements de réassurance vie		Total
	Assurance maladie	Assurance avec participation aux bénéfices	Assurance indexée et en unités de compte	Autres assurances vie	Rentes découlant des contrats d'assurance non-vie et liées aux engagements d'assurance santé	Rentes découlant des contrats d'assurance non-vie et liées aux engagements d'assurance autres que les engagements d'assurance santé	Réassurance maladie	Réassurance vie				
	C0210	C0220	C0230	C0240	C0250	C0260	C0270	C0280	C0300			
Primes émises												
Brutes		347 463	139 400	70 624	9 260		80 012	3 175 194	3 821 953			
Part des réassureurs		28 023	894	0	0		0	0	28 918			
Nettes		319 440	138 505	70 624	9 260		80 012	3 175 194	3 793 035			
Primes acquises												
Brutes		344 311	139 400	71 187	10 176		80 012	3 175 194	3 820 280			
Part des réassureurs		28 023	894	0	0		0	0	28 918			
Nettes		316 288	138 505	71 187	10 176		80 012	3 175 194	3 791 362			
Charge des sinistres												
Brute		818 930	113 941	40 315	1 588		76 314	2 810 686	3 861 774			
Part des réassureurs		13 084	7	0	0		0	0	13 091			
Nette		805 846	113 934	40 315	1 588		76 314	2 810 686	3 848 683			
Dépenses engagées		299 767	71 592	27 238	4 697		11 142	16 628	431 063			
Solde – Autres dépenses/recettes techniques												
Total des dépenses									431 063			
Montant total des rachats		383 537	87 067	1 882				2 736 143	3 208 629			

S.12.01.02 – Provisions techniques vie et santé SLT

	Assurance avec participation aux bénéfices	Assurance indexée et en unités de compte			Autres assurances vie			Rentes découlant des contrats d'assurance non-vie et liées aux engagements d'assurance autres que les engagements d'assurance santé	Réassurance acceptée	Total (vie hors santé, y compris UC)
		Contrats sans options ni garanties	Contrats avec options ou garanties	C0030	C0040	C0050	C0060	Contrats sans options ni garanties	Contrats avec options ou garanties	
C0020										
C0070										
C0080										
C0090										
C0100										
C0150										
R0010										
R0020										
Provisions techniques calculées comme la somme de la meilleure estimation et de la marge de risque										
Meilleure estimation										
R0030	7 770 445		2 780 123						19 674 429	30 224 997
R0080	30 419		3 448						0	33 867
R0090	7 740 026		2 776 675						19 674 429	30 191 130
R0100	89 002	31 843							223 207	344 053
R0200	7 754 878	2 811 967							19 536 345	30 103 190
Provisions techniques - Total										

		Assurance santé (assurance directe)			Rentes découlant des contrats d'assurance non-vie et liées aux engagements d'assurance santé	Réassurance santé (réassurance acceptée)	Total (santé similaire à la vie)
		Contrats sans options ni garanties	Contrats avec options ou garanties				
			C0170	C0180			
C0160					C0190	C0200	C0210
Provisions techniques calculées comme un tout	R0010						
Total des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite, après l'ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie, correspondant aux provisions techniques calculées comme un tout	R0020						
Provisions techniques calculées comme la somme de la meilleure estimation et de la marge de risque							
Meilleure estimation							
Meilleure estimation brute	R0030			0	52 297	440 748	493 046
Total des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite, après ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie	R0080			0	7 397	0	7 397
Meilleure estimation diminuée des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite	R0090			0	44 900	440 748	485 649
Marge de risque	R0100	0			599	0	599
Provisions techniques - Total	R0200	0			52 477	440 748	493 225

S.17.01.02 – Provisions techniques non-vie

	Assurance directe et réassurance proportionnelle acceptée									
	Assurance des frais médicaux	Assurance de protection du revenu	Assurance d'indemnisation des travailleurs	Assurance de responsabilité civile automobile	Autre assurance des véhicules à moteur	Assurance maritime, aérienne et transport	Assurance incendie et autres dommages aux biens	Assurance de responsabilité civile générale	Assurance de crédit et cautionnement	
Provisions techniques calculées comme un tout	R0020	C0030	C0040	C0050	C0060	C0070	C0080	C0090	C0100	
Total des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite, après l'ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie, correspondant aux provisions techniques calculées comme un tout	R0050									
Provisions techniques calculées comme la somme de la meilleure estimation et de la marge de risque										
Meilleure estimation										
Provisions pour primes										
Brutes	R0060	49 037	42 948							
Total des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite, après ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie	R0140									
Meilleure estimation nette des provisions pour primes	R0150	49 037	42 948							
Provisions pour sinistres										
Brutes	R0160	88 397	441 620							
Total des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite, après ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie	R0240	0	21 473							
Meilleure estimation nette des provisions pour sinistres	R0250	88 397	420 147							
Total meilleure estimation - brut	R0260	137 433	484 569							
Total meilleure estimation - net	R0270	137 433	463 096							
Marge de risque	R0280	0	737							
Provisions techniques - Total										
Provisions techniques - Total	R0320	137 433	484 851							
Montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite, après ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie - total	R0330	0	21 473							
Provisions techniques nettes des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite	R0340	137 433	463 378							

	Assurance directe et réassurance proportionnelle acceptée					Réassurance non proportionnelle acceptée					Total engagements en non-vie
	Assurance de protection juridique	Assistance	Pertes pécuniaires diverses	Réassurance santé non proportionnelle	Réassurance accidents non proportionnelle	Réassurance maritime, aérienne et transport non proportionnelle	Réassurance dommages non proportionnelle				
	C0110	C0120	C0130	C0140	C0150	C0160	C0170		C0180		
Provisions techniques calculées comme un tout											
	R0010										
Total des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite, après l'ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie, correspondant aux provisions techniques calculées comme un tout	R0050										
Provisions techniques calculées comme la somme de la meilleure estimation et de la marge de risque											
Meilleure estimation											
Provisions pour primes											
Brutes	R0060									91 985	
Total des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite, après ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie	R0140										
Meilleure estimation nette des provisions pour primes	R0150									91 985	
Provisions pour sinistres											
Brutes	R0160									530 017	
Total des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite, après ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie	R0240									21 473	
Meilleure estimation nette des provisions pour sinistres	R0250									508 544	
Total meilleure estimation - brut	R0260									622 002	
Total meilleure estimation - net	R0270									600 529	
Marge de risque	R0280									737	
Provisions techniques - Total											
Provisions techniques - Total	R0320									622 284	
Montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite, après ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie - total	R0330									21 473	
Provisions techniques nettes des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite	R0340									600 811	

S.19.01.21 – Sinistres en non-vie

Année d'accident / année de souscription	Z0020	1
--	-------	---

Sinistres payés bruts (non cumulés)

Année	Année de développement											Pour l'année en cours	Somme des années (cumulés)		
	0	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10 & +				
	C0010	C0020	C0030	C0040	C0050	C0060	C0070	C0080	C0090	C0100	C0110	C0170	C0180		
Précédentes	R0100										-57	0	0		
N-9	242 292	71 708	12 516	4 235	621	68	456	49	17	4		0	15 565		
N-8	223 985	67 221	15 604	3 880	599	-125	27	37	7			0	14 316		
N-7	216 327	67 892	16 535	4 848	362	527	65	-3				0	15 993		
N-6	236 201	72 972	13 568	4 388	1 222	164	0					0	15 298		
N-5	230 915	67 640	17 819	7 064	383	131						20	21 629		
N-4	221 945	64 536	19 727	6 400	680							219	23 615		
N-3	274 514	78 470	36 458	9 411								1 315	22 162		
N-2	292 328	92 305	36 891									2 630	21 296		
N-1	306 470	91 412										8 231	18 496		
N	293 454											11 904	11 904		
Total													R0260	24 319	180 274

[illegible]

S.22.01.21 – Impact des mesures relatives aux garanties de long terme et des mesures transitoires

		Montant avec mesures relatives aux garanties de long terme et mesures transitoires	Impact des mesures transitoires sur les provisions techniques	Impact des mesures transitoires sur les taux d'intérêt	Impact d'une correction pour volatilité fixée à zéro	Impact d'un ajustement égalisateur fixé à zéro
		C0010	C0030	C0050	C0070	C0090
Provisions techniques	R0010	31 218 699	466 735	0	137 135	0
Fonds propres de base	R0020	8 081 327	-466 735	0	-137 135	0
Fonds propres éligibles pour couvrir le SCR	R0050	7 054 162	-583 144	0	-131 459	0
Capital de solvabilité requis	R0090	2 712 928	549	0	79 918	0
Fonds propres éligibles pour couvrir le minimum de capital requis	R0100	5 868 847	-582 822	0	-165 383	0
Minimum de capital requis	R0110	855 747	2 981	0	30 176	0

S.23.01.01 – 01 – Fonds propres

		Total	Niveau 1 - non restreint	Niveau 1 - restreint	Niveau 2	Niveau 3
		C0010	C0020	C0030	C0040	C0050
Fonds propres de base avant déduction pour participations dans d'autres secteurs financiers, comme prévu à l'article 68 du règlement délégué 2015/35						
Capital en actions ordinaires (brut des actions propres)	R0010					
Compte de primes d'émission lié au capital en actions ordinaires	R0030	2 020	2 020			
Fonds initial, cotisations des membres ou élément de fonds propres de base équivalent pour les mutuelles et les entreprises de type mutuel	R0040	581 435	581 435			
Comptes mutualistes subordonnés	R0050					
Fonds excédentaires	R0070	957 023	957 023			
Actions de préférence	R0090					
Compte de primes d'émission lié aux actions de préférence	R0110					
Réserve de réconciliation	R0130	3 017 680	3 017 680			
Passifs subordonnés	R0140	3 523 169		1 453 998	1 583 312	485 858
Montant égal à la valeur des actifs d'impôts différés nets	R0160					
Autres éléments de fonds propres approuvés par l'autorité de contrôle en tant que fonds propres de base non spécifiés supra	R0180					
Fonds propres issus des états financiers qui ne devraient pas être inclus dans la réserve de réconciliation et qui ne respectent pas les critères de fonds propres de Solvabilité II						
Fonds propres issus des états financiers qui ne devraient pas être inclus dans la réserve de réconciliation et qui ne respectent pas les critères de fonds propres de Solvabilité II	R0220					
Déductions						
Déductions pour participations dans des établissements de crédit et des établissements financiers	R0230					
Total fonds propres de base après déductions	R0290	8 081 327	4 558 158	1 453 998	1 583 312	485 858
Fonds propres auxiliaires						
Capital en actions ordinaires non libéré et non appelé, callable sur demande	R0300					
Fonds initial, cotisations des membres ou élément de fonds propres de base équivalents, non libérés, non appelés et appelables sur demande, pour les mutuelles et les entreprises de type mutuel	R0310					
Actions de préférence non libérées et non appelées, appelables sur demande	R0320					
Engagements juridiquement contraignants de souscrire et de payer des passifs subordonnés sur demande	R0330					
Lettres de crédit et garanties relevant de l'article 96, paragraphe 2, de la directive 2009/138/CE	R0340					

		Total	Niveau 1 - non restreint	Niveau 1 - restreint	Niveau 2	Niveau 3
		C0010	C0020	C0030	C0040	C0050
Lettres de crédit et garanties ne relevant pas de l'article 96, paragraphe 2, de la directive 2009/138/CE	R0350					
Rappels de cotisations en vertu de l'article 96, point 3, de la directive 2009/138/CE	R0360					
Rappels de cotisations ne relevant pas de l'article 96, paragraphe 3, de la directive 2009/138/CE	R0370					
Autres fonds propres auxiliaires	R0390					
Total fonds propres auxiliaires	R0400					
Fonds propres éligibles et disponibles						
Total des fonds propres disponibles pour couvrir le capital de solvabilité requis	R0500	8 081 327	4 558 158	1 453 998	1 583 312	485 858
Total des fonds propres disponibles pour couvrir le minimum de capital requis	R0510	7 595 469	4 558 158	1 453 998	1 583 312	
Total des fonds propres éligibles pour couvrir le capital de solvabilité requis	R0540	7 054 162	4 558 158	1 139 540	1 356 464	0
Total des fonds propres éligibles pour couvrir le minimum de capital requis	R0550	5 868 847	4 558 158	1 139 540	171 149	
Capital de solvabilité requis	R0580	2 712 928				
Minimum de capital requis	R0600	855 747				
Ratio fonds propres éligibles sur capital de solvabilité requis	R0620	260%				
Ratio fonds propres éligibles sur minimum de capital requis	R0640	686%				

S.23.01.01 – 02 – Fonds propres

		C0060
Réserve de réconciliation		
Excédent d'actif sur passif	R0700	4 574 158
Actions propres (détenues directement et indirectement)	R0710	
Dividendes, distributions et charges prévisibles	R0720	16 000
Autres éléments de fonds propres de base	R0730	1 540 478
Ajustement pour les éléments de fonds propres restreints relatifs aux portefeuilles sous ajustement égalisateur et aux fonds cantonnés	R0740	
Réserve de réconciliation	R0760	3 017 680
Bénéfices attendus		
Bénéfices attendus inclus dans les primes futures (EPIFP) – activités vie	R0770	16 213
Bénéfices attendus inclus dans les primes futures (EPIFP) – activités non-vie	R0780	3 485
Total bénéfices attendus inclus dans les primes futures (EPIFP)	R0790	19 699

S.25.01.21 – Capital de solvabilité requis – pour les entreprises qui utilisent la formule standard

		Capital de solvabilité requis brut	Simplifications	PPE
		C0110	C0120	C0090
Risque de marché	R0010	4 500 238		
Risque de défaut de la contrepartie	R0020	161 336		
Risque de souscription en vie	R0030	857 846		– Aucun
Risque de souscription en santé	R0040	302 721		– Aucun
Risque de souscription en non-vie	R0050	0		– Aucun
Diversification	R0060	-892 272		
Risque lié aux immobilisations incorporelles	R0070			
Capital de solvabilité requis de base	R0100	4 929 870		

Calcul du capital de solvabilité requis		C0100
Risque opérationnel	R0130	150 220
Capacité d'absorption des pertes des provisions techniques	R0140	-2 367 161
Capacité d'absorption des pertes des impôts différés	R0150	
Capital requis pour les activités exercées conformément à l'article 4 de la directive 2003/41/CE	R0160	
Capital de solvabilité requis à l'exclusion des exigences de capital supplémentaire	R0200	2 712 928
Exigences de capital supplémentaire déjà définies	R0210	
Dont exigences de capital supplémentaire déjà définies – Article 37, paragraphe 1, type a)	R0211	
Dont exigences de capital supplémentaire déjà définies – Article 37, paragraphe 1, type b)	R0212	
Dont exigences de capital supplémentaire déjà définies – Article 37, paragraphe 1, type c)	R0213	
Dont exigences de capital supplémentaire déjà définies – Article 37, paragraphe 1, type d)	R0214	
Capital de solvabilité requis	R0220	2 712 928

Autres informations sur le SCR

Capital requis pour le sous-module risque sur actions fondé sur la durée	R0400	
Total du capital de solvabilité requis notionnel pour la part restante	R0410	
Total du capital de solvabilité requis notionnel pour les fonds cantonnés	R0420	
Total du capital de solvabilité requis notionnel pour les portefeuilles sous ajustement égalisateur	R0430	
Effets de diversification dus à l'agrégation des nSCR des FC selon l'article 304	R0440	

Approche concernant le taux d'imposition		C0109
Approche basée sur le taux d'imposition moyen	R0590	No

Calcul de la capacité d'absorption de pertes des impôts différés		C0130
LAC DT	R0640	
LAC DT justifiée par la reprise de passifs d'impôts différés	R0650	
LAC DT justifiée au regard de probables bénéfices économiques imposables futurs	R0660	
LAC DT justifiée par le report en arrière, exercice en cours	R0670	
LAC DT justifiée par le report en arrière, exercices futurs	R0680	
LAC DT maximale	R0690	

S.28.01.01 – Minimum de capital requis (MCR) – Activité d'assurance ou de réassurance vie uniquement ou activité d'assurance ou de réassurance non-vie uniquement

		C0010	
Résultat MCRNL	R0010	106 028	
		Meilleure estimation et PT calculées comme un tout, nettes (de la réassurance/des véhicules de titrisation)	Primes émises au cours des 12 derniers mois, nettes (de la réassurance)
		C0020	C0030
Assurance frais médicaux et réassurance proportionnelle y afférente	R0020	137 433	385 306
Assurance de protection du revenu, y compris réassurance proportionnelle y afférente	R0030	462 977	244 814
Assurance indemnisation des travailleurs et réassurance proportionnelle y afférente	R0040	0	0
Assurance de responsabilité civile automobile et réassurance proportionnelle y afférente	R0050	0	0
Autre assurance des véhicules à moteur et réassurance proportionnelle y afférente	R0060	0	0
Assurance maritime, aérienne et transport et réassurance proportionnelle y afférente	R0070	0	0
Assurance incendie et autres dommages aux biens et réassurance proportionnelle y afférente	R0080	0	0
Assurance de responsabilité civile générale et réassurance proportionnelle y afférente	R0090	0	0
Assurance crédit et cautionnement et réassurance proportionnelle y afférente	R0100	0	0
Assurance de protection juridique et réassurance proportionnelle y afférente	R0110	0	0
Assurance assistance et réassurance proportionnelle y afférente	R0120	0	0
Assurance pertes pécuniaires diverses et réassurance proportionnelle y afférente	R0130	0	0
Réassurance santé non proportionnelle	R0140	0	0
Réassurance accidents non proportionnelle	R0150	0	0
Réassurance maritime, aérienne et transport non proportionnelle	R0160	0	0
Réassurance dommages non proportionnelle	R0170	0	0

Terme de la formule linéaire pour les engagements d'assurance et de réassurance vie

		C0040
Résultat MCRL	R0200	749 719

		Meilleure estimation et PT calculées comme un tout, nettes (de la réassurance/des véhicules de titrisation)	Montant total du capital sous risque net (de la réassurance/ des véhicules de titrisation)
		C0050	C0060
Engagements avec participation aux bénéfices – Prestations garanties	R0210	24 346 440	
Engagements avec participation aux bénéfices – Prestations discrétionnaires futures	R0220	3 877 470	
Engagements d'assurance avec prestations indexées et en unités de compte	R0230	2 803 124	
Autres engagements de (ré)assurance vie et de (ré)assurance santé	R0240	440 748	
Montant total du capital sous risque pour tous les engagements de (ré)assurance vie	R0250		30 930 459

Calcul du MCR global

		C0070
MCR linéaire	R0300	855 747
Capital de solvabilité requis	R0310	2 712 928
Plafond du MCR	R0320	1 220 818
Plancher du MCR	R0330	678 232
MCR combiné	R0340	855 747
Seuil plancher absolu du MCR	R0350	4 000
Minimum de capital requis	R0400	855 747

La Mondiale Europartner

le modèle S.02.01.02 pour la communication d'informations sur le bilan établies selon les principes de valorisation de l'article 75 de la Directive 2009/138/CE	Applicable
le modèle S.04.05.21 pour la communication d'informations sur les primes, sinistres et dépenses par pays	Applicable
le modèle S.05.01.02 pour la communication d'informations sur les primes, sinistres et dépenses par lignes d'activités	Applicable
le modèle S.12.01.02 pour la communication d'informations sur les provisions techniques d'assurance vie et d'assurance santé exercée sur une base technique similaire à celle de l'assurance vie (ci-après « santé similaire à la vie »), par ligne d'activité au sens de l'annexe I du Règlement délégué (UE) 2015/35	Applicable
le modèle S.17.01.02 pour la communication d'informations sur les provisions techniques non-vie pour chaque ligne d'activité au sens de l'annexe I du Règlement délégué (UE) 2015/35	Non applicable
le modèle S.19.01.21 pour la communication d'informations sur les sinistres en non-vie sous la forme de triangles de développement	Non applicable
le modèle S.22.01.21 pour la communication d'informations sur l'impact des mesures relatives aux garanties de long terme et des mesures transitoires	Applicable
le modèle S.23.01.01 pour la communication d'informations sur les fonds propres, y compris les fonds propres de base et les fonds propres auxiliaires	Applicable
le modèle S.25.01.21 pour la communication d'informations sur le capital de solvabilité requis calculé à l'aide de la formule standard	Applicable
le modèle S.25.02.21 pour la communication d'informations sur le capital de solvabilité requis calculé à l'aide de la formule standard et d'un modèle interne partiel	Non applicable
le modèle S.25.03.21 pour la communication d'informations sur le capital de solvabilité requis calculé à l'aide d'un modèle interne intégral	Non applicable
le modèle S.28.01.01 concernant le minimum de capital requis pour les entreprises d'assurance et de réassurance exerçant une activité d'assurance ou de réassurance uniquement vie ou uniquement non-vie	Applicable
le modèle S.28.02.01 concernant le minimum de capital requis pour les entreprises d'assurance exerçant des activités à la fois en vie et en non-vie.	Non applicable

Actifs		
Immobilisations incorporelles	R0030	
Actifs d'impôts différés	R0040	
Excédent du régime de retraite	R0050	
Immobilisations corporelles détenues pour usage propre	R0060	1 381
Investissements (autres qu'actifs en représentation de contrats en unités de compte et indexés)	R0070	277 744
– Biens immobiliers (autres que détenus pour usage propre)	R0080	
– Détentions dans des entreprises liées, y compris participations	R0090	1
– Actions	R0100	1
• Actions – cotées	R0110	
• Actions – non cotées	R0120	1
– Obligations	R0130	277 705
• Obligations d'État	R0140	86 480
• Obligations d'entreprise	R0150	191 225
• Titres structurés	R0160	
• Titres garantis	R0170	
– Organismes de placement collectif	R0180	36
– Produits dérivés	R0190	
– Dépôts autres que les équivalents de trésorerie	R0200	
– Autres investissements	R0210	
Actifs en représentation de contrats en unités de compte et indexés	R0220	14 465 845
Prêts et prêts hypothécaires	R0230	50 372
– Avances sur police	R0240	50 372
– Prêts et prêts hypothécaires aux particuliers	R0250	
– Autres prêts et prêts hypothécaires	R0260	
Montants recouvrables au titre des contrats de réassurance	R0270	6 179 044
– Non-vie et santé similaire à la non-vie	R0280	
• Non-vie hors santé	R0290	
• Santé similaire à la non-vie	R0300	
– Vie et santé similaire à la vie, hors santé, UC et indexés	R0310	6 179 044
– Santé similaire à la vie	R0320	
– Vie hors santé, UC et indexés	R0330	6 179 044
– Vie UC et indexés	R0340	
Dépôts auprès des cédantes	R0350	
Créances nées d'opérations d'assurance et montants à recevoir d'intermédiaires	R0360	
Créances nées d'opérations de réassurance	R0370	
Autres créances (hors assurance)	R0380	80 541
Actions propres auto-détenues (directement)	R0390	
Éléments de fonds propres ou fonds initial appelé(s), mais non encore payé(s)	R0400	
Trésorerie et équivalents de trésorerie	R0410	271 936
Autres actifs non mentionnés dans les postes ci-dessus	R0420	1 105
Total de l'actif	R0500	21 327 967

Passifs		
Provisions techniques non-vie	R0510	
– Provisions techniques non-vie (hors santé)	R0520	
• Provisions techniques calculées comme un tout	R0530	
• Meilleure estimation	R0540	
• Marge de risque	R0550	
– Provisions techniques santé (similaire à la non-vie)	R0560	
• Provisions techniques calculées comme un tout	R0570	
• Meilleure estimation	R0580	
• Marge de risque	R0590	
– Provisions techniques vie (hors UC et indexés)	R0600	6 189 799
• Provisions techniques santé (similaire à la vie)	R0610	
• Provisions techniques calculées comme un tout	R0620	
• Meilleure estimation	R0630	
• Marge de risque	R0640	
Provisions techniques vie (hors santé, UC et indexés)	R0650	6 189 799
– Provisions techniques calculées comme un tout	R0660	
– Meilleure estimation	R0670	6 139 122
– Marge de risque	R0680	50 677
Provisions techniques UC et indexés	R0690	14 228 211
– Provisions techniques calculées comme un tout	R0700	
– Meilleure estimation	R0710	14 111 723
– Marge de risque	R0720	116 488
Passifs éventuels	R0740	
Provisions autres que les provisions techniques	R0750	1 020
Provisions pour retraite	R0760	
Dépôts des réassureurs	R0770	1 467
Passifs d'impôts différés	R0780	59 820
Produits dérivés	R0790	
Dettes envers des établissements de crédit	R0800	9 571
Dettes financières autres que celles envers les établissements de crédit	R0810	
Dettes nées d'opérations d'assurance et montants dus aux intermédiaires	R0820	137 314
Dettes nées d'opérations de réassurance	R0830	53 782
Autres dettes (hors assurance)	R0840	52 423
Passifs subordonnés	R0850	138 995
– Passifs subordonnés non inclus dans les fonds propres de base	R0860	
– Passifs subordonnés inclus dans les fonds propres de base	R0870	138 995
Autres dettes non mentionnées dans les postes ci-dessus	R0880	0
Total du passif	R0900	20 872 403
Excédent d'actif sur passif	R1000	455 564

S.04.05.21 – 01 – Primes, sinistres et dépenses par pays

		Pays	R1010				
				5 principaux pays : non-vie			
		Pays d'origine					
		C0010	C0020	C0020	C0020	C0020	C0020
Primes émises (brutes)							
Primes brutes émises (assurance directe)	R0020						
Primes brutes émises (réassurance proportionnelle)	R0021						
Primes brutes émises (réassurance non proportionnelle)	R0022						
Primes acquises (brutes)							
Primes brutes acquises (assurance directe)	R0030						
Primes brutes acquises (réassurance proportionnelle)	R0031						
Primes brutes acquises (réassurance non proportionnelle)	R0032						
Charge des sinistres (brute)							
Charge des sinistres (assurance directe)	R0040						
Charge des sinistres (réassurance proportionnelle)	R0041						
Charge des sinistres (réassurance non proportionnelle)	R0042						
Dépenses engagées (brutes)							
Dépenses engagées brutes (assurance directe)	R0050						
Dépenses engagées brutes (réassurance proportionnelle)	R0051						
Dépenses engagées brutes (réassurance non proportionnelle)	R0052						

S.04.05.21 – 02 – Primes, sinistres et dépenses par pays

		Pays	R1010				
			5 principaux pays : vie				
		Pays d'origine	FR	IT	BE	PF	NC
		C0030	C0040	C0040	C0040	C0040	C0040
Primes brutes émises	R1020	75 031	1 562 103	806 277	287 857	32 473	28 496
Primes brutes acquises	R1030	75 031	1 562 103	806 277	287 857	32 473	28 496
Charge des sinistres	R1040	82 212	955 528	413 074	96 892	15 605	10 989
Dépenses engagées	R1050	1 806	61 198	28 323	4 508	1 229	760

S.05.01.02 – 01 – Primes, sinistres et dépenses par ligne d'activité

		Ligne d'activité pour : engagements d'assurance et de réassurance non-vie (assurance directe et réassurance proportionnelle acceptée)													Ligne d'activité pour: réassurance non proportionnelle acceptée				Total
		Assurance des frais médicaux	Assurance de protection du revenu	Assurance d'indemnisation des travailleurs	Assurance de responsabilité civile automobile	Autre assurance des véhicules à moteur	Assurance maritime, aérienne et transport	Assurance incendie et autres dommages aux biens	Assurance de responsabilité civile générale	Assurance crédit et cautionnement	Assurance de protection juridique	Assistance	Pertes pécuniaires diverses	Santé	Accidents	Assurance maritime, aérienne et transport	Biens		
		C0010	C0020	C0030	C0040	C0050	C0060	C0070	C0080	C0090	C0100	C0110	C0120	C0130	C0140	C0150	C0160	C0200	
Primes émises																			
Brutes - Assurance directe	R0110																		
Brutes - Réassurance proportionnelle acceptée	R0120																		
Brutes - Réassurance non proportionnelle acceptée	R0130																		
Part des réassureurs	R0140																		
Nettes	R0200																		
Primes acquises																			
Brutes - Assurance directe	R0210																		
Brutes - Réassurance proportionnelle acceptée	R0220																		
Brutes - Réassurance non proportionnelle acceptée	R0230																		
Part des réassureurs	R0240																		
Nettes	R0300																		
Charge des sinistres																			
Brute - Assurance directe	R0310																		
Brute - Réassurance proportionnelle acceptée	R0320																		
Brute - Réassurance non proportionnelle acceptée	R0330																		
Part des réassureurs	R0340																		
Nette	R0400																		
Dépenses engagées	R0550																		
Solde - Autres dépenses/recettes techniques	R1200																		
Total des dépenses techniques	R1300																		

S.05.01.02 – 02 – Primes, sinistres et dépenses par ligne d'activité

	Ligne d'activité pour : engagements d'assurance vie								Engagements de réassurance vie		Total
	Assurance maladie	Assurance avec participation aux bénéfices	Assurance indexée et en unités de compte	Autres assurances vie	Rentes découlant des contrats d'assurance non-vie et liées aux engagements d'assurance santé	Rentes découlant des contrats d'assurance non-vie et liées aux engagements d'assurance autres que les engagements d'assurance santé	Réassurance maladie	Réassurance vie			
	C0210	C0220	C0230	C0240	C0250	C0260	C0270	C0280			
Primes émises											
Brutes	R1410	1 318 208	1 522 423	650							2 841 281
Part des réassureurs	R1420	1 479 745	890	642				82			1 481 359
Nettes	R1500	-161 537	1 521 534	8				-82			1 359 922
Primes acquises											
Brutes	R1510	1 318 208	1 522 423	650							2 841 281
Part des réassureurs	R1520	1 479 745	890	642				82			1 481 359
Nettes	R1600	-161 537	1 521 534	8				-82			1 359 922
Charge des sinistres											
Brute	R1610	718 440	996 415					986			1 715 842
Part des réassureurs	R1620	1 086 361						950			1 087 311
Nette	R1700	-367 921	996 415					37			628 531
Dépenses engagées	R1900	17 728	74 153	300				-5			92 176
Solde – Autres dépenses/recettes techniques	R2510										-5 741
Total des dépenses	R2600										86 436
Montant total des rachats	R2700	656 252	861 244					986			1 518 482

S.12.01.02 – Provisions techniques vie et santé SLT

	Assurance avec participation aux bénéfices	Assurance indexée et en unités de compte		Autres assurances vie			Rentes découlant des contrats d'assurance non-vie et liés aux engagements d'assurance autres que les engagements d'assurance santé	Réassurance acceptée	Total (vie hors santé, y compris UC)
		Contrats sans options ni garanties	Contrats avec options ou garanties	Contrats sans options ni garanties	Contrats avec options ou garanties	Contrats sans options ou garanties			
	C0020	C0030	C0040	C0050	C0060	C0070	C0080	C0100	C0150
Provisions techniques calculées comme un tout	R0010								
Total des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite, après l'ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie, correspondant aux provisions techniques calculées comme un tout	R0020								
Provisions techniques calculées comme la somme de la meilleure estimation et de la marge de risque									
Meilleure estimation									
Meilleure estimation brute	R0030	6 133 053		14 111 723			912	5 158	20 250 845
Total des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite, après ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie	R0080	6 173 335					552	5 158	6 179 044
Meilleure estimation diminuée des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite	R0090	-40 282		14 111 723			360	0	14 071 801
Marge de risque	R0100	50 627	116 488		8			43	167 165
Provisions techniques – Total	R0200	6 183 679	14 228 211		919			5 200	20 418 010

	Assurance santé (assurance directe)			Rentes découlant des contrats d'assurance non-vie et liées aux engagements d'assurance santé	Réassurance santé (réassurance acceptée)	Total (santé similaire à la vie)
	Contrats sans options ni garanties	Contrats avec options ou garanties				
	C0160	C0170	C0180	C0190	C0200	C0210
Provisions techniques calculées comme un tout	R0010					
Total des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite, après l'ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie, correspondant aux provisions techniques calculées comme un tout	R0020					
Meilleure estimation brute	R0030					
Total des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite, après ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie	R0080					
Meilleure estimation diminuée des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite	R0090					
Marge de risque	R0100					
Provisions techniques - Total	R0200					

S.22.01.21 – Impact des mesures relatives aux garanties de long terme et des mesures transitoires

		Montant avec mesures relatives aux garanties de long terme et mesures transitoires	Impact des mesures transitoires sur les provisions techniques	Impact des mesures transitoires sur les taux d'intérêt	Impact d'une correction pour volatilité fixée à zéro	Impact d'un ajustement égalisateur fixé à zéro
		C0010	C0030	C0050	C0070	C0090
Provisions techniques	R0010	20 418 010	0	0	18 435	0
Fonds propres de base	R0020	594 559	0	0	-3 867	0
Fonds propres éligibles pour couvrir le SCR	R0050	594 559	0	0	-3 867	0
Capital de solvabilité requis	R0090	302 228	0	0	3 395	0
Fonds propres éligibles pour couvrir le minimum de capital requis	R0100	565 328	0	0	-3 865	0
Minimum de capital requis	R0110	98 821	0	0	14	0

S.23.01.01 – 01 – Fonds propres

		Total	Niveau 1 – non restreint	Niveau 1 – restreint	Niveau 2	Niveau 3
		C0010	C0020	C0030	C0040	C0050
Fonds propres de base avant déduction pour participations dans d'autres secteurs financiers, comme prévu à l'article 68 du règlement délégué 2015/35						
Capital en actions ordinaires (brut des actions propres)	R0010	173 182	173 182			
Compte de primes d'émission lié au capital en actions ordinaires	R0030					
Fonds initial, cotisations des membres ou élément de fonds propres de base équivalent pour les mutuelles et les entreprises de type mutuel	R0040					
Comptes mutualistes subordonnés	R0050					
Fonds excédentaires	R0070					
Actions de préférence	R0090					
Compte de primes d'émission lié aux actions de préférence	R0110					
Réserve de réconciliation	R0130	282 382	282 382			
Passifs subordonnés	R0140	138 995		90 000	48 995	
Montant égal à la valeur des actifs d'impôts différés nets	R0160					
Autres éléments de fonds propres approuvés par l'autorité de contrôle en tant que fonds propres de base non spécifiés supra	R0180					
Fonds propres issus des états financiers qui ne devraient pas être inclus dans la réserve de réconciliation et qui ne respectent pas les critères de fonds propres de Solvabilité II						
Fonds propres issus des états financiers qui ne devraient pas être inclus dans la réserve de réconciliation et qui ne respectent pas les critères de fonds propres de Solvabilité II	R0220					
Déductions						
Déductions pour participations dans des établissements de crédit et des établissements financiers	R0230					
Total fonds propres de base après déductions	R0290	594 559	455 564	90 000	48 995	
Fonds propres auxiliaires						
Capital en actions ordinaires non libéré et non appelé, callable sur demande	R0300					
Fonds initial, cotisations des membres ou élément de fonds propres de base équivalents, non libérés, non appelés et appelables sur demande, pour les mutuelles et les entreprises de type mutuel	R0310					
Actions de préférence non libérées et non appelées, appelables sur demande	R0320					
Engagements juridiquement contraignants de souscrire et de payer des passifs subordonnés sur demande	R0330					
Lettres de crédit et garanties relevant de l'article 96, paragraphe 2, de la directive 2009/138/CE	R0340					

		Total	Niveau 1 - non restreint	Niveau 1 - restreint	Niveau 2	Niveau 3
		C0010	C0020	C0030	C0040	C0050
Lettres de crédit et garanties ne relevant pas de l'article 96, paragraphe 2, de la directive 2009/138/CE	R0350					
Rappels de cotisations en vertu de l'article 96, point 3, de la directive 2009/138/CE	R0360					
Rappels de cotisations ne relevant pas de l'article 96, paragraphe 3, de la directive 2009/138/CE	R0370					
Autres fonds propres auxiliaires	R0390					
Total fonds propres auxiliaires	R0400					
Fonds propres éligibles et disponibles						
Total des fonds propres disponibles pour couvrir le capital de solvabilité requis	R0500	594 559	455 564	90 000	48 995	
Total des fonds propres disponibles pour couvrir le minimum de capital requis	R0510	594 559	455 564	90 000	48 995	
Total des fonds propres éligibles pour couvrir le capital de solvabilité requis	R0540	594 559	455 564	90 000	48 995	0
Total des fonds propres éligibles pour couvrir le minimum de capital requis	R0550	565 328	455 564	90 000	19 764	
Capital de solvabilité requis	R0580	302 228				
Minimum de capital requis	R0600	98 821				
Ratio fonds propres éligibles sur capital de solvabilité requis	R0620	197%				
Ratio fonds propres éligibles sur minimum de capital requis	R0640	572%				

S.23.01.01 – 02 – Fonds propres

C0060

Réserve de réconciliation		
Excédent d'actif sur passif	R0700	455 564
Actions propres (détenues directement et indirectement)	R0710	
Dividendes, distributions et charges prévisibles	R0720	
Autres éléments de fonds propres de base	R0730	173 182
Ajustement pour les éléments de fonds propres restreints relatifs aux portefeuilles sous ajustement égalisateur et aux fonds cantonnés	R0740	
Réserve de réconciliation	R0760	282 382
Bénéfices attendus		
Bénéfices attendus inclus dans les primes futures (EPIFP) – activités vie	R0770	
Bénéfices attendus inclus dans les primes futures (EPIFP) – activités non-vie	R0780	
Total bénéfices attendus inclus dans les primes futures (EPIFP)	R0790	

S.25.01.21 – Capital de solvabilité requis – pour les entreprises qui utilisent la formule standard

		Capital de solvabilité requis brut	Simplifications	PPE
		C0110	C0120	C0090
Risque de marché	R0010	653 290		
Risque de défaut de la contrepartie	R0020	15 354		
Risque de souscription en vie	R0030	227 497		– Aucun
Risque de souscription en santé	R0040	0		– Aucun
Risque de souscription en non-vie	R0050	0		– Aucun
Diversification	R0060	-147 909		
Risque lié aux immobilisations incorporelles	R0070			
Capital de solvabilité requis de base	R0100	748 231		

Calcul du capital de solvabilité requis		C0100
Risque opérationnel	R0130	90 403
Capacité d'absorption des pertes des provisions techniques	R0140	-476 586
Capacité d'absorption des pertes des impôts différés	R0150	-59 820
Capital requis pour les activités exercées conformément à l'article 4 de la directive 2003/41/CE	R0160	
Capital de solvabilité requis à l'exclusion des exigences de capital supplémentaire	R0200	302 228
Exigences de capital supplémentaire déjà définies	R0210	
Dont exigences de capital supplémentaire déjà définies – Article 37, paragraphe 1, type a)	R0211	
Dont exigences de capital supplémentaire déjà définies – Article 37, paragraphe 1, type b)	R0212	
Dont exigences de capital supplémentaire déjà définies – Article 37, paragraphe 1, type c)	R0213	
Dont exigences de capital supplémentaire déjà définies – Article 37, paragraphe 1, type d)	R0214	
Capital de solvabilité requis	R0220	302 228

Autres informations sur le SCR

Capital requis pour le sous-module risque sur actions fondé sur la durée	R0400	
Total du capital de solvabilité requis notionnel pour la part restante	R0410	
Total du capital de solvabilité requis notionnel pour les fonds cantonnés	R0420	
Total du capital de solvabilité requis notionnel pour les portefeuilles sous ajustement égalisateur	R0430	
Effets de diversification dus à l'agrégation des nSCR des FC selon l'article 304	R0440	0

Approche concernant le taux d'imposition		C0109
Approche basée sur le taux d'imposition moyen	R0590	1

Calcul de la capacité d'absorption de pertes des impôts différés		C0130
LAC DT	R0640	-59 820
LAC DT justifiée par la reprise de passifs d'impôts différés	R0650	
LAC DT justifiée au regard de probables bénéfices économiques imposables futurs	R0660	-59 820
LAC DT justifiée par le report en arrière, exercice en cours	R0670	
LAC DT justifiée par le report en arrière, exercices futurs	R0680	
LAC DT maximale	R0690	

S.28.01.01 – Minimum de capital requis (MCR) – Activité d’assurance ou de réassurance vie uniquement ou activité d’assurance ou de réassurance non-vie uniquement

		C0010	
Résultat MCRNL	R0010		
		Meilleure estimation et PT calculées comme un tout, nettes (de la réassurance/des véhicules de titrisation)	Primes émises au cours des 12 derniers mois, nettes (de la réassurance)
		C0020	C0030
Assurance frais médicaux et réassurance proportionnelle y afférente	R0020		
Assurance de protection du revenu, y compris réassurance proportionnelle y afférente	R0030		
Assurance indemnisation des travailleurs et réassurance proportionnelle y afférente	R0040		
Assurance de responsabilité civile automobile et réassurance proportionnelle y afférente	R0050		
Autre assurance des véhicules à moteur et réassurance proportionnelle y afférente	R0060		
Assurance maritime, aérienne et transport et réassurance proportionnelle y afférente	R0070		
Assurance incendie et autres dommages aux biens et réassurance proportionnelle y afférente	R0080		
Assurance de responsabilité civile générale et réassurance proportionnelle y afférente	R0090		
Assurance crédit et cautionnement et réassurance proportionnelle y afférente	R0100		
Assurance de protection juridique et réassurance proportionnelle y afférente	R0110		
Assurance assistance et réassurance proportionnelle y afférente	R0120		
Assurance pertes pécuniaires diverses et réassurance proportionnelle y afférente	R0130		
Réassurance santé non proportionnelle	R0140		
Réassurance accidents non proportionnelle	R0150		
Réassurance maritime, aérienne et transport non proportionnelle	R0160		
Réassurance dommages non proportionnelle	R0170		

Terme de la formule linéaire pour les engagements d’assurance et de réassurance vie

		C0040
Résultat MCRL	R0200	98 821

		Meilleure estimation et PT calculées comme un tout, nettes (de la réassurance/des véhicules de titrisation)	Montant total du capital sous risque net (de la réassurance/ des véhicules de titrisation)
		C0050	C0060
Engagements avec participation aux bénéfices – Prestations garanties	R0210	0	
Engagements avec participation aux bénéfices – Prestations discrétionnaires futures	R0220	0	
Engagements d'assurance avec prestations indexées et en unités de compte	R0230	14 111 723	
Autres engagements de (ré)assurance vie et de (ré)assurance santé	R0240	360	
Montant total du capital sous risque pour tous les engagements de (ré)assurance vie	R0250		45 285

Calcul du MCR global

		C0070
MCR linéaire	R0300	98 821
Capital de solvabilité requis	R0310	302 228
Plafond du MCR	R0320	136 002
Plancher du MCR	R0330	75 557
MCR combiné	R0340	98 821
Seuil plancher absolu du MCR	R0350	4 000
Minimum de capital requis	R0400	98 821

La Mondiale Partenaire

le modèle S.02.01.02 pour la communication d'informations sur le bilan établies selon les principes de valorisation de l'article 75 de la Directive 2009/138/CE	Applicable
le modèle S.04.05.21 pour la communication d'informations sur les primes, sinistres et dépenses par lignes d'activités	Non applicable
le modèle S.05.01.02 pour la communication d'informations sur les primes, sinistres et dépenses par pays	Applicable
le modèle S.12.01.02 pour la communication d'informations sur les provisions techniques d'assurance vie et d'assurance santé exercée sur une base technique similaire à celle de l'assurance vie (ci-après « santé similaire à la vie »), par ligne d'activité au sens de l'annexe I du Règlement délégué (UE) 2015/35	Applicable
le modèle S.17.01.02 pour la communication d'informations sur les provisions techniques non-vie pour chaque ligne d'activité au sens de l'annexe I du Règlement délégué (UE) 2015/35	Non applicable
le modèle S.19.01.21 pour la communication d'informations sur les sinistres en non-vie sous la forme de triangles de développement	Non applicable
le modèle S.22.01.21 pour la communication d'informations sur l'impact des mesures relatives aux garanties de long terme et des mesures transitoires	Applicable
le modèle S.23.01.01 pour la communication d'informations sur les fonds propres, y compris les fonds propres de base et les fonds propres auxiliaires	Applicable
le modèle S.25.01.21 pour la communication d'informations sur le capital de solvabilité requis calculé à l'aide de la formule standard	Applicable
le modèle S.25.02.21 pour la communication d'informations sur le capital de solvabilité requis calculé à l'aide de la formule standard et d'un modèle interne partiel	Non applicable
le modèle S.25.03.21 pour la communication d'informations sur le capital de solvabilité requis calculé à l'aide d'un modèle interne intégral	Non applicable
le modèle S.28.01.01 concernant le minimum de capital requis pour les entreprises d'assurance et de réassurance exerçant une activité d'assurance ou de réassurance uniquement vie ou uniquement non-vie	Applicable
le modèle S.28.02.01 concernant le minimum de capital requis pour les entreprises d'assurance exerçant des activités à la fois en vie et en non-vie.	Non applicable

S.02.01.02 – Bilan

Valeur Solvabilité II

C0010

Actifs		
Immobilisations incorporelles	R0030	0
Actifs d'impôts différés	R0040	
Excédent du régime de retraite	R0050	
Immobilisations corporelles détenues pour usage propre	R0060	17
Investissements (autres qu'actifs en représentation de contrats en unités de compte et indexés)	R0070	5 060 775
– Biens immobiliers (autres que détenus pour usage propre)	R0080	
– Détentions dans des entreprises liées, y compris participations	R0090	9 254
– Actions	R0100	1 793
• Actions – cotées	R0110	1 793
• Actions – non cotées	R0120	0
– Obligations	R0130	4 628 170
• Obligations d'État	R0140	1 334 834
• Obligations d'entreprise	R0150	3 268 773
• Titres structurés	R0160	19 952
• Titres garantis	R0170	4 611
– Organismes de placement collectif	R0180	213 372
– Produits dérivés	R0190	1 157
– Dépôts autres que les équivalents de trésorerie	R0200	
– Autres investissements	R0210	207 028
Actifs en représentation de contrats en unités de compte et indexés	R0220	16 724 350
Prêts et prêts hypothécaires	R0230	175 238
– Avances sur police	R0240	175 238
– Prêts et prêts hypothécaires aux particuliers	R0250	
– Autres prêts et prêts hypothécaires	R0260	
Montants recouvrables au titre des contrats de réassurance	R0270	13 279 350
– Non-vie et santé similaire à la non-vie	R0280	0
• Non-vie hors santé	R0290	0
• Santé similaire à la non-vie	R0300	
– Vie et santé similaire à la vie, hors santé, UC et indexés	R0310	13 279 350
– Santé similaire à la vie	R0320	
– Vie hors santé, UC et indexés	R0330	13 279 350
– Vie UC et indexés	R0340	
Dépôts auprès des cédantes	R0350	
Créances nées d'opérations d'assurance et montants à recevoir d'intermédiaires	R0360	8 240
Créances nées d'opérations de réassurance	R0370	2 171
Autres créances (hors assurance)	R0380	86 607
Actions propres auto-détenues (directement)	R0390	
Éléments de fonds propres ou fonds initial appelé(s), mais non encore payé(s)	R0400	
Trésorerie et équivalents de trésorerie	R0410	301 209
Autres actifs non mentionnés dans les postes ci-dessus	R0420	
Total de l'actif	R0500	35 637 959

Passifs		
Provisions techniques non-vie	R0510	0
– Provisions techniques non-vie (hors santé)	R0520	0
• Provisions techniques calculées comme un tout	R0530	0
• Meilleure estimation	R0540	
• Marge de risque	R0550	
– Provisions techniques santé (similaire à la non-vie)	R0560	
• Provisions techniques calculées comme un tout	R0570	
• Meilleure estimation	R0580	
• Marge de risque	R0590	
– Provisions techniques vie (hors UC et indexés)	R0600	17 100 891
• Provisions techniques santé (similaire à la vie)	R0610	
• Provisions techniques calculées comme un tout	R0620	
• Meilleure estimation	R0630	
• Marge de risque	R0640	
Provisions techniques vie (hors santé, UC et indexés)	R0650	17 100 891
– Provisions techniques calculées comme un tout	R0660	0
– Meilleure estimation	R0670	16 973 467
– Marge de risque	R0680	127 424
Provisions techniques UC et indexés	R0690	16 618 120
– Provisions techniques calculées comme un tout	R0700	0
– Meilleure estimation	R0710	16 494 293
– Marge de risque	R0720	123 827
Passifs éventuels	R0740	
Provisions autres que les provisions techniques	R0750	7 113
Provisions pour retraite	R0760	
Dépôts des réassureurs	R0770	5 098
Passifs d'impôts différés	R0780	3 526
Produits dérivés	R0790	8 225
Dettes envers des établissements de crédit	R0800	283 169
Dettes financières autres que celles envers les établissements de crédit	R0810	207 000
Dettes nées d'opérations d'assurance et montants dus aux intermédiaires	R0820	63 435
Dettes nées d'opérations de réassurance	R0830	136 841
Autres dettes (hors assurance)	R0840	18 254
Passifs subordonnés	R0850	307 995
– Passifs subordonnés non inclus dans les fonds propres de base	R0860	
– Passifs subordonnés inclus dans les fonds propres de base	R0870	307 995
Autres dettes non mentionnées dans les postes ci-dessus	R0880	
Total du passif	R0900	34 759 667
Excédent d'actif sur passif	R1000	878 292

S.05.01.02 – 01 – Primes, sinistres et dépenses par ligne d'activité

	Ligne d'activité pour : engagements d'assurance et de réassurance non-vie (assurance directe et réassurance proportionnelle acceptée)													Ligne d'activité pour : réassurance non proportionnelle acceptée				Total
	Assurance des frais médicaux	Assurance de protection du revenu	Assurance d'indemnisation des travailleurs	Assurance de responsabilité civile automobile	Autre assurance des véhicules à moteur	Assurance maritime, aérienne et transport	Assurance incendie et autres dommages aux biens	Assurance de responsabilité civile générale	Assurance crédit et cautionnement	Assurance de protection juridique	Assistance	Pertes pécuniaires diverses	Santé	Accidents	Assurance maritime, aérienne et transport	Biens		
	C0010	C0020	C0030	C0040	C0050	C0060	C0070	C0080	C0090	C0100	C0110	C0120	C0130	C0140	C0150	C0160		
Primes émises																		
Brutes - Assurance directe	R0110																	
Brutes - Réassurance proportionnelle acceptée	R0120																	
Brutes - Réassurance non proportionnelle acceptée	R0130																	
Part des réassureurs	R0140																	
Nettes	R0200																	
Primes acquises																		
Brutes - Assurance directe	R0210																	
Brutes - Réassurance proportionnelle acceptée	R0220																	
Brutes - Réassurance non proportionnelle acceptée	R0230																	
Part des réassureurs	R0240																	
Nettes	R0300																	
Charge des sinistres																		
Brute - Assurance directe	R0310																	
Brute - Réassurance proportionnelle acceptée	R0320																	
Brute - Réassurance non proportionnelle acceptée	R0330																	
Part des réassureurs	R0340																	
Nette	R0400																	
Dépenses engagées	R0550																	
Solde - Autres dépenses/recettes techniques	R1210																	
Total des dépenses techniques	R1300																	

Ligne d'activité pour : engagements d'assurance vie									
	Assurance maladie	Assurance avec participation aux bénéfices	Assurance indexée et en unités de compte	Autres assurances vie	Rentes découlant des contrats d'assurance non-vie et liés aux engagements d'assurance santé	Rentes découlant des contrats d'assurance non-vie et liés aux engagements d'assurance autres que les engagements d'assurance santé	Engagements de réassurance vie		Total
							Réassurance maladie	Réassurance vie	
C0210									
C0220									
C0230									
C0240									
C0250									
C0260									
C0270									
C0280									
C0300									
Primes émises									
Brutes	R1410	1 927 664	741 677						2 669 341
Part des réassureurs	R1420	1 635 553							1 635 553
Nettes	R1500	292 111	741 677						1 033 788
Primes acquises									
Brutes	R1510	1 927 664	741 677						2 669 341
Part des réassureurs	R1520	1 635 553							1 635 553
Nettes	R1600	292 111	741 677						1 033 788
Charge des sinistres									
Brute	R1610	1 977 538	1 168 473						3 146 012
Part des réassureurs	R1620	1 750 392							1 750 392
Nette	R1700	227 146	1 168 473						1 395 620
Dépenses engagées	R1900	133 904	100 820						234 724
Solde – Autres dépenses/recettes techniques	R2510								
Total des dépenses	R2600								234 724
Montant total des rachats	R2700	1 678 586	996 494						2 675 080

S.12.01.02 – Provisions techniques vie et santé SLT

		Assurance avec participation aux bénéfices		Assurance indexée et en unités de compte		Autres assurances vie		Rentes découlant des contrats d'assurance non-vie et liées aux engagements d'assurance autres que les engagements d'assurance santé	Réassurance acceptée	Total (vie hors santé, y compris UC)	
		C0020	C0030	C0040	C0050	C0060	C0070	C0080	C0090	C0100	C0150
Provisions techniques calculées comme un tout	R0010										
Total des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite, après l'ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie, correspondant aux provisions techniques calculées comme un tout	R0020										
Provisions techniques calculées comme la somme de la meilleure estimation et de la marge de risque											
Meilleure estimation											
Meilleure estimation brute	R0030	16 973 467			16 494 293			0		0	33 467 760
Total des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite, après ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie	R0080	13 279 350			0			0		0	13 279 350
Meilleure estimation diminuée des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite	R0090	3 694 116			16 494 293			0		0	20 188 409
Marge de risque	R0100	127 424	123 827			0				0	251 251
Provisions techniques - Total	R0200	17 100 891	16 618 120			0				0	33 719 011

		Assurance santé (assurance directe)			Rentes découlant des contrats d'assurance non-vie et liés aux engagements d'assurance santé	Réassurance santé (réassurance acceptée)	Total (santé similaire à la vie)
		Contrats sans options ni garanties	Contrats avec options ou garanties				
		C0160	C0170	C0180	C0190	C0200	C0210
Provisions techniques calculées comme un tout	R0010						
Total des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite, après l'ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie, correspondant aux provisions techniques calculées comme un tout	R0020						
Provisions techniques calculées comme la somme de la meilleure estimation et de la marge de risque							
Meilleure estimation							
Meilleure estimation brute	R0030			0	0	0	0
Total des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite, après ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie	R0080			0	0	0	0
Meilleure estimation diminuée des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite	R0090			0	0	0	0
Marge de risque	R0100	0			0	0	0
Provisions techniques - Total	R0200	0			0	0	0

S.22.01.21 – Impact des mesures relatives aux garanties de long terme et des mesures transitoires

		Montant avec mesures relatives aux garanties de long terme et mesures transitoires	Impact des mesures transitoires sur les provisions techniques	Impact des mesures transitoires sur les taux d'intérêt	Impact d'une correction pour volatilité fixée à zéro	Impact d'un ajustement égalisateur fixé à zéro
		C0010	C0030	C0050	C0070	C0090
Provisions techniques	R0010	33 719 011	0	0	66 334	0
Fonds propres de base	R0020	1 186 287	0	0	-28 362	0
Fonds propres éligibles pour couvrir le SCR	R0050	1 186 287	0	0	-28 362	0
Capital de solvabilité requis	R0090	803 196	0	0	11 792	0
Fonds propres éligibles pour couvrir le minimum de capital requis	R0100	1 128 452	0	0	-27 772	0
Minimum de capital requis	R0110	200 799	0	0	2 948	0

S.23.01.01 – 01 – Fonds propres

		Total	Niveau 1 - non restreint	Niveau 1 - restreint	Niveau 2	Niveau 3
		C0010	C0020	C0030	C0040	C0050
Fonds propres de base avant déduction pour participations dans d'autres secteurs financiers, comme prévu à l'article 68 du règlement délégué 2015/35						
Capital en actions ordinaires (brut des actions propres)	R0010	73 413	73 413			
Compte de primes d'émission lié au capital en actions ordinaires	R0030	105 656	105 656			
Fonds initial, cotisations des membres ou élément de fonds propres de base équivalent pour les mutuelles et les entreprises de type mutuel	R0040					
Comptes mutualistes subordonnés	R0050					
Fonds excédentaires	R0070	1 093	1 093	1 093		
Actions de préférence	R0090					
Compte de primes d'émission lié aux actions de préférence	R0110					
Réserve de réconciliation	R0130	698 130	698 130			
Passifs subordonnés	R0140	307 995		210 000	97 995	
Montant égal à la valeur des actifs d'impôts différés nets	R0160					
Autres éléments de fonds propres approuvés par l'autorité de contrôle en tant que fonds propres de base non spécifiés supra	R0180					
Fonds propres issus des états financiers qui ne devraient pas être inclus dans la réserve de réconciliation et qui ne respectent pas les critères de fonds propres de Solvabilité II						
Fonds propres issus des états financiers qui ne devraient pas être inclus dans la réserve de réconciliation et qui ne respectent pas les critères de fonds propres de Solvabilité II	R0220					
Déductions						
Déductions pour participations dans des établissements de crédit et des établissements financiers	R0230					
Total fonds propres de base après déductions	R0290	1 186 287	878 292	210 000	97 995	
Fonds propres auxiliaires						
Capital en actions ordinaires non libéré et non appelé, callable sur demande	R0300					
Fonds initial, cotisations des membres ou élément de fonds propres de base équivalents, non libérés, non appelés et appelables sur demande, pour les mutuelles et les entreprises de type mutuel	R0310					
Actions de préférence non libérées et non appelées, appelables sur demande	R0320					
Engagements juridiquement contraignants de souscrire et de payer des passifs subordonnés sur demande	R0330					
Lettres de crédit et garanties relevant de l'article 96, paragraphe 2, de la directive 2009/138/CE	R0340					

		Total	Niveau 1 - non restreint	Niveau 1 - restreint	Niveau 2	Niveau 3
		C0010	C0020	C0030	C0040	C0050
Lettres de crédit et garanties ne relevant pas de l'article 96, paragraphe 2, de la directive 2009/138/CE	R0350					
Rappels de cotisations en vertu de l'article 96, point 3, de la directive 2009/138/CE	R0360					
Rappels de cotisations ne relevant pas de l'article 96, paragraphe 3, de la directive 2009/138/CE	R0370					
Autres fonds propres auxiliaires	R0390					
Total fonds propres auxiliaires	R0400					
Fonds propres éligibles et disponibles						
Total des fonds propres disponibles pour couvrir le capital de solvabilité requis	R0500	1 186 287	878 292	210 000	97 995	
Total des fonds propres disponibles pour couvrir le minimum de capital requis	R0510	1 186 287	878 292	210 000	97 995	
Total des fonds propres éligibles pour couvrir le capital de solvabilité requis	R0540	1 186 287	878 292	210 000	97 995	0
Total des fonds propres éligibles pour couvrir le minimum de capital requis	R0550	1 128 452	878 292	210 000	40 160	
Capital de solvabilité requis	R0580	803 196				
Minimum de capital requis	R0600	200 799				
Ratio fonds propres éligibles sur capital de solvabilité requis	R0620	148%				
Ratio fonds propres éligibles sur minimum de capital requis	R0640	562%				

S.23.01.01 – 02 – Fonds propres

		C0060
Réserve de réconciliation		
Excédent d'actif sur passif	R0700	878 292
Actions propres (détenues directement et indirectement)	R0710	
Dividendes, distributions et charges prévisibles	R0720	
Autres éléments de fonds propres de base	R0730	180 162
Ajustement pour les éléments de fonds propres restreints relatifs aux portefeuilles sous ajustement égalisateur et aux fonds cantonnés	R0740	
Réserve de réconciliation	R0760	698 130
Bénéfices attendus		
Bénéfices attendus inclus dans les primes futures (EPIFP) – activités vie	R0770	30
Bénéfices attendus inclus dans les primes futures (EPIFP) – activités non-vie	R0780	
Total bénéfices attendus inclus dans les primes futures (EPIFP)	R0790	30

S.25.01.21 – Capital de solvabilité requis – pour les entreprises qui utilisent la formule standard

		Capital de solvabilité requis brut	Simplifications	PPE
		C0110	C0120	C0090
Risque de marché	R0010	1 530 829		
Risque de défaut de la contrepartie	R0020	225 422		
Risque de souscription en vie	R0030	394 363		– Aucun
Risque de souscription en santé	R0040	0		– Aucun
Risque de souscription en non-vie	R0050	0		– Aucun
Diversification	R0060	-398 867		
Risque lié aux immobilisations incorporelles	R0070			
Capital de solvabilité requis de base	R0100	1 751 746		

Calcul du capital de solvabilité requis		C0100
Risque opérationnel	R0130	128 463
Capacité d'absorption des pertes des provisions techniques	R0140	-1 077 013
Capacité d'absorption des pertes des impôts différés	R0150	
Capital requis pour les activités exercées conformément à l'article 4 de la directive 2003/41/CE	R0160	
Capital de solvabilité requis à l'exclusion des exigences de capital supplémentaire	R0200	803 196
Exigences de capital supplémentaire déjà définies	R0210	
Dont exigences de capital supplémentaire déjà définies – Article 37, paragraphe 1, type a)	R0211	
Dont exigences de capital supplémentaire déjà définies – Article 37, paragraphe 1, type b)	R0212	
Dont exigences de capital supplémentaire déjà définies – Article 37, paragraphe 1, type c)	R0213	
Dont exigences de capital supplémentaire déjà définies – Article 37, paragraphe 1, type d)	R0214	
Capital de solvabilité requis	R0220	803 196

Autres informations sur le SCR

Capital requis pour le sous-module risque sur actions fondé sur la durée	R0400	
Total du capital de solvabilité requis notionnel pour la part restante	R0410	
Total du capital de solvabilité requis notionnel pour les fonds cantonnés	R0420	
Total du capital de solvabilité requis notionnel pour les portefeuilles sous ajustement égalisateur	R0430	
Effets de diversification dus à l'agrégation des nSCR des FC selon l'article 304	R0440	

Approche concernant le taux d'imposition		C0109
Approche basée sur le taux d'imposition moyen	R0590	2

Calcul de la capacité d'absorption de pertes des impôts différés		C0130
LAC DT	R0640	
LAC DT justifiée par la reprise de passifs d'impôts différés	R0650	
LAC DT justifiée au regard de probables bénéfices économiques imposables futurs	R0660	
LAC DT justifiée par le report en arrière, exercice en cours	R0670	
LAC DT justifiée par le report en arrière, exercices futurs	R0680	
LAC DT maximale	R0690	

S.28.01.01 – Minimum de capital requis (MCR) – Activité d’assurance ou de réassurance vie uniquement ou activité d’assurance ou de réassurance non-vie uniquement

		C0010	
Résultat MCRNL	R0010	0	
		Meilleure estimation et PT calculées comme un tout, nettes (de la réassurance/des véhicules de titrisation)	Primes émises au cours des 12 derniers mois, nettes (de la réassurance)
		C0020	C0030
Assurance frais médicaux et réassurance proportionnelle y afférente	R0020		
Assurance de protection du revenu, y compris réassurance proportionnelle y afférente	R0030		
Assurance indemnisation des travailleurs et réassurance proportionnelle y afférente	R0040		
Assurance de responsabilité civile automobile et réassurance proportionnelle y afférente	R0050		
Autre assurance des véhicules à moteur et réassurance proportionnelle y afférente	R0060		
Assurance maritime, aérienne et transport et réassurance proportionnelle y afférente	R0070		
Assurance incendie et autres dommages aux biens et réassurance proportionnelle y afférente	R0080		
Assurance de responsabilité civile générale et réassurance proportionnelle y afférente	R0090		
Assurance crédit et cautionnement et réassurance proportionnelle y afférente	R0100		
Assurance de protection juridique et réassurance proportionnelle y afférente	R0110		
Assurance assistance et réassurance proportionnelle y afférente	R0120		
Assurance pertes pécuniaires diverses et réassurance proportionnelle y afférente	R0130		
Réassurance santé non proportionnelle	R0140		
Réassurance accidents non proportionnelle	R0150		
Réassurance maritime, aérienne et transport non proportionnelle	R0160		
Réassurance dommages non proportionnelle	R0170		

Terme de la formule linéaire pour les engagements d’assurance et de réassurance vie

		C0040
Résultat MCRL	R0200	144 619

		Meilleure estimation et PT calculées comme un tout, nettes (de la réassurance/des véhicules de titrisation)	Montant total du capital sous risque net (de la réassurance/ des véhicules de titrisation)
		C0050	C0060
Engagements avec participation aux bénéfices – Prestations garanties	R0210	2 482 608	
Engagements avec participation aux bénéfices – Prestations discrétionnaires futures	R0220	1 212 601	
Engagements d'assurance avec prestations indexées et en unités de compte	R0230	16 494 293	
Autres engagements de (ré)assurance vie et de (ré)assurance santé	R0240		
Montant total du capital sous risque pour tous les engagements de (ré)assurance vie	R0250		511 219

Calcul du MCR global

		C0070
MCR linéaire	R0300	144 619
Capital de solvabilité requis	R0310	803 196
Plafond du MCR	R0320	361 438
Plancher du MCR	R0330	200 799
MCR combiné	R0340	200 799
Seuil plancher absolu du MCR	R0350	4 000
Minimum de capital requis	R0400	200 799

SGAM AG2R LA MONDIALE

Société de groupe d'assurance mutuelle - Entreprise régie par
le Code des assurances - Siège social : 14-16, boulevard
Malesherbes 75008 PARIS - 502 858 418 RCS Paris.
T. : 01 76 60 84 00
ag2rlamondiale.fr

